



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 MAI 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14TH MAY, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessus:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second

publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 2149—18—8—0

publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2150—18—8—0

Lettres Patentes

"Association des Garçons de Table de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Gagnon, Henri Thériault et Jean-G. Lams, tous trois garçons de table, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. L'étude, la défense et le développement des intérêts sociaux, économiques et moraux de leur profession;
2. Créer, administrer des bureaux de renseignements pour les offres et les demandes de travail;
3. S'occuper ou promouvoir parmi ses membres des œuvres sociales, charitables, sportives;
4. Organiser, posséder et administrer des endroits où les membres pourront s'amuser et y tenir des tables de billard, pool, ping-pong, quilles;
5. Revendiquer, faire valoir et promouvoir les droits et intérêts de ses membres soit comme individus, soit comme corps;
6. Acquérir, vendre ou échanger des biens mobiliers qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles l'association est formée en corporation;
7. Tirer, accepter, escompter, endosser des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;
8. Fixer des cotisations ou contributions générales ou spéciales, pécuniaires ou autres, pour l'admission des membres, pour l'entretien et l'amélioration de l'association, lesquelles cotisations ou contributions à être fixées par le bureau de direction;
9. Faire tous actes, transactions, règlements, règles et réglementations concernant la gestion, administration et conduite en général des affaires et industries de l'association et ses membres, et pour la discipline interne, admission, suspension et expulsion de ses membres, avec pouvoir

Letters Patent

"Association des Garçons de Table de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Lucien Gagnon, Henri Thériault and Jean G. Lams, all three waiters, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To study, defence and development of the social, economical and moral interests of their profession;
2. To create and manage information bureaus for offers and applications for work;
3. To engage in or promote amongst its members social and charitable works and sports;
4. To organize, own and manage premises where the members may amuse themselves and keep therein billiard, pool and ping-pong tables and bowling alleys;
5. To uphold, enforce and promote the rights and interests of its members either as individuals, or as a body;
6. To acquire, sell or exchange movable properties which may be necessary or useful for the purposes for which the association is incorporated;
7. To draw, accept, discount, endorse promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;
8. To fix the general or special, pecuniary or other fees or contributions, for the admission of members, the upkeep and improvement of the association, such fees or contributions to be fixed by the Board of Directors.
9. To do all acts and transactions, make by-laws, rules and regulations concerning the management, administration and general conduct of the affairs and industries of the association and its members, and for the internal discipline, admission, suspension and expulsion of its mem-

d'amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tels règlements ou réglementations comme l'association le jugera convenable;

10. Faire toutes choses utiles ou nécessaires jugées convenables à la réalisation d'un ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes, qui peuvent être de temps en temps jugées utiles, nécessaires ou appropriées au bénéfice ou à la protection de l'association, soit comme propriétaire ou intéressé dans toute propriété, sous le nom de "Association des Garçons de Table de Montréal".

Les biens mobiliers de la dite compagnie seront limités à vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI.

2315-o Sous-secrétaire de la Province.

bers, with power to amend, modify, repeal and change in whole or in part such rules or regulations as the association may deem expedient;

10. To do things useful or necessary deemed suitable for the attainment of one or more of the objects enumerated herein, which may from time to time be deemed useful, necessary or appropriate for the benefit or the protection of the association, either as proprietor or interested in any property, under the name of "Association des Garçons de Table de Montréal".

The movable properties of the said company shall be limited to twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI.

2316 Under Secretary of the Province.

"Canadian Industrial Plasters Limited"

"La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Benjamin Shulman, et Samuel-Alexander Shulman, avocats, Dorothy Boretsky, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie qui consiste à plaquer, polir, ouvrir les métaux en général et faire toutes autres sortes de travaux incidents à la dite industrie;

2. Manufacturer et vendre des objets, articles et effets en métal plaqué et généralement faire le commerce de matériels, machineries, appareils ou produits susceptibles d'être utilisés dans la fabrication, préparation et la production de l'un quelconque des dits articles, effets ou objets sus-mentionnés, aussi bien que l'un quelconque des sous-produits de la fabrication, de la préparation ou de la production des dits articles;

3. Faire le commerce, et en gros et en détail de toutes marchandises, ingrédients ou métaux incidents à l'industrie qui consiste à plaquer, polir et ouvrir les métaux;

4. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

5. Acquérir par achat, bail ou échange, octroi, concession ou autrement, des terrains, édifices et propriétés mobilières et immobilières de toute nature, tenure et description et tous immeubles ou intérêts en ceux et tous droits sur ou s'y rapportant et les faire valoir de la manière jugée convenable et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède, en préparant les

"Canadian Industrial Plasters Limited"

La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty second day of April, 1938, incorporating: Benjamin Shulman, and Samuel Alexander Shulman, advocates, Dorothy Boretsky, stenographer, *fille majeure*, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of plating, polishing, finishing of metals in general and to do all other kinds of work incidental to the said business;

2. To manufacture and sell plated metal objects, articles and wares and generally to deal in materials, machinery, apparatus, or products, capable of being used in the manufacture, preparation and production of any of the said articles, wares or objects hereinabove mentioned as well as any by-products of the manufacture, preparation or production of the said articles;

3. To deal both wholesale, and retail in all merchandise, ingredients or metal incidental to the business of plating, polishing and finishing metals;

4. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may be capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise and develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property rights or information so acquired;

5. To acquire by purchase, lease or exchange, grant concession or otherwise, land, buildings, and moveable and immoveable property of any kind, tenure and description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn same to account as may be deemed expedient and without in any way limiting the generality of the foregoing, by

emplacements et construisant, embellissant, améliorant, décorant, meublant, entretenant, exploitant et administrant des maisons de rapport, maisons, logements, garages, bureaux, ateliers, restaurants, usines et convenances de toutes sortes et en consolidant, construisant ou subdivisant les propriétés, et les louer, les exploiter et en disposer;

6. Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer, soit en entier ou en partie, produire, emmagasiner, importer et exporter, échanger ou autrement faire le commerce ou le négoce d'articles, effets, matériels, commodités et marchandises et articles et objets de commerce de toute sorte et description se rapportant à l'industrie de la compagnie, soit fabriqués ou autres, les deux en gros et en détail, soit comme mandants ou agents de toutes sortes;

7. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

8. Etablir des agences et succursales;

9. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés soit comme ou par l'entremise de mandants, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

10. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe, soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrats ou transactions;

11. Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, toute industrie de nature semblable, y compris les machineries, clientèle, ameublement et autres accessoires, et la payer en deniers ou en actions entièrement libérées de la compagnie, le prix et le nombre d'actions qui seront déterminés par la compagnie;

12. Acquérir, détenir, louer, vendre ou échanger les actions du capital, ou les débentures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

13. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et détenir, posséder, développer faire le commerce, vendre ou autrement aliéner toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terrains, entrepôts, magasins et édifices et tous intérêts ou droits s'y rapportant;

14. Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en même temps qu'une partie des opérations de la

preparing, building sites and constructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining and operating and managing apartment buildings, houses, flats, garages, offices, shops, and restaurants, works and conveniences of all kinds and by consolidating or constructing or sub-dividing properties and by leasing, operating and disposing of same;

6. To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture, either in whole or in part, produce, store, import and export, exchange or otherwise deal in or with goods, wares, materials, commodities and merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, whether manufactured or otherwise, both wholesale and retail whether as principals or agents of all kinds;

7. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

8. To establish agencies and branches;

9. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise and to pursue exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such powers being deemed several and not dependant on each other and not limited by the name of the Company and no clause hereof shall be construed—as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

10. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are employees, or members, or with any other association or corporation of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contracts or transactions shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have an interest therein which are or might be adverse to the interests of the company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders, acting upon or in reference to such contract or transaction;

11. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good-will, furniture and other accessories, and to pay for same in cash, or fully paid-up shares of the company, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

12. To acquire, hold, lease, sell or exchange, shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

13. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, warehouses, stores, and buildings, and any interests or rights connected therewith;

14. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the Com-

compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

15. Souscrire, acheter ou acquérir ou accepter, détenir, faire le commerce, vendre et aliéner des obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation et exercer chacun et tous les pouvoirs de voter sur icelles par ses officiers dûment autorisés ou ses fondés de pouvoir dûment nommés;

16. Faire des avances de deniers par voie de prêt, obligations ou autrement, aux personnes ou corporations ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et aux autres personnes moyennant les conditions et garanties qui seront jugées convenables et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise à toute autre compagnie, firme ou individu ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou dans lesquelles elle est en aucune manière intéressée;

17. Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou allié;

18. Emettre des actions entièrement libérées ou partiellement libérées, obligations ou débetures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour toutes propriétés ou pour tous droits acquis par la compagnie et rémunérer, soit pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, soit en deniers ou en actions, obligations ou débetures, tel que susdit, toutes personnes, firmes ou corporations pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie;

19. (1) S'ils sont autorisés par règlement ratifié par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions de la compagnie représentés à une assemblée générale des actionnaires convoquée pour considérer le dit règlement, les directeurs pourront, en aucun temps qu'ils le jugeront à propos:—

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix considérés avantageux;

c. Notwithstanding les dispositions du Code Civil, hypothéquer, donner en garantie ou nantissement, les meubles ou immeubles, présents ou futurs, de la compagnie, pour garantie le paiement des dites obligations ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi connue comme "Loi des Pouvoirs Spéciaux de Certaines Corporations", (chapitre 227) ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les immeubles de la compagnie ou nantir les meubles ou donner différentes sortes de garantie pour garantir le paiement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

(2) Les limitations et restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie faits au moyen de lettres ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Canadian Industrial Plasters Limited" "La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

pany's business or calculated directly or indirectly to enhance the company's interests;

15. To subscribe for, purchase, or acquire or to accept, hold, deal in, sell and dispose of bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed;

16. To make advances by way of loan, bonds or otherwise, to person or corporation having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and security as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the Company or in which it is in any way interested;

17. To act as agents for any company, partnership, or person carrying on any similar or allied business;

18. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds, debentures, of the company, to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company and to remunerate either for any property or rights acquired by the company either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business;

19. (1) If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:—

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act. (Chap. 227), or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

(2) The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Canadian Industrial Plasters Limited" "La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2317

Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2318-o

Under Secretary of the Province.

"Châteauvert Club Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Albert-Pierre Châteauvert, restaurateur, Dame Mary Hachley, épouse commune en biens de Albert -Pierre Châteauvert, ci-haut mentionné, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Sidney Geffner, restaurateur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir par vente, bail ou autrement, et de maintenir un club dans la cité de *Montréal*, district de *Montréal*, pour fins de récréation, instruction, amusements, et pourvoir au logement pour les membres du club; fournir et maintenir ces lieux pour l'usage des membres de ce club, diriger un club et encourager des relations sociales et amicales parmi ses membres, et généralement faire ce qui semblera le meilleur dans l'intérêt du club;

2. Acquérir, recevoir, prendre, louer et garder tels meubles et immeubles comme il pourra être requis à cet effet, et de même aliéner ou autrement changer ou en disposer, hypothéquer des immeubles lorsque cela sera nécessaire dans l'intérêt du club;

3. Signer, faire, accepter et endosser billets d'échange, billets promissaires et autres articles négociables;

4. Adopter telles résolutions et règlements non incompatibles avec les lois de la province de *Québec*, comme il pourrait être requis pour l'administration des affaires, et de même altérer et révoquer suivant la loi;

5. Fournir et servir des repas pour ses membres et leurs invités, et servir de la bière, vins et autres breuvages alcooliques, en conformité à l'acte concernant les liqueurs alcooliques de l'acte des Licences de *Québec*, et ses amendements;

6. Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs se rapportant aux fins pour lesquelles ce club est incorporé, sous le nom de "Châteauvert Club Incorporated".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de mars 1938.

JEAN BRUCHESI,

2319-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Châteauvert Club Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the thirty first day of March, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Albert Pierre Châteauvert, restaurant keeper, Dame Mary Hachley, wife common as to property of Albert Pierre Châteauvert, hereinabove mentioned, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, and Sidney Geffner, restaurant keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire by sale, lease or otherwise, and to maintain a club in the city of *Montreal*, district of *Montreal*, for the purposes of recreation, instruction, amusement and to provide for the lodging of the members of the club; to provide and furnish premises for the use of the members of the said club, manage a club and encourage social and friendly relationship amongst its members, and generally to do what seems best in the interest of the club;

2. To acquire, receive, take, lease and keep such movables and immovables as it may require for such purpose, and likewise to alienate or otherwise change or dispose of the same hypothecate immovables when necessary in the interest of the club;

3. To sign, make, accept and endorse bills of exchange, promissory notes and other negotiable documents;

4. To adopt such resolutions and by-laws not contrary to the laws of the Province of *Quebec*, as may be required for the management of the affairs and likewise to vary and repeal the same according to law;

5. To provide and serve meals to its members and their guests, and to serve beer, wine and other alcoholic beverages, in conformity with the law concerning alcoholic liquor and the *Quebec* License Act, and their amendments.

6. To do all things, exercise all powers incidental to the purposes for which the club is incorporated, under the name of "Châteauvert Club Incorporated".

The amount to which the value of (or the annual revenues from) the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2320

Under Secretary of the Province.

"Club Social Bienvenue Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes

"Club Social Bienvenue Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day

en date du neuvième jour d'avril 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Donat Robillard, vendeur, Tancredi Bienvenu, gérant, et Liborio Lattoni, rentier, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Former une association ou un club pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit des membres;

2. Ouvrir, aménager, organiser, entretenir des endroits, des locaux ou autres lieux propres aux fins proposées, où les membres pourront se livrer à des jeux quelconques tels que jeux de pool, snooker, billards, dames, échecs ou tout autre du même genre, exercices de tir, de gymnastique, de natation, de culture physique;

3. Encourager et promouvoir des sports athlétiques de toutes sortes tels que baseball, foot-ball, basket-ball, la crosse, tennis, hockey, boxe et lutte;

4. Procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges avantages et accommodations qu'ils reçoivent ordinairement dans un club; promouvoir leurs relations sociales;

5. Obtenir tout permis pour la vente de la bière, du vin et liqueurs alcooliques, conformément à la loi des liqueurs alcooliques de Québec et des amendements qui pourront y être apportés ou de tout autre loi y relative;

6. Obtenir un permis de la commission des liqueurs de Québec pour l'installation d'armoires et le dépôt de boissons alcooliques appartenant aux membres;

7. Eriger, acheter, louer, hypothéquer les immeubles qui peuvent être requis pour les objets du club;

8. Acquérir, vendre ou échanger des biens mobiliers qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles le club est formé en corporation;

9. Acquérir pour exploitation ou autrement tout autre club ayant des objets semblables à ceux de ce club;

10. Tirer, accepter, escompter, endosser des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

11. Fixer des cotisations ou contributions, générales ou spéciales, pécunières ou autres pour l'admission des membres, pour l'entretien et l'amélioration du club, lesquelles cotisations ou contributions à être fixées par le bureau de direction;

12. Faire tous actes, transactions, règlements, règles et réglementations concernant la gestion, administration et conduite en général des affaires et industries du club et ses membres et pour la discipline interne, admission, suspension et expulsion de ses membres, avec pouvoir d'amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tels règlements ou réglementations comme le club le jugera convenable;

13. Faire tous arrangements que le club jugera utiles ou nécessaires avec les autorités fédérales, provinciale, municipale, locale ou autres pour l'obtention de droits, privilèges ou concessions qu'il jugera utiles pour la conduite de ses affaires;

14. Faire toutes choses utiles ou nécessaires jugées convenables à la réalisation d'un ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes qui peuvent être de temps en temps jugées utiles, nécessaires ou appropriées au bénéfice ou à la protection du club soit comme propriétaire ou intéressé dans toute propriété;

15. Faire toutes ou l'une quelconque des choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Club Social Bienvenue Inc.",

of April, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Donat Robillard, salesman Tancredi Bienvenu, manager, and Liborio Lattoni, annuitant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To form an association or a club for the recreation and amusement of both the body and mind of the members;

2. To open, equip, organize, maintain buildings, premises and other places suitable for the proposed purposes, where the members may engage in games of all kinds such as pool, snooker, billiards, chess, checkers or other games of a like nature, target practise, gymnastics, swimming and physical culture;

3. To encourage and promote athletic sports of all kinds such as baseball, football, basketball, la crosse, tennis, hockey, boxing and wrestling;

4. To provide for the members and their friends all the usual privileges, advantages and accommodations of a club; promote their social relationship;

5. To secure any license for the sale of beer, wine and alcoholic liquors, in conformity with the Quebec Alcoholic Liquor Act and amendments which may be made thereto or any other act relative thereto;

6. To secure a license from the Quebec Liquor Commission for the installation of lockers and for the keeping therein of alcoholic liquor belonging to the members;

7. To erect, purchase, lease, hypothecate immovables which may be required for the purposes of the club;

8. To acquire, sell or exchange movable properties which may be necessary or useful for the purposes for which the club is incorporated;

9. To acquire for operation or otherwise any other club having objects similar to those of the club;

10. To draw, accept, discount, endorse promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable documents;

11. To fix the fees or contributions, general or special, pecuniary or otherwise, for the admission of members, for the upkeep and improvement of the club, such fees or contributions to be fixed by the Board of Directors;

12. To do all acts and transactions, make by-laws, rules and regulations concerning the management, administration and general conduct of the affairs and industries of the club and its members and for the internal discipline, admission, suspension and expulsion of its members, with power to amend, modify, repeal and change in whole or in part such rules or regulations as the club may deem expedient;

13. To make any arrangements which the club may deem useful or necessary with the federal, provincial, municipal, local or other authorities for the securing of rights, privileges or concessions which it may deem useful for the conduct of its business;

14. To do all things useful or necessary deemed suitable for the attainment of one or more of the objects enumerated herein which may be from time to time deemed useful, necessary or suitable for the benefit or the protection of the club either as proprietor of or interested in any property;

15. To do all or any one of the things hereby authorized, either alone or in conjunction with others, under the name of "Club Social Bienvenue Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal, au No 1023, rue St-Laurent.

Daté du bureau de secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2321—o Sous-secrétaire de la Province.

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal, at No. 1023 St. Laurent Street.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2322 Under Secretary of the Province.

"Coronet Club (Corporation)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Annette Morin, et Paule Chaussé, (célibataires), sténographes, Anatole Rolland, employé, tout de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir et exploiter en la province de Québec un ou plusieurs endroits de réunion et de récréation pour ses membres et leurs invités;

Acquérir, posséder, grever et aliéner des biens meubles et immeubles à cette fin;

Exploiter à l'usage de ses membres et de leurs invités une salle à manger, des salles de billard et autres commerces; et y garder pour ses membres et y vendre des vins, bières et tous autres spiritueux, en conformité des lois de la Province de Québec, subordonnement à l'obtention des permis nécessaires et aux conditions posées en ces permis;

Déterminer par règlements du conseil d'administration les formalités et conditions de l'admission et de l'expulsion de ses membres, ensemble le chiffre de la cotisation, par catégories au besoin;

Admettre comme membres du club, aux termes de ces règlements, toutes personnes, même si elles ne sont pas actionnaires;

Poser tous les actes de la vie civile qui sont nécessaires, même incidemment, à tout ce qui précède; notamment par des effets de commerce;

Echanger ses biens ou actions pour d'autres biens ou d'autres actions (pourvu qu'elles soient d'une corporation faisant affaires analogues), sous le nom de "Coronet Club (Corporation)", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, 1232, ~~D~~orchester.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2323—o Sous-secrétaire de la Province.

"Coronet Club (Corporation)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-first day of April, 1938, incorporating: Annette Morin and Paule Chaussé, (spinsters of age), stenographers, Anatole Rolland, employee, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate in the Province of Quebec one or more meeting places and places for recreation for its members and their guests;

To acquire, own, mortgage and dispose of movable and immovable properties for such purpose;

To operate for the use of the members and their guests a dining-room, billiard rooms and rooms for other purposes; and to keep therein for its members and sell therein wines, beer and all other spirits, in conformity with the laws of the Province of Quebec, subject to the securing of the necessary licenses and under the conditions imposed by such licenses;

To fix by by-laws of the Board of Directors the formalities and conditions for the admission and expulsion of its members, together with the amount of the fees per category as needs be;

To admit as member of the club, under the terms of the said by-laws, any persons, even though they are not shareholders;

To perform all civil acts which are necessary, likewise incidental, to the preceding; particularly by instruments of trade;

To exchange its properties or shares for other properties or other shares (provided they be those of a corporation carrying on a similar business), under the name of "Coronet Club (Corporation)", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, 1232 Dorchester.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2324 Under Secretary of the Province.

"La Cie Martineau Electrique Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Henri Martineau et Roland Terreau, marchands, des cité et district de Québec, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'accessoires électri-

"La Cie Martineau Electrique Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, incorporating: Henri Martineau and Roland Terreau, merchants, of the city and district of Quebec, and Freda Pomerance, spinster of age, stenographer, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To deal in electrical accessories; to manu-

ques; manufacturer, acheter, vendre, détenir, importer, exporter, échanger, attribuer généralement, soit en gros ou en détail, soit comme mandant ou agent, et à commission, consignation ou autrement, des appareils électriques de toutes sortes ainsi que toutes parties, morceaux de rechange, accessoires et tout ce qui semblera susceptibles d'être utilisé et se rapportant au dit commerce, soit directement ou indirectement, et dans la fabrication, réparation, maintien et opération d'iceux;

2. Exercer le commerce de vendeurs dans les lampes, engins, dynamos, générateurs, batteries, "storage batteries" tableaux de distribution (switchboards) usines d'éclairage électrique, pouvoirs électriques, moteurs, fixtures électriques, transformeurs, appareils électriques pour les besoins domestiques, comprenant réfrigérateurs, machines à laver, radios, poêles électriques, balayeuses électriques, grilles pain; manufacturer et produire, tant comme mandants ou agents, échanger et traiter tous articles, accessoires et choses se rapportant à tel commerce, et tous appareils électriques connus ou qui pourraient être inventés à l'avenir;

3. Acheter ou autrement acquérir, détenir, opérer, améliorer et vendre ou autrement aliéner et disposer de propriété immobilière; hypothéquer une ou toutes propriétés immobilières qui appartiendront à la compagnie; acquérir des droits hypothécaires ou réels sur des propriétés immobilières; acquérir des terrains vacants et faire des améliorations et bâtir sur iceux en aucun temps qu'il semblera avantageux à la compagnie;

4. Acheter, vendre et attribuer toutes sortes d'objets et marchandises faisant partie ou se rapportant au commerce d'accessoires et appareils électriques;

5. Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Acheter ou autrement acquérir et entreprendre toute ou partie de commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, ou tout terrain ou propriété immobilière améliorée, assumer, en tout ou en partie, le passif de tel commerce et les obligations dues sur tels terrains ou propriété immobilière améliorée, et les payer entièrement ou partiellement, en terrains, débetures ou en actions entièrement libérées et non imposables de la compagnie, et de les vendre, louer ou autrement en disposer, en tout ou en partie;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

9. Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

factory, purchase, sell, hold, import, export, exchange, deal with generally, either wholesale or retail, whether as principal or agent, on commission, consignment or otherwise, electric apparatus of all kinds as well as all parts, spare parts, accessories and all that may be deemed capable of being used for and in connection with the said business, either directly or indirectly, and in the manufacture, repairing, maintenance and operation of the same;

2. To carry on business as vendors of lamps, engines, dynamos, generators, batteries, storage batteries, switchboards, electric lighting plants, electric power, motors, electric fixtures, transformers, electric appliances for household needs, comprising refrigerators, washing machines, radios, electric stoves, electric sweepers, toasters; to manufacture and produce, both as principals or agents, exchange and process all articles, accessories and things connected with such business, and any electric appliances already known or to be invented in the future;

3. To purchase or otherwise acquire, hold, operate, improve and sell or otherwise alienate and dispose of immovable property; to hypothecate one or more immovable properties belonging to the company; to acquire hypothecary or real rights on immovable properties; to acquire vacant lands and make improvements and build thereon at any time which may seem advantageous to the company;

4. To purchase, sell and deal with all kinds of objects and merchandise forming part of or connected with the business of electrical accessories and appliances;

5. To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its industry, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

6. To purchase or otherwise acquire and undertake all or part of the business of any company having objects similar to those of the company, or any land or improved immovable property, to undertake in whole or in part the liabilities of such business and the obligations due on the said lands or improved immovable property, and to pay for the same in whole or in part, in lands, debentures or fully paid non-assessable shares of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same, in whole or in part;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company, or carrying on an industry which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the present company;

8. To enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any industry or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, guarantee the contracts of or otherwise assist the said persons or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise dispose of the same;

9. To unite with any other company having objects similar to those of the company;

10. Vendre, louer, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, les propriétés ou entreprise de la compagnie, pour telle considération qu'il sera jugé à propos, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune compagnie qui achèterait telle propriété ou entreprise;

11. Faire toute ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

12. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "La Cie Martineau Electrique Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
2325-o Sous-secrétaire de la Province.

"Marcotte Frères Inc."—"Marcotte Brothers Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Ernest Bertrand et Samuel Vincent Ozero, avocats, et Georgette Fife, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Faire le commerce comme fabricants, importateurs, marchands et négociants au gros et au détail, encanteurs au commerce de mercerie, meubles, épicerie, quincaillerie, objet d'art et de toutes autres marchandises généralement achetées et vendues par les encanteurs, agents d'immeubles et comptables;

(b) Acquérir, recevoir, retenir, construire, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de biens meubles et immeubles;

(c) Affecter, hypothéquer ou mettre en gage les biens meubles ou immeubles de la compagnie;

(d) Compromettre, composer, prendre des garanties par hypothèques ou par gages et acquitter ou décharger avec ou sans paiement;

(e) Faire, tirer, accepter, signer, endosser et négocier tous documents, effets de commerce négociables ou non négociables, lettres de change, traite, billet et chèque;

(f) Emprunter et émettre des bons en paiement ou en garantie avec ou sans affectation hypothécaire ou par gage;

(g) Acquérir par achat, échange louage ou autrement tout commerce similaire, nom, outillage, fonds de commerce et achalandage et payer en tout ou en partie en argent ou en parts acquittées;

(h) Acquérir spécialement le nom, fonds de commerce et achalandage d'une compagnie incorporée le 25 février 1920 sous le nom de *Marcotte Frères Limitée—Marcotte Brothers Limited*, suivant convention entre tous les requérants et payer cette acquisition en tout ou en partie par argents ou par des actions acquittées de la compagnie;

(i) Acquérir des parts ou des intérêts dans toute compagnie, société ou personne possédant un commerce similaire et payer en argent ou en parts acquittées;

10. To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or part of the property or undertaking of the company, for such consideration as may be deemed fit, and in particular for shares, debentures or securities of any company purchasing any such property or undertaking;

11. To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

12. To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "La Cie Martineau Electrique Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
2326 Under Secretary of the Province.

"Marcotte Frères Inc."—"Marcotte Brothers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1938, incorporating: Ernest Bertrand and Samuel Vincent Ozero, advocates and Georgette Fife, stenographer, spinster of age and in the use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on business as manufacturers, importers, merchants of and wholesale and retail dealers in, auctioneers for drygoods, furniture, groceries, tinware, objects of art and all other merchandise generally bought and sold by auctioneers, real estate agents and accountants;

(b) To acquire, receive, hold, construct, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of movable and immovable properties;

(c) To charge, hypothecate or pledge the movable or immovable properties of the company;

(d) To compromise, adjust, accept hypothecs or liens as securities and to pay off or settle without or payment;

(e) To make, draw, accept, sign, endorse and negotiate any documents, negotiable or non-negotiable instruments of trade, bills of exchange, drafts, notes and cheques;

(f) To borrow and issue bonds in payment or security with or without affecting the same by hypothec or lien;

(g) To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise any similar business, name, equipment, stock in trade and goodwill and to pay the same in whole or in part with cash or paid up shares;

(h) More particularly to acquire the name, stock in trade and goodwill of a company incorporated on the 25th of February 1920, under the name of *"Marcotte Frères Limitée — Marcotte Brothers Limited"*, according to the agreement with all the petitioners and to pay for such acquisition in whole or in part in cash or with paid up shares of the company;

(i) To acquire shares or interests in any company, partnership or person owning a similar business and to pay therefor in cash or paid up shares;

(j) Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et entreprendre toutes affaires accessoires pour atteindre les objets pour lesquels cette compagnie est formée et pour conduire ses affaires à bonne fin, sous le nom de "Marcotte Frères Inc." — "Marcotte Brothers Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2327-0

(j) To do all things, exercise all powers and undertake all business incidental to the attainment of the objects for which the company is formed and for the proper carrying on of its business, under the name of "Marcotte Frères Inc." — "Marcotte Brothers Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2328

"Sapera Bros. Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, de la cité d'Outremont, et Charles Gavsie, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a. Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements de dames, marchandises sèches, confections et vêtements et merceries pour dames et hommes de toute sorte et description et le matériel brut utilisé en iceux ou pour iceux, et en faire le commerce généralement comme mandant ou agent en gros ou en détail;

b. Agir comme importateurs, acheteurs, vendeurs et manufacturiers et marchands de toutes sortes de lainages, coton, soie et autres genres de tissus, garnitures, articles de fantaisie, bibeloteries et nouveautés;

c. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

d. Faire le commerce d'appareils et machineries pour la fabrication de vêtements, confections et merceries de toutes descriptions et accessoires, étiquettes d'emballage et dispositifs de publicité utilisés ou utiles à la mise sur le marché de l'un quelconque des articles précités;

e. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie précitée ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

f. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'aucune invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

g. Se fusionner ou conclure des conventions

"Sapera Bros. Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty first day of April, 1938, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, of the City of Outremont, and Charles Gavsie, advocate, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

a. To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail;

b. To act as importers, purchasers, vendors and manufacturers of and dealers in all kinds of woollens, cottons, silks, and other kinds of fabrics, trimmings, fancy goods, small wear and novelties;

c. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

d. To deal in apparatus and machinery for the manufacture of clothing, wearing apparel, and furnishings of all descriptions, and in fixtures, packing labels, and advertising devices used or useful in the marketing of any of the above articles;

e. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

f. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

g. To amalgamate or enter into any arrange-

au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

h. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

i. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie, ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

j. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses précesseurs en affaires), ou les parents de ces personnes ou ceux dont ils sont les soutiens et accorder des pensions et allocations et payer des primes d'assurance pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour des objets d'utilité publique ou générale;

k. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou, pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

l. Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement négocier les dits immeubles ou une partie quelconque d'iceux, et développer, améliorer et disposer les dites propriétés en emplacements, rues, ruelles, squares, ou autrement cultiver les dits immeubles et vendre ou disposer des produits d'iceux;

m. Acheter, ériger, construire, et exploiter des moulins, usines, édifices, entrepôts, machineries et matériels pour les fins de la dite industrie, et agir comme agents pour les manufacturiers et marchands de l'un quelconque des matériels et produits sus-énumérés ou ceux de nature semblable;

n. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaire avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats pour toutes telles personnes;

o. Prendre, acquérir et détenir toutes garanties de quelque nature que ce soit, réelles ou personnelles, pour les dettes, engagements ou obligations envers la compagnie, en rapport avec les objets et les fins de cette compagnie;

p. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

ments for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of being conducted, so as to directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company, and to sell, hold, or resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

h. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the Company, or the carrying on of any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the Company;

i. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain and to carry and exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

j. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make arrangements towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

k. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

l. To purchase, lease, or otherwise acquire, and to own, real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise to farm such real estate and to sell or dispose of the products thereof;

m. To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and plants for the purpose of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

n. To lend money to customers and others, having dealings with the Company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

o. To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the Company, in connection with objects and purposes of this Company;

p. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

q. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

r. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout autre pays, et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de tout procès ou poursuite;

s. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

t. Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

u. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, de la manière reçue par voie de dividendes, bonis ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner;

v. Etablir des agences et succursales;

w. Placer et employer des deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

x. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

y. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

z. Emprunter chacune et toutes sommes d'argent qui pourraient être requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

aa. Hypothéquer, grever, gager, nantir ou autrement donner en garantie, chacun ou tous les biens de la compagnie de nature, sorte et description quelconque;

bb. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

cc. Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou une partie quelconque des dépenses incidentes et connexes à sa formation ou à son organisation;

En général faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, dans les présentes, énumérées et les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et des fins de la corporation comme mandant, commissionnaire, agent, procureur, entrepreneur, bailleur, locataire ou autrement, soit seule ou conjointe-

q. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and, in particular, for shares, debentures, or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

r. To promote the Company to be registered and recognized in any other Province of Canada, or in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

s. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of, any of the shares in the Company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or the conduct of its business;

t. To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the Company, in payment or part payment of any real or personal property purchased, or otherwise acquired by the Company;

u. To distribute among the Shareholder of the Company in kind, specie, or otherwise, as may be received by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the Company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the Company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of, or in any other company belonging to this Company, or of which it may have power to dispose;

v. To establish agencies and branches;

w. To invest and deal with the monies of the Company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

x. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals;

y. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

z. To borrow any and all sums that may be required in connection with any one or more operations carried on by the Company;

aa. To hypothecate, charge, mortgage, pledge, or otherwise give as security, any or all of the assets of the Company of whatsoever nature, kind and description;

bb. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

cc. To pay out of the funds of the Company, all or any part of the expenses of, and incidental to the promotion or organization thereof;

In general to do any or all of the things hereinbefore set forth and such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and purposes of the corporation as principal, factor, agent, attorney, contractor, lessor, lessee, or otherwise, either alone, or in conjunction with any person, firm, association or corpo-

ment avec toute personne, firme, association ou corporation, et faire tous les actes et choses et exercer chacun et tous les pouvoirs jusqu'au même degré qu'une personne naturelle pourrait ou devrait légalement faire, jusqu'au degré permis ou autorisé à une corporation en vertu de toutes les lois qui pourraient être présentement ou dans la suite applicables à la corporation ou dont elle pourrait se prévaloir;

Les articles précédents seront chacun interprétés comme fins, objets et pouvoirs et les choses exprimées dans tel article seront, excepté tel qu'autrement expressément pourvu, en aucune manière limitées par induction ou déduction des termes de tout autre article, mais seront considérées comme fins, objets et pouvoirs indépendants, et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux, ou des pouvoirs généraux de la corporation, présentement ou dans la suite, conférés par les lois de la province de Québec, ni l'expression d'une chose sera-t-elle censée en exclure une autre, quoiqu'elle fut de nature semblable non exprimée;

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Sapera Bros. Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$49,000.00, divisé en 100 actions privilégiées, sans droit de participation et de vote, non cumulatives à 6% d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 390 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après, dans les présentes énoncés, à savoir:

1. Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, non cumulatif, sans participation aux taux de, mais n'excédant pas 6% par année sur le capital versé dans le temps sur les dites actions avant qu'aucun dividende soit déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie, et lors de toute ventilation de la compagnie, ou de toute liquidation ou distribution volontaire ou autre, des biens de la compagnie les dites actions privilégiées auront le droit d'être payées en entier, à leur valeur au pair de \$100.00 par action, avant qu'aucun montant ne soit payé sur les actions ordinaires de la compagnie;

2. Les dites actions privilégiées pourront être rachetées ou achetées en tout ou en partie par la compagnie en aucun temps à \$100.00 par action

ration, and to do such acts and things and to exercise any and all such powers to the same extent as a natural person might or could lawfully do, to the full extent authorized or permitted to a corporation under any laws that may be now or hereafter applicable or available to the Corporation;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects, and powers, and the matters expressed in each clause, shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to, or inference from the terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers, and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the corporation, now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another although it be of like nature not expressed;

In case the Company enters into contracts or transacts business with one of more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers, or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Sapera Bros. Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,000.00 divided into 100 6% non-cumulative, non-voting, non-participating preference shares of the par value of \$100.00 each, and 390 common shares of the par value of \$100.00 each.

The said preference shares shall be subject to the preference, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The said preference shares shall be entitled to a preferential, non-cumulative, non-participating dividend at the rate of, but not exceeding six percent (6%) per annum, on the capital for the time being paid up on such shares before any dividends are declared or paid upon the common shares of the Company, and upon any winding up of the Company, or any liquidation or distribution, whether voluntary or otherwise, of the assets of the company the said preference shares shall be entitled to be paid in full at their par value of \$100.00 per share, before any amount is paid upon the common shares of the Company;

2. The said preference shares may be redeemed or repurchased in whole or in part by the Company at any time at \$100.00 per share, upon

sur un avis de trente jours aux porteurs d'icelles, enregistrés dans les livres de la compagnie;

3. Tous les autres profits de la compagnie, disponibles pour distribution en dividendes seront attribués aux actions ordinaires en cours de la compagnie et les dites actions ordinaires auront droit lors de toute ventilation, liquidation ou distribution des biens de la compagnie, tel que précité, à tous les autres propriétés et biens disponibles, comme satisfaction des droits de porteurs des dites actions privilégiées, de la manière dans les présentes énoncée;

4. Les actionnaires possédant les dites actions privilégiées n'auront pas de droit de voter ni de recevoir avis d'aucune assemblée excepté seulement dans le cas d'une assemblée convoquée pour la liquidation ou la ventilation de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2329

Sous-secrétaire de la Province.

thirty days' previous notice to the holders thereof, of record on the books of the company;

3. All other profits of the Company available for distribution in dividends shall be attributed to the outstanding common shares of the company, and the said common shares shall, upon any winding up, liquidation, or distribution of the assets of the company as aforesaid, be entitled to all other available property and assets after satisfaction of the rights of the holders of said preference shares, as set out herein;

4. The shareholders owning said preference shares shall not be entitled to vote, nor receive notice of any meetings except only in the event of a meeting called for the liquidation or winding up of the Company.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty first day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2330-o

Under Secretary of the Province.

"Swan Construction Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril, 1938, constituant en corporation: Harry Blanshay et Joel Marcovitz, avocats, Lily Stromberg, sténographe, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic, louer, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de matériaux, accessoires et équipements de construction, de toutes sortes, et faire le commerce ou la fabrication de tous autres articles ou choses de nature semblable ou analogue aux articles susdits, ou à aucun des dits articles ou qui s'y rapportent;

2. Fabriquer, vendre et faire le commerce du ciment "Portland", et toutes sortes de ciment naturel et autre, chaux, pierre à chaux, plâtre calciné et autres et pierre artificielle; et ériger, ou acquérir par achat, bail ou autrement, ateliers, fours et bâtisses; établir et maintenir et opérer des ateliers, fours et bâtisses; établir et maintenir et opérer des ateliers, fours, entrepôts, agences et dépôts pour la fabrication et l'emmagasinage de son ciment et autres produits et pour leur vente et distribution, et transporter ou les faire transporter, comme articles de commerce, et faire aucune et toutes choses en rapport avec tels objets, et nécessaires et appropriées en rapport avec le trafic et la fabrication tel que susdit;

3. Faire affaires comme entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter posséder et faire des travaux de toutes descriptions, et pour les fins précitées faire les affaires d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneurs pour la construction de travaux publics et privés;

4. Agir comme voituriers, camionneurs, agents voituriers et expéditeurs par terre et par eau, agents, agents à commission, entreposeurs et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporation;

5. Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le

"Swan Construction Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, incorporating: Harry Blanshay and Joel Marcovitz, advocates, Lily Stromberg, stenographer, spinster of the age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise, acquire, deal in and deal with, lease, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, building and construction material, supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing, or any of them, or connected therewith;

2. To manufacture, sell and deal in Portland cement, and all kinds of natural and other cement, lime, limestone, calcined and other plasters and artificial stone; and to erect or acquire by purchase, lease or otherwise, manufactories, kilns and buildings; to establish and maintain and operate manufactories, kilns and buildings; to establish and maintain and operate manufactories; kilns, and warehouses, agencies and depots for manufacturing and storing its cement and other products and for their sale and distribution, and to transport, or cause the same to be transported as articles of commerce, and to do any and all things incidental thereto and necessary and proper to be done in connection with the business of trading and manufacturing as aforesaid;

3. To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purposes aforesaid the business of a general construction company and contractors for the construction of works, public and private;

4. To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, agents, commission agents, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

5. To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks,

trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques de réparations et de garages;

6. Exercer les opérations qui consistent à creuser dans toutes leurs phases y compris le creusement de fossés, canaux, vannes et cours d'eau;

7. Exercer l'industrie de remorquage et de renflouage dans toutes ses spécialités et faire le commerce, ériger, construire, réparer, réclamer, installer, acheter, louer ou autrement acquérir, exploiter, naviguer, entretenir, posséder, affréter et vendre ou autrement aliéner de toutes sortes de vaisseaux, vapeurs, traversiers, barges, dragues, remorqueurs, allèges, bacs, outillages de remorquage, de sauvetage et de renflouage et toutes sortes de machineries, gréments, navires, accessoires, hangars et autres articles requis pour ou utilisés dans les navires ou vaisseaux de toute et chaque description ou s'y rapportant;

8. Construire, louer, acheter ou autrement acquérir et mettre en opération des vapeurs, bateaux et autres vaisseaux de toute sorte ou classe, y compris les remorqueurs et barges et navires de toutes sortes et établir en entretenir des lignes ou services réguliers de vapeurs, bateaux ou autres vaisseaux et généralement exercer les opérations de propriétaires de navires, et conclure des contrats pour le transport de la maille, des passagers, effets, marchandises et du bétail par tous les moyens et soit avec ses propres vaisseaux et moyens de transport ou par ou sur les vaisseaux et moyens de transport des autres;

9. Généralement exercer l'industrie d'entrepreneurs et de propriétaire de cales, quais, jetées, môles, entrepôts, élévateurs à grain et hangars et de propriétaires de navires, constructeurs de vaisseaux et de navires, ingénieurs et propriétaires de remorqueurs, gardiens de quais, entreposeurs;

10. Construire, louer, acheter ou autrement acquérir et posséder et utiliser les cales, entrepôts et autres facilités de tête de ligne qui pourraient être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie et faire et conclure des contrats et conventions avec les voituriers publics et autres, nécessaires pour effectuer les objets de la compagnie ou l'un quelconque des dits objets;

11. Manufacturer, utiliser et vendre des appareils et machineries électriques; aliéner les droits de vente des dits appareils et machineries moyennant un droit régalien, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes en gros et en détail;

12. Manufacturer, acheter, vendre, louer, arrenter et exploiter aucun et tous appareils et machineries pour la fabrication, la génération, l'emmagasinage, l'accumulation, la transmission, ou la distribution d'aucun ou tous les genres de courants électriques et aucune et toutes machineries électriques, appareils, accessoires et pièces de toute nature et description quelconque;

13. Exercer les opérations d'ingénieurs-mécaniciens et marchands et fabricants de matériels, engins et autres machineries, fabricants d'outils, fondeurs en cuivre, ouvriers en métal, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs en fer et acier, forgerons, poseurs d'appareils à vapeur et à gaz, charpentiers, constructeurs, peintres, métallurgistes, fabricants de gaz; acheter, vendre, manufacturer,

tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies, and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

6. To carry on the general business of dredging in all its phases including the digging of ditches, canals, waterways, and water courses;

7. To carry on the business of towing and wrecking in all its branches and to deal in, build, construct, repair, salvage, fit out, buy, lease or otherwise acquire, operate, navigate, maintain, own, charter and to sell or otherwise dispose of all manner of ships, steamboats, ferry boats, barges, dredges, tugs, scows, lighters, towing, wrecking and salvage outfits and all kinds of machinery, tackle, ships, furnishings, stores and other articles required for or used in ships or vessels of any and every description or in connection therewith;

8. To construct, hire, purchase and otherwise acquire and work steamships, boats and other vessels of any kind or class, including tugs and barges and water-craft of all kinds and to establish and maintain lines or regular services of steamships, boats or other vessels and generally to carry on the business of shipowners and to enter into contracts for the carriage of mails, passengers, goods, merchandise and cattle by any means and either by its own vessels and conveyances or by or over the vessels and conveyances of others;

9. Generally to carry on the business of contractors for and proprietors of docks, wharves, jetties, piers, warehouses, grain elevators and stores and of shipowners, shipbuilders, shipwrights, engineers, tug owners, wharfingers, warehousemen;

10. To construct, lease or purchase or otherwise acquire and own and use such docks, warehouses and other terminal facilities as may be convenient and necessary for the purposes of the company and to make and enter into contracts and agreements with common carriers and others necessary for giving effect to the purposes of the company or any of them;

11. To manufacture, use and sell electrical apparatus and machinery; to dispose of rights for the sale of such apparatus and machinery on royalties, and to buy and sell merchandise of all kinds at wholesale and retail;

12. To manufacture, buy, sell, lease, let and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any and all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever;

13. To carry on the business of mechanical engineers and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, toolmakers, brass founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood-workers, builders, painters, metallurgists, gas makers, to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements,

réparer, convertir, modifier, louer ou arrenter et faire le commerce de machinerie, outillages, matériel roulant et quincaillerie de toutes sortes et exercer l'industrie de manufacturier d'engrais;

14. Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger, installer, outiller, et faire le commerce d'engins, machinerie, outils, dispositifs et accessoires de toutes sortes; et acquérir, acheter, vendre, échanger et faire le commerce de tous matériel, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation des engins, machinerie, outils et accessoires, ou en aucune manière en rapport avec les engins, machinerie, outils et accessoires;

15. Manufacturer ou autrement produire ou disposer de tous les effets, articles et marchandises mentionnés dans le paragraphe précédent, ainsi que de tous les matériaux et produits bruts ou autres, pouvant être employés à ces fins ou en former des parties constitutives et acquérir, maintenir, exploiter des fabriques, moulins ou installations nécessaires à ces fins;

16. Exercer le commerce de commissionnaires et de marchands à commission;

17. Exercer les opérations d'agents de transfert et de transport, affréter, en tout ou en partie, des navires, ou faire toutes telles conventions pour les fins de transport, sur toutes ou sur une sorte quelconque de vaisseaux, bateaux et autres moyens de transport, soit par terre ou par mer, de la manière que la compagnie croira avantageuse ou convenable pour les fins de ses opérations;

18. Exercer l'industrie et le commerce de fabricant de fer, d'acier et de cuivre, convertisseur en acier, manufacturier de coke et de fondeur en fer dans toutes leurs spécialités respectives, et faire le commerce et manufacturer le fer, l'acier et tous autres métaux du minerai ou produit ouvré d'iceux;

19. Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de produits chimiques et toutes sortes d'articles, effets et marchandises y alliés ou s'y rapportant;

20. Exercer dans toutes leurs spécialités les opérations de manufacturier et marchands de billots, bois de charpente et de construction, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et tous autres articles et matériels dans lesquels le bois, la pulpe, les planches de pulpe ou le papier entrent ou forment une partie;

21. Faire des recherches, obtenir, travailler, charrier, donner une valeur marchande, vendre et faire le commerce du fer, cuivre, laiton, acier et autres métaux, minéraux et substances;

22. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des emplacements, fermes, terrains miniers ou fruitiers, lots de ville, terres à pâturage ou limites à bois, et toute description d'immeubles et propriétés réelles, ou tous intérêts et droits en iceux, légaux ou équitables ou autres quelconques; prendre, construire, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et aliéner tels lots, terrains, emplacements, immeubles et propriétés réelles ou tout intérêt en iceux, disposer de toute partie quelconque des terrains et propriétés acquis de cette manière, les subdivisant en lots à bâtir, et généralement en les disposant en lots, rues, emplacements pour fins résidentielles ou autres et avec le pouvoir d'y construire des rues, des systèmes d'égout et de drainage nécessaires, y construire des maisons ou autres édifices, fournir aux édifices érigés de cette manière la lumière électrique, le chauffage, le gaz, l'eau ou autres nécessités;

rolling stock and hardware of all kinds, and to carry on business as manufacturers of manure;

14. To manufacture, repair, acquire, buy, sell, exchange, set up equip and deal in engines, machinery, tools and implements of all kinds; and to acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of engines, machinery, tools and implements, or in any way in connection with engines, machinery, tools and implements;

15. To manufacture or otherwise produce or deal in any of the goods, wares or merchandise referred to in the foregoing paragraph, together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form component parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills or plant which may be required in connection therewith;

16. To carry on business as factors and commission merchants;

17. To carry on business as transfer and transportation agents, to charter steamships in whole or in part or to make such arrangements for transportation purposes upon any and all kinds, of ships, boats or other means of transportation whether by land or sea, as the company may find advantageous or expedient for the purposes of its business;

18. To carry on the trades and businesses of iron makers, steel and brass makers, steel converters, coke manufacturers and iron founders in all their respective branches, and to deal in and manufacture iron, steel and all other metals from the ore to the finished products thereof;

19. To manufacture, buy, sell and deal in chemicals and all kinds of goods, wares and merchandise allied or related thereto;

20. To carry on in all its branches the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter or of which they form part;

21. To search for, get, work, raise, make merchandise, sell and deal in iron, copper, brass, steel and other metals, minerals and substances;

22. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise, city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots and generally laying the same out into lots, street and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

23. Exercer l'industrie de sauvetage et de renflouage des navires et vaisseaux de toutes sortes, et acheter, louer et autrement acquérir et exploiter des vaisseaux, accessoires et outillages de sauvetage et de renflouage, et faire ou faire exécuter toutes les choses nécessaires ou utiles en rapport avec l'industrie de sauvetage et de renflouage en général; et exercer l'industrie de constructeurs de navires et de réparation, et dessiner, construire, acheter, exploiter, réparer, louer ou autrement faire le commerce ou de toute manière disposer de tous navires, vaisseaux, remorqueurs, dragues, outillage pour creuser, allèges, barges et autres agrès de toutes sortes ou une ou plusieurs parts en iceux, et tous les engins, accessoires, gréments, hangars, outillages, dispositifs et autres appareils nécessaires ou convenables ou les faire exécuter; et exercer les opérations d'une compagnie de cales sèches et acquérir par achat, bail ou autrement et aliéner ou autrement disposer et faire le commerce de cales sèches, y compris des cales sèches flottantes, chemins de fer maritimes, quais, cales, brises lames, et autres constructions, installations et outillage s'y rapportant ou utiles à l'industrie de la construction ou des opérations de cales sèches et de havres, y compris des usines, entrepôts, bureaux et autres édifices et tramways sur les propriétés de la compagnie, aussi bien que les engins, élévateurs, et autres machineries, usines et outillage, et acquérir et utiliser tous droits s'y rapportant;

24. Exercer le commerce de marchands, manufacturiers, fondeurs de toutes sortes de métaux et des produits du métal; exercer l'industrie de fonderie générale et posséder et exploiter des laminoirs;

25. Traiter, fondre, affiner et préparer pour le marché le minerai et autres minéraux par tout procédé quelconque et de toute manière ou forme, et à cette fin acheter, acquérir, installer et mettre en opération l'outillage, la machinerie et les appareils nécessaires, et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de minerais ou métaux, et acheter, vendre et faire le commerce de tous produits ou sous-produits des dits minerais ou métaux;

26. Eriger et construire sur tous terrains possédés ou loués par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est en aucune manière intéressée, des édifices pour tous les objets, et installer et exploiter des moulins, usines, machineries et accessoires de toute sorte, nécessaires ou convenables pour l'exercice approprié des opérations de la compagnie;

27. Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou co-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

28. Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

29. Employer aucun de ses fonds dans l'achat de valeurs de toute autre compagnie, et durant la possession ou détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour ces valeurs;

30. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la co-opération au risque mutuel, concession réci-

23. To carry on the business of salvors and wreckers of ships and craft of any kind, and to purchase, lease and otherwise acquire and operate salving and wrecking vessel, plant and equipment of all kinds, and to do or cause to be done all things necessary or useful in connection with the business of wrecking and salving generally; and to carry on the business of shipbuilders and repairers, and to design, construct, purchase, operate, repair, lease or otherwise deal with or in any way dispose of any ships, vessels, tugs, dredges, dredging equipment, lighters, barges and other craft of any kind, or share or shares therein, and all necessary or convenient engines, furniture, tackle, stores, equipment, supplies and other accessories or to procure the same to be done; to carry on the business of a dry-dock company and to acquire by purchase, lease or otherwise, and to alienate or otherwise dispose of and deal with dry-docks, including floating dry-docks, marine railways, wharves, docks, breakwaters and other constructions and installations and equipment connected with or useful in the business of the construction or operation of dry-docks and harbours, including factories, warehouses, offices and other buildings and tramways upon the company's property, as well as engines, elevators and other machinery, plant and equipment, and to acquire and utilize any rights in connection therewith;

24. To carry on business as dealers in, manufacturers, founders and smelters of all kinds of metals and metal products; to carry on a general foundry business and to own and operate rolling mills;

25. To treat, smelt, refine and prepare for market ores and other minerals by any process whatsoever and in any manner or form, and for such purpose to purchase, acquire, instal and operate all necessary plants, machinery and apparatus, and to purchase, sell and deal in all kinds of ores or metals, and to buy, sell and deal in any products or by-products of such ores or metals;

26. To erect and construct upon any land owned by or leased by the company or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

27. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right of use of any secret or other information as to any invention or process, and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

28. To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares or undertakings of any other company, having for one of its objects, the exercise of any of the powers of the company and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

29. To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

30. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or other-

proque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer toute industrie ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

wise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

31. Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

31. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

32. Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

32. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, which it may own in the province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

33. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

33. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

34. Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks et ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et/ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

34. To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and or other securities of the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire and for the payment of services rendered to or work performed by it, and also to issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities in payment of part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and/or other securities of any other company;

35. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantissant avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, actions-débetures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

35. To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee, with or without security, the performance of contract, as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other company or of or upon the property of such persons or company;

36. Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou personnelles, ou de toutes affaires ou entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

36. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

37. Etablir des agences et succursales;

37. To establish agencies and branches;

38. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, suivant que les directeurs pourront le déterminer de temps à autre, par résolution;

38. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as the directors of the company may from time to time, by resolution, determine;

39. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement

39. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated, directly or in-

d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

40. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation, s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

41. Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

42. Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personne exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

43. Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables aux fins de la compagnie;

44. Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et pour services rendus ou à être rendus, à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

45. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

46. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

47. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Swan Construction Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2331

Sous-secrétaire de la Province.

directly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

40. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

41. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the company has business relations;

42. To purchase or otherwise acquire and undertake any or all of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or persons whose assets are so acquired;

43. To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

44. To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual, for expenses incurred, and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of the business;

45. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

46. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

47. To do all or any of the above things as principals, agents, on commission, or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Swan Construction Company Limited," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2332-o

Under Secretary of the Province.

"Rose Lingerie, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Moe Rosen, marchand, Herbert Hyman Stein, comptable, et Albert-Louis Stein, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter en gros et en détail de la lingerie, des robes, complets, manteaux pour dames et enfants, et manufacturer de la confection pour dames de toute description quelconque;

2. Exercer le commerce de négociants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de tous tissus, lainages, soies, doublures et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire chacune et toutes autres choses s'y rapportant;

3. Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants de tous vêtements, lainages, doublures, soieries qui sont sur le marché, à base de commission ou autrement;

4. Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou aucun risque conjoint semblable avec aucune personne, firme, compagnie ou compagnies que cette compagnie croira à propos;

5. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs d'aucune compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie;

6. Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations d'aucune personne ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions acquittées de la présente compagnie;

7. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété réelle ou personnelle, et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tout fonds de commerce, machinerie et matériel;

8. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, mandats, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

9. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

10. Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays étranger;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

12. Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables et en particulier, au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques;

"Rose Lingerie, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1938, incorporating: Moe Rosen, merchant, Herbert Hyman Stein, accountant, and Albert Louis Stein, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and children's lingerie, dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever;

2. To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever; and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

3. To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable wearing apparel, woollens, linings, silks on a commission basis or otherwise;

4. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firm or company that the company may think fit;

5. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company;

6. To acquire or take over the whole or any part of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the sum wholly or partly with paid up shares of the present company;

7. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any stock in trade, machinery and plant;

8. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

9. To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

11. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

12. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press by circulars, by publication of books and periodicals;

13. Vendre, améliorer, gérer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

14. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

15. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Rose Lingerie, Incorporated," avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 437, rue Mayer, septième étage, Edifice Sommer, en/les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2337

Sous-secrétaire de la Province.

13. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

15. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainments of the above objects, under the name of "Rose Lingerie, Incorporated," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be 437 Mayer Street, seventh floor, Sommer Building, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2338-o

Under Secretary of the Province.

"Aurora Mines Limited".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Edward Stuart McDougall, avocat et Conseil en Loi du Roi, Wendell Howard Laidley, Charles-William Leslie et William Wainwright Chipman, avocats, et Susan Good, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

6. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

7. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

"Aurora Mines Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to the provisions of Article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty second day of April, 1938, incorporating: Edward Stuart McDougall, advocate and King's Counsel, Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie and William Wainwright Chipman, advocates, and Susan Good, spinster, stenographer, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

6. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

7. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

8. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même, en vertu de cette loi, et les payer, en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

9. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de la constitution en corporation;

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle, au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de Aurora Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital - total de quatre millions de dollars (\$4,000,000.00) divisé en quatre millions (4,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Senneterre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2333 Sous-secrétaire de la Province.

8. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

9. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

The shareholders of the said Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for the shares of its capital stock, under the name of "Aurora Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of four million dollars (\$4,000,000.00), divided into four million (4,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the town of Senneterre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty second day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2334-o Under Secretary of the Province.

"Club Dorion Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-unième jour d'avril 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Alonzo Rivard, rentier, Arthur Montbriand, imprimeur, et Aurèle Ricard, épicière, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Former une association ou un club pour la récréation et l'amusement du corps et de l'esprit, et avec le pouvoir d'obtenir tout permis pour la vente du vin, de la bière et des liqueurs alcooliques, conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques et tous amendements qui pourront être faits à la dite Loi; assumer comme entreprise en exploitation tout autre club ayant des objets semblables à ceux de ce club;

b) Construire, acheter, louer, hypothéquer les immeubles qui peuvent être requis pour les objets du club;

c) Tirer, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

d) Percevoir un prix d'entrée, une souscription mensuelle ou autre des membres, et aussi avoir le pouvoir d'emprunter des deniers des membres ou de toute autre personne sur des garanties et moyennant les termes qui pourront être de temps à autre déterminés;

e) Acquérir toutes propriétés personnelles que le dit club croira désirables de posséder, et revendre les dites propriétés personnelles lorsqu'elles ne sont plus nécessaires au but proposé. Aussi conclure des négociations et conventions avec les conseils municipaux sous forme de contrats qui peuvent promouvoir les intérêts du club;

f) Entretenir et diriger un restaurant, des salles à manger et de rafraîchissements pour les membres du club et leurs amis;

g) De plus avoir le pouvoir de construire, promouvoir et diriger des allées de quilles, salles de billards, piscines, combats de lutte et de boxe;

"Club Dorion Incorporé".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty first day of April, 1938, to incorporate as a corporation without share capital: Alonzo Rivard, retired, Arthur Montbriand, printer, and Aurèle Ricard, grocer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

a) To form an association or club for the recreation and amusement of both body and mind and with the power to obtain any licenses for the sale of wine, beer and alcoholic liquor pursuant to the provisions of the Alcoholic Liquor Act and any amendments which may be made to the said Act; to take over as a going concern any other club having objects similar to those of this club;

b) To build, purchase, lease, hypothecate real estate that may be required for the purpose of the Club;

c) To draw, accept, endorse, discount promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

d) To charge initiation fees, monthly subscription or otherwise to members, and also to have power to borrow money from members or any other person on such security and under such terms that may from time to time be arranged;

e) To acquire any personal property which the said Club may find it desirable to own, and to re-sell such personal property that they not require for their purposes. Also to enter into negotiations and arrangements with municipal councils as contract that may promote the interests of the Club;

f) To maintain and conduct a restaurant, dining room and refreshments, both for the members of the Club and their friends;

g) To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiard halls, swimming pools, wrestling and boxing matches;

h) Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que le club peut posséder est de quarante mille dollars (\$40,000.00);

i) Faire toutes les choses utiles ou nécessaires qui seront jugées appropriées à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets, sus-énumérés ou qui seront jugées de temps à autre utiles, nécessaires ou appropriées au bénéfice ou à la protection de la compagnie, soit comme propriétaire ou intéressée dans toutes propriétés;

j) Faire toutes ou l'une quelconque des choses autorisées par les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres;

k) Les pouvoirs mentionnés dans les paragraphes précédents ne devront pas être restreints ou limités par les termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Club Dorion Incorporé".

Le bureau principal de la corporation sera en la cité et district de Montréal, 1961 & 1967, Ontario Est, en la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-unième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2335

Sous-secrétaire de la Province.

h) The amount to which the value of the immoveable property which the Club may hold is to be limited to forty thousand dollars (40,00000.00).

i) To do all things useful or necessary as deemed suitable for the attainment of one or more of the objects herein enumerated of which may from time to time deemed useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor or interested in any property;

j) To do all or any of the things herein authorized either alone or in conjunction with others;

k) The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Club Dorion Incorporé".

The head office of the corporation will be at the City and District of Montreal, 1961 & 1967 Ontario East, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2336-0

Under Secretary of the Province.

"Dominion Skis Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Paul-E. Bilodeau, et Henri Bédard, comptables, Cécile Bouret, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du bois dans toute ses spécialités et toutes autres industries connexes, spécialement la fabrication de skis et de ses accessoires ou tout autre article de sport;

Faire un commerce général comme marchands, manufacturiers et commerçants, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie, moulins à bardeaux, posséder et exploiter des moulins de pulpe, moulins à bois; acquérir, posséder et exploiter des moulins de pulpe, moulins à papier et moulins pour la fabrication des produits du bois de la pulpe et du papier et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de charpente, bois de construction, bardeaux, articles en bois de toute nature et de toute description, bois de pulpe, pâte à papier et produits de la pulpe et du papier;

Scier de nouveau et préparer le bois pour le convertir en planches à boîtes, bois à fuseaux maisons portatives, moulures, châssis, portes, planchers, lambris et tous produits incidents à la construction de maisons, édifices ou érections de toute nature quelconque;

Acquérir posséder et exploiter et faire le commerce de limites forestières, pulpe de bois et terrains miniers et les développer;

Posséder, construire, acheter et vendre des boutiques, magasins, moulins, dépôts, entrepôts, résidences, usines d'énergie pour la production, la conversion et la distribution dans le district de Québec de la vapeur, de l'électricité ou force motrice et de l'énergie, et autres édifices;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'articles, produits, et marchandises se rapportant au commerce de la compagnie dans tous ou aucun de leurs moulins et ailleurs dans la province de Québec;

Acquérir, par achat, bail ou autre titre et

"Dominion Skis Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, incorporating: Paul E. Bilodeau and Henri Bédard, accountants, Cécile Bouret, spinster of age, stenographer, all of the City of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber trade in all its branches and all other business incidental thereto and especially the manufacturing of skis and accessories thereof and any other sporting goods;

To do a general business as merchants, manufacturers and traders, to acquire, own and operate saw mills, shingle mills to own and operate pulp mills and lumber mills; to acquire, own and operate pulp mills, paper mills and mills for the manufacture of wood, pulp and paper products and to manufacture, buy, sell and deal in timber lumber, shingles, wood goods of every nature and kind, pulpwood, pulp paper and pulp and paper products;

To re-saw and dress lumber to be converted into box shooks, spindle wood, portable house, mouldings, sashes, doors, flooring, sheathing and everything incidental to the construction of houses, buildings or erections of any nature whatsoever;

To acquire, own and operate and deal in timber limits, timber pulp and mining lands and to develop the same;

To own, construct, purchase and sell shops, stores, mills, storehouses, warehouses, dwelling houses, power houses for the production, conversion and distribution in the district of Quebec of stream, electricity or motive power and energy, and other buildings;

To manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise connected with the company's business, at any or all of their mill establishments and elsewhere in the Province of Quebec;

To acquire by purchase, lease or other title

vendre ou autrement disposer de tous terrains, édifices ou propriétés;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer de barges, allèges, navires, remorqueurs et vaisseaux, soit mus par la vapeur, l'électricité ou autres forces motrices;

Acquérir des terrains et ériger, utiliser et administrer les travaux, machineries et installations pour la génération, transmission et distribution et la vente dans le district de *Québec* de l'éclairage électrique, du pouvoir et énergie et autre force motrice;

Acquérir et utiliser des forces hydrauliques ou à vapeur aux fins de comprimer l'air ou de générer l'électricité pour fins d'éclairage, de chaleur ou fins motrices et pour fins de fabrication en général et les vendre ou les louer dans le district de *Québec*;

Construire, entretenir, louer et disposer des jetées, quais, bassins, estacades, entrepôts et dépôts et charger des droits et loyers pour leur usage;

Construire, acquérir et exploiter des embranchements et voies d'évitement de chemins de fer ou de tramways, utilisant la vapeur, l'électricité ou autre force motrice sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie pour les fins de leur industrie;

Détenir et posséder des nantissements sur des limites et autres garanties pour dettes dues à la compagnie;

Acheter, acquérir et posséder toutes et aucune des actions de toute autre compagnie, constituée en corporation exerçant aucune des industries que cette compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des propriétés réelles et personnelles, de toute nature et description comprenant des limites à bois, permis forestiers et terrains miniers et construire ou autrement acquérir, posséder, détenir, utiliser et exploiter des moulins à scie, moulins de pulpe, édifices, résidences, usines et machineries, privilèges hydrauliques, franchises, barrages, droits, contrats, baux, brevets, droits brevetés, marques de commerce et biens en général, avec pouvoir de les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie de temps en temps pour telle considération que la compagnie pourra déterminer;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de dormants de chemins de fer, billots et produits de la forêt, soit fabriqués et non-fabriqués, de toutes descriptions; chaux ciment, briques, sables, sable réfractaire, charbon et accessoires de toute description utilisés par les entrepreneurs et constructeurs;

Pour les fins susdites mettre en opération et exploiter un commerce général de camionnage et de transport, comprenant le droit de posséder, prendre à bail, louer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de chevaux, véhicules et accessoires incidents à tel commerce généralement;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, bâtir, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et mettre en opération des barges, bateaux à vapeur et autres vaisseaux, pour le transport des passagers et le transport du bois de construction, bois de charpente, charbon et autres marchandises;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel pour toutes propriétés réelles ou personnelles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par tout titre ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, uti-

and to sell or otherwise dispose of any lands, buildings or properties;

To acquire, own, operate and dispose of barges lighters, ships, tug boats and vessels, whether propelled by steam, electricity or other motive power;

To acquire lands and erect, use and manage works, machinery and plants for the generation, transmission and distribution and sale in the district of *Quebec* of electric light, power and energy and other motive power;

To acquire and utilize water or steam powers for the purpose of compressing air or generating electricity for lighting, heating or motive power purposes and for manufacturing purposes generally and to sell or lease the same in the district of *Quebec*;

To construct, maintain, lease and dispose of piers, wharves, docks, booms, warehouses and storehouses and to charge tools and rentals for the use of same;

To construct, acquire and operate railways or tramways branches and sidings, using steam, electricity or other motive power on lands owned or controlled by the company for the purposes of their business;

To hold and own pledges on limits and other securities for debts due to the company;

To purchase, acquire and own any and all the shares in any other incorporated company carrying on any of the business which this company is authorized to carry on;

To acquire, by purchase, lease or otherwise, real and personal property of every kind and description, including timber limits, timber licenses and mining lands and to construct or otherwise acquire, own, hold, use and operate saw mills, pulp mills, buildings, dwellings, plants and machinery, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks and assets generally, with power to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof from time to time and for such consideration as the company may determine;

To manufacture, buy, sell and otherwise deal in railway ties, logs and products of the forest, both manufactured and unmanufactured, of all descriptions; lime, cement, bricks, sand, firesand, coal and every description of supplies used by contractors and builders;

For the purposes aforesaid to operate and carry on a general cartage and transfer business, including the right to own, hire, lease, buy, sell and otherwise deal in horses, vehicles and equipment generally incidental to such business;

To acquire, by purchase, lease or otherwise, and to own, and operate wharves, and to acquire, own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and operate barges, steamers and other vessels for the carriage of passengers and for the transport of lumber, timber, coal and other merchandise;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To take or otherwise acquire, hold, use, own,

liser, posséder, vendre, gager ou autrement recevoir et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et aider, protéger, ou accommoder au moyen de garantie, endossement, avances de deniers ou concessions, toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce totalement ou partiellement semblable à celui de cette compagnie; et acquérir, posséder et détenir des actions, obligations ou autres valeurs de toute nature, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie et les céder ou autrement en disposer, vendre, louer, ou autrement disposer des entreprises de la compagnie, ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et se fusionner avec tout individu, firme ou corporation exerçant tout commerce ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions qui seront jugés raisonnables, et en paiement pour telle considération, accepter des deniers ou au lieu de deniers, des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débetures ou autres valeurs de toute corporation, et distribuer entre les actionnaires de la compagnie de temps à autre, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, en nature, actions, obligations, débetures, valeurs ou autres biens appartenant à la compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou aucun d'eux;

Emprunter, émettre des bons et des obligations, consentir des hypothèques, gager et nantir, ses biens présents et futurs;

Etre administrée par un bureau de direction de cinq directeurs, dont trois formeront le quorum, sous le nom de "Dominion Skis Limited," avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en dix-neuf mille (19,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2339-o

Sous-secrétaire de la Province.

sell, pledge or otherwise receive and dispose of shares, bonds or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company, and to aid, protect or accommodate by guarantee, endorsement, cash advances or concessions, any person, firm or corporation carrying on any business altogether or in part similar to that of this company; and to acquire, own and hold shares, bonds or other securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company and to assign or otherwise dispose of same, to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, and to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, in specie any shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To borrow, to issue bonds and obligations, grant hypothecs, mortgage or pledge its present or future property;

To be managed by a Board of Directors composed of five Directors, three of whom will form the quorum, under the name of "Dominion Skis Limited", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into nineteen thousand (19,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the District of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2340

Under Secretary of the Province.

"Hôtel St. Louis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Dame Luminée Lebel Martin, veuve de feu Ernest Martin, gérante d'hôtel, Roland Martin, négociant et Hervé Dumont, commis, tous de la ville et du district de Rimouski, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement posséder ou acquérir de toute façon permise par la loi, exploiter, entretenir, utiliser des hôtels, maisons de pension, restaurants, cafés, lieu de rafraîchissement, maisons de repos, d'amusement ou de récréation, maisons à appartements ou autres maisons de rapport, les vendre, les louer, échanger ou autrement en disposer;

Acquérir des propriétés immobilières, lots à bâtir, fermes, jardins, les exploiter, les louer, les

"Hôtel St. Louis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fifth day of April 1938, incorporating: Dame Luminée Lebel Martin, widow of the late Ernest Martin, hotel manager, Roland Martin, merchant, and Hervé Dumont, clerk, all of the town and district of Rimouski, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise own or acquire in any lawful manner, operate, maintain, use hotels, boarding houses, restaurants, cafés, refreshment booths, rest, amusement or recreation houses, apartments or other tenement houses, sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same;

To acquire immoveable property, building lots, farms, gardens, exploit, lease, sell, exchange or

vendre, échanger ou autrement en disposer, faire le commerce d'immeubles en général, les payer en deniers, ou en actions acquittées de la compagnie;

Exploiter des boutiques de barbier, de cirage de chaussures, dépôts de journaux, magasins de cigares, de tabac, propriétaires d'automobiles, cochers, voitures, voituriers, entreposeurs en regard avec le commerce de la compagnie;

Acheter, acquérir ou louer des commerces, entreprises similaires, licences, clientèle, de toute personne ou compagnie, les payer en actions ou autres valeurs de la compagnie, posséder le contrôle de tels établissements ou compagnies, directement ou indirectement par le contrôle du capital actions ou autrement;

Acheter, louer, acquérir, vendre ou autrement en disposer des biens meubles en regard avec le commerce de la compagnie;

Acquérir tous droits, privilèges, franchises, licences et permis qui seront jugés utiles et connexes à l'entreprise de la compagnie et en disposer en toute façon permise par la loi;

Emprunter par billets ou autres effets de commerce, donner en garantie des biens de la compagnie en gage ou autrement, donner des hypothèques sur les propriétés de la dite compagnie, émettre des débetures, obligations, garanties par hypothèques sur les biens de la compagnie;

Faire des prêts, prendre en garantie des hypothèques, des actions de toute compagnie, acheter, escompter, acquérir des billets promissoires, chèques, traites et autres effets de commerce, en disposer dans le cours ordinaire des affaires;

Se fusionner avec telles compagnies similaires, continuer leurs opérations, acquérir ou exercer le contrôle de leurs actions et obligations;

Accepter en paiement de toutes dettes, des actions, obligations ou toute autre valeur de personne ou compagnies débitrices;

Obtenir ou exploiter des permis pour la vente du vin, bière et liqueurs alcooliques conformément à la loi;

Produire, manufacturer, utiliser la vapeur, le gaz, l'électricité, pour le chauffage, l'éclairage, la force motrice, les fournir aux occupants de l'hôtel ou de tout autre édifice possédé ou exploité par la compagnie;

Etablir, soutenir, ou aider à l'établissement d'une association, fonds ou société, profitant aux employés actuels ou anciens et leur accorder des pensions ou des allocations;

Rémunérer par commission ou autrement, toute personne ou corporation ayant rendu des services en plaçant, pourvoyant au placement d'une ou de plusieurs actions, débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou en gérant les affaires de la dite compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces utiles aux objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Faire toutes choses ci-dessus comme principaux agents, procureurs, entrepreneurs ou autrement par l'intermédiaire de mandataires, procureurs, entrepreneurs, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Hôtel St. Louis, Limitée," avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2341-o

Sous-secrétaire de la Province.

otherwise dispose of the same, to deal generally in real estate, pay therefor in cash or in paid-up shares of the company;

To operate barber shops, shoe shining stands, newspaper stands, cigar, tobacco shops; owners of automobiles, cabs, vehicles, carriers, warehousemen, in connection with the company's business;

To purchase, acquire or lease any businesses, similar undertakings, licenses, good-will of any person or company, to pay therefor in shares or other securities of the company, own the control of such establishments or companies, directly or indirectly, by controlling the capital stock or otherwise;

To purchase, lease, acquire, sell any moveable property in connection with the business of the company;

To acquire any rights, privileges, franchises, licenses and permits which may be deemed useful and connected with the undertaking of the company and to dispose thereof in any lawful manner;

To borrow by note or other commercial instruments, give the company's property as guarantee, mortgage or otherwise, give hypothecs on the property of the said company, issue debentures, bonds, hypothecary security on the assets of the company;

To loan money, take as security for hypothecs the shares of any company, purchase, discount, acquire promissory notes, cheques, drafts, and other commercial instruments, to dispose thereof in the usual course of business;

To amalgamate with such similar companies, continue their operations, acquire or control their shares and bonds;

To accept as payment for all debts, the shares, bonds or any other securities of any indebted person or company;

To secure or operate licenses for the sale of wine, beer and alcoholic beverages, in conformity with law;

To produce, manufacture, use steam, gas, electricity for heating, lighting, motive power, supply the same to the occupants of the hotel or of any other building owned or operated by the company;

To establish, support or aid in the establishment of any association, fund or society, which may benefit the actual or former employees and to grant pensions or allowances in their favour;

To remunerate, by commission or otherwise, any person or corporation for services rendered in placing or assisting to place any share or shares, debentures or other securities of the company, or in the management of the affairs of the said company;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business useful for the purposes of the company's incorporation;

To do all the foregoing things as principals, agents, attorneys, contractors or otherwise, through the intermediary of mandatories, attorneys, contractors, whether alone or in conjunction with others, under the name of "Hôtel St. Louis, Limitée," with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2342

Under Secretary of the Province.

"J. D. Farmer, Ltée".
"J. D. Farmer, Ltded."

"J. D. Farmer, Ltée".
"J. D. Farmer, Ltded."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Arthur Côté, assistant-gérant de magasin, Mlle Gabrielle L'Heureux, secrétaire et Mlle Hermance L'Heureux, caissière, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Faire le commerce d'un magasin de 5, 10, 15c à \$1.00, et en rapport avec icelui acheter, acquérir, vendre, louer, disposer, manufacturer, soit en tout ou en partie, produire, emmagasiner importer, exporter, échanger ou autrement négocier et faire le commerce d'effets, produits, matériaux, commodités et marchandises et articles et objets de commerce, de toute nature et description, manufacturés ou autrement, ordinairement vendus par un magasin de 5, 10, 15c à \$1.00, soit en gros soit en détail;

(2) Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions, et choses semblables conférant quelque droit exclusif ou non exclusif, ou limité, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(3) Pour les fins de la Compagnie, acquérir par achat, octroi, concession, ou autrement, des terrains, édifices et biens mobiliers et immobiliers de toute nature, tenure ou description, et tous biens ou intérêt en iceux, et tous droits sur iceux ou s'y rapportant, et les faire valoir de la manière qui sera jugé convenable;

(4) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(5) Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits, charges et toutes autres sortes de garanties pour garantir le paiement de tous deniers dus à la compagnie ou toutes avances de deniers faites par la compagnie;

(6) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de commerce, des biens et engagements ou de l'actif de tout individu, société, ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou posséder des biens convenant aux fins de la compagnie;

(7) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement les négocier;

(8) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérés, des actions-débitures, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens, actions, titres, débetures, actions-débitures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui peuvent être acquis par la compagnie et avec l'approbation des actionnaires pour tous services rendus

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, incorporating: Arthur Côté, assistant store-manager, Miss Gabrielle L'Heureux, secretary, and Miss Hermance L'Heureux, cashier, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of a 5, 10, 15c to \$1.00 store and in connection therewith to buy, acquire, sell, lease, dispose of, manufacture either in whole or in part, produce, store, import, export, exchange or otherwise deal in or with goods, wares, materials, commodities and merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description whether manufactured or otherwise, ordinarily dealt in by a 5, 10, 15c. to \$1.00 store, both wholesale and retail;

2. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem capable of being used for any, of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the present company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

3. For the purposes of the company, to acquire by purchase, grant, concession or otherwise, land, buildings and moveable and immoveable property of any kind, tenure or description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may be deemed expedient;

4. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

5. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

6. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

7. To take or otherwise acquire and hold shares or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

8. To issue and allot fully or partly paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the company and with the approval of the shareholders for any services rendered to and work done for the company,

et travaux exécutés pour la compagnie, et dans ou en vue du paiement ou de la satisfaction des dettes et engagements dus par la compagnie;

(9) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'une quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, titres, obligations, débetures et autres valeurs et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

(10) Conclure des conventions au sujet du partage des profits et dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter un commerce, une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de manière à profiter directement ou indirectement; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

(11) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions ou toutes autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

(12) Distribuer en espèces ou autrement par voie de dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la Compagnie entre les membres et particulièrement toutes actions obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme consideration de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de cette compagnie;

(13) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

(14) Etablir des agences ou succursales;

(15) Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie et au prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toutes compagnies ou personne pour les payer;

(16) Louer, vendre, échanger ou autrement aliéner le commerce, les biens ou entreprises de la compagnie ou une partie quelconque d'iceux pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la Compagnie;

(17) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(18) Exercer tout autre commerce, industrie ou exploiter toute autre activité considérée par les directeurs comme devant être incident ou

and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

9. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the capital of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

10. To enter into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

11. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares or any other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

12. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

13. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

14. To establish agencies or branches;

15. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

16. To lease, sell, exchange or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. To invest and deal with the moneys of, the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

18. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of

devant conduire à la réalisation des objets de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables:

(19) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres; tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la Province de Québec;

CONTRATS

(20) Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrats ou transactions;

POUVOIRS D'EMPRUNT

(21) S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

(a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(c) Emettre des obligations, débetures, actions-débetures, ou autres titres de la compagnie, et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(d) Nonobstant les dispositions du code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers et immobiliers, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs spéciaux de certaines Corporations ou de toute autre manière;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou des billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom.

the objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

19. To pursue exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

CONTRACTS

20. In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are shareholders, members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

BORROWING-POWERS

21. If authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable and immoveable property of the company to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities or any money borrowed for the purposes of the company, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act or in any other manner;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

RESTRICTIONS

(22) Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la compagnie;

(23) Sauf les actions détenues par les requérants, et sauf la transmission des dites actions par succession ou testament, et sauf résolution des actionnaires, aucune action de la compagnie après émission, ne pourra être vendue, cédée et transférée dans les livres de la compagnie, à une personne qui ne soit pas un actionnaire dûment enregistré de la compagnie, à moins d'avoir été offerte au préalable aux actionnaires de la compagnie à un prix n'excédant pas le prix déterminé par le dernier bilan approuvé par les actionnaires à leur dernière assemblée générale annuelle. L'offre devra se faire par lettre recommandée adressée au Président ou Secrétaire de la compagnie au bureau principal de cette dernière, et un délai de trente jours sera accordé pour la réponse du président ou du secrétaire. A défaut d'acceptation totale ou partielle de l'offre dans le susdit délai, les dites actions ou partie d'icelles non comprises dans l'acceptation, pourront alors être vendues, cédées et transférées dans les livres de la compagnie à toute autre personne, conformément aux règlements de la compagnie, sous le nom de "J. D. Farmer, Ltée"—"J. D. Farmer, Ltcd", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2343-o Sous-secrétaire de la Province.

RESTRICTIONS

22. No appeal shall be made to the public for the subscription of its shares;

23. Save those shares held by the petitioners and save the transfer of the said shares by legacy or will, and except upon a resolution of the shareholders, no share of the company, after the issue thereof, may be sold, assigned or transferred in the books of the company, to any person who is not a duly registered shareholder in the company, unless it be previously offered to the shareholders of the company for a price not exceeding the price determined by the last balance sheet approved by the shareholders at their last general annual meeting. The offer must be made by registered letter addressed to the President or Secretary of the company, at the latter's head-office, and a delay of thirty days shall be allowed for the answer from the President or Secretary. In the absence of total or partial acceptance of the offer within the aforesaid delay, the said shares or part thereof, not included in the acceptance, may be sold, assigned and transferred in the books of the company, to any other person, in conformity with the by-laws of the company, under the name of "J. D. Farmer, Ltée.—J. D. Farmer, Ltd.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2344 Under Secretary of the Province.

"La Compagnie Interprovinciale de Construction et de Pavage Limitée"—"Interprovincial Construction and Paving Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur, de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Paul-Ernest Parent, agent, et Germaine Prince, fille majeure et usant de ses droits, sténographe, tous deux de la cité et district de Hull, Arthur-Edmund Farley, entrepreneur, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux pour des constructions de tout genre en construction de chemins gravelés et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général et d'entrepreneurs pour la construction de chemins et pavage publics et privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction de chemins;

Construire et aménager des structures publiques et privées, bâtir, faire exécuter, aménager, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris des travaux publics et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général;

"La Compagnie Interprovinciale de Construction et de Pavage Limitée"—"Interprovincial Construction and Paving Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of April, 1938, incorporating: Paul Ernest Parent, agent, and Germaine Prince, spinster of age and in use of her rights, stenographer, both of the City and District of Hull, Arthur Edmund Farley, contractor, of the City of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for all kinds of constructions, the building of gravelled roads, the paving of roads, and enter into contract to construct, perform, own and carry on all kinds of paving works, and, for the foregoing purposes, to carry on the business of a general road construction and paving company and of contractors for the building and paving of public and private roads, and to manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of products which may enter into the construction of roads;

To construct and equip public and private buildings, build, perform, carry out, equip, exploit, develop, administer, manage and control works of every description, including public works and commodities of all kinds, said expression to be nowise restricted in its general meaning;

Exercer sous toutes ses formes, diverses industries comme marchands de bois, briques et fer ainsi que d'autres matériaux nécessités pour la construction;

Faire des entreprises de chantiers, de coupes de bois, de flottage de billots, de construction d'écluses de moulins, prendre les moyens jugés convenables et suivant la loi pour atteindre les fins d'une entreprise forestière;

Demander à obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, tout permis, pouvoir, autorisation, franchise droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou d'autres corporations ou autres corps publics auraient le pouvoir d'accorder;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de garantie d'obligations, endossement, débiteures ou d'autres valeurs, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son entreprise, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui sont indispensables à la parfaite réalisation des objets précités, sous le nom de "La Compagnie Interprovinciale de Construction et de Pavage Limitée"—Interprovincial Construction and Paving Company Limited," avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2345-o

Sous-secrétaire de la Province.

To carry on, under all the forms thereof, the various businesses of lumber, brick and iron merchants and also of dealers in other building requisites;

To carry on the business of lumber camps, timber cut, floating of logs, building of mill dams; adopt any means deemed expedient and lawful for the attainment of the purposes of a lumbering undertaking;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, any license, power, authorization, franchise, right or privilege which any government or any authority or other corporations or public bodies may be empowered to grant;

To raise and assist in raising money, to aid by means of guarantee of bonds, endorsement, debentures or other securities, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business dealings;

To carry on any other business capable of being suitably carried on at the same time as its undertaking, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of the company's property or rights;

To do any other things which may be indispensable for the proper attainment of the foregoing purposes, under the name of "La Compagnie Interprovinciale de Construction et de Pavage Limitée—Interprovincial Construction and Paving Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the District of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2346

Under Secretary of the Province.

"Progress Engineering Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1938, constituant en corporation: Marcel Jetté, comptable, Roger Ouimet, avocat, et Delle Jacqueline Mailloux, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:—

1. Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder, ou autrement aliéner chacune et toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms et commerce et marques distinctives, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir chacune et toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits ou renseignements acquis de cette manière, et en vue de leur exploitation ou de leur développement, exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira directement ou indirectement de nature à effectuer ces objets;

2. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés réelles et personnelles que la compagnie croira nécessaires ou avantageuses, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et

"Progress Engineering Products Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1938, incorporating: Marcel Jetté, accountant, Roger Ouimet, advocate, and Miss Jacqueline Mailloux, spinster of age, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any or all trade marks, formulae, secret processes, trade names, and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise, of Canada or of any other country, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any or all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes, and the like, or any property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

2. To purchase, take on lease, or in exchange, hire and otherwise acquire, any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise

autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

3. Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

4. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, changer et échanger, donner ou prendre à bail, importer ou exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins de l'une quelconque des dites opérations ou communément fournis ou négociés par les personnes exploitant tout tel commerce ou qui sembleront susceptible d'être profitablement négociés en rapport avec iceux;

5. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou de nature à accroître la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

7. Émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou autres droits, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, brevets, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir ou en paiement de services rendus à la compagnie, par voie d'organisation ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

8. Hypothéquer, gager ou nantir pour garantir le paiement des bons, obligations, débetures, actions-débetures que la compagnie peut émettre, les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, qu'elle possède présentement ou qu'elle pourra posséder dans cette Province, séparément ou conjointement et en tout ou en partie;

9. Donner, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fiduciaires, pour garantir le paiement des bons, obligations, débetures, actions-débetures, tous actes constituant l'hypothèque, le gage ou le nantissement sur les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, que la compagnie possède actuellement ou pourra posséder dans la province;

10. Prélever et contribuer à prélever les deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossements, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association, avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations d'affai-

deal with all or any part of the company's property;

3. To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

4. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import, or export, and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee or otherwise deal in the same;

7. To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, patent, license, or concession, which the company may lawfully acquire, and in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise and to give fully paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company;

8. To hypothecate, mortgage or pledge to secure the payment of the bonds, obligations, debentures, and debenture stocks which the company may issue, the movable and immovable property, present or future, it now owns or may own in the Province, separately or jointly and in whole or in part;

9. To give through its only authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture stocks, all deeds constituting a hypothec, mortgage or pledge on the movable or immovable property, present or future, which the company now owns or may own in the Province.

10. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations and

res, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, individu ou association, ou par toutes telles autres personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

11. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux précités dans les présentes moyennant les termes qui pourront être conclus;

12. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et organisation d'icelle, et employer, passer des contrats ou pourvoir à la rémunération des courtiers, agents à commission et souscripteurs éventuels à forfait, lors de toute émission d'actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs;

13. Payer les services rendus à la compagnie ou qu'elle requière et toute acquisition de la compagnie en actions libérées ou partiellement en actions libérées et partiellement en deniers;

14. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées dans les présentes comme mandants, agents ou fondés de pouvoirs;

15. Faire toute autre chose qui peut être nécessaire ou utile à la réalisation des objets précités dans les présentes;

16. La compagnie sera administrée par un bureau de cinq (5) directeurs, sous le nom de "Progress Engineering Products Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quarante-neuf mille neuf cents (49,900) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2379

Sous-secrétaire de la Province.

to guarantee the performance of contracts in any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

11. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part, similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

12. To pay out of the funds of the company, all or any expenses of or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, upon any issue of shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities;

13. To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company with paid-up shares or partly paid-up shares and partly by cash;

14. To do all or any of the herein above things as principals, agents or attorneys;

15. To do anything else that may be necessary or useful for the attainment of the herein above objects;

16. The company shall be administered by a board of five (5) directors, under the name of "Progress Engineering Products Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into forty nine thousand nine hundred (49,900) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2380-o

Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Champion Savings Corporation Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour d'avril, 1938, à la compagnie "Champion Savings Corporation Limited," ratifiant le règlement No 5, comme suit, savoir:

Règlement No 5

1. Que les lettres patentes de la compagnie soient amendées en substituant les mots: "porteurs d'actions ordinaires ayant droit de vote" au mot "actionnaire" dans les paragraphes a, b, et c, des articles des dites lettres patentes, restreignant le transfert des actions, afin que la dite restriction, au lieu d'affecter tous les actionnaires, affectera exclusivement les porteurs des actions ordinaires ayant droit de vote.

En annulant et retranchant tous les mots et les paragraphes concernant la division du capital-actions de la compagnie, en différentes classes, c'est-à-dire en retranchant les mots contenus dans les lettres patentes, subséquents au paragraphe suivant:

"Champion Savings Corporation Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, to the company "Champion Savings Corporation Limited," ratifying By-Law No. 5, as follows, to wit:

By-Law No. 5

1. That the letters patent of the company be amended by substituting the words: "holder of Common Voting Shares" to the word "shareholder" in paragraphs a, b, and c of the clauses of said letters patent, restricting the transfer of shares, so that said restriction instead of applying to all the shareholders will apply exclusively to the holders of the Common Voting Shares.

By cancelling and striking off all the words and paragraphs concerning the division of the capital stock of the company, into different classes, that is by striking off the words contained in the letters patent subsequent to the following paragraph:

"Le montant du capital-actions de la compagnie sera de cent mille dollars constitué comme suit:

jusqu'au paragraphe suivant:

"Le nom corporatif de la compagnie sera "Champion Savings Corporation Limited" et en les remplaçant par les paragraphes ci-après, dans les présentes, mentionnés, afin que, cette partie des lettres patentes comprise entre les dits paragraphes se lise comme suit:

"Le montant du capital-actions de la compagnie sera de cent mille dollars constitué comme suit:

90,000 actions sans droit de vote d'une valeur au pair de \$1.00 et 10,000 actions ordinaires ayant droit de vote d'une valeur au pair de \$1.00;

Les privilèges, restrictions et limitations suivants seront attachés aux actions sans droit de vote.

Les porteurs des actions sans droit de vote n'auront pas le droit d'assister et de voter en personne ou par fondé de pouvoir à toute assemblée des actionnaires.

Tous les actionnaires auront droit de recevoir les mêmes dividendes.

Les porteurs des dites actions sans droit de vote auront droit lors d'une liquidation, dissolution ou ventilation volontaire ou obligatoire de la compagnie ou autre distribution de l'actif de la compagnie, d'être payé en préférence, la somme de \$1.00 par action avant que les porteurs des actions ordinaires ayant droit de vote aient droit de recevoir le même montant par action.

Après que tous les actionnaires auront reçu \$1.00 par action tel que précité, les porteurs des actions ordinaires ayant droit de vote et des actions sans droit de vote auront droit de partager ou de participer également dans les biens de la compagnie pour le capital ou autrement;

Conformément aux dispositions, ci-dessus, dans les présentes, décrites, seulement les porteurs des actions ordinaires ayant droit de vote auront droit d'assister et de voter en personne ou par fondé de pouvoir, à toute assemblée d'actionnaires.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2347

Sous-secrétaire de la Province.

"Parks' Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour d'avril 1938, changeant le nom de la compagnie "S. & G. Mfg. Co. Ltd.", en celui de "Parks' Ltd."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2349-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Ross-Biron Electric Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinquième jour d'avril 1938, à la compagnie "Ross-Biron Electric Ltd.", ratifiant le Règlement A 1, comme suit, à savoir:

"The amount of the capital stock of the company is to be one hundred thousand dollars made up as follows:

up to the following paragraph:

"The corporate name of the company to be "Champion Savings Corporation Limited" and by replacing them by the paragraphs hereinafter mentioned so that, that part of the letters patent comprised between said paragraphs shall read as follows:

"The amount of the capital stock of the company is to be one hundred thousand dollars made up as follows:

90,000 non voting shares of a par value of \$1.00 and 10,000 common voting shares of a par value of \$1.00.

The following privileges, restrictions and limitations shall attach to the non-voting shares.

The holders of non voting shares shall not be entitled to attend and vote in person or by proxy at any meeting of shareholders.

All the shareholders shall be entitled to receive the same dividends.

The holders of the said non-voting shares shall be entitled upon a voluntary or compulsory liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of the assets of the company to be paid by preference the sum of \$1.00 per share before the holders of the voting common shares shall be entitled to receive the same amount per share.

"After all the shareholders shall have received \$1.00 per share as aforesaid, the holders of the voting common shares and non-voting shares shall be entitled to share or participate equally in the assets of the company for principal or otherwise.

Subject to the provisions hereinabove described, only the holders of the Common Voting Shares shall be entitled to attend and vote in person or by proxy at any meeting of shareholders.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2348-o

Under Secretary of the Province.

"Parks' Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April 1938, changing the name of the company "S. & G. Mfg. Co. Ltd.", to that of "Parks' Ltd."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2350

Under Secretary of the Province.

"Ross-Biron Electric Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 46, and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of April, 1938, to the company "Ross-Biron Electric Ltd.", ratifying By-Law A 1, as follows, to wit:

Règlement A 1.

By-Law A 1.

Que le capital-actions de cette compagnie, consistant en 1,000 actions autorisées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, dont 756 sont émises et entièrement acquittées, soit remplacé par un capital autorisé consistant en 1,000 actions sans valeur au pair dont 756 seront émises aux actionnaires enregistrés le 21^{ème} jour de mars 1938, en échange au *pro rata*, d'action pour action, du capital originaire détenu par chaque actionnaire. Le montant avec lequel la compagnie continuera d'exercer ses opérations sera d'au moins \$25,000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2351 Sous-secrétaire de la Province.

That the capital stock of this company, consisting of 1,000 authorized shares of a par value of \$100.00 each, of which there are 756 shares issued and fully paid up, be replaced by an authorized capital consisting of 1,000 shares of no par value of which 756 shares will be issued to the shareholders of record of the 21st day of March, 1938, in exchange in the ratio of share for share of the original capital held by each shareholder. The amount with which the company will continue to carry on business will be at least the sum of \$25,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2352-o Under Secretary of the Province.

"Ross Brothers & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, et 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1938, à la compagnie "Ross Brothers & Company, Limited", ratifiant les Règlements 25 et 7, comme suit, à savoir:

"A" Règlement No 25.

(1) Que le capital-actions de la dite compagnie sera augmenté de la somme de \$20,000.00 à \$49,000.00 par l'émission de 290 nouvelles actions de \$100.00 chacune.

(2) Que les actions susdites pourront être émises et réparties par les directeurs aux termes et aux personnes que les directeurs jugeront convenables dans l'intérêt de la compagnie, sujettes aux limitations numériques d'actionnaires imposées par les lettres patentes originaires de la compagnie.

"B" Règlement No 7.

Un bureau de sept directeurs sera élu annuellement.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1938.

JEAN BRUCHESI,

2353 Sous-secrétaire de la Province.

"Ross Brothers & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following and 76, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1938, to the company "Ross Brothers & Company, Limited", ratifying By-Laws Nos. 25 and 7, as follows, to wit:

"A" By-Law No. 25.

(1) That the capital stock of the said Company shall be increased from the sum of \$20,000.00 to the sum of \$49,000.00 by the issue of 290 shares of new stock of \$100.00 each.

(2) That the aforesaid stock may be issued and allotted by the Directors on such terms and to such persons as the Directors may think proper in the interest of the Company, subject to the numerical limitations of shareholders imposed by the original Letters Patent of the Company.

"B" By-Law No. 7.

A board of seven Directors shall be elected annually.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1938.

JEAN BRUCHESI,

2354-o Under Secretary of the Province.

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited," a passé une résolution, en date du 28 avril 1938, déclarant que les affaires de la compagnie seront volontairement liquidées, que la compagnie sera dissoute, conformément aux dispositions de la Loi relative à la Liquidation Volontaire des Compagnies à Fonds Social, et que M. George Hunter, 460, rue St-François-Xavier, Montréal, P.Q., a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,

2407 Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that the company "The Hartland Engineering Company of Canada, Limited," has passed a resolution, dated the 28th of April, 1938, declaring that the business of the company will be voluntarily liquidated, that the company be dissolved, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies, and that Mr. George Hunter of 460 St. François Xavier street, Montreal, P.Q., has been appointed liquidator of the said company.

JEAN BRUCHESI,

2408-o Under Secretary of the Province.

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

CITÉ DE SHERBROOKE

CITY OF SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits situés en la cité de Sherbrooke, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 79, nord, rue Wellington, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1938, à ONZE heures de l'avant-midi, pour taxes dues, intérêt accru sur icelles et frais encourus et à encourir, à moins que le tout soit payé avant la vente.

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described, situate in the City of Sherbrooke, will be sold by public auction, at the City Hall, 79 Wellington Street, North, in the City of Sherbrooke, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon, for taxes due, interest accrued thereon and costs incurred and to be incurred, unless the whole be paid before the sale.

Propriétaire Proprietor	Quartier Ward	Désignation Description
Boudreau, Edouard	Est—East	Lots numéros 178, 5, 46, 47, 55, 70 et 71 étant tous des subdivisions du lot numéro 727.—Lots numbers 178, 5, 46, 47, 55, 70 and 71 being all subdivisions of lot number 727.
Bourque, Mme—Mrs E. A. C.	Est—East	Lot numéro 91 de la subdivision du lot No 728 et les lots Nos 120, 51, 54, 58, 59, 63, 61, 64, 65, 68 et 69 de la subdivision du lot No 727.—Lot number 91 of the subdivision of lot No. 728 and lots Nos. 120, 51, 54, 58, 59, 63, 61, 64, 65, 68 and 69 of the subdivision of lot No. 727.
Tremblay, Thomas	Est—East	Le lot No 37 de la subdivision du lot No 710.—Lot No. 37 of the subdivision of lot No. 710.
Plateau Laval, Ltée	Est—East	Les lots Nos 148, 187, 188, 221, 222, 261, 262, 295, 296, 298, 299, 332, 333, 335, 336, 337 tous de la subdivision du lot No 710. Cette partie du lot No 692 comprise entre les rues Septième Avenue, Laporte, Cinquième Avenue et la ligne sud des lots Nos 28 de la subdivision du lot No 729, 16 de la subdivision du lot No 733-1, 2 à 9 inclusivement étant des subdivisions du lot No 733. Cette autre partie du lot No 692 bornée à l'ouest par la Septième Avenue, au nord par la ligne sud du lot No 58 de la subdivision du lot No 729, à l'est par la ligne ouest du lot No 726 (non subdivisé), au sud par la rue du Conseil.—Lots Nos. 148, 187, 188, 221, 222, 261, 262, 295, 296, 298, 299, 332, 333, 335, 336, 337 all of the subdivision of lot No. 710. That part of lot No. 692 comprised between Seventh Avenue, Laporte Street, Fifth Avenue and the south line of lots Nos. 28 of the subdivision of lot No. 729, 16 of the subdivision of lot No. 733-1, 2 to 9 inclusively being subdivisions of lot No. 733. That other part of lot No. 692 bounded on the west by Seventh Avenue, on the north by the south line of lot No. 58 of the subdivision of lot No. 729, on the west by the west line of lot No. 726 (unsubdivided), on the south by Du Conseil Street.
O'Donnell & Morissette Ltée	Sud—South	Ce certain morceau ou partie de terrain situé et étant dans la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme étant partie du lot No 1239 borné comme suit: Au nord par une partie indivise du lot No 1239, appartenant à la cité de Sherbrooke, à l'est par le chemin de fer Grand Tronc, au sud par une autre partie du dit lot No 1239 (soit 1239-2) sur un plan préparé par L. O'C. Mignault, A.G. en date du 28 juillet, 1917; à l'ouest par la rue Wellington, le tout tel que montré sur le dit plan et marqué 1239-1, de dimensions irrégulière, ayant une largeur en front de 79 pieds et 8 dixièmes sur la rue Wellington et une largeur en arrière de 38 pieds le long du chemin de fer Grand Tronc et contenant une superficie de 17,576 pieds carrés plus ou moins avec bâtisses.—That certain parcel or piece of land situate and being in the City of Sherbrooke, known and designated as being part of lot No. 1239 bounded as follows: On the north by an undivided part of lot No. 1239, belonging to the City of Sherbrooke, on the east by the Grand Trunk Railway, on the south by another part of said lot No. 1239 (namely 1239-2) on a plan prepared by L. O'C. Mignault, L.S. dated the 28th July, 1917; on the west by Wellington Street, the whole as shown on the said plan and marked 1239-1, of irregular dimension, having a width on front of 79 feet and 8 tenths on Wellington street and a width in rear of 38 feet along the Grand Trunk Railway and containing an area of 17,576 square feet, more or less—with buildings.
Lévesque, Mme—Mrs Thos. P.	Ouest—West	Le lot No 324 de la subdivision du lot No 7.—Lot No. 324 of the subdivision of lot No. 7.
Rigby, Mrs H. J.	Nord—North	Le lot No 824.—Lot No. 824.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce 3ième jour de mai, 1938.

Given in the City of Sherbrooke, this 3rd day of May, 1938.

2271—18-2-o

Le greffier de la Cité,
ANT. DESLAURIERS.

2272—18-2

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES. CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par le présent donné que le PREMIER jour de JUIN 1938, à DIX heures de

Public notice is hereby given that on the FIRST day of JUNE, 1938, at TEN o'clock in

l'avant-midi, au bureau du Greffier de la cité, dans l'Hôtel de Ville, de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir :

Un terrain situé sur la rue de l'Église étant la subdivision soixante-quinze (75) du lot numéro onze cent vingt et un (1121) du cadastre de la cité des Trois-Rivières—avec bâtisse et dépendances y érigées, comme appartenant à J. Jules St. Arneault.

Un terrain situé sur la rue Hertel, étant la subdivision cinquante-cinq (55) du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829) du cadastre de la cité des Trois-Rivières—avec bâtisse et dépendances y érigées, comme appartenant à A. Barrell.

Par ordre,

Le Greffier,

(Signé) ARTHUR BÉLIVEAU.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, P.Q., le 3 mai 1938.

2261-18-2-o

the forenoon, at the office of the Clerk of the City, in the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold for taxes which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll, as required by the Law, namely :

A lot of land situate on l'Église Street, being subdivision seventy five (75) of lot number eleven hundred and twenty one (1121) of the cadastre of the City of Trois-Rivières—with the buildings and dependencies thereon erected, as belonging to J. Jules St. Arneault.

A lot of land situate on Hertel Street, being subdivision fifty five (55) of lot number eighteen hundred and twenty nine (1829) of the cadastre for the City of Trois-Rivières—with the buildings and dependencies thereon erected, as belonging to A. Barrell.

By Order,

(Signed) ARTHUR BÉLIVEAU,

Clerk.

City Hall, Trois-Rivières, P.Q., May 3rd, 1938.

2262-18-2

Canada

PROVINCE DE QUÉBEC

District de St-François

VILLE D'EAST ANGUS

Canada

PROVINCE OF QUEBEC

District of St. Francis

TOWN OF EAST ANGUS

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Anselme Tourigny, secrétaire-trésorier de la Ville d'East Angus, que les propriétés ci-dessous décrites et situées dans la Ville d'East Angus, seront vendues à l'enchère publique, dans la salle de l'hôtel de ville, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent trente-huit à DIX heures (10 heures A.M.) de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés au dit état et frais ultérieurs à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Anselme Tourigny, secretary-treasurer of the Town of East Angus, that the hereinafter described properties, situated in the Town of East Angus, will be sold by public auction, in the Town Hall, in the Town of East Angus, on the THIRTY-FIRST day of MAY nineteen hundred and thirty-eight at TEN (10 A.M.) o'clock in the forenoon, for the non payment of municipal and school taxes, and interests mentioned in the following statement and added costs, unless said taxes, interests and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of Proprietor	No du lot No. of lot	Taxes Mun. et intérêt Mun. and interest	Scol. et int. School and int.	Total
Butler, M.-T.	12-E-23	\$ 9.28	\$ 2.00	\$ 11.28
Hall, Gordon	12-E-13	15.80	3.90	19.70
Jacques, Onésime	13-182-54	35.60	15.70	51.30
"	13-182-55	35.60	15.70	51.30
"	13-182-66	35.60	15.70	51.30
Lapointe, Adel.	13-182-48	34.40	15.90	50.30
"	13-182-49	34.20	15.90	50.10
"	13-182-74	27.40	15.90	43.30
"	13-182-75	27.40	15.90	43.30
Lazure, W.	13-91 et-and 90 Pt.	131.40		131.40
Beaudoin, J.-A.	13-136	253.75	123.09	376.84
Succ.-Est. A. Rossi	14-1 Pt.	722.60	179.90	902.50
Grenier, Geo.	12-28-7 et-and 12-28-7	278.30	60.66	338.96
L.-R. Willard	13-E Pt.	7.70	13.95	21.65

Donné en la Ville d'East Angus ce 2ème jour de mai mil neuf cent trente-huit.

Le secrétaire-trésorier,

2263-18-2-o

A. TOURIGNY.

Given in the Town of East Angus, this 2nd day of May, nineteen hundred and thirty-eight.

A. TOURIGNY,

Secretary-Treasurer.

2264-18-2-o

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Province de Québec, district de Montréal, No 87, Cour supérieure, Montréal, division de Faillite No 1.

Dans l'affaire de Eugène Lamontagne, Laprairie, dans la Province de Québec, cédant autorisé:

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame-ouest en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro onze cent soixante-dix (1170) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Ste-Anne, d'une largeur d'environ cinquante-huit pieds et sept pouces en front et cinquante sept pieds et six pouces en arrière par une profondeur de quatre-vingt-sept pieds et trois pouces dans la ligne sud-ouest, borné en front par la rue Notre-Dame; en arrière, par le résidu du dit lot No 1170; du côté nord-est, par le lot numéro 1171; et du côté sud-ouest, par le lot numéro 1169 avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1726 à 1732 de la dite rue Notre-Dame-ouest.

Le tout sans exception ni réserve de la part du vendeur.

Ainsi que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, Division de Faillite, rendu le vingt-sept avril 1938, suivant les dispositions de la loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour du mois de MAI 1938 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Conditions de paiement: Argent comptant sur adjudication.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Montréal le 27 avril 1938.

Le syndic,
J. ALPHONSE VIAU.

Bureau: J.-A. Viau, syndic,
445, St-François-Xavier, Chambre 46,
Montréal 2137—17-2-o

Province of Quebec, District of Montreal No. 85, Superior Court, Montreal, Bankruptcy Division No. 1.

In the matter of Eugène Lamontagne, Laprairie, in the Province of Quebec, Authorized Assignor:—

Notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

A lot of land fronting on Notre-Dame Street West, in the City of Montreal, forming part of lot number eleven hundred and seventy (1170) on the official plan and book of reference for St. Ann's Ward, measuring in width about fifty-eight feet and seven inches, in front, and fifty-seven feet and six inches in rear by a depth of eighty-seven feet and three inches in the southwest line, bounded in front by Notre-Dame Street; in rear by the residue of said lot No. 1170; on the northeast side by lot number 1171; and on the southwest side by lot number 1169—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1726 to 1732 of said Notre Dame Street West.

The whole without any exception or reserve on the part of the vendor.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

Shall be sold by auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered on the 27th of April 1938, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of the month of MAY, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions of payment: Cash upon adjudication.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, April 27th, 1938.

J. ALPHONSE VIAU,
Trustee.

Office: J. A. Viau, Trustee,
445, St. François-Xavier, Room 46,
Montreal. 2138—17-2

SOUS LA LOI DES FAILLITES

VENTE A L'ENCAN

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans l'affaire de La Succession J. Thomas LeVallée, Hotel "New Neptune Inn", 115, côte de la Montagne, Québec, faillie.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le 31 MAI 1938, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, (nouvelle adresse) 111, côte de la Montagne, Québec, l'immeuble ci-après décrit:

Item A. Une propriété située au numéro civique 115, côte de la Montagne, Québec, étant un hôtel de 50 chambres, connu autrefois sous le nom de "Neptune Inn" et maintenant "Hotel National" construit sur le lot de terre ou emplacement situé en la basse ville de Québec, rue Sault-au-Matlot, de forme irrégulière, connu aux

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the matter of The Estate J. Thomas LeVallée, Hotel "New Neptune Inn", 115, Mountain Hill, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST of MAY 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at the offices of the undersigned trustees, (new address) 111 Mountain Hill, Quebec, the immoveable herein-after described:

Item A.—A property situate at civic number 115, Mountain Hill, Quebec, being a hotel of 50 rooms, heretofore known under the name of "Neptune Inn" and now known as "Hotel National" erected on the lot of land or emplacement situate in the lower town of Quebec, Sault-au-Matlot street, of irregular figure, known on

plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Pierre, sous le numéro deux mille deux cent quatre (2204); borné en front vers l'est par la rue Sault-au-Matelot, en arrière vers l'ouest par la cime du Cap, d'un côté vers le nord par les représentants de feu Yves Tessier et de l'autre côté, partie par les représentants de feu Dame Geo. O'Kill Stewart et partie par les représentants de feu Patrick Shea; et sur un autre emplacement situé en la basse ville de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier St-Pierre, cité de Québec, sous le numéro deux mille deux cent cinq (2205), borné au nord par le lot 2204, au sud par la côté de la Montagne, à l'est par la rue Sault-au-Matelot, et à l'ouest par une ruelle ou continuation de la rue Notre-Dame.

Cette propriété est vendue moitié comme syndics à la faillite de la succession J. T. LeVallée et l'autre moitié comme procureurs de Dame Vve J.-T. LeVallée.

Cette propriété sera offerte en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cette propriété est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Comptant.
Québec, le 28 avril 1938.

Les syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côté de la Montagne,
et après le 15 avril prochain:
déménagés à 111, côté de la Montagne, Québec.
2139-17-2-0

the official plan and book of reference for St. Peter's ward, under number two thousand two hundred and four (2204); bounded in front on the east by Sault-au-Matelot street, in rear on the west by the summit of the Cape, on one side to the north by the representatives of the late Yves Tessier and on the other side, partly by the representatives of the late Dame Geo. O'Kill Stewart and partly by the representatives of the late Patrick Shea; and on another emplacement situate in the lower town of Quebec, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for St. Peter's ward, city of Quebec, under number two thousand two hundred and five (2205), bounded on the north by lot 2204, on the south by Mountain Hill, on the east by Sault-au-Matelot street, and on the west by a lane or the continuation of Notre Dame street.

This property is sold for a half, as trustees of the insolvent estate of J. T. LeVallée and the other half as attorneys of Dame widow J. T. LeVallée.

The said property will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of this property will be made in conformity with articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.
Québec, April 28, 1938.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
and after April 15, next:
moved to 111, Mountain Hill, Québec.
2140-17-2-0

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal No E.-172192. Cour Supérieure. J.-B. Broue, demandeur; vs Harry et Beatrice Broue, défendeurs, et A. Terrault, mis-en-cause.

AVIS

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant dans les cité et district de Montréal, le 28 avril 1938, dans une cause dans laquelle Jean-Baptiste Broue, agent des cité et district de Montréal est demandeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:—

"Un lot de terre situé sur la rue Lepailleur, dans ladite cité de Montréal, connu et désignée sous le numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix (390-48) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 1464, 1466 et 1468 de ladite rue Lepailleur, avec toutes les servitudes attachées audit lot de terre, ainsi que tous les loyers échus au jour de la vente;"

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal No. E.-172192. Superior Court. J. B. Broue, Plaintiff; vs Harry & Beatrice Broue, defendants, & A. Terrault, *Mis-en-cause*.

NOTICE

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment rendered in the Superior Court of Montreal in the said district of Montreal, on the twenty-eight day of April 1938, in a case wherein Jean-Baptiste Broue, agent of the city and district of Montreal is plaintiff, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:—

"A certain emplacement fronting on Lepailleur street, in the city and district of Montreal, known and designated as lot number forty-eight (48) of the official subdivision of the originary lot number three hundred and ninety (390-48) on the official plan and book of reference of the Parish of Longue-Pointe, with the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 1464, 1466 and 1468 of the said Lepailleur street, and with all the servitudes attached to the said lot of land, and also with all the rent due at the date of the sale."

The hereinabove described immoveable shall be put up to auction and adjudged to the highest

enchérisseur, MERCREDI le HUITIEME jour de JUIN 1938, à DIX heures et DEMIE du matin, à la Chambre No 31 Palais de justice, ou dans toute autre chambre désignée par le juge, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 3 mai 1938.

Les procureurs du demandeur,

2259-18-2-o

HETU & ROBERT.

and last bidder on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JUNE 1938, at HALF PAST TEN in the morning, in Room 31, at the Court House, in the City of Montreal, or in any other room that the judge may suggest, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Superior Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions with the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$600.00 for the immovable shall be required from the purchaser.

Montreal, May the 3rd, 1938.

HETU & ROBERT,

Attorneys for Plaintiff.

2260-18-2-o

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 14 avril 1938, dans une cause portant le No 7555, dans laquelle HILAIRE FAUBERT, chauffeur d'automobile, ROSARIO FAUBERT, commis, LEDA FAUBERT, épouse contractuellement séparée de biens de Michel Fournier, artisan, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous quatre des cité et district de Montréal, EUCLIDE FAUBERT, EUREMI FAUBERT et GERARD FAUBERT, tous trois journaliers de la ville de Léry, district de Beauharnois, sont demandeurs, et ALDERIC FAUBERT, TELESPHORE FAUBERT et ALBINA FAUBERT, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, et PHILORUM FAUBERT, de la ville de Léry, district de Beauharnois, sont défendeurs, et DAME GEORGIANA DUGAS, veuve de Frédéric Faubert, en son vivant, menuisier, de la ville de Léry, district de Beauharnois, est mise en cause,—ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit: savoir: "Un emplacement sis et situé en la ville de Léry, connu et désigné sur le plan et le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Joachim de Chateauguay, comté de Chateauguay, sous le numéro trois cent dix-huit (No. 318) avec quatre bâtisses dessus construites." l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE JUIN 1938, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée) au bureau du Protonotaire, dans le Palais de Justice de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Salaberry de Valleyfield, 6 mai 1938.

Les procureurs des demandeurs,

2361-19-2-o

JULIEN & JULIEN.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the 14th of April, 1938, in a cause bearing number 7555, wherein HILAIRE FAUBERT, automobile chauffeur, ROSARIO FAUBERT, clerk, LEDA FAUBERT, wife separate as to property by marriage contract of Michel Fournier, workman, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, all four of the city and district of Montreal, EUCLIDE FAUBERT, EUREMI FAUBERT and GERARD FAUBERT, all three labourers of the town of Léry, district of Beauharnois, are plaintiffs, and ALDERIC FAUBERT, TELESPHORE FAUBERT and ALBINA FAUBERT, spinster of age, all three of the city and district of Montreal, and PHILORUM FAUBERT, of the town of Léry, district of Beauharnois, are defendants, and DAME GEORGIANA DUGAS, widow of Frédéric Faubert, in his lifetime, carpenter, of the town of Léry, district of Beauharnois, is *mis-en-cause*, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit: "An emplacement being and situate in the town of Léry, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Joachim de Chateauguay, county of Chateauguay, under number three hundred and eighteen (No. 318)—with four buildings thereon erected." The above described immovable shall be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH of JUNE, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), at the office of the Prothonotary, in the Court House of Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, May 6th, 1938.

JULIEN & JULIEN,

Attorneys for the Plaintiffs

2362-19-2

Soumissions

Tenders

Canada, Province de Québec, district de
Montréal.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE VERDUN.

Emprunt de \$60,000.00.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholique de Verdun, dans le comté de Montréal-Verdun; recevra d'hui au 30 mai prochain, à huit heures, p.m., au lieu ordinaire des réunions desdits Commissaires, à une séance publique à l'Académie Notre-Dame-de-la-Paix, 3500 rue Wellington, pour et alors prendre en considération, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations scolaire", pour l'achat de soixante mille (\$60,000.00) dollars d'obligations avec intérêts accrus au moment de leur livraison, datées le 1er mars 1938, et remboursables par une série de paiements annuels, au cours de la période de vingt ans de leur date.

Les susdites obligations porteront intérêt au taux de 4% l'an, payable semi-annuellement le 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt, seront payables à toute succursale de la banque Provinciale du Canada, dans la Province de Québec, Canada, à l'option du porteur.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00, \$500.00, et de \$1,000.00 au choix de l'acquéreur.

Nonobstant ce que dit ci-dessus, ces obligations seront remboursables d'après le tableau suivant:

Canada, Province of Quebec, District of
Montreal.

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF VERDUN.

Loan of \$60,000.00.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Verdun, in the County of Montreal-Verdun, will receive, from this to the 30th of May next, at eight o'clock, p.m., at the ordinary meeting place of the said Commissioners, at a public meeting, at l'Académie de Notre-Dame de la Paix, 3500 Wellington Street, to take into consideration, then and there sealed written tenders endorsed "Tender for School Bonds", for the purchase of sixty thousand dollars (\$60,000.00) of bonds with accrued interest at the time of their delivery, dated March 1st, 1938, and redeemable serially in yearly payments, in the course of a period of twenty years from their date.

The aforesaid bonds shall bear interest at the rate of 4% per annum, payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year. Capital and interest on the aforesaid loan shall be payable at any branch of the Provincial Bank of Canada, in the Province of Quebec, Canada, at the option of the holder.

The said bonds shall be issued in denominations of \$100.00, \$500.00, and \$1,000.00 at the option of the purchaser.

Notwithstanding the above, the said bonds shall be redeemable according to the following table.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT \$60,000.00

REDEMPTION TABLE

Date	Intérêt Interest	Amortissement Redemption	Annuité Annuity	Capital
1938				\$60,000 00
1939	2,400	1,800 00	4,200	58,200 00
1940	2,328	2,000 00	4,328	56,200 00
1941	2,248	2,000 00	4,248	54,200 00
1942	2,168	2,200 00	4,368	52,000 00
1943	2,080	2,400 00	4,480	49,600 00
1944	1,984	2,500 00	4,484	47,100 00
1945	1,884	2,800 00	4,684	44,300 00
1946	1,772	3,000 00	4,772	41,300 00
1947	1,652	3,300 00	4,952	38,000 00
1948	1,520	3,000 00	4,520	35,000 00
1949	1,400	3,000 00	4,400	32,000 00
1950	1,280	3,200 00	4,480	28,800 00
1951	1,152	3,000 00	4,152	25,800 00
1952	1,032	25,800 00	26,932	00,000 00

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêts, les autres, après le refus de leurs soumissions.

La Commission des Ecoles Catholiques de

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the Catholic School Commission of Verdun, for an amount equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall be accepted, will be remitted to him after the execution of his contract, without interest, the others, after the refusal of their tenders.

The Catholic School Commission of Verdun

Verdun se réserve le droit de rejeter aucune ou tout offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Tous renseignements supplémentaires pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE VERDUN.

Le secrétaire-trésorier,
2373-0 RODOLPHE-E. MACKAY, N.P.

reserves the right of rejecting any offer of tender or of accepting in whole or in part, any of the tenders.

Any supplementary information may be obtained by applying to the undersigned.

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF VERDUN.

2374 RODOLPHE E. MACKAY, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Ville de Buckingham, comté de Papineau.

Des soumissions cachetées, endossées "Soumissions pour obligations" de la ville de Buckingham, seront reçues jusqu'à cinq (5) heures, lundi, le 6 juin 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de (\$29,000.00) vingt-neuf mille dollars de la ville de Buckingham, portant intérêt au taux de quatre pour cent (4%) par année à compter du 1er mai 1938 et rachetables en séries le premier mai de chaque année tel que ci-dessous énuméré:

1939	1000
1940	1000
1941	1000
1942	1000
1943	1000
1944	1000
1945	1000
1946	1000
1947	1000
1948	1000
1949	1000
1950	2000
1951	2000
1952	2000
1953	2000
1954	2000
1955	2000
1956	2000
1957	2000
1958	2000

Province of Quebec, Town of Buckingham, County of Papineau.

Sealed tenders, marked "Tenders for Bonds" of the Town of Buckingham will be received up to five (5) o'clock Monday, June 6th, 1938, for the purchase of an issue of bonds for (\$29,000.00) twenty-nine thousand dollars Town of Buckingham, bearing four (4%) per cent per annum dated from the 1st May 1938, and redeemable serially on the 1st May in each year as hereinbelow set forth:

1939	1000
1940	1000
1941	1000
1942	1000
1943	1000
1944	1000
1945	1000
1946	1000
1947	1000
1948	1000
1949	1000
1950	2000
1951	2000
1952	2000
1953	2000
1954	2000
1955	2000
1956	2000
1957	2000
1958	2000

Intérêt semi-annuel payable le 1er novembre et le 1er mai de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à la Banque de Montréal, à Buckingham, Montréal, Toronto ou Québec.

Les soumissions doivent comprendre les obligations et l'intérêt couru, et doivent être accompagnées d'un chèque égal à 1% du montant de l'émission.

La plus haute soumission ou toute autre soumission ne sera pas nécessairement acceptée.

Daté à Buckingham, ce 9ème jour de mai 1938.

2363-19-2 Le secrétaire-trésorier,
H.-J. GORMAN.

Semi-annual interest payable on the 1st of November and 1st of May in each year. Principal and interest payable at the Bank of Montreal at Buckingham, Montreal, Toronto or Quebec.

Tenders must be for the bonds and accrued interest, and must be accompanied by a check for 1% of the amount of the issue.

The highest or any tender not necessarily to be accepted.

Dated at Buckingham, this 9th day of May, 1938.

2364-19-2-0 H. J. GORMAN,
Secretary-Treasurer.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une re-
Assistant-Procurer- } quête nous a été
Général. } présentée, demandant
 de détacher de la municipalité de la paroisse de
 Sainte-Monique, dans le comté de Nicolet, le
 territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité
 distincte sous le nom de "municipalité
 de Grand-Saint-Esprit", dans le comté de
 Nicolet;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code
 municipal à cet égard ont été remplies, et qu'il
 restera à la municipalité de la paroisse de Sainte-
 Monique, après ce démembrement, une popula-
 tion de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
 de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un
 décret, en date du vingt avril 1938, et conformé-
 ment aux dispositions du Code municipal de
 Notre Province de Québec, Nous déclarons par
 les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la paroisse de Sainte-
 Monique, dans le comté de Nicolet, comprenant
 en référence au cadastre officiel pour la dite
 paroisse de Sainte-Monique, dans le rang Grand-
 Saint-Esprit côté nord-est les lots, depuis et y
 compris le numéro 1 jusqu'au numéro 76 inclus,
 dans le rang Grand-Saint-Esprit côté sud-ouest
 les lots depuis et y compris le numéro 102 jusqu'au
 numéro 116 inclus, le lot numéro 116a et les lots
 depuis et y compris le numéro 117 jusqu'au
 numéro 169 inclus, et dont les limites sont au
 nord-est la ligne nord-est du rang Grand-Saint-
 Esprit côté nord-est, au sud-ouest la ligne sud-
 ouest du rang Grand-Saint-Esprit, côté sud-
 ouest, au sud-est les lignes sud-est des lots numéro
 76 du rang Grand-Saint-Esprit côté nord-est et
 numéro 102 du rang Grand-Saint-Esprit côté
 sud-ouest, au nord-ouest les lignes nord-ouest
 des lots numéro 1 du rang Grand-Saint-Esprit
 côté nord-est et le numéro 169 du rang Grand-
 Saint-Esprit côté sud-ouest; lequel territoire ensemble
 avec les chemins et la partie du droit de voie du
 chemin de fer Canadien-National (Intercolonial)
 compris dans les limites ci-dessus décrites est
 détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte
 Monique et est érigé en une municipalité dis-
 tincte sous le nom de "Municipalité de Grand-
 Saint-Esprit" dans le comté municipal de Nicolet,
 à compter de la date de la publication de la pré-
 sente proclamation dans la *Gazette officielle de*
Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
 et tous autres que les présentes peuvent concer-
 ner sont requis de prendre connaissance et de se
 conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
 Nos présentes lettres patentes et sur
 icelles fait apposer le grand sceau de
 Notre province de Québec. TEMOIN:
 Notre très fidèle et bien-aimé l'honora-
 ble M. ESIOFF-LEON PATENAUE, de
 membre de Notre Conseil privé du
 Canada, lieutenant-gouverneur de Notre
 province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité
 de QUEBEC, de Notre province de
 QUEBEC, ce VINGT-CINQUIEME
 jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent
 trente huit de l'ère chrétienne et de
 Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
 2251-o Sous-secrétaire de la Province.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a petition
Deputy-Attorney- } has been presented
General. } to Us, requesting to
 detach from the municipality of the parish of
 Sainte Monique, in the county of Nicolet, the
 territory hereinafter described, and to erect it
 into a separate municipality under the name of
 the "Municipality of Grand-Saint-Esprit," in the
 county of Nicolet;

WHEREAS all the provisions of the Municipal
 Code in this respect have been fulfilled, and that
 there shall remain to the Municipality of the
 parish of Sainte Monique, after this dismember-
 ment, a population of more than three hundred
 souls;

THEREFORE, with the consent and advice of
 Our Executive Council expressed in an order,
 dated the twentieth of April, 1938, and pursuant
 to the provisions of the Municipal Code of Our
 Province of Quebec, We hereby declare that the
 following territory, namely:

A territory situate in the parish of Sainte-
 Monique, in the county of Nicolet, comprising
 with reference to the official cadastre for the said
 parish of Sainte-Monique, in the Grand-Saint-
 Esprit Range northeast side the lots, from and
 including number 1 to number 76 inclusively, in
 the Grand-Saint-Esprit Range southwest side the
 lots from and including number 102 to number
 116 inclusively, lot number 116a and the lots from
 and including number 117 to number 169 in-
 clusively, and whereof the limits are on the north-
 east the northeast line of Grand-Saint-Esprit
 Range northeast side, on the southwest the south-
 west line of Grand-Saint-Esprit Range southwest
 side, on the southeast the southeast lines of lot
 number 76 of the Grand-Saint-Esprit Range
 northeast side and number 102 of the Grand-
 Saint-Esprit southwest side, on the northwest
 the northwest lines of lots number 1 of the Grand-
 Saint-Esprit Range northeast side and number
 169 of the Grand-Saint-Esprit Range southwest
 side; the said territory together with the roads
 and that part of the right of way of the Canadian
 National (Intercolonial) Railway comprised
 within the limits hereinabove described, is de-
 tached from the municipality of the parish of
 Sainte Monique and is erected into a separate
 municipality under the name of the "Muni-
 cipality of Grand-Saint-Esprit" in the municipal
 county of Nicolet, on and from the date of the
 publication of the present Proclamation in the
Quebec Official Gazette.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all
 others whom these presents may concern, are
 hereby required to take notice and to govern
 themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
 these Our Letters to be made Patent
 and the Great Seal of the Province of
 Quebec, to be hereunto affixed. WIT-
 NESS: Our Right Trusty and Well
 Beloved the Honourable Mr. ESIOFF
 LEON PATENAUE, Member of Our
 Privy Council of Canada, Lieutenant-
 Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our city of
 QUEBEC, in Our said Province, this
 TWENTY-FIFTH day of APRIL, in
 the year of Our Lord one thousand
 nine hundred and thirty eight and in
 the second year of Our Reign. .

By command,

JEAN BRUCHESI,
 2252 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } requête nous a
Général. } été présentée, deman-
dant de détacher de la municipalité de la partie ouest des cantons unis de La Reine et Desmeloises, dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de Saint-Lambert", dans le comté d'Abitibi;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, et qu'il restera à la municipalité de la partie ouest des cantons unis de La Reine et Desmeloises, après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret, en date du vingt avril 1938, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Desmeloises, comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, les lots depuis et y compris le numéro 1 jusqu'au numéro 31 inclus dans chacun des 6ième, 7ième, 8ième, 9ième et 10ième rangs et dont les limites sont: au nord la ligne séparative des cantons de Desmeloises et de Perron, au sud la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs du canton de Desmeloises, à l'est la ligne séparative des lots numéros 31 et 32 dans chacun des 6ième, 7ième, 8ième, 9ième et 10ième rangs du dit canton de Desmeloises, à l'ouest la ligne interprovinciale entre Québec et Ontario; lequel territoire ensemble avec tous les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la partie ouest des cantons unis de La Reine et Desmeloises et sera érigé en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de Saint-Lambert" dans le comté municipal d'Abitibi, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grâce of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a peti-
Deputy-Attorney- } tion has been
Général. } presented to Us, request-
ing to detach from the Municipality of the Western part of the United Townships of La Reine and Desmeloises, in the County of Abitibi, the territory hereinafter described and to erect the same into a separate Municipality, under the name of "Municipality of the Parish of Saint-Lambert", in the County of Abitibi;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled and that there shall remain in the Municipality of the West part of the United Townships of La Reine and Desmeloises, after such dismemberment, a population of more than three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated April twentieth, 1938, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby enact that the following territory, namely:

A territory situate in the Township of Desmeloises, comprising, with reference to the official cadastre for the said Township, the lots, from and including number 1 to number 31 comprised in each of the 6th, 7th, 8th, 9th and 10th Ranges, and the limits of which are: on the North, the division line between the Townships of Desmeloises and Perron, on the South the division line between the 5th and 6th Ranges of the Township of Desmeloises, on the East, the division line between lots numbers 31 and 32 in each of the 6th, 7th, 8th, 9th and 10th Ranges of the said Township of Desmeloises, on the West by the Interprovincial line between Quebec and Ontario; said territory, together with all roads, rivers, water-courses or part thereof, comprised within the limits hereinabove described, shall be detached from the Municipality of the Western part of the United Townships of La Reine and Desmeloises, and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of Saint-Lambert", in the municipal County of Abitibi, from and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this

QUEBEC, ce VINGT-CINQUIEME
jour d'AVRIL, en l'année mil neuf
cent trente-huit de l'ère chrétienne et
de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

2253-o

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de
Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires
britanniques au delà des mers, Défenseur de la
Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icel-
les pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur
Général.

ATTENDU qu'une
requête nous a été
présentée, demandant
d'annexer à la municipalité de la paroisse de
Saint-Siméon, comté de Bonaventure, le terri-
toire ci-après décrit, lequel ne fait partie d'aucune
municipalité locale;

ATTENDU que toutes les prescriptions du
Code municipal à cet égard ont été remplies;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un
décret en date du vingt avril 1938, et conformé-
ment aux dispositions du Code municipal de
Notre Province de Québec, Nous déclarons par
les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Hamilton
dans le comté de Bonaventure, comprenant, en
référence au cadastre officiel pour le canton de
Hamilton, les lots depuis et y compris le numéro
1094 jusqu'au numéro 1110 inclus et depuis et y
compris le numéro 1144 jusqu'au numéro 1165
inclus correspondant aux lots primitifs numéros
18 à 24 tous deux inclus dans chacun des 6ième
et 7ième rangs, limité vers le nord par la ligne
séparative des 7ième et 8ième rangs; vers le sud
par la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs;
vers l'est, par la ligne séparative des lots numéros
1165 et 1166 dans le 7ième rang et la ligne sépa-
rative des lots numéros 1110 et 1111 dans le
6ième rang; vers l'ouest par la ligne séparative
des lots numéros 1143 et 1144 dans le 7ième
rang et la ligne séparative des lots 1093 et 1094
dans le 6ième rang, lequel territoire, ne faisant
partie d'aucune municipalité locale, à être
annexé avec tous les chemins, cours d'eau ou
partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus
décrites, à la municipalité de la paroisse de
Saint-Siméon, dans le comté municipal de
Bonaventure, à compter de la date de la publica-
tion de la présente proclamation dans la *Gazette*
officielle de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
et tous autres que les présentes peuvent concer-
ner sont requis de prendre connaissance et de se
conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
Nos présentes lettres patentes et sur
icelles fait apposer le grand sceau de
Notre province de Québec. TESOIN:
Notre très fidèle et bien-aimé l'honora-
ble M. ESIOFF-LEON PATENAUDE,
membre de Notre Conseil privé du
Canada, lieutenant-gouverneur de Notre
province de Québec.

TWENTY FIFTH day of APRIL, in
the year of Our Lord one thousand nine
hundred and thirty eight and in the
second year of Our Reign.

By command,

2254

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney
General

WHEREAS a petition
has been presented
to Us, requesting to
annex to the Municipality of the parish of Saint-
Siméon, county of Bonaventure, the territory
hereinafter described, which forms no part of
any local municipality;

WHEREAS all the provisions of the Municipal
Code in this regard have been fulfilled;

THEREFORE, with the consent and advice
of Our Executive Council, expressed in an Order
dated the twentieth of April 1938, and pursuant
to the provisions of the Municipal Code of Our
Province of Québec, We hereby declare that the
following territory, to wit:

A territory situate in the township of Hamilton
in the county of Bonaventure, comprising, with
reference to the official cadastre for the township
of Hamilton, the lots from and including number
1094 to number 1110 inclusive and from and
including number 1144 to number 1165 inclusive
corresponding to original lots numbers 18 to 24
both inclusive in each of the 6th and 7th ranges,
bounded on the North by the divisional line of
the 7th and 8th ranges; on the South by the
divisional line of the 5th and 6th ranges; on the
East, by the divisional line of lots numbers 1165
and 1166 in the 7th range and the divisional line
of lots numbers 1110 and 1111 in the 6th range;
on the West by the divisional line of lots numbers
1143 and 1144 in the 7th range and the divisional
line of lots 1093 and 1094 in the 6th range, which
territory, forming no part of any local municipa-
lity, to be annexed with all the roads, water-
courses or parts thereof, comprised within the
limits hereinabove described, to the municipality
of the parish of Saint-Siméon, in the municipal
county of Bonaventure, on and from the date of
the publication of the present proclamation in
the *Quebec Official Gazette.*

OF ALL WHICH OUR living subjects and all
others whom these presents may concern, are
hereby required to take notice and to govern
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our Letters to be made Patent
and the Great Seal of the Province of
Quebec, to be hereunto affixed. WIT-
NESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable Mr. ESIOFF
LEON PATENAUDE, Member of Our
Privy Council of Canada, Lieutenant-
Governor of Our Province of Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

2255—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY-FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-eight and in the second year of Our Reign.

By command.

2256 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du RAPPORT d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 28 avril 1938 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 avril 1938.

Concernant la Loi de la Taxe sur les Transferts de Valeurs Mobilières

No 524

L'Honorable Trésorier de la Province, dans un rapport en date du 28 avril 1938, recommande:

Que se prévalant des pouvoirs conférés par les articles 3 et 14 de la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières, chapitre 27, S.R.Q. 1925, et amendements, les règlements établis par l'arrêté ministériel No 503 en date du 24 mars 1928 et par l'arrêté ministériel No 142 en date du 17 janvier 1935, et par tous autres arrêtés ministériels précédents ainsi révoqués, soient révoqués et les règlements suivants leur soient en conséquence substitués, à savoir:

Taxe payée en timbres

1. A l'exception des cas indiqués à l'article 5 des présents règlements, la taxe imposée par cette loi est payée au moyen de timbres.

2. Ces timbres sont vendus pour la province par un officier du revenu chargé spécialement de cette vente, à Montréal et à Québec, et ne sont pas transférables.

3. Les timbres sont apposés:

a/ Sur le livre de transfert de la compagnie ou corporation qui a fait l'émission ou celui de son agence de transfert, ou

b/ Sur le certificat annulé ou sur la procuration y annexée, ou

c/ Dans le cas de certificats au porteur, sur les contrats de ventes ou d'achats, ou sur tous autres livres ou documents indiquant la mutation de propriété.

4. Les informations suivantes doivent être écrites dans le livre de transfert, sur le certificat ou sur la procuration, près de l'endroit où le timbre est apposé, savoir:

a/ La date de la vente, cession ou transfert,

b/ Le nom du vendeur ou cédant,

c/ Le nom de l'acheteur ou cessionnaire.

5. La taxe imposée par cette loi peut être payée en argent dans les cas suivants:

a/ Lorsque la vente est faite sur une agence de change (Bourse) dans la province et qui se conforme aux conditions ci-après énoncées,

b/ Lorsque la vente, la cession ou le transfert est fait par une personne qui est licenciée pour exercer dans la province un commerce de courtier en valeurs mobilières, qui y a une place d'affaires et qui se conforme aux conditions ci-après énoncées,

c/ Lorsque la vente, la cession ou le transfert est fait par une banque qui a une ou plusieurs

Orders-in-Council

COPY of Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 28th 1938 approved by the Lieutenant-Governor on April 29th 1938.

Concerning the Security Transfer Tax Act.

No 524

The Honourable the Treasurer of the Province, in a report dated April 28th, (1938) recommends:

That acting under the authority of section 3 and 14 of the Security Transfer Tax Act, Chapter 27, R.S.Q. 1925, as amended, the regulations established by Order in Council No 503 of the 24th., of March 1928 and by Order in Council No. 142 of the 17th., of January 1935, and by other previous Orders in council thereby repealed, be repealed and the following Regulations be substituted therefor, to wit:

Tax Paid in Stamps:

1. Except in the cases mentioned in Article 5 of these Regulations, the tax imposed by this Act shall be paid in stamps.

2. The stamps are sold for the Province by a Revenue officer specially appointed for that purpose at the Provincial Revenue Office in Montreal and Quebec, and are not transferable.

3. The stamps are affixed:

a/ In the transfer book of the company or corporation which has made the issue or in the book of its transfer agency, or,

b/ On the cancelled certificate or stock power of attorney attached to the certificate, or,

c/ In the case of bearer certificates, to the sale or purchases contracts or to other office records, indicating the change of ownership.

4. The following information shall be written in the transfer book, on the certificate or on the power of attorney where the stamps are affixed, to wit:

a/ The date of the sale, assignment or transfer;

b/ The name of the vendor or assignor;

c/ The name of the buyer or assignee.

5. The tax imposed by this Act may be paid in money in the following cases:

a/ When a sale is made through a Stock Exchange or Curb Market within the Province complying with the conditions hereinafter given;

b/ When a sale, transfer or assignment is made by a person licensed to do a brokerage business in the Province, having a place of business therein, and complying with the conditions hereinafter given;

c/ When a sale, transfer or assignment is made by a bank having one or more places of

places d'affaires dans la province et qui se conforme aux conditions ci-après énoncées,

d/ Pour une émission complète, sujet à l'approbation du trésorier de la province,

e/ Lorsque le trésorier de la province le juge à propos, dans l'intérêt de la province, aux fins de rendre plus efficace l'exécution de la loi.

Bourse reconnue

6. Pour qu'une bourse soit reconnue dans la province, il faut:

a/ Qu'elle ait été organisée conformément à la loi,

b/ Qu'elle ait passé un règlement à l'effet d'obliger tous ses membres à rapporter à cette bourse toutes leurs ventes de valeurs mobilières faites sur cette bourse,

c/ Que copie de ce règlement soit approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et déposée au Bureau du Revenu de la Province, à Québec.

Instructions aux Bourses reconnues

7. Les conditions auxquelles ce privilège de payer en argent est accordé à une bourse sont les suivantes, à savoir:

a/ Que cette bourse soit reconnue en la manière indiquée à l'article 6,

b/ Que ses membres se conforment au règlement de la bourse mentionné dans l'article 6, — qu'ils fournissent chaque jour au secrétaire de la bourse un état complet de leurs ventes sur la bourse,

c/ Que l'exécutif de la bourse fasse un rapport journalier de la taxe due sur les ventes faites sur la bourse par ses membres et une fois la semaine envoie, un résumé de ces rapports de la semaine précédente accompagné d'un chèque à l'ordre du trésorier de la province en paiement de cette taxe, au percepteur du revenu de la province, à Montréal, si la bourse est située dans le district du revenu de Montréal, et au contrôleur du revenu, à Québec, si la bourse est située dans tout autre district.

Privilège aux Courtiers Licenciés

8. Les conditions auxquelles le privilège de payer en argent est accordé à un courtier licencié en valeurs mobilières sont les suivantes, à savoir:

a/ Qu'il ait une ou plusieurs places d'affaires dans la province,

b/ Que sa licence soit en vigueur,

c/ Qu'il conserve à sa place d'affaires les détails suivants de chacune de ses transactions, à savoir:

1. Le numéro consécutif de chaque transaction,
2. La date de la transaction,
3. La valeur nominale du bon ou de la débenture ou le nombre d'actions,
4. La description de la valeur mobilière,
5. Le prix de vente ou du marché,
6. Le nom du vendeur ou cédant.

d/ Qu'il produise au bureau du percepteur du revenu, à Montréal, si c'est dans le district de Montréal, ou au bureau du contrôleur du revenu à Québec, si c'est dans tout autre district du revenu, durant les cinq premiers jours de chaque mois, un état détaillé de toutes les transactions en valeurs mobilières et opérations de courtage qu'il

business in the Province, complying with the conditions hereinafter given;

d/ When to cover a complete issue of securities provided permission has been granted by the Provincial Treasurer;

e/ When the Provincial Treasurer thinks it advisable to do so in the interest of the Province, in order to administer the Act in a more useful and effective way.

Recognized Exchanges or Curb Markets

6. To be recognized in the Province, a Stock Exchange or Curb Market must:

a/ Have been organized in conformity with law;

b/ Have by a by-law obliged all its members to report thereto all their sales in securities made through such Exchange or Curb Market.

c/ Have a copy of that by-law approved of by the Lieutenant-Governor in Council and deposited at the Provincial Revenue Offices, at Quebec.

Instructions to Recognized Stock Exchange or Curb Market

7. The conditions under which the privilege of paying in money is granted to a Stock Exchange or Curb Market are the following, to wit:

a/ That the Stock Exchange or Curb Market be recognized in the manner indicated in article 6;

b/ That its members comply with the by-law of the Stock Exchange or Curb Market mentioned in article 6, that they furnish each day to the Secretary of the Stock Exchange and Curb Market, a complete statement of their sales on the Stock Exchange, or the Curb Market;

c/ That the Boards of the Stock Exchange and Curb Market prepare daily reports of the security transfer tax due on sales executed on the Exchange or Curb Market by their members and once weekly send a summary of the reports for the preceding week accompanied with a cheque to the order of the Provincial Treasurer in payment of such tax to the Collector of Provincial Revenue, at Montreal, if the Stock Exchange or Curb Market is situated in the Revenue District of Montreal, and to the Comptroller of Provincial Revenue, at Quebec, if the Stock Exchange or Curb Market is situated in any other districts.

Privilege to Licensed Brokers

8. The conditions under which the privilege of paying in money is granted to a licensed broker, are the following, to wit:

a/ That he has one or more places of business in the Province.

b/ That his license be in force;

c/ That the following details of each transaction be kept in suitable records, at the place of business in the Province:

1. The consecutive number of each transaction,
2. The date of the transaction.
3. The face value of the bond or debenture or the number of shares of stock.
4. The name of the security.
5. The selling or market price.
6. The name of the vendor, transferor or assignor.

d/ That he files at the office of the Collector of Provincial Revenue, at Montreal, for the revenue district of Montreal, or at the office of the Comptroller of Provincial Revenue, at Quebec, for any other revenue district, during the first five days of each month, a detailed statement of all transactions in securities and broker-

a faites pour lui ou pour d'autres, durant le mois de calendrier précédent. L'état détaillé doit comprendre tous transferts et échanges de valeurs mobilières faits pour le compte de toute personne, firme ou corporation tel qu'il appert au journal ou tout autre livre et document.

Lorsqu'un membre de la Bourse de Montréal ou du Curb fait un rapport détaillé à la bourse, seul le total payé chaque jour sur ces transactions doit être rapporté,

e/ Que cet état détaillé soit accompagné d'un chèque à l'ordre du trésorier de la province, pour le montant total de la taxe due d'après cet état,

f/ Que cet état soit fait sur la formule prescrite par le contrôleur du revenu,

g/ Que, pour faciliter la vérification de cet état par les officiers du revenu, chargés de l'exécution de la loi (chapitre 27), les livres du courtier doivent contenir tous les renseignements écrits sur l'état et leur être soumis,

h/ Les officiers du revenu devront avoir accès, en tout temps, à tous les livres, documents, registres, écrits et papiers dans le but de faire la vérification de l'état préparé par le courtier, et le courtier devra conserver tous les dits documents, registres, écrits et papiers jusqu'à ce que la vérification ait eu lieu, pourvu que la période de temps ne dépasse pas sept ans.

Privileges aux banques

9. Les conditions auxquelles le privilège de payer en argent est accordé à une banque, sont les suivants, à savoir:

a/ Que la banque ait une ou plusieurs places d'affaires dans la province,

b/ Que les détails suivants sur chacune de ses transactions soient conservés dans des registres appropriés, à sa place d'affaires dans la province, à savoir:

1. Le numéro consécutif de chaque transaction,
2. La date de la transaction,
3. La valeur nominale du bon ou de la débeture ou le nombre d'actions,
4. La description de la valeur mobilière,
5. Le prix de vente ou du marché,
6. Le nom du vendeur ou du cédant.

c/ Que la banque produise au bureau du percepteur du revenu, à Montréal, si c'est dans le district de Montréal, ou au bureau du contrôleur du revenu, à Québec, si c'est dans tout autre district du revenu, durant les cinq premiers jours de chaque mois, un état détaillé de toutes les transactions en valeurs mobilières qu'elle a faites pour son propre compte ou pour le compte de clients durant le mois de calendrier précédent. L'état détaillé doit comprendre tous transferts et échanges de valeurs mobilières faits pour le compte de toute personne, firme ou corporation tel qu'il appert dans ses registres,

d/ Que cet état détaillé soit accompagné d'un chèque à l'ordre du trésorier de la province, pour le montant total de la taxe due d'après cet état,

e/ Que cet état soit fait sur la formule prescrite par le contrôleur du revenu,

f/ Que pour faciliter la vérification de cet état par les officiers du revenu, chargés de l'exécution de la loi (chapitre 27), les livres de la banque

age operations which he has made for himself or for others, during the preceding calendar month. The detailed statement shall include all transfers and exchanges of securities made on behalf of any person, firm or corporation as appears from the journal entries and/or other office records.

Where a member of the Montreal Stock Exchange or Montreal Curb Market makes a detailed report through the medium of the exchange only the daily totals of payment on such transactions shall be reported;

e/ That the detailed statement be accompanied with a cheque to the order of the Provincial Treasurer, for the total amount of the tax due according to the statement;

f/ That the statement be made on the form provided by the Comptroller of Provincial Revenue;

g/ That in order to facilitate the verification of the statement by the Revenue Officers, in charge of the application of the Act (Chapter 27), the books of the broker must contain all the information mentioned on the statement and must be submitted to them;

h/ The Revenue Officers shall at all times have access to all books, documents, records, writings and papers for the purpose of verification of the broker's statement, and the broker shall retain all the aforesaid until the verification has taken place, provided the period of time is not more than seven years.

Privileges to Banks

9. The conditions under which the privilege of paying in money is granted to a bank, are the following, to wit:

a/ That the bank has one or more places of business in the province.

b/ That the following details of each transaction be kept, in suitable records, at the place of business in the Province, to wit:

1. The consecutive number of each transaction.
2. The date of the transaction.
3. The face value of the bond or debenture of the number of shares of stock.
4. The name of the security.
5. The selling or market price.
6. The name of the vendor, transferor or assignor.

c/ That the bank files at the office of the Collector of Provincial Revenue, at Montreal, for the revenue district of Montreal, or at the office of the Comptroller of Provincial Revenue, at Quebec, for any other revenue district during the first five days of each month, a detailed statement of all transactions in securities made for their own account or for the account of clients during the preceding calendar month. The detailed statement shall include all transfers and exchanges of securities made on behalf of any person, firm or corporation as appears from their office records;

d/ That the detailed statement be accompanied with a cheque to the order of the Provincial Treasurer, for the total amount of the tax due according to the statement;

e/ That the statement be made on the form provided by the Comptroller of Provincial Revenue;

f/ That in order to facilitate the verification of the statement by the Revenue Officers in charge of the application of the Act (Chapter 27),

doivent contenir tous les renseignements écrits sur l'état et leur être soumis.

g/ Les officiers du revenu devront avoir accès, en tout temps, à tous les livres, documents, registres, écrits et papiers dans le but de faire la vérification de l'état préparé par la banque et la banque devra conserver tous les dits documents, registres, écrits et papiers jusqu'à ce que la vérification ait eu lieu, pourvu que la période de temps ne dépasse pas sept ans.

Révocation du privilège

10. Le trésorier de la province peut discontinuer le privilège de payer la taxe en argent en tout temps, s'il est d'opinion que la bourse, la banque ou le courtier ne remplit pas les conditions sus-établies.

Avis aux compagnies et corporations

11. Les compagnies ou les corporations, ou leurs agents de transferts, dont les valeurs sont entrées dans les rapports de la bourse ou dans l'état détaillé de la banque ou du courtier, en la manière sus-indiquée, peuvent accepter l'affirmation par écrit de tout membre de la bourse, de la banque ou du courtier:

1. A l'effet que la taxe a été payée par l'exécutif de la bourse, par la banque ou le courtier suivant le cas, ou
2. A l'effet que la taxe n'est pas imposable parce que le transfert ne constitue par une mutation de propriété ou est exempt de la taxe en vertu de l'article 16 de la loi. L'affirmation à cet effet devra être faite conformément aux instructions du département émises par le trésorier de la province. *

Qui donne l'avis

12. L'affirmation dont il est question à l'article 11 peut être faite par le procureur de tout membre ou firme-membre de la bourse ou de tout tel courtier ou banque, et lorsqu'elle est signée par tel procureur, elle est valide et a le même effet que si elle avait été faite personnellement par tel membre, firme-membre, courtier ou banque, pourvu qu'il soit fourni à chacune de ces compagnies, ou corporation ou à leurs agents de transferts mentionnés à l'article 11, une lettre de tel membre, firme-membre, courtier ou banque, reconnaissant pour son ou leur procureur le signataire de l'affirmation et établissant que jusqu'à ce que cette lettre soit révoquée, ce procureur est autorisé à signer.

Preuve de non mutation de propriété ou d'exemption

13. La preuve qu'un transfert d'une valeur mobilière ne constitue pas une mutation de propriété ou est exempt de la taxe (art. 16 de la loi) doit être faite par affidavit, lorsqu'un inspecteur ou officier du revenu l'exige.

Qui reçoit les affidavits

14. Les affidavits et déclarations requis par la loi et les présents règlements peuvent être reçus par tous officier du revenu ou toute personne autorisée à recevoir des affidavits dans cette province.

Mise en vigueur

15. Les présents règlements entreront en vigueur aussitôt après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Certifié,
(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

the books of the bank must contain all the information mentioned on the statement and must be submitted to them.

g/ The Revenue Officers shall at all times have access to all books, documents, records, writings and papers for the purpose of verification of the bank's statement, and the bank shall retain all the aforesaid until the verification has taken place, provided the period of time is not more than seven years.

Cancellation of the Privilege

10. The provincial treasurer may discontinue the privilege of paying the tax in money whenever in his opinion a Stock Exchange, Curb Market, Bank or Broker does not comply with the conditions above established.

Notice to Companies and Corporations

11. The companies or corporations, or their transfer agents, whose securities are entered in the reports of the Stock Exchange, or Curb Market or in the detailed statement of the Broker or Bank in the manner above indicated, may accept the certification of any member of the Stock Exchange or Curb Market or of the Broker or Bank:

1. To the effect that the tax has been paid through the Board of the Stock Exchange, Curb Market or by the Broker or Bank, as the case may be, or
2. To the effect that the tax is not exigible as the transfer involves no change of ownership or is exempt from the tax as per section 16 of the Act. Certification to this effect shall be made in accordance with the Departmental Instructions issued by the Provincial Treasurer.

Who gives the notice

12. The certification mentioned in article 11 may be made by the attorney of a member or member firm of the Stock Exchange or Curb Market or of such broker or bank, and when it is signed by such attorney, it is valid and has the same effect as if it had been made personally by such member, member firm, broker or bank, provided a letter from such member, member firm, broker or bank be furnished to each of the companies or corporations or their transfer agents, mentioned in article 11, acknowledging the signer of the certificate to be his or their attorney and stating that until the letter is revoked, the attorney is authorized to sign.

Proof in case of no change of ownership and of exemption from the tax.

13. The proof that a transfer of securities involves no change of ownership, or is exempt from the tax (see sec. 16 of the Act) must be made by affidavit when an officer of the Security Transfer Tax Service so requires.

Who receives the affidavits.

14. The affidavits and declarations required in accordance with the Act and the present regulations may be made before any revenue officer charged with the administration of this Act, or any person authorized to receive affidavits in this Province.

Coming into force.

15. The present regulations shall come into force immediately after their publication in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,
(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPIE DU RAPPORT d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 28 avril 1938 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 29 avril 1938.

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council dated April 28th, 1938 approved by the Lieutenant-Governor on April 29th, 1938.

Concernant l'oblitération des timbres.

Concerning Cancellation of Stamps.

No 527

No. 527

L'honorable Trésorier de la Province, dans un rapport en date du 28 avril (1938), recommande: Que se prévalant des pouvoirs conférés par l'article 32 de la Loi des timbres, chapitre 24, S.R.Q., 1925, tel qu'amendé, les règlements suivants soient adoptés, à savoir:

The Honourable the Provincial Treasurer, in a report dated April 28 (1938), recommends:— That, acting under the authority of section 32 of the Stamp Act, Chapter 24, R.S.Q., 1925, as amended, the following regulations be passed, to wit:

OBLITÉRATION DES TIMBRES

CANCELLATION OF STAMPS

1. Tout courtier, banque ou compagnie de fidéicommis apposant des timbres tel que requis par la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières, chapitre 27, S.R.Q., 1925, telle qu'amendée, sur leurs contrats d'achats ou de ventes ou sur tous autres livres ou registres, ou

2. Toute compagnie de fidéicommis agissant comme agent de transferts, apposant des timbres tel que requis par la dite loi, sur des certificats ou sur des livres de transferts, ou

3. Toute compagnie ou corporation effectuant elle-même le transfert de ses propres émissions, apposant des timbres tel que requis par la dite loi, sur ses propres registres de transferts;—devront annuler les timbres susdits:

a) Immédiatement après avoir apposé les dits timbres fixement sur les documents, memoranda, livres, etc.

b) Au moment du transfert s'ils sont apposés sur les certificats ou sur les livres ou registres de transferts, au moyen d'un perforateur qui devra percer six ouvertures d'une dimension d'au moins un huitième de pouce de diamètre à travers chaque timbre et le document sur lequel il est apposé, ou dans l'alternative, le perforateur peut former le mot "annulé" ou les initiales de la compagnie, sans avoir égard à la dimension de la perforation. Les timbres peuvent aussi être annulés en y écrivant ou imprimant dessus, à l'encre, la date de l'oblitération et les initiales de la personne qui les annule.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2403—o

1. Every broker, bank or trust company affixing stamps as required by the Security Transfer Tax Act, Chapter 27, R.S.Q., 1925, as amended, to their sale or purchases contracts or other office records, or,

2. Every trust company acting as a transfer agent, affixing stamps as required by the said Act, to certificates or to transfer books, or,

3. Every company or corporation effecting its own transfers in connection with its own issues, affixing stamps as required by the said Act, to its own registers of transfers,—shall cancel the aforesaid stamps:

a) Immediately, after affixing the said stamps securely to the proper documents, memoranda, books, etc.;

b) At the time of transfer when they are affixed to certificates or transfer books or to registers of transfers,—by means of a perforator, which shall perforate six holes of at least one-eighth of an inch in diameter, through each stamp and the document to which same is affixed, or, in the alternative, the perforator may form the word "Cancelled" or the initials of the company, regardless of the dimensions of the perforation. The stamps may also be cancelled by writing or impressing thereon, in ink, the date of cancellation and the initials of the person making the cancellation.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2404—o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 3559. Dame Exeline Poulin, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Carreau, ci-devant industriel et maintenant rentier, de la ville de Marieville, district de St-Hyacinthe, demanderesse; vs Jean-Baptiste Carreau, ci-devant industriel et maintenant rentier, de la ville de Marieville, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 mars, 1938.

St-Hyacinthe, ce 7 mai 1938.

Les procureurs de la demanderesse,
2355—o BLAIN ET FAUTEUX.

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 3559. Dame Exeline Poulin, of the town of Marieville, district of St. Hyacinthe, wife of Jean-Baptiste Carreau, esquire, of the same place, plaintiff; vs Jean-Baptiste Carreau, esquire, of the town of Marieville, district of St. Hyacinthe, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 3rd. day of March, 1938, in this case.

St. Hyacinthe, May 7th. 1938.

BLAIN AND FAUTEUX,
2356—o Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No C-170475. Dame Rosa Fest, des cité et district de Montréal,

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-170475: Dame Rosa Fest, of the City and District of Montreal,

épouse commune en biens de Sam Tepper, du même endroit, laitier, demanderesse; vs Sam Tepper, du même endroit, laitier.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 9 mai 1938.

Le procureur de la demanderesse,
2365 ELI-M. BERGER.

wife common as to property of Sam Tepper, of the same place, Milkman, plaintiff; vs Sam Tepper, of the same place, Milkman.

Action in separation as to property has this day been instituted by Plaintiff herein against defendant.

Montreal, May 9th, 1938.

2366-o ELI M. BERGER,
Attorney for Plaintiff.

Assurances

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Société Provinciale d'Assistance aux Aveugles" a été autorisée par un Ordre en Conseil, portant le No 551 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 avril 1938.

Le but de la dite société est déclaré être: Au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés et plus particulièrement les aveugles et membres de leur famille, par suite de maladie, accidents, revers de fortune, les veuves et les orphelins ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchuées et prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la Cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des assurances, ce troisième jour de mai, 1938.

Le surintendant des assurances,
2369-o GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province.

Insurances

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a charitable Association under the name of "Société Provinciale d'Assistance aux Aveugles", has been authorized by an Order in Council bearing No. 551 and approved by the Lieutenant-Governor on the 29th of April, 1938.

The purposes of the said Association are stated to be: By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public of making provisions for those afflicted by sickness, accident, or reverse of fortune and particularly the blinds and members of their family and the widows and orphans or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children or for the purpose of attaining any other similar objects.

The Head Office of the said Association is fixed in the City of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this third day of May, 1938.

2370-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province.

Avis divers

"E. G. M. CAPE & COMPANY"

Règlement spécial "B"

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de cinq (5) à six (6) dont trois (3) formeront quorum.

Montréal, le 3 mai 1938.

2375 Le secrétaire,
P.-G. WILMUT.

"E. G. M. CAPE & COMPANY"

Special By-Law "B"

That the number of Directors of the company be increased from five (5) to six (6) of whom three (3) shall form a quorum.

Montreal, May 3rd, 1938.

2376-o P. G. WILMUT,
Secretary.

Miscellaneous Notices

"ST. LAWRENCE MINING CORPORATION, LIMITED" (LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE).

Règlement No XA

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à cinq.

Montréal, le 19 avril 1938.

2405 Le secrétaire,
F. BENNETT.

Quebec, le 12 mai 1938.

Revision de la liste électorale de la cité des Trois-Rivières.

Avis est par les présentes donné:

Que conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi électorale de Québec (1 Edouard

"ST. LAWRENCE MINING CORPORATION, LIMITED" (NO PERSONAL LIABILITY).

By-Law No. XA

That the number of Directors of this company be increased from three to five.

Montreal, April 19th, 1938.

2406-o F. BENNETT,
Secretary.

Quebec, May 12, 1938.

Revision of the electoral list of the city of Trois-Rivières.

Notice is hereby given:

That pursuant to the provisions of Article 74 of the Quebec Election Act (1 Edward VIII, 2nd

VIII, 2ième session, chapitre 8) et par l'arrêté ministériel No 410, du 20 avril 1938, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de nommer Mtes Léon Lamothe et Léopold Pinsonnault, avocats, tous deux de la cité des Trois-Rivières, membres de la Commission de révision de Trois-Rivières.

Que conformément aux mêmes dispositions de la Loi électorale de Québec, ces deux réviseurs ont nommé Mtre H. Jules Biron, avocat, des Trois-Rivières, pour agir comme troisième membre de la dite Commission.

2441-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

session, chapter 8) and by Order in Council No. 410, of April 20, 1938, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to appoint Mtes Léon Lamothe and Léopold Pinsonnault, advocates, both of the city of Trois-Rivières, members of the Board of Revisors of Trois-Rivières.

That in conformity with the same provisions of the Quebec Election Act, these two revisers have appointed Mtre H. Jules Biron, advocate, of Trois-Rivières, to act as third member of the said Board.

2442 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureaux-chefs

GATINEAU POWER COMPANY

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Gatineau Power Company," constituée en corporation par Lettres Patentées de la province de Québec, le 11 mars 1926, et ayant son bureau-chef jusqu'au 27 avril 1938, à 355, Place Beaver Hall, a déménagé son bureau à Chambre 1700, 360, rue St-Jacques Ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, P.Q., ce 27ème jour d'avril, 1938.

2357 Le secrétaire,
J.-R. BINKS.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Canada Motor Car Company Limited," constituée en corporation par Lettres Patentées, le 10ème jour de décembre 1937, a établi son bureau au No 3485, avenue Park, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 6ème jour de mai 1938.
Le secrétaire,
GERARD BRAIS.

2367

Avis est donné que la compagnie "Mary's Limited", constituée en corporation par lettres patentées en date du 4 mars 1938, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 4113 de l'Avenue Colonial, dite cité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-deuxième jour du mois d'avril 1938.

Le secrétaire-trésorier et directeur-gérant,
2371-o GERARD CHEVRIER.

Canada, Province de Québec. Dans l'affaire de: Dominion Skis Limited.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Dominion Skis Limited" a établi son bureau chef et sa place d'affaires au numéro 42 rue Sherbrooke, dans la cité de Québec.

Québec, ce 5 mai, 1938.
Le procureur de la Compagnie,
2409-o MAURICE BOISVERT.

Chief Offices

GATINEAU POWER COMPANY

Notice is hereby given that "Gatineau Power Company," incorporated by Letters Patent of the province of Quebec on the 11th March, 1926, and having its head office situated up to April 27th, 1938, at 355 Beaver Hall Square, has moved it to Room 1700, 360 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 27th day of April, 1938.

2358-o J. R. BINKS,
Secretary.

Notice is hereby given that "Canada Motor Car Company Limited," incorporated by Letters Patent, of the 10th day of December 1937, has established its office at No. 3485 Park Avenue, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of May 1938.
GERARD BRAIS,
Secretary.

2368-o

Notice is hereby given that the company "Mary's Limited", incorporated by letters patent dated March 4th, 1938, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at civic number 4113 Colonial Avenue said city.

On and from the dated of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty second day of the month of April, 1938.

2372 GERARD CHEVRIER,
Secretary-treasurer and Managing Director.

Canada, Province of Québec. In the matter of: Dominion Skis Limited.

Notice is hereby given that the company "Dominion Skis Limited" has established its head office and its place of business at number 42 Sherbrooke street, in the city of Québec.

Québec, May 5, 1938.
MAURICE BOISVERT,
Attorney for the Company.
2410

Chartes:—Abandon de

Avis est par les présentes donné, que "Montreal N.R.A. Co. Ltd.," incorporée par lettres patentes de la province de Québec, émises le 20 mars 1934, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

2359-o

Le président,
PAUL-E. LAFONTAINE.

NORTHERN CHIBOUGAMAU MINES LIMITED —
(LIBRE DE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE)

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Northern Chibougamau Mines Limited"—(Libre de responsabilité personnelle), après avoir dûment pourvu à toutes ses dettes et obligations et après les avoir protégées, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 7 mai 1938.

Le secrétaire-trésorier adjoint,
J.-T. LUMSDEN.

2377

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given, that "Montreal N.R.A. Co. Ltd.," incorporated by letters patent of the province of Quebec, issued on March 20, 1934, shall apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for leave to surrender its charter.

2360

PAUL E. LAFONTAINE,
President.

NORTHERN CHIBOUGAMAU MINES LIMITED —
(NO PERSONAL LIABILITY)

NOTICE

Take notice that "Northern Chibougamau Mines Limited"—(No Personal Liability), all its debts and obligations having been duly provided for or protected, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and for the fixing of a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, P.Q., May 7th., 1938.

J. T. LUMSDEN,
Assistant Secretary-Treasurer.

2378-o

Compagnie dissoute

La Compagnie "Eug. Leclerc, Cook & Joubert Ltée."

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Eug. Leclerc, Cook & Joubert Ltée," constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires de cette province, en date du 19 décembre 1933, et ayant sa principale place d'affaires à Québec, est dissoute, conformément à l'article 19, S.R.Q. 1925, chapitre 225.

Daté ce 11 mai 1938.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2399-o

Company dissolved

The Company "Eug. Leclerc, Cook & Joubert, Ltée."

Notice is hereby given that the Company "Eug. Leclerc, Cook & Joubert Ltée," incorporated by supplementary letters patent of this Province, dated the 19th of December 1933, and having its head office in Quebec, is dissolved, in conformity with article 19, R.S.Q., 1925, chapter 225.

Dated this 11th May 1938.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

2400

Département de l'Instruction publique

No 262-38

Quebec, 5 mai, 1938.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de St-Antoine-de-Padoue, comté d'Abitibi, dans la première ligne de la description technique, il faut lire 58 au lieu de 60.

2445-o

No 230-38

Québec, le 10 mai, 1938.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle* concernant la municipalité scolaire de St-Gilles, dans le comté d'Abitibi, dans la 1ère ligne, il faut lire 34 au lieu de 45. Au lieu du canton Paradis, il faut lire canton Lavergne.

2447-o

Department of Public Instruction

No. 262-38

Quebec, May 5th, 1938.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette*, respecting the School Municipality of St-Antoine-de-Padoue, County of Abitibi, in the first line of the technical description, read 58 instead of 60.

2446

No. 230-38

Quebec, May 10th, 1938.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette*, respecting the School Municipality of St-Gilles, in the County of Abitibi, in the first line, read: 34, instead of 45. Instead of Township of Paradis, read: Township of Lavergne.

2448

No 378-38

Québec, 11 mai, 1938.

ERRATUM

Dans l'avis concernant St-Urbain de Rémigny, publié dans la *Gazette Officielle*, dans la dernière ligne, il faut lire 17 au lieu de 20.

2449-o

No 261-38

Québec, le 5 mai, 1938.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de St-Vincent de Paul, publié dans la *Gazette Officielle* des 5 et 12 mars derniers, dans la description technique, dans la 5ième ligne, il faut lire: 45 au lieu de 37.

2451-o

No 532-38

Québec, 12 mai 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anastasia-de-Nelson, dans le comté de Mégantic, les lots Nos 16, 17, du rang 5; le lot 18 du même rang borné à la rivière Bécancourt; les lots 16, 17a, du rang 6 du cadastre officiel de Ste-Anastasia-de-Nelson et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire de Lyster-Station", dans le comté de Mégantic.

2453-19-2-o

No 1422-37

Québec, le 5 mai, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Mont-Brun", dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir: Dans le canton Clérycy; les rangs 1, 2, 3, 4, du lot 28 aux limites du canton; les rangs 5, 6, 7, 8, du lot 25 aux limites du canton; les rangs 9, 10 du lot 22 aux limites du canton. Dans le canton La Pause: les rangs 5, 6 des lots 1 à 18 inclusivement.

2455-19-2-o

No 517-38

Québec, 12 mai, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Nédélec, dans le comté de Témiscamingue, les lots Nos 495 et 496 du canton Nédélec et de les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Nord, même comté.

2457-19-2-o

No 578-38

Quebec, 5 mai, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, dans le comté d'Abitibi, le territoire suivant, savoir: dans le canton Preissac; le rang 1 les lots 1 à 14 inclusivement (Lac), les rangs II, III, IV, V du lot 1 au Lac Preissac, les rangs VI, VII des lots 1 à 50 inclusivement, les rangs VIII, IX, X des lots 1 à 45 inclusivement; dans le canton La Pause: les rangs IX, X, des lots 54 à la limite Est; dans le canton Villemontel: les rangs I, II, III des lots 1 à 44 inclusivement.

2459-19-2-o

No 612-38.

Québec, le 11 mai, 1938.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipi-

No. 378-38

Quebec, May 11th, 1938.

ERRATUM

In the notice respecting St-Urbain de Rémigny, published in the *Official Gazette*, in the last line, read: 17, instead of 20.

2450

No. 261-38

Quebec, May 5th, 1938.

ERRATUM

In the notice respecting the School Municipality of St-Vincent de Paul, published in the *Official Gazette* of the 5th and 12th of March last, in the technical description, in the 5th line, read: 45, instead of 37.

2452

No. 532-38

Quebec, May 12, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Anastasia-de-Nelson, in the county of Mégantic, lots Nos. 16, 17, of range 5; lot 18 of the same range bounded by the Bécancourt river; lots 16, 17a, of range 6 of the official cadastre for Ste-Anastasia-de-Nelson and to erect the same into a separate school municipality under the name of: "The School Municipality of Lyster-Station", in the county of Mégantic.

2454-19-2

No. 1422-37

Quebec, May 5, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Mont-Brun", in the county of Abitibi, the following territory, namely: In the Township of Clérycy: ranges 1, 2, 3, 4, of lot 28 to the limits of the Township; ranges 5, 6, 7, 8, of lot 25 to the limits of the township; ranges 9, 10 of lot 22 to the limits of the township. In the township of La Pause: ranges 5, 6 of lots 1 to 18 inclusively.

2456-19-2

No. 517-38

Quebec, May 12, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of Nédélec, in the county of Témiscamingue, lots Nos. 495 and 496 of the Township of Nédélec and to annex them to the school municipality of Notre-Dame-du-Nord, same county.

2458-19-2

No. 578-38

Quebec, May 5, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Preissac", in the county of Abitibi, the following territory, namely: in the Township of Preissac: range 1, lots 1 to 14 inclusively (Lake), ranges II, III, IV, V, of lot 1 to Lake Preissac, ranges VI, VII of lots 1 to 50 inclusively, ranges VIII, IX, X of lots 1 to 45 inclusively; in the township of La Pause: ranges IX, X, of lots 54 to the east limit; in the township of Villemontel: ranges I, II, III of lots 1 to 44 inclusively.

2460-19-2

No. 612-38.

Quebec, May 11th, 1938.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of: "The

palité scolaire de Saint-Bernard, dans le comté d'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 32 aux limites du canton Dubuisson dans les rangs 6 à 10 inclusivement; les lots 32 aux limites du canton Varsan dans les rangs 1 et 2; de la Rivière Harricana aux limites du canton dans le rang 3. 2461—19-2-o

No 571-37.

Québec, 12 mai 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Anicet, No 1, dans le comté de Huntingdon, les lots Nos 591 à 596 inclusivement; les lots 605 à 612 inclusivement, tous du cadastre officiel de St-Anicet et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Agnès-de-Dundee. 2463—19-2-o

No 391-33.

Québec, le 10 mai, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Maxime-de-Scott, dans le comté de Dorchester, le territoire de la municipalité de Taschereau-Fortier, tel qu'ériger par proclamation officielle en date du 21 janvier 1933, publié dans la *Gazette Officielle* de l'année 1933, à la page 383 et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire de Taschereau-Fortier". 2465—19-2-o

School Municipality of Saint Bernard", county of Abitibi, the territory hereinafter described, namely:

Lots 32 to the limits of the Township of Dubuisson in ranges 6 to 10 inclusively; lots 32 to the limits of the Township of Varsan in ranges 1 and 2; from the Harricana river to the limits of the Township in range 3. 2462—19-2

No. 571-37.

Quebec, May 12th, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of St-Anicet, No. 1, in the county of Huntingdon, lots Nos. 591 to 596 inclusively; lots 605 to 612 inclusively, all of the official cadastre for St-Anicet and to annex them to the school municipality of Ste-Agnès de Dundee. 2464—19-2

No. 391-33.

Quebec, May 10th., 1938.

Application is made to detach from the school municipality of St. Maxime de Scott, in the county of Dorchester, the territory of the municipality of Taschereau-Fortier, as erected by Official Proclamation under date the 21st of January, 1933, published in the *Official Gazette* of the year 1933, on page 383 and to erect the same into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Taschereau-Fortier". 2466—19-2

ERRATUM

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

Règle de Pratique No 3

La règle de pratique numéro 3 de la Commission municipale de Québec publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 30 avril 1938, aux pages 1522 à 1528, aurait dû se lire comme suit aux paragraphes ci-dessous indiqués:

1. Le mot "sworn" qui se trouve dans la sixième ligne de la version anglaise du paragraphe 14 doit être remplacé par le mot "signed";

2. La version française du paragraphe 15 doit se lire comme suit:

"Le président informe les personnes dûment enregistrées que, si elles désirent s'opposer au projet, elles doivent donner leur vote à l'encontre de tel projet; seuls ces votes doivent être entrés au registre tenu par le secrétaire de l'assemblée".

3. La version anglaise du paragraphe 19 est modifiée en y retranchant le mot "not" dans la septième ligne;

4. La version anglaise de la formule No 1 est modifiée en y remplaçant le mot "and" dans la sixième ligne du quatrième alinéa par le mot "or".

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

2393-o

ERRATUM

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

Rule of Practice No. 3

The Rule of Practice No. 3, of the Quebec Municipal Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of April 30th, 1938, on Pages 1522 to 1528, should read as follows, in the paragraphs hereinbelow indicated:

1. The word "sworn", to be found in the sixth line of the English version of Paragraph 14, must be replaced by the word "signed";

2. The French version of Paragraph 15 must read as follows:

"Le président informe les personnes dûment enregistrées, que, si elles désirent s'opposer au projet, elles doivent donner leur vote à l'encontre de tel projet; seuls ces votes doivent être entrés au registre tenu par le secrétaire de l'assemblée".

3. The English version of Paragraph 19 is altered by striking out the word "not" in the seventh line;

4. The English version of form No. 1 is modified by replacing the word "and" in the sixth line of the fourth paragraph, by the word "or".

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

Per EMILE MORIN,
Secretary.

2394

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac St-Jean, sous le nom de "Société

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John, under the name of

Coopérative Agricole de St-Joseph d'Alma" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de ville de St-Joseph d'Alma, comté de Lac St-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 9ème jour de mai 1938.

2395-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

"Société Coopérative Agricole de St-Joseph d'Alma" and that its principal place of business is in the municipality of the town of St-Joseph d'Alma, county of Lake St. John.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 9th day of May 1938.

2396 ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Roberval sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Thomas Dydime" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Thomas Dydime, comté de Roberval.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 10ème jour de mai 1938.

2397-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Roberval, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Thomas Dydime" and that its principal place of business will be in the Municipality of St-Thomas Dydime, county of Roberval.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 10th day of May 1938.

2398 ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par les présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rivière-du-Loup, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Hubert" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 11ème jour de mai 1938.

2443-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Rivière-du-Loup, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Hubert", and that its principal place of business is in the municipality of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 11th day of May, 1938.

2444 ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Québec, le douze avril 1938.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Emile Boiteau, notaire, demeurant à Sainte-Foye et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur,

Notarial Minutes

Quebec, April 12th., 1938.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Emile Boiteau, notary, residing in Sainte Foye and practising in Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, reper-

des minutes, répertoire et index de feu le notaire Georges-P. Châteauvert, en son vivant de Québec, même district.

JEAN BRUCHESI,
1851-15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par M. Joseph-Ephrem Déziel, notaire, demeurant et pratiquant à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Hildège Desroches, en son vivant notaire pratiquant autrefois à Grand'Mère, district judiciaire de Trois-Rivières, et lors de son décès à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 14 avril 1938.
JEAN BRUCHESI,
1871-15-5-o Sous-secrétaire de la Province.

tory and index of the late notary Georges P. Châteauvert, in his lifetime of Québec, same district.

JEAN BRUCHESI,
1852-15-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Ephrem Déziel, notary, residing and practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph-Hildège Desroches, in his lifetime notary heretofore practising in Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, and at the time of his death, in Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 14, 1938.
JEAN BRUCHESI,
1872-15-5 Under Secretary of the Province.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
No 36336 { LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET
PLACEMENTS DE QUÉBEC,
demanderesse; vs WILFRID SAWYER et
ALBERT SAWYER, tous deux cultivateurs,
demeurant à St-Félix de Dalquier, district
d'Abitibi, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant aux dits défendeurs le lot de terre portant le No trente-trois (33) du rang cinq (5) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Dalquier, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Félix de Dalquier, P.Q., MARDI le TRENTE ET UNIEME jour de MAI 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, le 19 avril, 1938. 1991-16-2-o
[Première publication, 23 avril, 1938].

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.
No 4737. { ORANCE NAUD, mar-
chand et ROMÉO
JULIEN, garagiste, tous deux de Barraute, district d'Abitibi, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires à la succession de Mandoza Julien, es-qualité, demandeur; vs HENRI POULIN, de Barraute, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les biens immobiliers suivants, savoir: Le lot de terre portant le No quarante-six (46) du rang No quatre (4) du cadastre officiel, pour le canton Barraute, district d'Abitibi—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Barraute, P.Q., MERCREDI, le QUINZIEME jour de JUN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, 9 mai 1938. 2381-19-2-o
[Première publication, le 14 mai 1938]

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi
No. 36336 { LA SOCIÉTÉ DE PRETS ET
PLACEMENTS DE QUÉBEC,
plaintiff; vs WILFRID SAWYER and AL-
BERT SAWYER both farmers, residing at St-
Félix de Dalquier, district of Abitibi, defendants,
to wit:

As belonging to the said defendants the lot of land bearing No. thirty three (33) of range five (5) of the official cadastral plan and book of reference of the township of Dalquier, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of St-Félix de Dalquier, P.Q., on TUESDAY the THIRTY FIRST day of MAY 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 19, 1938. 1992-16-2
[First publication, April 23rd, 1938]

Superior Court.—District of Abitibi.
No. 4737. { ORANCE NAUD, mer-
chant and ROMÉO
JULIEN, garage keeper, both of Barraute, district of Abitibi, in their quality of testamentary executors of the estate of Mandoza Julien, es-qualité, plaintiff; vs HENRI POULIN, of Barraute, district of Abitibi, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the immovable property as follows, to wit: The lot of land bearing No. forty-six (46) of range No. four (4) of the official cadastre for the township of Barraute, district of Abitibi—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of Barraute, P.Q., on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 9th, 1938. 2382-19-2
[First publication, May 14th., 1938]

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

No 4549 { **DAME ROSE-ALMA CAOINETTE**,
de La Reine, district d'Abitibi,
épouse judiciairement séparée de biens de Al-
phonse Marleau, marchand, de la Reine et le dit
Alphonse Marleau, aux fins d'autoriser son épouse
à ester en justice, demanderesse; vs **LES CURE
ET MARGUILLIERS** de l'Oeuvre et Fabrique
de la paroisse de St-Philippe de La Reine, cor-
poration légalement constituée, ayant sa prin-
cipale place d'affaires à La Reine, district d'A-
bitibi, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse,
les biens immobiliers suivants, savoir: les lots
douze (12) et treize (13) du bloc No sept (7) du
village de La Reine et la balance du bloc No
sept (7) avec toutes les bâtisses, dépendances et
constructions sur les dits lots et bloc; et le lot
quatre-B (4-B) du rang No dix (10) du canton
La Reine, borné sur un côté par la rivière La
Reine, sur un autre (côté est) par la route longeant
la concession du rang No dix (10) au sud par
l'intersection du chemin et du pont situé sur le
cours d'eau se déversant dans la rivière La Reine,
au nord par un ruisseau à cinquante (50) pieds
environ de la maison qui est construite, le tout
formant une superficie de 2½ acres, seront
vendus à la porte de l'église paroissiale de La
Reine P.Q., JEUDI le SEIZIEME jour de
JUN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, 10 mai, 1938. 2391-19-2-o
[Première, publication le 14 mai 1938]

Le shérif,

ANTONIO BOURBEAU.

2391-19-2-o

[Première, publication le 14 mai 1938]

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 4549 { **DAME ROSE-ALMA CAOINETTE**,
of La Reine, district of Abitibi,
wife legally separate as to property of Alphonse
Marleau, merchant, of La Reine and the said
Alphonse Marleau, for the purpose of authorizing
his wife to *ester en justice*, plaintiff; vs **THE
CURE AND CHURCH WARDENS** of L'Oeu-
vre et Fabrique of the Parish of St-Philippe de
La Reine, a body politic and corporate duly im-
corporated, having its principal place of business
in La Reine, district of Abitibi, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the fol-
lowing immovable property, namely: lots twelve
(12) and thirteen (13) of block No. seven (7) of
the village of La Reine and the remainder of
block No. seven (7) with all the buildings, de-
pendencies and erections on the said lots and
block; And lot four-B (4-B) of range No. ten
(10) of the township of La Reine, bounded on
one side by the La Reine river, on the other (east
side) by the road running along the concession
of range No. ten (10) on the south by the inter-
section of the road and the bridge situate on the
watercourse emptying into the La Reine river,
on the north by a stream at about fifty (50) feet
from the house which is erected, the whole form-
ing an area of 2½ acres, shall be sold at the
parochial church door of La Reine, P.Q., on
THURSDAY the SIXTEENTH day of JUNE
1938, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, May 10, 1938. 2392-19-2
[First publication, May 14th., 1938]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Hull.

No 6044 { **HECTOR LAFONTAINE**, cultiva-
teur de Ripon, district de Hull,
demandeur; vs **EUCLIDE BISSONNETTE**, de
Rouyn, district d'Abitibi, défendeur; et dans
laquelle cause P. de VARENNES, régistrateur de
Papineauville, district de Hull, est mis-en-cause.

(a) Un emplacement connu et désigné aux
Plan et Livre de renvoi officiels pour le sixième
rang du canton d'Hartwell comme étant partie
du lot numéro un (Ptie I) de la contenance de
quatre vingts pieds de largeur sur le chemin par
cent quatre vingts pieds de profondeur, plus ou
moins, borné à l'Est en front par le chemin public,
au nord par l'emplacement du débiteur, au sud
par celui de Rémi Laframboise, en arrière à
l'ouest par le résidu du même lot appartenant à
Joseph Robineau, avec une hôtellerie et autre
dépendances dessus construites.

(b) Un emplacement faisant partie du même
rang et canton d'Hartwell, comme étant partie
du lot numéro deux du sixième rang, de la conte-
nance de quatre vingts pieds de largeur sur le
chemin par cent quatre vingts pieds de profon-
deur, plus ou moins, borné à l'est par le chemin
public, au nord par l'emplacement de Omer
Massie, en arrière par le résidu du même lot, et
au sud par l'emplacement du débiteur dessus
décrit.

Pour être vendus en bloc au Bureau d'Enre-
gistrement à Papineauville, district de Hull, le
TRENTE MAI prochain à NEUF heures de
l'avant-midi (heure solaire).

Un dépôt de \$975.00 sera exigé de tout offrant

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Hull

No. 6044 { **HECTOR LAFONTAINE**, farmer
of Ripon, district of Hull,
Plaintiff; vs **EUCLIDE BISSONNETTE**, of
Rouyn, District of Abitibi, Defendant, and in
said cause P. de VARENNES, Registrar of
Papineauville, District of Hull, is *Mis-en-cause*.

(a) An emplacement known and designated on
the official plan and book of reference for the
sixth range of the township of Hartwell as being
part of lot number one (Pt. I) measuring eighty feet
in width on the road by one hundred and eighty
feet in depth, more or less, bounded on the east
in front by the public road, on the north by the
emplacement of the debtor, on the South by
that of Rémi Laframboise, in rear on the west by
the residue of the same lot belonging to Joseph
Robineau, with a hotel and other dependencies
thereon erected.

(b) An emplacement forming part of the same
range and township of Hartwell, as being part
of lot number two of the sixth range, measuring
eighty feet in width on the road by one hundred
and eighty feet in depth, more or less, bounded on
the east by the public road, on the north by the
emplacement of Omer Massie, in rear by the
residue of the same lot, and on the south by the
emplacement of the debtor hereinabove de-
scribed.

To be sold "en bloc" at the Registry Office in
Papineauville, district of Hull, on the THIR-
TIETH of MAY next, at NINE o'clock in the
forenoon (Standard time).

A deposit of \$975.00 shall be exacted from each

ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge A. Guibault en date du 20 avril, 1938.

Bureau du shérif,
1993-16-2-o

[Première publication, le 23 avril 1938]

Le shérif,
I. ST. PIERRE.

and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice A. Guibault dated April 20, 1938.

Sheriff's Office.
1994-16-2

[First publication, April 23rd, 1938]

I. ST. PIERRE,
Sheriff.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } HECTOR BISSON-
No 3582. } NETTE, commer-

çant d'Outremont, dans le district de Montréal, demandeur; vs L.-H. MONGEON, de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, dans le district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, connue sous le lot No 478 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase—avec bâtisses dessus construites;

2. Les lots Nos 231 et 232 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges d'Henryville, contenant soixante et dix arpents en superficie—avec bâtisses y érigées;

3. Le lot numéro 469 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase, contenant vingt-six arpents en superficie—sans bâtisses;

4. Enfin une terre de trois arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue sous partie du lot No 475 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de Saint-Alexandre, au nord par le reste du lot numéro 475 et au sud par le lot numéro 428—avec bâtisses y érigées.

Les dits immeubles, pour être vendus *en bloc*, comme étant une seule et même exploitation, de par une motion accordée par le Protonotaire Roland Sabourin, en l'absence d'un Juge, le trois mai, 1938.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, 1938, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 10 mai 1938. 2383—19-2-o

[Première publication, le 14 mai 1938]

Le shérif,

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-Jean, to wit: } HECTOR BISSON-
No. 3582. } NETTE, merchant,

of Outremont, in the district of Montreal, plaintiff; vs L. H. MONGEON, of the parish of Sainte Anne de Sabrevois, in the district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

1. A farm situated in the parish of Sainte Anne de Sabrevois, known under the lot No. 478 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Athanase—with the buildings build thereon;

2. The lots Nos. 231 and 232 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Georges d'Henryville, containing seventy arpents in area—with buildings upon erected;

3. The lot number 469 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Athanase, containing twenty-six arpents in area—without buildings;

4. Lastly a farm of three arpents in width by twenty-eight arpents in depth, more or less, known as part of lot number 475 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Athanase, bounded in front by the public road, in depth by the farms of Saint Alexander, to the North by the rest of lot number 475, and to the South by the lot number 428—with buildings thereon erected.

The said immovables, to be sold *en bloc*, as being a one and same farm, as per motion granted by the Protonotary Roland Sabourin, in the absence of a Judge, on the third of May, 1938.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Sabrevois, on the FOURTEENTH day of JUNE next, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ADÉLARD FORGET, Sheriff.
Saint-Jean, May 10th, 1938. 2384—19-2-o

[First publication, May 14th., 1938]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure, } LEO PELLETIER
Province de Québec, } colon, de
District de Kamouraska, } Packington, deman-
Rivière-du-Loup. } deur; contre JOS.
No 14304 } LAVOIE, défendeur,

de Courchesne, district de Kamouraska.

1. Tous les droits de possession, propriété, prétention et autres droits que le défendeur Jos. Lavoie possède et peut avoir sur un lot de terre situé au deuxième rang du Canton Robinson dans le comté de Témiscouata et portant le numéro vingt (20) avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Tous les droits de possession, propriété,

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court } LEO PELLETIER
Province of Quebec, } settler, of
District of Kamouraska, } Packington, plaintiff;
Rivière-du-Loup. } against JOS.
No. 14304 } LAVOIE, defendant,

of Courchesne, District of Kamouraska.

1. All the rights of ownership, property, pretensions and other rights which the defendant Jos. Lavoie owns and may own upon a lot of land situate in the second Range of the Township of Robinson, in the County of Temiscouata, and bearing number twenty (20)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the rights of ownership, property, preten-

prétention et autres droits que le défendeur Jos. Lavoie possède et peut avoir sur un lot de terre situé au deuxième rang du canton Robinson dans le comté de Témiscouata, connu sous les numéros vingt-un A (21A) et vingt-un B (21B) avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Tous les droits de possession, propriété, prétention et autres droits que le défendeur Jos. Lavoie possède et peut avoir sur un lot de terre situé au quatrième rang du canton Robinson portant le numéro vingt-quatre (24) avec bâtisses ci-dessus construites circonstances et dépendances.

4. Une terre de (2) arpents de front sur trente (30) de profondeur bornée au nord à Moïse Morin, au sud à Michel Lavoie, à l'est aux terres du deuxième rang, et à l'ouest au quatrième rang, étant la partie est du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) du cadastre de la paroisse de Ste-Rose du Déglé, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Les item 1, 2 et 3 pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Marc du Lac Long, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, JEUDI le SEIZIEME jour de JUIN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

L'Item 4 du dit avis pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Rose du Déglé, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, JEUDI, le SEIZIEME jour de JUIN 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
E.-A. DOUCET.

Bureau du shérif,
Rivière-du-Loup, 10 mai 1938. 2385-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]

tions and other rights which the defendant, Jos. Lavoie, owns and may own upon a lot of land situate in the second Range of the Township of Robinson, in the County of Temiscouata, known under numbers twenty-one A (21A) and twenty-one B (21B)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. All the rights of ownership, property, pretensions and other rights which the defendant, Jos. Lavoie, owns and may own upon the lot of land situate in the fourth Range of the Township of Robinson, bearing number twenty-four (24)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A farm of (2) arpents in front by thirty (30) in depth, bounded on the north by Moïse Morin, on the south by Michel Lavoie, on the east by the lands of the second Range, and on the west by the fourth Range, being the east part of lot number two hundred and ninety-eight (298) on the cadastre for the Parish of Ste-Rose du Déglé—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The items 1, 2 and 3 to be sold at the parochial church door of St. Marc du Lac Long, County of Temiscouata, District of Kamouraska, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

The item 4, of said notice to be sold at the parochial church door of Ste. Rose du Déglé, County of Témiscouata, District of Kamouraska, on THURSDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, May 10th, 1938. 2386-19-2
[First publication, May 14th., 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME GRAZIELLA
No 168160 { BEAUDOIN, veuve
de Numa Roy, demanderesse; vs DAME EMERENTIENTIENNE TELLIER, épouse séparée de biens de Hermas Ethier et le dit HERMAS ETHIER pour autoriser sa dite épouse, défenderesse.

“Un emplacement situé en la cité de Montréal, sur la 18ième avenue dans le quartier Rosemont, connu et désigné sous le numéro cent treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre vingt un (No 181-113) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, avec les bâtisses dessus érigées.”

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
JOS.-PAUL LAMARCHE.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 avril 1938. 1997-16-2-o
[Première publication, 23 avril 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { CASIMIR DESSAULLES
No 164986 { et al es-qual, demandeurs; vs LAMBERT PAQUETTE, un des défendeurs.

Deux lots de terre situés dans le quartier St-Jean-Baptiste de la cité de Montréal, ayant front

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME GRAZIELLA
No. 168160 { BEAUDOIN, widow of
Numa Roy, plaintiff; vs DAME EMERENTIENTIENNE TELLIER, wife separate as to property of Hermas Ethier and the said HERMAS ETHIER to authorize his said wife, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, on 18th avenue, in Rosemont ward, known and designated under number one hundred and thirteen of the official subdivision of the original lot number one hundred and eighty one (No. 181-113) on the official plan and book of reference for the village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 20th, 1938. 1998-16-2
[First publication, April 23rd, 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { CASIMIR DESSAULLES
No. 164986 { et al es-qual, plaintiffs; vs LAMBERT PAQUETTE, one of the defendants.

Two lots of land situate in St. Jean Baptiste Ward in the city of Montreal, fronting on Laval

sur l'avenue Laval, étant les subdivisions onze cent trente-deux et onze cent trente-trois de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-1132 et 1133) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, contenant chaque subdivision 20 pieds de largeur par une profondeur de 70 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses sus érigées portant les numéros civiques 4360, 4362, 4364, 4366, 4368 et 4370 de la dite avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Décairy, daté le 4 mai 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 10 mai, 1938. 2387-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]

avenue, being subdivision eleven hundred and thirty two and eleven hundred and thirty three of the official subdivision of lot number fifteen (15-1132 and 1133) on the official plan and book of reference of the incorporated village of St. Jean Baptiste, measuring, each subdivision, 20 feet in width by a depth of 70 feet, English measure and more or less.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 4360, 4362, 4364, 4366, 4368 and 4370 of the said avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Decairy, dated May 4, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10, 1938. 2388-19-2
[First publication, May 14th., 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { L'ARIVIERE INCOR-
D-171194. { PORÉE *et al.*, deman-
deresse; vs DAME IDOLA FAVREAU *et vir*,
défenderesse.

Un emplacement ayant front sur l'avenue du Parc (actuellement rue Dion) dans la ville Saint-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro trois cent quarante-quatre, subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-six (466-344), des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Laurent, mesurant quatre-vingt-seize pieds de largeur en front sur l'Avenue du Parc (actuellement rue Dion) et cent vingt-huit pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest et cent quatre pieds et cinq dixièmes dans la ligne nord-est, contenant une superficie de huit mille neuf cent soixante-six pieds, mesure anglaise—avec bâtisses dessus construites comprenant cinq logements portant les numéros civiques 109 à 117 de l'avenue du Parc (actuellement rue Dion) avec mur mitoyen du côté nord-est, le tout avec servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble, comprenant système de ventilation (Universal Coolers) dans chacun des logements et les fixtures électriques, l'installation pour chauffage, fournaise, souffleur, moteur, blowerstat, coupe-circuit, filage, posés à pertuelle demeure;

Le dit emplacement ci-haut mentionné était antérieurement connu comme étant le lot numéro deux cent quarante-sept et partie des lots numéros deux cent quarante-six et deux cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent soixante-six (466-247—P. 246 et p. 245) des dits plan et livre de renvoi officiels, et avait été acquis avec plus grande étendue de terrain par M. Owen-C. Roberts de la ville Saint-Laurent.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,730.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, daté le 10 mai 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 10 mai 1938. 2389-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { L'ARIVIERE INCOR-
D-171194. { PORÉE *et al.*, plain-
tiffs; vs DAME IDOLA FAVREAU *et vir*,
defendant.

An emplacement fronting on Park avenue (presently Dion street) in the town of Saint Laurent, district of Montreal, known and designated as being number three hundred and forty-four, official subdivision of original lot number four hundred and sixty-six (466-344), of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent, measuring ninety-six feet in width in front on Park Avenue (presently Dion street) and one hundred and twenty-eight feet in depth in the Southwest line and one hundred and four feet and five tenths in the Northeast line, containing an area of eight thousand nine hundred and sixty-six feet. English measure—with buildings thereon erected comprising five dwellings bearing civic numbers 109 to 117 Park avenue (presently Dion street) with a *mitoyen* wall on the Northeast side, the whole with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable, comprising a ventilation system (Universal Coolers) in each of the dwellings and the electric fixtures, the heating system, furnace, blower, motor, blowerstat, circuit breaker, wiring, installed permanently;

The said emplacement hereinabove mentioned was previously known as being lot number two hundred and forty-seven and part of lots numbers two hundred and forty-six and two hundred and forty five of the official subdivision of original lot four hundred and sixty six (466-247—Pt. 246 and Pt. 245) of the said official plan and book of reference, and had been acquired with a larger strip of land by Mr. Owen C. Roberts of the town of Saint-Laurent.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,730.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated May 10th, 1938.

JOS PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10th, 1938. 2390-19-2
[First publication, May 14th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AURELIE
C 158399 } LAFORGE et vir, de-
mandeurs; vs JOSEPH SALLAFRANQUE,
défendeur; et MILLETTE ET MILLETTE,
avocats, distrayants.

Comme appartenant au défendeur.

1. La moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro onze cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-1101) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front vers le nord-est par la rue Clarke, en arrière vers le sud-ouest par la ruelle No 109 de ladite subdivision, d'un côté vers le sud-est par le lot No 1100 de ladite subdivision et de l'autre côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot No 11-1101.

Avec les bâtisses et autres dépendances dessus construites portant les Nos 6560 à 6568, rue Clarke, Montréal.

2. Un emplacement situé dans le quartier Laurier en la dite cité de Montréal, faisant front sur la rue Clarke, connu et désigné comme étant la moitié sud du lot numéro onze cent deux de la subdivision du lot numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 6576 de ladite rue Clarke, ladite moitié sud dudit lot de terre contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, borné en front par ladite rue Clarke, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu dudit lot numéro 11-1102 et de l'autre côté par le lot numéro 11-1103 avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 11 mai 1938. 2467—19-2 o
[Première publication, 14 mai 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITÉ
No 31528 } DE LA PAROISSE DE
CHAMBLY CANTON, demanderesse; vs DAME
MARGUERITE MANSEAU DESJARDINS-
GARDNER, veuve de Joseph F. X. Desjardins-
Gardner, tant en sa qualité de légataire univer-
selle que comme exécutrice testamentaire du dit
Joseph-F.-X. Desjardins-Gardner, défenderesse.

1. Un terrain situé en la paroisse Saint-Coeur de Marie, au village du canton de Chambly, connu comme étant le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingts (80-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village du canton de Chambly, borné en front par la rue Bourgogne.

2. Un autre terrain situé au même lieu, connu sous le numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro quatre vingt un (81-3) aux plan et livre de renvoi officiels du village du canton de Chambly, borné en front par la rue Bourgogne.

Avec toutes les bâtisses érigées sur les dits terrains, circonstances et dépendances, avec et sujet aux servitudes y attachées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME AURELIE
C-158399 } LAFORGE et vir,
plaintiffs; vs JOSEPH SALLAFRANQUE,
defendant; and MILLETTE ET MILLETTE,
advocates, distracting for costs.

As belonging to the defendant.

1. The southeast half of the lot of land known and designated under number eleven hundred and one of the official subdivision of original lot number eleven (11-1101) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St. Louis, measuring twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, the whole English measure and more or less, bounded in front on the northeast by Clarke Street, in rear to the southwest by the lane No. 109 of the said subdivision, on one side to the southeast by lot No. 1100 of the said subdivision and on the other side to the northwest by the residue of said lot No. 11-1101.

With the buildings and other dependencies thereon erected bearing Nos. 6560 to 6568 Clarke Street, Montreal.

2. An emplacement situate in Laurier Ward in the said City of Montreal, fronting on Clarke Street, known and designated as being the south half of lot number eleven hundred and two of the subdivision of original lot number eleven of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St. Louis—with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 6576 of said Clarke Street, the said south half of the said lot of land measuring twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Clarke Street, in rear by a lane, on one side by the residue of said lot number 11-1102 and on the other side by lot number 11-1103—with the active and passive servitudes.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 11, 1938. 2468—19-2
[First publication, May 14th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE MUNICIPALITY
No. 31528 } OF THE PARISH OF
CHAMBLY CANTON, plaintiff; vs DAME
MARGUERITE MANSEAU DESJARDINS-
GARDNER, widow of Joseph F. X. Desjardins-
Gardner, both in her quality of universal legatee
and as testamentary executrix of said Joseph
F. X. Desjardins-Gardner, defendant.

1. A lot of land situate in the Parish of Saint Coeur de Marie, in the village of Chambly-Canton, known as being number two of the official subdivision of lot number eighty (80-2) on the official plan and book of reference for the village of Chambly-Canton, bounded in front by Bourgogne street.

2. Another lot of land, situate in the same place, known under number three of the official subdivision of lot number eighty one (81-3) on the official plan and book of reference for the village of Chambly-Canton, bounded in front by Bourgogne street.

With all the buildings erected on the said lots of land, circumstances and dependencies, with and subject to all servitudes attached thereto.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Coeur de Marie, au village du canton de Chambly, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 11 mai 1938. 2469-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Coeur de Marie, in the village of Chambly-Canton on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, May 11th, 1938. 2470-19-2
[First publication, May 14th, 1938]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA CAISSE POPULAIRE
No 36438 } DE ST-SAUVEUR,
Québec, société coopérative régie par la loi des syndicats de Québec, 1906, ayant le siège social de ses affaires à Québec; contre GEORGES LEMIEUX, 103, rue Hermine, Québec, à savoir:
Le lot No 789 (sept cent quatre-vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au No 103, rue Hermine, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière et annuelle de \$5.00, au capital de \$500.00, payable le 29 septembre de chaque année à Mme Malvina Boisseau-Picher.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 11 mai 1938. 2471-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]
[Deuxième publication, 28 mai 1938]

QUEBEC

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } LA CAISSE POPULAIRE
No. 36438 } DE ST. SAUVEUR,
Québec, a co-operative association governed by the Quebec Syndicates' Act, 1906, having its head office at Québec; against GEORGES LEMIEUX, 103 Hermine Street, Québec, to wit:
Lot No. 789 (seven hundred and eighty-nine) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being an emplacement situate at No. 103 Hermine Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$5.00 on a capital of \$500.00, payable the 29th of September of each year to Mrs. Malvina Boisseau-Picher.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

Sheriff's Office,
Québec, May 11, 1938. 2472-19-2
[First publication, May 14, 1938]
[Second publication, May 28, 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure*

District de Rimouski, } DAME LUCIE
No 6012 } RIOUX, Vve de
Etienne Therriault; vs THOMAS THER-
RIAULT, savoir:

1. Les lots six-cent-soixante-cinq et six-cent-soixante-neuf au cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien.

2. Partie du lot cent soixante-treize au cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, de 41 pieds de front, nord sud, sur 88 de profondeur, ouest et est, avec bâtisses, borné au nord à Michel Côté, au sud à Louis Bellavance, à l'est à Désiré Jeanet; à l'ouest à la route de l'église, à charge de la rente emphytéotique de \$7.67, sujet au droit d'usufruit et usage de Dame Lucie Rioux, sa vie durant.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Fabien, le QUATORZE JUIN 1938, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 10 mai 1938. 2473-19-2-o
[Première publication, 14 mai 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court*

District of Rimouski, } DAME LUCIE
No. 6012 } RIOUX, Widow
of Etienne Therriault; vs THOMAS THER-
RIAULT; to wit:

1. Lots six hundred and sixty-five and six hundred and sixty-nine of the official cadastre of the parish of St. Fabien.

2. Part of lot one hundred and seventy-three of the official cadastre of the parish of St. Fabien, measuring 41 feet in front, from north to south, by 88 feet in depth, from west to east—with buildings, bounded on the north by Michel Côté, on the south by Louis Bellavance, on the east by Désiré Jeanet, on the west by the Church road, subject to an emphyteutic rent of \$7.67, subject to the right of usufruct and use of Dame Lucie Rioux, during her lifetime.

To be sold at the church door of St. Fabien, on the FOURTEENTH of JUNE, next, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, May 10, 1938. 2474-19-2
[First publication, May 14, 1938]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, } JOSEPH-EUGENE
Province de Québec, } ST-PIERRE em-
District de Roberval, } ployé de ferme, Rober-
No 9268 } val, demandeur; vs
ARTHUR GUAY, L'Ascension, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Un terrain mesurant 100 pieds de profondeur sur 60 pieds de largeur, borné au nord et à l'est au terrain de Joseph Lemay, au sud à l'emplacement de l'ancienne maison d'école appartenant aujourd'hui à Joseph Lemay et Joseph Bouchard, à l'ouest à la route centrale; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (Ptie No 24) du septième rang au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension, comté Lac St-Jean, dans le district de Roberval, MERCREDI le VINGT-CINQUIEME jour du mois de MAI (1938) à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, ce 19 avril 1938. JOS. HARVEY.
[Première publication, 23 avril 1938].

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, } JOSEPH-EUGENE
Province of Quebec, } ST. PIERRE, farm
District of Roberval, } employee, Roberval,
No. 9268 } plaintiff; vs ARTHUR
GUAY, l'Ascension, defendant.

As belonging to said defendant:

A lot of land measuring 100 feet in depth by 60 feet in width, bounded on the north and east by the land of Joseph Lemay, on the south by the emplacement of the old school-house, now belonging to Joseph Lemay and Joseph Bouchard, on the west by the central road; said lot of land forming part of that lot of land known and designated under number twenty four (Pt. No. 24) of the seventh range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Delisle—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension, county of Lake St. John, in the district of Roberval, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of the month of MAY (1938) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. HARVEY, Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, April 19th, 1938. 2002-16-2
[First publication, April 23rd, 1938].

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, } JESSE M. PARKER,
Province de Québec, } médecin de la cité
District de St-François } de New-York, dans
No 315 } l'Etat de New-York,
un des Etats-Unis d'Amérique, demandeur; vs
CHARLES M. WILSON, de Warwick, dans
l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amé-
ricaine, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Premièrement:—Partie du lot numéro 1263 sur le plan de cadastre et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Hatley, décrite comme suit: Commencant à un poteau planté sur la rive sud du Lac Massawippi, de là allant vers l'ouest le long de la rive du dit lac la distance de cent (100) pieds, mesure exacte, à un autre poteau, de là au sud en ligne droite cent soixante-cinq (165) pieds à un autre poteau, de là vers l'est en ligne droite cent (100) pieds, à un autre poteau, et de là au nord en ligne droite cent soixante-cinq (165) pieds au point de départ, avec toutes les bâtisses, dépendances et améliorations dessus érigées. Aussi un droit de passage en commun avec d'autres, du dit terrain ici décrit, au moyen d'une continuation de la rue Lakefield, et avec tous et chacun des membres et dépendances y appartenant. Le tout plus complètement décrit dans un acte de vente passé devant Thomas, N.P., le 15 août 1914, entre A. G. Clough *et al.*, et C. W. Wilson, enregistré dans le Registre B., Vol. 49, numéro 15505.

Deuxièmement:—Ce certain immeuble connu et désigné comme partie du lot numéro 1263 sur

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Canada, } JESSE M. PARKER,
Province of Quebec, } physician, of the
District of St. Francis, } City of New York, in
No. 315. } the State of New
York, one of the United States of America,
Plaintiff; vs CHARLES M. WILSON, of
Warwick, in the State of New York, one of the
United States of America, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

Firstly: "Part of lot number 1263 upon the Official Cadastral Plan and in the Book of Reference for the Township of Hatley, described as follows: Commencing at a wooden post planted on the southerly shore of Lake Massawippi, thence running west or westerly along the said lake shore the distance of one hundred feet (100), exact measure to another post, thence southerly in a straight line one hundred and sixty-five (165) feet, to another post, thence easterly in a straight line one hundred (100) feet, to another post, and thence northerly in a straight line one hundred and sixty-five (165) feet to the place of beginning, together with all the betterments, buildings and improvements thereon made. Also a right of way in common with others from the said herein described land, by means of a continuation of Lakefield street, and with all and every the members and appurtenances thereto belonging. The whole as more fully described in a deed of sale passed before Thomas, N.P., on the 15th of August 1914, between A. G. Clough *et al.*, and C. W. Wilson, registered in Register B. Vol. 49, No. 15505."

Secondly: "That certain immeuble known and described as a part of lot number 1263 on the

le plan et dans le livre de renvoi officiels du canton de Hatley décrit comme suit: Commencant sur le côté est de Poplar Point sur la rive du Lac Massawippi au coin est du terrain ci-dessus décrit et suivant la rive du dit lac dans une direction vers l'est, une distance de trois cent cinquante pieds (350), de là tournant à un angle, et allant dans une direction vers le sud cent soixante-douze (172) pieds, de là tournant à un angle et allant dans une direction vers l'ouest deux cents pieds (200) au coin sud du dit terrain ci-dessus décrit, et suivant la ligne est au point de départ sur la rive du dit lac pour une distance de cent soixante-cinq pieds (165), avec tous et chacun des membres et dépendances dessus trouvés et érigés, sans aucune exception et réserve, le tout plus complètement décrit dans l'acte de vente devant Philbrick, N.P., le 13 juillet 1927, entre A. G. Clough *et al.*, et C. W. Wilson, et enregistré dans le Registre B. Volume 54, Numéro 27399.

Pour être vendus à la porte de la Salle municipale du village de Ayer's Cliff, canton de Hatley, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI, à DIX heures, a.m. (Heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,
Sherbrooke, ce 20 avril 1938. 2003-16-2-o
[Première publication, le 23 avril, 1938].

Official Plan and Book of Reference of the township of Hatley, described as follows: Commencing on the east side of Poplar Point on the shore of Lake Massawippi, at the easterly corner of the herein above described land, and following the said lake shore in an easterly direction a distance of three hundred and fifty feet (350), thence turning to an angle and running in a southwesterly direction one hundred and seventy-two feet (172), thence turning to an angle and running in a westerly direction two hundred feet (200) to the southerly corner of the said herein above described land and following the easterly line to the place of beginning on said lake shore for a distance of one hundred and sixty-five (165) feet, with all and every the members and appurtenances thereon found and erected, without any exception or reserve, the whole as more fully described in the deed of sale before Philbrick, N.P., on the 13th of July 1927, between A. G. Clough *et al.*, and C. W. Wilson, and registered in the Register B. Vol. 54, number 27399.

To be sold at the door of the Town Hall, of the town of Ayer's Cliff, township of Hatley, the THIRTY-FIRST day of MAY, TUESDAY, at TEN A.M., (Daylight saving time.)

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sherbrooke, this 20th of April, 1938. 2004-16-2-o
[First publication, April the 23rd, 1938.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières
Canada, }
Province de Québec, } GEORGES-HENRI
No 4843 } GOUIN, notaire des
cité et district de Qué-
bec, et LOUIS-PHILIPPE GOUIN, ci-devant
agent, et actuellement rentier, des cité et district
des Trois-Rivières, en leur qualité d'exécuteurs
testamentaires de la succession de feu Dame
Germaine Bellefeuille, en son vivant, épouse du
dit Louis-Philippe Gouin, des cité et district des
Trois-Rivières, demandeurs es-qualité; vs LA
BOULANGERIE MODERNE LIMITEE, dé-
fenderesse.

(a) Un emplacement, sis en la cité des Trois-Rivières, du côté sud-ouest de la rue Volontaire, de figure irrégulière, étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-sept (P. 797) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, machineries, machines et leurs accessoires s'y trouvant actuellement incorporées et servant à une installation de boulangerie; moins, cependant, et à distraire du dit emplacement: (a) Une lisière de terrain de huit pieds de largeur sur trente-huit pieds de profondeur, à mesure anglaise, qui a été détachée et vendue à M. Célestin Bellemare, sur le front et du côté nord-ouest du dit lot, ce qui laisse au dit emplacement une largeur d'environ quarante-huit pieds (48) à son front sur trente-huit pieds (38) de profondeur, où de là il reprend une largeur d'environ cinquante-six pieds (56) sur une autre profondeur de cent pieds (100); (b) La partie frontale du susdit lot (moins cette lisière susdécrite au paragraphe (a) ci-dessus) sur une profondeur de soixante et un pieds et cinquante-huit centièmes (61' 58/100) au sud-ouest du trottoir de la rue Volon-

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Trois-Rivières
Canada, }
Province of Quebec, } GEORGES HENRI
No. 4843 } GOUIN, Notary of the
city and district of Que-
bec, and LOUIS PHILIPPE GOUIN, heretofore
agent, and actually an annuitant, of the city and
district of Trois-Rivières, in their quality of
testamentary executors of the estate of the late
Dame Germaine Bellefeuille, in her lifetime, wife
of the said Louis Philippe Gouin, of the city and
district of Trois-Rivières, Plaintiffs *es-qualité*;
vs LA BOULANGERIE MODERNE LIMITEE, Defendant.

(a) An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on the southwest side of Volontaire street, of irregular figure, being lot number seven hundred and ninety seven (Pt. 797) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, machinery, machines and their accessories actually incorporated therein and used in the operation of a bakery; less, however, and to be deducted from the said emplacement; (a) A strip of land of eight feet in width by thirty-eight feet in depth, English measure, which was detached and sold to Mr. Célestin Bellemare, on the fronted and northwest side of the said lot, thereby leaving to the said emplacement a width of about forty-eight feet (48) at its front by thirty-eight (38) feet in depth, where it then measures a width of about fifty six (56) feet by another depth of one hundred feet (100); (b) The front part of the said lot (less that aforesaid strip of land described in the above paragraph (a)), by a depth of sixty-one feet and fifty-eight hundredths (61' 58/100) southwest of the sidewalk of Volontaire street, taken from the

taire, prise de la ligne de division de cette partie d'emplacement d'avec la dite partie vendue à Célestin Bellemare, et de soixante et un pieds et sept dixièmes (61.7') au sud-ouest du trottoir de la dite rue Volontaire, du côté sud-est de cette partie d'emplacement, la ligne de profondeur de cette partie d'emplacement étant une ligne brisée et telle qu'elle a été bornée entre C.-O. Cloutier et MM. V.-P. Sanguinet et E. Desbiens, suivant procès-verbal de bornage dressé par R.-H. Houde, arpenteur-géomètre, des Trois-Rivières, le 24 juillet 1929, et enregistré au Bureau d'Enregistrement des Trois-Rivières, sous le No 102,787;

(b) Une certaine étendue de terrain, à prendre sur et à la profondeur de l'emplacement appartenant à Dame Zélia Bellemare, au côté sud-ouest de la rue Volontaire, en la dite cité des Trois-Rivières, mesurant environ vingt-sept pieds et demi (27½) de largeur par quarante (40) pieds de profondeur, à mesure anglaise, et faisant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-huit (P.798) du cadastre susdit, et comprenant tout le terrain renfermé dans les bornes et limites suivantes: D'un côté vers le nord-ouest au terrain de Rodolphe Provencher ou successeur, de l'autre côté vers le sud-est au terrain ci-dessus décrit et à celui de W. Michelin, d'un bout vers le sud-ouest au terrain du dit W. Michelin ou successeurs, et de l'autre bout vers le nord-est au surplus du terrain de Dame Zélia Bellemare; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

(c) Cette partie de terrain acquise par MM. Cloutier et Desbiens de Arthur Parent, fils de François, suivant acte passé devant J. A. Trudel, Notaire, le 6 juin 1924, enregistré audit Bureau sous le No 89,516, et y décrit comme suit: Un morceau de terrain à être pris et détaché à la profondeur de l'emplacement du vendeur (A. Parent), situé du côté nord-est de la rue Des Forges, contenant, la partie vendue, quarante et un pieds et neuf pouces (41'9") de largeur dans sa ligne sud-ouest et quarante et un pieds et trois pouces (41'3") de largeur dans sa ligne nord-est par cinquante-trois pieds (53) de profondeur dans ses deux lignes sud-est et nord-ouest, le tout à mesure anglaise, et faisant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-quinze (P.795) du cadastre, et borné comme suit: Au sud-ouest, au surplus du terrain du dit Arthur Parent; au sud-est à Emile Pratte, au nord-est au terrain des acquéreurs, ainsi qu'au nord-ouest; avec les bâtisses, machineries et accessoires s'y trouvant, circonstances et dépendances; et avec droit de vue sur la partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-treize (793) appartenant à Emile Pratte, voisine de cette partie de terrain, suivant acte de servitude passé devant V. Abran, Notaire, le 10 juin 1924, et enregistré au dit bureau sous le No 89,526;

(d) Et le droit de passage en commun sur la propriété susdite de Dame C.-O. Cloutier, faisant partie du dit lot No sept cent quatre-vingt-dix-sept (797) du dit cadastre, pour communiquer des immeubles ci-dessus décrits à la rue Volontaire, tel que le dit passage a été créé et décrit au procès-verbal de bornage plus haut mentionné, avec encore toutes les servitudes de vue ou autres, telles qu'elles ont été établies par le dit procès-verbal de bornage.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-CINQUIEME jour de

line dividing that part of the emplacement from the said part sold to Célestin Bellemare, and sixty-one feet and seven tenths (61.7') southwest of the sidewalk of said Volontaire street, on the southeast side of that part of the emplacement, the line of depth of that part of the emplacement being a broken line and such as bounded between C. O. Cloutier and Messrs. V. P. Sanguinet and E. Desbiens, according to the *procès-verbal* of bornage drawn up by R. H. Houde, Land Surveyor, of Trois-Rivières, on the 24th of July, 1929, and registered at the Registry Office of Trois-Rivières, under No. 102,787;

(b) A certain tract of land, to be taken from and at the depth of the emplacement belonging to Dame Zélia Bellemare, on the southwest side of Volontaire street, in the said city of Trois-Rivières, measuring about twenty-seven feet and one half (27½) in width by forty (40) feet in depth, English measure, and forming part of lot number seven hundred and ninety-eight (Pt. 798) of the aforesaid cadastre, and comprising all the land enclosed within the following boundaries and limits: On one side to the northwest by the lot of land of Rodolphe Provencher or successor, on the other side to the southeast by the emplacement hereinabove described and by that of W. Michelin, at one end to the southwest by the land of the said W. Michelin or successors, and at the other end to the northeast by the surplus of the land of Dame Zélia Bellemare—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

(c) That part of the lot of land acquired by Messrs. Cloutier and Desbiens from Arthur Parent, son of François, according to a deed passed before J. A. Trudel, Notary, on the 6th of June, 1924, registered in the said office under No. 89,516, and described therein as follows: A parcel of land to be taken and detached from the depth of the emplacement of the vendor (A. Parent) situate on the northeast side of Des Forges street, measuring, the part sold, forty-one feet and nine inches (41'9") in width in its southwest line and forty-one feet and three inches (41'3") in width in its northeast line by fifty-three feet (53) in depth in its two southeast and northwest lines, the whole English measure, and forming part of lot number seven hundred and ninety-five (Pt. 795) of the cadastre, and bounded as follows: On the southwest by the surplus of the land of the said Arthur Parent, on the southeast by Emile Pratte, on the northeast by the land of the purchasers, as well as on the northwest—with the buildings, machinery and accessories found therein, circumstances and dependencies, and with right of view on that part of lot number seven hundred and ninety-three (793) belonging to Emile Pratte, adjoining that part of the lot of land, according to a deed of servitude passed before V. Abran, Notary, on the 10th of June, 1924, and registered in the said office under No. 89,526.

(d) And the right of way in common on the aforesaid property of Dame C. O. Cloutier, forming part of said lot No. seven hundred and ninety-seven (797) of said cadastre, to communicate from the immoveables hereinabove described to Volontaire street, as the said right of way was created and described in the *procès-verbal* of bornage hereinabove mentioned, together with all the servitudes of view and others as established by the said *procès-verbal* of bornage.

To be sold at my office, in the city of Trois-Rivières, on the TWENTY-FIFTH day of

MAI, mil neuf cent trente-huit, à DIX (10) heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 20 avril 1938. L.-P. MERCIER.
[Première publication, le 23 avril, 1938.] 2005-16-2-o

MAY, nineteen hundred and thirty-eight, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff,
Trois-Rivières, April, 20, 1938. 2006-16-2
[First publication, April 23rd, 1938].

Ministère du Travail

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 676 du 7 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail, 2413-o
Québec, ce 14 mai, 1938.

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que les règlements et la constitution du comité conjoint de l'industrie de la construction de Hull, approuvés par l'arrêté ministériel No 787 du 23 mars 1936, modifiés par les arrêtés Nos 1201 et 1353 des 21 avril et 4 mai 1936 ont été de nouveau modifiés par l'arrêté No 681 du 7 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail, 2415-o
Québec, ce 14 mai 1938.

AVIS

Avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que l'arrêté ministériel No 680 du 7 mai 1938, le certificat de qualification a été déclaré obligatoire pour tous les métiers visés par la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1547 du 13 juin 1935 modifié par l'arrêté No 1946 du 20 juillet 1935 et ce, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52); l'application de ce décret relatif au certificat de qualification est confié au Comité conjoint de l'industrie de la construction du comté d'Arthabaska dont le siège social est situé à Victoriaville et dont la formation et l'existence ont été ratifiées par l'arrêté ministériel No 1563 du 11 juin 1937, approuvant les règlements dudit comité.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail, 2417-o
Québec, ce 14 mai 1938.

Department of Labour

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the bakers and distributors of bread of Three Rivers, whose corporate seat is in Three Rivers have been approved by Order-in-Council No. 676 of the 7th of May 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, 2414-o
Quebec, May 14th, 1938.

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Building Trades in Hull, approved by Order-in-Council No. 787 of the 23rd of March 1936, modified by Orders Nos. 1201 and 1353 of the 21st of April and 4th of May 1936, have been again modified by Order No. 681 of the 7th of May 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, 2416-o
Quebec, May 14th, 1938.

NOTICE

Notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that by Order-in-Council No. 680 of the 7th of May 1938 the certificate of competency has been declared obligatory for all trades concerned in the following labour agreement rendered obligatory by Order-in-Council No. 1547 of the 13th of June 1935, modified by order-in-Council No. 1946 of the 20th of July 1935 and that in conformity with the provision of Sections 25 and 26 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52); the enforcement of this decree relating to the certificate of competency has been committed to the Joint Committee of the building trades of the county of Arthabaska whose social seat is located in Victoriaville and whose formation and existence have been ratified by Order-in-Council No. 1563 of the 11th of June 1937 approving the by-laws of the said committee.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, 2418-o
Quebec, May 14th, 1938.

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que les règlements et la constitution du comité conjoint de l'industrie de la construction du Lac St-Jean, approuvés par l'arrêté ministériel No 137 du 15 janvier 1937 ont été modifiés par l'arrêté No 682 du 7 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 mai, 1938.

2419-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Building Trades Joint Committee for Lake St. John District, approved by Order-in-Council No. 137 of the 15th of January 1937, have been modified by Order No. 682 of the 7th of May 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14th, 1938.

2420-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité conjoint de l'industrie de la lithographie de la Province de Québec, dont le siège social est situé à Montréal ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 678 du 7 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 mai 1938.

2421-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Lithographing Joint Committee for the Province of Quebec, whose corporate seat is in Montreal have been approved by Order-in-Council No. 678 of the 7th of May 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14th, 1938.

2422-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, dont le siège social est situé à Montréal ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 677 du 7 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 mai 1938.

2423-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act, (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Printing Industry Joint Committee for Montreal and district, whose corporate seat is in Montreal have been approved by Order-in-Council No. 677 of the 7th of May 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14th, 1938.

2424-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 7 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 674 du 7 mai 1938 et conformément aux prescriptions de l'article 9 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 14 mai 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

*Ordonnance No 7*INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CONTREFORTS
DE CHAUSSURES

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité, de ses membres, conformément à la Loi des salaires raisonnables, (1, Geo. VI, chapitre 50, article 9), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et statue que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont ceux ci-après fixés et déterminés, savoir:

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 7 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 674 of the 7th of May 1938, and, pursuant to the provisions of Section 9 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 14th of May 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 7

SHOE COUNTER MANUFACTURING INDUSTRY

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its Members, in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50, Article 9), following a report from a conciliation committee,

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the category of workers hereinafter designated, and the hours and working conditions to be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

ARTICLE I

APPLICATION

1. La présente ordonnance (No 7) numéro sept s'applique aux salariés visés par la Loi des salaires raisonnables qui sont employés à la fabrication de contreforts (renforts) de chaussures, dans les limites de la province de Québec:

ARTICLE II

ÉCHELLE DE SALAIRES ET HEURES DE TRAVAIL

2. *Classes*: Lesdits salariés (mouleurs, coupeurs ou tailleurs, découpeurs, aminceisseurs — *moulders, cutters et skivers*) — sont divisés en trois classes: A, B et C. La classe A comprend pas moins de soixante pour cent (60%), la classe B, pas plus de vingt-cinq pour cent (25%) et la classe C, pas plus de quinze pour cent (15%) des employés des établissements opérés par le même chef d'entreprise — individu ou corporation.

3. *Salaires minimum*: Le salarié peut être engagé à l'heure, à la pièce ou autrement, mais, dans aucun cas, son salaire ne peut être inférieur, pour le nombre d'heures de travail, aux taux suivants, savoir:

Classe A: trente-huit cents (38c) l'heure
Classe B: trente cents (30c) l'heure
Classe C: vingt-deux cents (22c) l'heure.

4. *Travail à la pièce*: Pour le travail à la pièce, les prix suivants doivent être payés:

Sur les formes régulières (straight moulds): un dollar et trente cents (\$1.30) par mille paires;
Sur les formes droites ou gauches: un dollar et soixante cents (\$1.60) par mille paires;
Sur les "benco" régulières (straight Benco): deux dollars (\$2.00) par mille paires;
Sur les formes Benco droites et gauches (left and right): deux dollars et vingt-cinq (\$2.25) par mille paires;
Sur les formes de bottes de voitures (couvre-chaussures — *carriage-boot moulds*): deux dollars et cinquante cents (\$2.50) par mille paires; avec en plus sept cents (7c) par chaque "lot" d'ouvrage distribué qui requiert ajustement, quelle que soit la quantité du lot.

5. *Travail supplémentaire et salaire majoré*: La semaine régulière de travail est de cinquante (50) heures.

a) Pour tout travail supplémentaire en plus de douze (12) heures par jour, si le total des heures de travail de la semaine est de moins de cinquante heures, ou en plus de cinquante (50) heures par semaine, le taux heure de salaire susdit doit être majoré de sa moitié (50%);

b) Pour tout travail requis le dimanche ou les jours fériés ou les jours de fêtes religieuses d'obligation, le taux heure doit être doublé.

ARTICLE III

DISPOSITIONS DIVERSES

6. Les mouleurs ne seront pas responsables du dommage provenant de ce que les contreforts trop grands pour la forme se déchirent, se plient ou se coupent.

7. L'approbation du contremaitre (ou de celui qui agit comme tel) à qui est soumis un échantillon de contrefort est une autorisation suffisante pour permettre au mouleur de continuer son travail.

ARTICLE I

APPLICATION

1. The present Ordinance (No. 7) number seven shall apply to the wage-earners contemplated by the Fair Wage Act, engaged in the manufacture of shoe counters, within the limits of the Province of Quebec.

ARTICLE II

SCALE OF WAGES AND HOURS OF WORK

2. *Classes*: The said wage-earners (moulders, cutters and skivers) are divided into three classes: A, B, and C. Class A comprises not less than sixty percent (60%); Class B, not more than twenty-five percent (25%); and Class C, not more than fifteen percent (15%) of the workers of establishments operated by the same management, individual or corporation.

3. *Minimum salary*: The wage-earners may be engaged by the hour, by the piece or otherwise, but, in no case, shall their wage be lower than the following rates for the number of hours worked, namely:

Class A: Thirty-eight cents (38c) per hour;
Class B: Thirty cents (30c) per hour;
Class C: Twenty-two cents (22c) per hour.

4. *Piece work*: The following prices shall be paid for piece work:

Straight moulds: One dollar and thirty cents (\$1.30) per thousand pairs;
Right or left moulds: One dollar and sixty cents (\$1.60) per thousand pairs;
Straight Benco: Two dollars (\$2.00) per thousand pairs;
Right and left Benco: Two dollars and twenty-five cents (\$2.25) per thousand pairs;

Carriage-boot moulds: Two dollars and fifty cents (\$2.50) per thousand pairs, with an additional seven cents (7c) per each lot of work distributed which requires adjustment, regardless of the quantity in the lot.

5. *Overtime work and increase of wages*: The regular week of work is of fifty (50) hours.

a) for all work exceeding twelve (12) hours in one day, if the total hours worked in the week is less than fifty (50), or exceeding fifty (50) hours in one week, the hourly rate of wage hereinabove mentioned shall be increased by one-half (50%);

b) for all work required on Sundays, legal holidays or religious holidays of obligation, the hourly rate shall be doubled.

ARTICLE III

GENERAL PROVISIONS

6. Moulders shall not be held responsible for any damage due to the fact that counters, too large for the mould, tear, split or cut.

7. The approval of the foreman (or his substitute) to whom a sample of a counter is submitted, is sufficient authorisation to allow the moulder to continue his work.

8. Lorsque les contreforts auront été envoyés au département d'emballage, seuls ceux qui ne peuvent servir pourront être renvoyés au mouleur pour correction.

9. L'absence pour cause de maladie ne privera pas un mouleur de conserver son tour de rôle dans la mise au travail.

10. Les dispositions de l'Ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par la présente ordonnance.

8. When counters are sent to the packing department, only those which are found to be improper shall be returned to the moulder for correction.

9. Absence caused by illness, shall not prevent the moulder from keeping his rank for the purpose of receiving work.

10. The provisions of Ordinance No. 4 of the Board which are not incompatible with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees contemplated by the present Ordinance.

DISPOSITIONS FINALES

FINAL PROVISION

La présente ordonnance (No 7) sera en vigueur du jour de sa publication dans la *Gazette officielle* jusqu'au 15 octobre 1938, et sera alors renouvelée pour une période de six mois à moins d'ordonnance ou arrêté ministériel au contraire. Toutefois, vu le consentement réciproque exprimé par les patrons et les employés, aux fins du règlement de la grève, l'ordonnance aura effet à partir du douze (12) décembre 1937, quant aux employés des établissements situés à Chambly et Saint-Hyacinthe.

Fait à Québec, le 30 mars 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGES CROMP,
Commissaires: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

2425-o

The present Ordinance (No. 7) shall be in force from the date of its publication in the *Official Gazette* to the 15th of October 1938, and shall then be renewed for a period of six months unless an Ordinance or an Order in Council is issued to the contrary. However, following the mutual consent of both employers and employees, for the purpose of settling the strike, the present Ordinance shall be effective from December 12th, 1937, for the employees of establishments located in Chambly and St. Hyacinthe.

Passed at Quebec, this 30th day of March 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, Vice-chairman,
C. H. CHEASLEY,

2426-o THOMAS AUBRY, Members of the Board.

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concernant la convention collective de travail relativement au métier de boulanger dans la cité de Sherbrooke.

Concerning the collective labour agreement relating to the baker trade in the City of Sherbrooke.

No 675

No. 675

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938) recommends:

Le rappel de l'arrêté ministériel No 491 du 15 février 1935 rendant obligatoire la convention collective de travail relativement au métier de boulanger dans la cité de Sherbrooke.

The repeal of Order-in-Council No. 491 of the 15th of February 1935 declaring obligatory the collective labour agreement relating to the baker trade in the city of Sherbrooke.

Certifié,

Certified,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2433-o

2434-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 mai 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6, 1938, approved by the Lieutenant-Governor, on May 7, 1938.

Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne entre le 7 mai et le 15 novembre 1938.

Respecting the travel permit on Crown Lands between May 7 and November 15, 1938.

No 668

No. 668

L'honorable Ministre des terres et forêts, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), déclare que le Sous-ministre expose:—

The Honourable Minister of Lands and Forests in a memorandum dated May 6, (1938), declares that the Deputy Minister sets forth:

Que, pour assurer la protection des bois contre le feu, il convient de mettre en force l'article 144 de la Loi des terres et forêts, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 44), concernant le permis

That to assure the protection of forests against fire, it is expedient to enforce article 144 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1925, chap. 44) respecting the Travel Permit, experien-

de circulation, l'expérience ayant démontré l'efficacité de cette mesure.

En conséquence, l'honorable Ministre des terres et forêts recommande:—

Que tous ceux qui voudront pénétrer en forêt, pendant la période entre le 7 mai et le 15 novembre de l'année 1938, devront, au préalable, se munir d'un permis de circulation, tel que requis par l'article 144 de la Loi des terres et forêts, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 44), et le montrer à tout garde-feu qui l'exigera.

Certifié,

2411—o

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

Concernant un amendement au décret régissant l'industrie de la construction dans la région de Québec.

No 683

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), recommande:

Que, conformément aux prescriptions des articles 7 et 8 de la Loi des Conventions Collectives de Travail, (1, Geo. VI, chap. 49, amendée par 2, Geo. VI, chapitre 52) le décret numéro 1376 du 19 mai 1937, amendé par les arrêtés ministériels numéros 3021 et 3288 des 10 novembre et 3 décembre 1937, régissant l'industrie de la construction dans la région de Québec, soit amendé de la façon suivante:

Le paragraphe suivant est attaché à la suite du paragraphe portant en tête "zone I" (article 2 du décret):

"Les mots "rayon de dix milles de leurs limites" signifient une distance qui est calculée par la voie carrossable. Si l'une partie seulement des limites d'une municipalité se trouve ainsi couverte, cette municipalité dans son entier est censée se trouver dans la zone No. 3."

L'honorable Ministre du travail recommande également:

Que les prescriptions du présent amendement soient rétroactives à compter du 22 mai, 1937.

Certifié,

2435—o

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur.

No 684

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), les parties contractantes à la convention collective de travail déclarée obligatoire par le décret No 3187 du 26 novembre 1937—décret relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur—lui ont demandé la modification suivante dudit décret:

ce having shown the efficaciousness of this measure.

Therefore, the Honourable Minister of Lands and Forests recommends:—

That anyone wishing to enter the forest during the period between May 7 and November 15 of the year 1938, shall previously obtain a travel permit, as exacted by article 144 of the Lands and Forests Act (R.S.Q., 1925, chap. 44), and show same to any fire Warden when requested to do so.

Certified,

2412

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concerning an amendment to the decree governing the building trades in the district of Quebec.

No 683

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), recommends:

That, pursuant to the provisions of Sections 7 and 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), decree No. 1376 of the 19th of May 1937, amended by Orders in Council Nos. 3021 and 3288 of the 10th of November and 3rd of December 1937, governing the building industry in the district of Quebec, be amended in the following manner:

The following paragraph is added after paragraph bearing the heading "Zone I" (Section 2 of the decree):

"The words "a radius of ten miles from their limits" signify a distance on the roads. If only a part of the limits of a municipality is so governed, this whole municipality is considered to be in Zone No. 3."

The Honourable Minister of Labour also recommends:

That the provisions of the present amendment be effective from the 22nd of May 1937.

Certified,

2436—o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concerning a modification to the decree relating to the pipe-mechanics and tinsmiths-roofers.

No. 684

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938) sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Decree No. 3187, of the 26th of November 1937—decree relating to the pipe-mechanic and tinsmith-roofer trades—have requested the following modification to the said decree:

Le nom "Napoléon Mercier" est ajouté à la suite des parties contractantes de première part;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi.

Certifié,

A. MORISSET,

2437-o

Greffier du Conseil Exécutif

The name "Napoléon Mercier" is added after the contracting parties of the first part;

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been made against the said request;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act.

Certified,

A. MORISSET,

2438-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 mai 1938.

Concernant l'Association des Constructeurs de Québec, Inc. et le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec.

No 693

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), l'Association des Constructeurs de Québec, Inc. et le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de Québec, Inc., corps politique, ayant son siège social au No 267, rue St-Paul, en la cité de Québec, représenté par son président, M. Philippe Mathieu, dûment autorisé à cette fin par une résolution en date du 2 mars 1938,

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec, corps politique et incorporé, ayant son siège social en la cité de Québec, au No 19, rue Caron, stipulant tant pour lui-même que pour chacun des Syndicats qui lui sont affiliés:

Le Syndicat National Catholique des Bricqueurs-Maçons du Canada, Inc., section 1, Québec,

Le Syndicat National Catholique des Plâtriers du Canada, Inc., section 1, Québec;

L'Union Nationale Catholique des Charpentiers-Menusiers de Québec, Inc.;

L'Union Nationale Catholique des Peintres de Québec, Inc.;

La Fraternité des Plombiers et Electriciens de Québec, Inc.;

L'Union Nationale Catholique des Ferblantiers-Couvreurs de Québec, Inc.;

L'Union Nationale Catholique des Manœuvres de Québec, Inc.;

L'Union Nationale Catholique des Ingénieurs-Mécaniciens de Québec, Inc.;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Attendu que les dispositions relatives aux taux

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concerning "l'Association des Constructeurs de Québec, Inc." and "le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec."

No. 693

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), "l'Association des Constructeurs de Québec, Inc.", and "Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec" have jointly presented a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec, Inc.", a corporation having its head office at 267 St. Paul Street, in the city of Québec, herein represented by its president, Mr. Philippe Mathieu, duly authorized so to do by a resolution in date of March 2nd, 1938,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec", a political and incorporated body, having its head office in the city of Québec, at 19 Caron street, stipulating both for itself and for each of the following syndicates affiliated to it:

"Le Syndicat National Catholique des Bricqueurs-Maçons du Canada, Inc., section 1, Québec

"Le Syndicat National Catholique des Plâtriers du Canada, Inc. section 1, Québec;

"L'Union Nationale Catholique des Charpentiers-Menusiers de Québec, Inc."

"L'Union Nationale Catholique des Peintres de Québec, Inc."

"La Fraternité des Plombiers et Electriciens de Québec, Inc."

"L'Union Nationale Catholique des Ferblantiers-Couvreurs de Québec, Inc.";

"L'Union Nationale Catholique des Manœuvres de Québec, Inc."

"L'Union Nationale Catholique des Ingénieurs-mécaniciens de Québec, Inc."

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned;

Whereas the provisions relating to the rates of

de salaires et à la durée du travail dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les dispositions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

Recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle* du 12 mars 1938:

1. *Définitions*: Dans le présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Les mots "compagnons-briqueurs" signifient et comprennent tout ouvrier qui pose de la brique, du terra-cotta, de la pierre artificielle et des blocs de gypse.

b. Le mot "maçon" comprend toute personne qui pose la pierre artificielle ou naturelle et le granit.

Tout briqueur ou maçon, ayant un certificat de qualification comme tel, pourra, avec ledit certificat, faire le tirage des joints.

c. Par "charpentier-menuisier" il y a lieu d'entendre tout artisan qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de tous travaux de réparation des objets en bois, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier.

d. Les mots "compagnons-plâtriers" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduit de plâtre tel que le posage de la célanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtres, le posage et le coulage des ornements, fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre ou le mélange de chaux avec le plâtre ou encore le mélange de chaux avec le ciment blanc, celui qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

e. Les mots "mécaniciens de machines fixes" désignent les mécaniciens préposés à une installation de la force motrice au sens du paragraphe 5, article 2, S.R.Q., 1925, c. 184 et amendements.

f. Le mot "manœuvre" désigne tout homme qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

g. Les mots "compagnons peintres" signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux de peinture au pinceau ou à la machine pneumatique, de vernissage, de peinture, de décoration, de tapisserie, d'imitation, de dorage ou de vitrage.

Nonobstant la définition ci-haut, sera considéré comme peintre, tout salarié peintre qui aura un certificat de compétence du bureau des examinateurs créé en vertu du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi des conventions collectives de travail.

h. 1. Le terme "poseur de terrazo" signifie et comprend tout homme qui nivèle la surface propre à recevoir le terrazo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes; prépare les échantillons et mélange ou surveille le roulage et le polissage du terrazo.

2. Le terme "poseur de tuile" signifie et comprend tout homme qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles et qui les pose.

3. Le terme "poseur de marbre" signifie et comprend tout homme qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

4. Le terme "finisseur de ciment" signifie et

wages and to the duration of labour within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act, with however, the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 12th of March, 1938:

1. *Definitions*: In the present decree, the following terms shall have the hereafter given significances:

a. The words "journeyman-bricklayer" signify and comprise any workman who lays bricks, terra cotta, artificial stone and block gypsum.

b. The word "mason" signifies any person who lays natural or artificial stone or granite.

Any bricklayer or mason, holding a certificate of competency may with the said certificate, perform joint pointing works.

c. By "carpenters and joiners", it is meant any workman who assembles pieces of wood, does carpentry work, repairs wooden objects, executes any wood work with carpenter tools.

d. The words "journeyman plasterer" designate any worker who executes plastering work such as the laying of celanite, finishing in rock, wall, cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the laying or pouring of ornaments, the mixing of limewash with plaster or the mixing of lime with plaster or the mixing of lime with white cement; the man who prepares the moulding, that is to say lays the rules for the cutting of the moulding.

e. The words "stationary enginemen" signify mechanics in charge of an installation of motive power, with the meaning of paragraph 5, section 2, R.S.Q., 1925, chapter 184 and amendments.

f. The word "labourer" signifies any man who does unspecified and unclassified work and is employed as a helper.

g. The words "journeyman painter" signify and mean any person doing painting work either with a paint-brush, pneumatic machine, varnishing, painting or decorating or paper hanging, imitation or gilding or glazing.

Notwithstanding the hereinabove definition, shall be considered as a painter any salaried painter who holds a certificate of competency from the Board of Examiners established under paragraph "h" of Section 20 of the Collective Labour Agreements' Act.

h. 1. The term "terrazo layer" signifies and includes any man leveling the surface, so as to lay the terrazo and measures, divides the said surface and draws the lines, and prepares the samples and mixes the materials and spreads the mixture and supervises the rolling and polishing of the terrazo.

2. The term "tile setter" signifies and comprises any man who measures the surface in order to receive the tiles and who sets the tiles.

3. The term "marble setter" signifies and includes any man who measures the surface in order to receive the marble, cuts and sets it.

4. The term "cement finisher" signifies and

comprend tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation; met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, repare les fondations et tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquets se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

i. Les mots "ferblantiers-couvreurs" signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné ou qui fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, en tôle ou en cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., ou qui fait encore le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille.

j. Les mots "plombiers et poseurs d'appareils de chauffage" signifient et comprennent les compagnons et les apprentis mécaniciens en tuyauterie, tels que définis par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Ch. 176a, S.R.Q., 1925, amendé par 24 Geo. V, ch. 52).

k. Le mot "électricien" signifie et comprend les compagnons et les apprentis électriciens tels que définis par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Ch. 178 S.R.Q., 1925, amendé par 23 Geo. V, ch. 70).

l. Le terme "mécanicien en fer et bronze ornemental" signifie et comprend tout homme qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces de fer, de bronze et d'acier pour fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, clôtures, barrières, châssis, marquises, trappes de cave ou d'inspection, grillage de tous genres, chûtes à charbon, portes de voûtes, portes coupe-feu, divisions et appareils de sauvetage ou tout travail du même genre et qui en fait l'installation ou la pose.

Note: Le présent décret, en ce qui touche les travailleurs en fer et bronze ornemental et les ferblantiers-couvreurs, régit toutes les opérations du métier de travailleur en fer et bronze ornemental et celui de ferblantier-couvreur que ces opérations soient exécutés sur un chantier ou dans une boutique; il concerne également tous les travaux de fabrication, de réparation d'outillage et s'applique à tout ouvrage de quelque nature que ce soit, exécuté par l'ouvrier durant le temps et la durée du travail.

II. *Jurisdiction territoriale:* Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction territoriale comprend le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup et Rimouski; cette juridiction est divisée en trois zones de la façon suivante:

Zone I: La cité de Québec, la ville de Lévis et les municipalités de Lauzon, Bienville, St-Romuald, Charny, St-David, Pintendre, Sillery, Ste-Foye, Cap-Rouge, Ancienne-Lorette, Loretteville, Charlesbourg, Charlesbourg-ouest, Notre-Dame des Laurentides, Québec-Ouest, Petite-Rivière, St-Michel-Archange, Giffard, Beauport, Beauportville, St-Louis de Courville, St-Grégoire, Boischatel et l'Ange-Gardien.

Zone II: La ville de Thetford-Mines et la municipalité de Lac Noir (Black Lake).

Zone III: Le reste de la juridiction territoriale.

III. *Taux des salaires:* Les taux de salaires minima suivants devront être payés pour chacun des métiers ci-contre:

comprises any workman who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; places and lays again the sides and coverings in cement, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any other work. Work on walls to be done after floor work is limited inasmuch as the cement finisher is concerned to the height of the plinth.

i. The words "tinsmiths-roofers" mean and comprise any person performing tile, slate, sheet iron, copper, gravel, asphalt, or tarred paper roofing work or who prepares any kind of tin, sheet iron or copper articles, such as cornices, ornements, ventilators, gutters, etc., or who outlines, cuts or lays down any sheet metal.

j. The words "plumbers and steam fitters" mean and comprise journeymen and apprentices in pipe fitting, as defined by the Law respecting Pipe-Mechanics, (Chapter 176a, R.S.Q., 1925, amended by 24 Geo. V, ch. 52).

k. The word "electrician" means and comprises journeymen and apprentices in electrical work, as defined by the Electricians' and Electrical Installations Act, (Ch. 178, R.S.Q., 1925, amended by 23 Geo. V, ch. 70).

l. The term "ornamental iron and bronze worker" signifies and comprises any man who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or soldering, of any iron, bronze and steel pieces for the building of inside or outside stairs, hand-rails, fences, gates, windows, marquises, inspection or trap-doors, iron railings of all kinds, coal-holes, vault doors, fire-breaker holders, divisions and fire escape apparatus or any similar work and fixes or sets up same.

Note: The present decree inasmuch as ornamental iron and bronze workers and tinsmith-roofers are concerned, governs all operations of ornamental iron trade and that of the tinsmith-roofers, whether these operations be performed on the job or in a workshop; it applies also to all works of fabrication, repairing of equipment and to any work of any nature whatsoever, performed by the workman during working hours.

II. *Territorial jurisdiction:* For the purposes of the application of the present decree, the territorial jurisdiction comprised in this agreement, shall include the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Megantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup and Rimouski, this jurisdiction is divided in three zones in the following manner:

Zone I: The city of Quebec, the town of Lévis and the municipalities of Lauzon, Bienville, St. Romuald, Charny, St. David, Pintendre, Sillery, Ste. Foy, Cap Rouge, Ancienne Lorette, Loretteville, Charlesbourg, Charlesbourg-West, Notre-Dame des Laurentides, Quebec West, Petite Rivière, St. Michel Archange, Giffard, Beauport, Beauportville, St. Louis de Courville, St. Grégoire, Boischatel and l'Ange Gardien.

Zone II: The town of Thetford-Mines and the municipality of Black Lake.

Zone III: The remaining of the territorial jurisdiction.

III. *Rates of wages:* The following minimum rates of wages shall be paid for each of the hereinafter mentioned trades:

Métiers	Salaires horaire			Trades	Wage rate per hour		
	Zone I	Zone II	Zone III		Zone I	Zone II	Zone III
Briqueurs, maçons, plâtriers:				Bricklayers, mason, plasterer:			
Entrepreneurs (services personnels).....	\$ 1 00			Contractors (personal services).....	\$1 00		
Compagnons.....	0 75	0 60	0 50	Journeymen.....	0 75	0 60	0 50
Charpentiers-menuisiers:				Carpenters-joiners:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 50	0 40	Journeymen.....	0 55	0 50	0 40
Calafats.....	0 50	0 35	0 35	Caulkers.....	0 50	0 35	0 35
Peintres:				Painters:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 70			Contractors (personal services).....	0 70		
Compagnons.....	0 50	0 45	0 35	Journeymen.....	0 50	0 45	0 35
Manœuvres.....	0 40	0 35	0 25	Common labourers.....	0 40	0 35	0 25
Faiseurs de mortier.....	0 40	0 35	0 25	Mortar makers.....	0 40	0 35	0 25
Brasseurs de célanite.....	0 40	0 35	0 25	Celanite mixers.....	0 40	0 35	0 25
Couleurs de blanc.....	0 40	0 35	0 25	Plaster pourers.....	0 40	0 35	0 25
Porteurs d'oiseau.....	0 40	0 35	0 25	Hod carriers.....	0 40	0 35	0 25
Tireurs de joints:				Joint painters			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Finisseurs de ciment:				Cement finishers:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Poseurs de tuile, marbre, terrazo:				Tile, marble and terrazo setters:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Homme sur machine à polir le terrazo.....	0 45	0 40	0 35	Men working on machines for the polishing of terrazo.....	0 45	0 40	0 35
Drilleurs.....	0 50	0 45		Drillers.....	0 50	0 45	
Poseurs de lattes métalliques.....	0 55	0 50	0 40	Lathers-metal.....	0 55	0 50	0 40
Poseurs de lattes en bois (au mille \$3.00).....	0 50	0 45	0 35	Lathers-wood (\$3.00 for one thousand).....	0 50	0 45	0 35
Ingénieurs stationnaires — machines portatives.....	0 55	0 45	0 40	Stationary enginemen and mechanics.....	0 55	0 45	0 40
Opérateurs de pelles à vapeur.....	0 55	0 45		Enginemen-steam shovels.....	0 55	0 45	
Opérateurs de grue.....	0 55	0 45		Enginemen-hoisting.....	0 55	0 45	
Opérateurs de malaxeurs à gazoline.....	0 55	0 45		Enginemen-gas mixer.....	0 55	0 45	
Opérateurs de compresseurs.....	0 55	0 45		Enginemen-compressor.....	0 55	0 45	
Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage:				Plumbers, steamfitters:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Electriciens:				Electricians:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Ferblantiers-couvreurs:				Tinsmiths-roofers:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0 75			Contractors (personal services).....	0 75		
Compagnons.....	0 55	0 45	0 40	Journeymen.....	0 55	0 45	0 40
Mécaniciens en fer et bronze ornemental.....	0 50	0 50	0 42	Mechanic in ornamental iron and bronze.....	0 50	0 50	0 42
Ajusteurs en fer et bronze ornemental.....	0 40	0 40	0 34	Adjusters in ornamental iron and bronze.....	0 40	0 40	0 34
Aides en fer et bronze ornemental.....	0 30	0 30	0 25	Helpers in ornamental iron and bronze.....	0 30	0 30	0 25

IV. *Durée du travail:* a. La durée du travail sera de huit heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; la semaine de quarante-huit (48) heures conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel No 1635 du 3 juin 1936 en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, chapitre 40) établissant⁹ la

IV. *Duration of Labour:* a. The duration of labour shall be of eight hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.; the week shall consist of forty-eight (48) hours in conformity with the provisions of Order in Council No. 1635 of the 3rd of June, 1936, as enacted by the Act relating to the limitation of working hours (23 Geo. V,

journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

b. Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail seront réparties selon les besoins de l'entreprise pourvu que dans aucun cas, la durée journalière de travail d'une équipe n'exécède pas huit heures.

c. Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires sera payé temps et demi jusqu'à minuit et temps double de minuit à 7.00 a.m.

Il n'y aura pas de travail les dimanches et fêtes d'obligation, le jour de la St-Jean-Baptiste et de la fête du travail; en cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là sera rémunéré à raison du double de salaire régulier.

V. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, c'est-à-dire qu'il s'agisse de travaux exécutés à forfait (job) ou autrement et que ce contrat soit intervenu entre un particulier ou un employeur et un salarié, ce dernier a droit à une rémunération eu égard au nombre d'heures de travail et au métier exercé, égale à celle à laquelle il aurait droit en vertu du taux de salaire et des dispositions du présent décret rendu obligatoire par un arrêté ministériel et édicté en vertu de l'article 2 de la Loi des conventions collective de travail.

VI. *Apprentissage*: a. 1. Aucun jeune homme, dans l'industrie de la construction, ne pourra commencer son apprentissage avant seize ans révolus.

2. Dans la cité de Québec, dans la ville de Lévis et un rayon de 10 milles de leurs limites, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent décret, devront s'enregistrer au bureau du Comité conjoint formé en vertu de la Loi des conventions collectives de travail, où un carnet de contrôle d'apprentissage leur sera remis.

3. Aucun employeur ne pourra, dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti préalablement il ne s'est pas enregistré au comité conjoint.

4. Si le patron dudit apprenti ne peut pas lui procurer du travail continu, celui-ci devra se rapporter au comité conjoint qui verra, si possible, à le faire passer à un autre patron capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

5. Cet arrangement ne sera que temporaire et ne durera que jusqu'à ce que l'employeur qui a pris à son emploi l'apprenti au début de son apprentissage, puisse le reprendre à son emploi.

6. Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron devra inscrire dans un carnet la date d'entrée et de sortie de son apprenti. En plus, le patron devra inscrire dans le carnet de l'apprenti la date de son entrée et de sa sortie.

7. La durée de l'apprentissage sera celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti.

8. Pour se faire qualifier compagnon, l'apprenti devra produire au bureau des examinateurs, nommés par le comité conjoint, son carnet par lequel il sera possible d'établir qu'il a servi la durée de l'apprentissage établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti.

b. *Nombre des apprentis*: 1. Pour les fins d'application du présent décret, le nombre des apprentis devra être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

i. Plâtriers, briqueteurs, maçons et peintres; un (1) apprenti par dix (10) compagnons ou fraction de ce nombre.

chapter 40), establishing the 8-hour day and the 48-hour week.

b. If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed according to the need of the enterprise, provided that in no case, the daily duration of labour of a shift does not exceed eight hours.

c. Any work done outside the regular hours shall be paid time and a half until midnight and double time from midnight until 7.00 a.m.

There shall be no work on Sundays and holidays of obligation, the Feast of Saint Jean Baptiste and Labour Day. In case of necessity work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

V. No matter what may be the form or nature of the individual labour contract entered into, that is to say, by the job or otherwise and that such contract be entered into between an individual or an employer and an employee, the latter is entitled to a remuneration with regard to the working hours and work done, equivalent to that to which he is entitled in virtue of the rate of wages and the provisions of the present decree rendered obligatory by an Order in Council passed under Section 2 of the Collective Labour Agreements' Act.

VI. *Apprenticeship*: a. 1. It shall be forbidden for any one to begin apprenticeship in the building industry before being 16 years of age.

2. In the city of Quebec, in the town of Levis and within a radius of 10 miles from their limits, all apprentices exercising or desiring to exercise the trades governed by the present decree, shall register at the office of the joint committee formed under the Collective Labour Agreements' Act, where a booklet controlling their apprenticeship shall be given.

3. No employer shall have the right, within the region determined in the preceding paragraph, to engage an apprentice if he has not previously been registered at the office of the joint committee.

4. If the employer of the said apprentice cannot give him any more work, the said apprentice shall report to the joint committee which will take the necessary means to have him hired by another employer, able to give him work.

5. Such action shall be only temporary and will last only until the employer of the apprentice, who engaged the apprentice at the beginning of his apprenticeship, may be in a position to re-engage him.

6. For the purpose of controlling the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet the dates of the hiring and leaving of his apprentice. Furthermore, the employers shall note in the booklet of the apprentice the dates of hiring and leaving.

7. The duration of apprenticeship is governed by the use of the trade the apprentice is engaged in.

8. In order to become journeyman, the apprentice shall produce to the Board of Examiners appointed by the Joint Committee his booklet by which it will be possible to have a proof he has been working as an apprentice according to the use of the trade he is engaged in.

Number of apprentices: 1. For the purposes of the present decree, the number of apprentices shall be the following for each of the hereinafter mentioned trades:

i. Plasterers, bricklayers, masons and painters: One (1) apprentice per ten (10) journeymen or fraction thereof.

ii. Menuisiers, ferblantiers - couvreurs, électriciens, plombiers et poseurs d'appareils de chauffage: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

iii. Poseurs de tuile, marbre, terrazo et cimentiers: un (1) apprenti par six (6) compagnons ou fraction de ce nombre.

iv. Dans l'industrie du fer et bronze ornemental, un employeur aura le droit d'avoir, dans sa boutique ou sur un chantier, un apprenti chaque fois qu'il aura à son emploi cinq (5) compagnons. Dans ce cas, si l'employeur travaille lui-même, il ne sera pas considéré comme compagnon. Toutefois, dans chaque boutique, ou sur chaque chantier, un employeur pourra toujours employer un apprenti même s'il n'a pas cinq (5) compagnons à son emploi.

c. *Taux des salaires des apprentis:* Le taux horaire des apprentis ci-après énumérés sera le suivant:

Métiers	1ère année	2ième année	3ième année	4ième année
Plâtriers, briqueteurs et maçons	0 20	0 35	0 50	.....
Menuisiers	0 15	0 20	0 25	.....
Peintres	0 15	0 20	0 25	.....
Poseurs de tuile, marbre, terrazo et cimentiers	0 15	0 20	0 25	.....
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage	0 15	0 20	0 25	0 30
Electriciens	0 15	0 20	0 25	0 30
Ferblantiers - couvreurs	0 15	0 20	0 25	0 30
Travailleurs en fer et bronze ornemental	0 12	0 18	0 25	0 32

VII. *Dispositions spéciales:* a. Si un employeur embauche un ouvrier résidant habituellement dans la Zone I, décrite à l'article II du présent décret, cet employeur devra le rémunérer selon les taux établis pour la Zone I, même s'il travaille dans la Zone II ou III.

b. Au cas de travaux exécutés en dehors de la ville de Québec, les frais de transports et de pension seront à la charge de l'employeur, mais seulement pour les catégories d'ouvriers suivants: plombiers, électriciens, ferblantiers-couvreurs et peintres.

Toutefois pour lesdits travaux en dehors de la ville, l'entrepreneur qui transporte matin et soir ses ouvriers, ne sera pas assujéti aux frais de transport et de pension.

VIII. *Préposés à l'entretien:* Les ouvriers préposés à l'entretien des édifices publics, tel que défini à l'article 2, chapitre 176, S.R.Q., 1925, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des employés permanents et payés au mois ou à la semaine, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

Toutefois ne sera pas considéré comme ouvrage d'entretien la construction nouvelle, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

1. a. Dans la cité de Québec, Lévis et les municipalités de Bienville et Lauzon, pour les hommes de métier, le salaire minimum sera de \$21.00 par semaine; celui des hommes non-qualifiés (journaliers) sera de \$15.00 par semaine.

b. En dehors de la cité de Québec, de Lévis, et les municipalités de Bienville et de Lauzon, les hommes de métier devront recevoir \$18.00 par semaine et les journaliers (hommes non-qualifiés) \$14.00 par semaine.

2. *Heures de travail:* La durée du travail sera

ii. Carpenters, tinsmiths-roofers, electricians, plumbers and steam fitters: One (1) apprentice per 5 journeymen or fraction thereof:

iii. Tile, marble, terrazo and cement layers: One (1) apprentice per six (6) journeymen or fraction thereof.

iv. In the iron and ornamental bronze industry, an employer is entitled to have in his workshop or on the job, one apprentice each time he has in his employ five (5) journeymen. In such case, if the employer works personally, he shall not be considered as a journeyman. However, in each workshop and on every works, an employer shall always be allowed to employ an apprentice even if he has not five journeymen in his service.

c. *Wage rates of apprentices:* The hourly rates of apprentices hereinafter mentioned shall be the following:

Trades	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Plasterers, bricklayers and masons	0 20	0 35	0 50	.....
Carpenters	0 15	0 20	0 25	.....
Painters	0 15	0 20	0 25	.....
Tile, marble, terrazo, setters and cement layers	0 15	0 20	0 25	.....
Plumbers and steam-fitters	0 15	0 20	0 25	0 30
Electricians	0 15	0 20	0 25	0 30
Tinsmiths-roofers	0 15	0 20	0 25	0 30
Ornamental iron and bronze workers	0 12	0 18	0 25	0 32

VII. *Special provisions:* a. If, an employer hires an employee usually living in Zone I as described in Section II of the present decree this employer shall pay him according to the scale of wages in force for the said Zone I, although he is working in Zone II or III.

b. In the case of works performed outside the City of Quebec, transportation and boarding expenses shall be paid by the employer, but only for the following categories of workmen: plumbers electricians, tinsmiths-roofers and painters.

However, for the said work outside the City, the contractor who drives his workmen, morning and night, shall not be obliged to pay the transportation and boarding expenses.

VIII. *Maintenance men:* Workmen occupied in the maintenance of public buildings as defined in Section 2, ch. 176, R.S.Q., 1925, or in an industrial or commercial establishment, if they be permanent employees and paid by the month or by the week, shall benefit by the following conditions of labour:

However no new construction or reconstruction or reinstallation of any unit in any building shall be considered as maintenance work.

1. a. In the cities of Quebec and of Lévis, and in the municipalities of Bienville and Lauzon, qualified workmen shall receive a minimum of \$21.00 per week; non-qualified workmen (labourers), \$15.00 per week.

b. Outside the cities of Quebec and of Lévis, and of the municipalities of Bienville and Lauzon, qualified workmen shall receive \$18.00 per week; non-qualified workmen (labourers), \$14.00 per week.

2. *Duration of labour:* The duration of labour

de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail.

Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à tel ouvrier, il pourra déduire du salaire de ce dernier \$3.00 par pièce par mois dans le premier cas et \$0.20 par repas dans le second.

IX. Le présent décret entrera en vigueur le 1er mai 1938 et durera jusqu'au 30 avril 1939; il se renouvellera automatiquement chaque année à moins que l'une des parties contractantes donne avis à l'autre partie trente jours avant l'expiration de ce décret de son intention de la modifier ou de l'abroger.

Certifié,

2427-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

Concernant l'Association des Ouvriers de Joliette et les entrepreneurs de la ville et du district de Joliette.

No 694

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), l'Association des Ouvriers de Joliette et les entrepreneurs de la ville et du district de Joliette lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Ouvriers de Joliette, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef à Joliette.

ET, D'AUTRE PART:

Les entrepreneurs de la ville et du district de Joliette comprenant les entrepreneurs suivants:

Lucien Durand, Joliette; Rosaire Laprade, Joliette; Adélaré Durand, Joliette; Hercule Contré, Joliette; Wilfrid Lavallée, Joliette; J. Israel Martineau, Joliette; W. H. Reney, Joliette; Henri Habbott, Joliette; Alphonse Perreault, Joliette; Joseph Gaucher, Joliette; Joseph Lafond, Joliette; Uldéric Forest, St-Jacques; Joseph Geoffroy, St-Jacques, Edouard Lajoie, St-Jacques; J. M. F. Varin, St-Jacques; Henri Richard, St-Jacques; Vianny Cusson, Joliette; Max Cantin, Joliette; Félix Fréchette, St-Gabriel; J. O. Sarrazin, St-Gabriel; Antonio Garceau, St-Gabriel; P. Emile Michaud, St-Gabriel; Hervé Michaud, St-Gabriel; J. B. Gougeon, Joliette; Raoul Parthenais, Joliette; Donat Piette, Joliette; J. R. Lasalle, Joliette; Adrien Ayotte, Joliette; J. A. Landreville, Joliette; Donat Desrosiers, Joliette; Jérémie Chaput, Joliette; Fridolin Ratelle, Joliette; Joseph Robillard, Joliette.

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 ont

shall be 48 hours per week without any delay limitation.

The employer may charge a maximum of \$3.00 per month, and per room rent where such employees live within the establishment, and \$0.20 per meal.

IX. The present decree shall come into force on the 1st of May 1938 and shall so remain until the 30th of April 1939; it shall renew itself automatically each year unless one of the contracting parties gives the other party a notice of thirty days prior to the expiration of this agreement of its intention to modify or repeal same.

Certified,

2428-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concernant "L'Association des Ouvriers de Joliette" and the contractors of the Town and district of Joliette.

No. 694

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), "L'Association des Ouvriers de Joliette" and the contractors of the town and district of Joliette have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Ouvriers de Joliette" a duly incorporated body, having its head office at Joliette.

And, ON THE OTHER PART:

The contractors of the town and district of Joliette comprising the following contractors:

Lucien Durand, Joliette; Rosaire Laprade, Joliette; Adélaré Durand, Joliette; Hercule Contré, Joliette; Wilfrid Lavallée, Joliette; J. Israel Martineau, Joliette; W. H. Reney, Joliette; Henri Habbott, Joliette; Alphonse Perreault, Joliette; Joseph Gaucher, Joliette; Joseph Lafond, Joliette; Uldéric Forest, St-Jacques; Joseph Geoffroy, St-Jacques, Edouard Lajoie, St-Jacques; J. M. F. Varin, St-Jacques; Henri Richard, St-Jacques; Vianny Cusson, Joliette; Max Cantin, Joliette; Félix Fréchette, St-Gabriel; J. O. Sarrazin, St-Gabriel; Antonio Garceau, St-Gabriel; P. Emile Michaud, St-Gabriel; Hervé Michaud, St-Gabriel; J. B. Gougeon, Joliette; Raoul Parthenais, Joliette; Donat Piette, Joliette; J. R. Lasalle, Joliette; Adrien Ayotte, Joliette; J. A. Landreville, Joliette; Donat Desrosiers, Joliette; Jérémie Chaput, Joliette; Fridolin Ratelle, Joliette; Joseph Robillard, Joliette.

be rendered obligatory for the employers and the employees of the contemplated trades;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 have been

été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

Recommande son approbation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des conventions collectives de travail, avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1938:

I. *Jurisdiction: a. Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle du présent décret comprend tous les travaux de construction, de réparation, d'installation ou de réfection, et démolition d'immeubles, exécutés dans ladite juridiction.

b. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale déterminée par le présent décret comprend les comtés de Joliette, Berthier et Montcalm; cette juridiction est divisée en deux zones de la façon suivante:

Zone I: Les municipalités de 4,000 âmes et plus et toute la juridiction s'il s'agit de travaux s'élevant à \$2,000.00, salaires et matériaux compris.

Zone II: Les municipalités de moins de 4,000 âmes quand il s'agit de travaux qui n'excèdent pas \$2,000.000, salaires et matériaux compris.

II. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les termes suivant auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le mot "employeur" signifie toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie pour son compte un ou plusieurs salariés.

b. Les entrepreneurs travaillant de leurs propres mains sont considérés comme des "ouvriers" et leur salaire horaire est fixé suivant l'échelle mentionnée ci-après:

c. Le mot "entrepreneur" (services personnels) désigne et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou emploie des ouvriers, qui entreprend quelque ouvrage pour le compte d'un particulier non-entrepreneur, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention écrite ou autrement, soit de construction, de réparation, d'installation ou de réfection, et ayant obtenu son certificat de compétence prescrit par la Loi.

d. Par "charpentier-menuisier" il faut entendre tout artisan qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, poseurs de planchers, poseur de châssis et fenêtres, poseurs de paravents (screens) (bois ou métal) poseurs de divisions d'acier, formes à béton, (boutique ou chantier) pose le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction et gratte (scraper) les plancher à la main ou avec une machine mobile de force motrice.

e. Le mot "peintre" signifie et comprend toute personne qui fait des travaux de peinture au pinceau, à la machine pneumatique, de vernissage, de peinture ou de décoration ou de tapissage ou d'imitation, de dorage ou de vitrage avec des peintures à l'eau ou à l'huile.

f. Le mot "finisseur de ciment" signifie et comprend tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation; met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et fait tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

g. Le mot "ferblantier-couvreur" signifie et comprend toute personne qui fait des travaux de

duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the said Collective Labour Agreements Act, with however, the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 19th of March, 1938:

I. *Jurisdiction: a. Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the building, repairing, maintenance and demolishing of buildings performed within the said territorial jurisdiction.

b. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the counties of Joliette, Berthier and Montcalm, this jurisdiction is divided in two zones in the following manner:

Zone I: The municipalities of 4,000 souls or more and all the jurisdiction when the contract exceeds \$2,000.00, including wages and materials.

Zone II: The municipalities of less than 4,000 souls when the contract does not exceed \$2,000.00, including wages and materials.

II. *Definitions*: For the purposes of the present decree, the following terms shall have the herein-after given definition:

a. The word "employer" signifies any person, company, association or corporation who employs for his account one or more employees.

b. Contractors working personally are considered as workers and their hourly wages shall be fixed according to the scale hereinafter mentioned.

c. The word "contractor" (personal services) signifies and comprises any person, company, association or corporation who works alone or employs workmen, or undertakes by the job, by verbal or written contract or otherwise, either for construction, reparation, installation or refection and having obtained to that effect the certificate of competency prescribed by the law.

d. By "carpenter-joiner" it is meant any workman who assembles pieces of wood or composition board, who does carpentry work, repairs wooden objects; floorlayers, erectors of windows, erectors of sash and screens (wood and metal), erectors of steel partitions, concrete forms (shop or job), lays roofing paper, asbestos-board, tar paper and performs any wood work on construction and scrapes floors by the hand or with a movable machine.

e. The word "painter" signifies and includes any person who does painting work with a paint-brush, pneumatic machine, varnishing, painting or decorating or hanging or imitation or gilding or glazing with water or oil paints.

f. The term "cement finisher" signifies and comprises any workman who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; places and lays again the sides and coverings in cement, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and perform any other related work. Work on walls to be done after floor work is limited inasmuch as the cement finisher is concerned to the height of the plinth.

g. The term "tinsmith-roofer" signifies and includes any person performing tile, slate, sheet

couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle, cuivre tels que corniches, ornements, ventilations, gouttières, etc.

h. Les couvertures en papier-bardeau ou en bardeau d'amiante, et la tôle non-soudée ou non-agrafée et qui s'y rapporte seront posées indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les couvreurs.

i. Nonobstant les définitions ci-haut mentionnées, sera considéré comme compagnon dans chacun des métiers décrits, tout ouvrier qui aura reçu un certificat de compétence, du bureau des Examineurs créé en vertu du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi des conventions collectives de travail.

III. Les taux de salaires minima suivants seront payés pour chacun des métiers ci-contre:

iron, copper, gravel, asphalt, or tarred paper roofing work or who prepares any kind of tin, sheet iron or copper articles, such as cornices, ornements, ventilators, gutters, etc.

h. Paper or asbestos shingle roofing, and non-welded or non-fastened sheet iron and everything pertaining to same shall be indifferently set by carpenters-joiners or roofers.

i. Notwithstanding the hereinabove mentioned definitions, shall be considered as a journeymen in each of the described trade, any workman holding a certificate of competency from the Board of examiners formed under paragraph "h" of Section 20 of the Collective Labour Agreements' Act.

III. The following minimum rates of wages shall be paid for each of the hereinafter mentioned trades:

Métier	Zone I	Zone II	Trades	Zone I	Zone II
Briqueteurs	\$ 0.60	\$0.50	Bricklayers	\$ 0.60	\$ 0.50
Maçons (pierre) y compris tailleurs sur chantier	0.60	0.50	Masons (stone) including the cutters on the work	0.60	0.50
Plâtriers	0.60	0.50	Plasterers	0.60	0.50
Charpentiers-menuisiers	0.50	0.40	Carpenters-joiners	0.50	0.40
Apprentis, 1ère année	0.20	0.15	Apprentices, 1st year	0.20	0.15
" 2ème année	0.25	0.20	" 2nd year	0.25	0.20
" 3ème année	0.30	0.25	" 3rd year	0.30	0.25
" 4ème année	0.40	0.35	" 4th year	0.40	0.35
Peintres:			Painters:		
Entrepreneurs (services personnels)	0.50	0.40	Contractors (personal services)	0.50	0.40
Compagnons	0.40	0.30	Journemen	0.40	0.30
Apprentis, 1ère année	0.15	0.10	Apprentices, 1st year	0.15	0.10
" 2ème année	0.20	0.15	" 2nd year	0.20	0.15
" 3ème année	0.25	0.20	" 3rd year	0.25	0.20
" 4ème année	0.30	0.25	" 4th year	0.30	0.25
Finisseurs en ciment	0.50	0.30	Ciment finishers	0.50	0.30
Electriciens:			Electricians:		
Entrepreneurs (services personnels)	0.65	0.60	Contractors (personal services)	0.65	0.60
Compagnons	0.50	0.40	Journemen	0.50	0.40
Apprentis, 1ère année	0.15	0.15	Apprentices, 1st year	0.15	0.15
" 2ème année	0.20	0.20	" 2nd year	0.20	0.20
" 3ème année	0.25	0.25	" 3rd year	0.25	0.25
" 4ème année	0.35	0.30	" 4th year	0.35	0.30
Porteurs d'oiseau	0.35	0.30	Hod carriers	0.35	0.30
Brasseurs de célanite	0.35	0.30	Celanite mixers	0.35	0.30
Brasseurs de mortier	0.35	0.30	Mortar makers	0.35	0.30
Journaliers (non-qualifiés)	0.30	0.25	Labourers (non-qualified)	0.30	0.25
Latteurs (bois et métal)	0.40	0.35	Lathers (wood and metal)	0.40	0.35
Travailleurs en fer, armature	0.40	.....	Iron workers, frame	0.40	.....
Poseurs de paravents (bois et métal) châssis, fenêtres, divisions en acier	0.50	0.40	Erectors of windows, sashes, screens, wood or metal, steel partitions	0.50	0.40
Poseurs de "weather strip"	0.50	0.40	Erectors of weather strips	0.50	0.40
Poseurs de marbre	0.50	0.40	Marble setters	0.50	0.40
Poseurs de tuile et terrazo	0.50	0.40	Tile and terrazo setters	0.50	0.40
Driller	0.40	0.35	Driller	0.40	0.35
Opérateurs de pelle à vapeur, gazoline ou électrique	0.60	0.50	Enginemen—steam, gasoline or electric shovel	0.60	0.50
Opérateurs de grue	0.50	0.45	Enginemen—hoist	0.50	0.45
Opérateurs de malaxeurs à gazoline ou à vapeur	0.45	0.35	Enginemen—gas or steam mixer	0.45	0.35
Opérateurs de compresseur	0.45	0.35	Enginemen—compressor	0.45	0.35
Chauffeurs (construction)	0.45	0.35	Firemen—construction	0.45	0.35
Mécanicien de machine fixe ou portative	0.50	0.40	Stationary enginemen and mechanics	0.50	0.40
Calfats	0.40	0.30	Calkers	0.40	0.30
Travailleurs en fer structural	0.60	0.60	Structural iron workers	0.40	0.60
Travailleurs en fer ornemental	0.55	0.55	Ornamental iron workers	0.55	0.55
Ferblantiers-couvreurs:			Tinsmiths-roofers:		
Entrepreneurs (services personnels)	0.65	0.60	Contractors (personal services)	0.65	0.60

Métiers	Zone I	Zone II	Trades	Zone I	Zone II
Compagnons.....	0.50	0.50	Journeymen.....	0.50	0.50
Apprentis, 1ère année.....	0.15	0.15	Apprentices, 1st year.....	0.15	0.15
“ 2ième année.....	0.25	0.25	“ 2nd year.....	0.25	0.25
“ 3ième année.....	0.35	0.35	“ 3rd year.....	0.35	0.35
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage:			Plumbers and steamfitters:		
Entrepreneurs (services personnels).....	0.65	0.60	Contractors (personal services).....	0.65	0.60
Compagnons.....	0.50	0.50	Journeymen.....	0.50	0.50
Apprentis, 1ère année.....	0.15	0.15	Apprentices, 1st year.....	0.15	0.15
“ 2ième année.....	0.25	0.25	“ 2nd year.....	0.25	0.25
“ 3ième année.....	0.35	0.35	“ 3rd year.....	0.35	0.35

IV. *Durée du travail*: a. La durée du travail sera de huit heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; la semaine sera de quarante-huit (48) heures conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel No 1635 du 3 juin 1936 en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, chapitre 40) établissant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

b. Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires sera payé temps et demi.

c. Les ouvriers seront payés chaque semaine, si payés par chèque, échange sera compris. Les frais de déplacement des ouvriers envoyés en dehors du lieu de résidence de l'employé, le transport et la pension seront à la charge de l'employeur sans pour cela que le salaire de l'employé soit réduit.

d. Il n'y aura pas de travail les dimanches et fêtes d'obligation, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail; en cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là sera rémunéré à raison de temps double.

V. Quelle que soit la nature du contrat individuel de travail intervenu, c'est-à-dire qu'il s'agisse de travaux exécutés à forfait (job) ou autrement et que ce contrat soit intervenu entre un particulier ou un employeur et un salarié, ce dernier a droit à une rémunération eu égard au nombre des heures de travail et au métier exercé, égale à celle à laquelle il aurait droit en vertu du taux de salaire et des dispositions du présent décret déclaré obligatoire en vertu de l'article 3 de la Loi ces conventions collectives de travail.

VI. Les compagnons qui en raison de leur âge ou pour cause d'infirmité ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au bureau des examinateurs du Comité conjoint pour le métier intéressé, lequel bureau pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle des salaires pour chacun des cas soumis à son attention; toutefois, un rabais de pas plus de dix sous de l'heure devra être autorisé. Sur un chantier ou boutique déterminé la proportion des ouvriers de cette catégorie ne dépassera pas un par dix compagnons qualifiés ou fraction de ce nombre.

VII. Il est expressément stipulé que tout contrat entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet.

VIII. Il est particulièrement stipulé et convenu que tout travail urgent ou spécial, lequel pour raison suffisante, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail mentionnées à l'article IV du présent décret, pourra être exécuté en d'autres périodes de la journée sous permis approuvé par le comité conjoint des métiers de la construction de Joliette. Ces travaux seront assujettis aux taux réguliers de salaire. Toutefois, l'exemption accordée par le présent

IV. *Duration of labour*: a. The duration of labour shall be of eight (8) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.; the week shall consist of forty-eight (48) hours in conformity with the provisions of Order-in-Council No. 1635 of the 3rd of June, 1936 under the Act relating to the limitation of working hours (23 Geo. V, chapter 40), establishing the 8-hour day and the 48-hour week.

b. Any work done outside the regular hours shall be paid time and a half.

c. Workmen shall be paid weekly and if cheques are used the exchange shall be included. Transportation and boarding expenses of workmen required to work outside their residence shall be paid by the employer without any reduction on the wages.

d. There shall be no work on Sundays and on holidays, on the St. John Baptist Day and on the Labour Day; when work is to be performed on those days, double time shall be paid for such work.

V. No matter what may be the form or nature of the individual labour contract entered into, that is to say, job or otherwise, and that such contract be entered into between an individual or an employer and an employee, the latter is entitled to a remuneration with regard to the working hours and work done, equivalent to that to which he is entitled in virtue of the rate of wages and the provisions of the present decree rendered obligatory by an Order-in-Council and enacted by the provisions of Section 3 of the Collective Labour Agreements' Act.

VI. Journeymen who, due to advanced age or infirmity, are unable to give the service of a competent worker, may have their case referred to the Board of Examinators of the Joint Committee for the contemplated trade, which Board may, if expedient, revise scale of wages for each of the cases submitted to its attention; however a rebate of not more than ten cents per hour shall be authorized. In determined plant or determined shop the proportion of workmen of this category should not be more than one per ten qualified journeymen or fraction thereof.

VII. It is expressly stipulated that any contract entered into between an employer and one or more employees on a piece work basis shall have no effect.

VIII. It is specially stipulated and agreed that any special or urgent work, which on account of sufficient reason, cannot be executed during the daily working periods mentioned in Section IV of the present decree, shall be executed at any other time of the day after having obtained a permit from the Joint Committee of the building trades of Joliette. Those works shall be governed by the regular rates of wages. However, the herein mentioned exemption does not exist in

article ne vaut pas dans le cas des métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage et de mécanicien en tuyauterie.

IX. Apprenticeship: a. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction mentionnés à l'article III, ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus, ni ne devra être âgé de plus de 25 ans; toutefois, le comité conjoint, sur requête de l'apprenti intéressé, avec la recommandation de l'organisation professionnelle à laquelle celui-ci appartient, pourra admettre à l'apprentissage un candidat âgé de plus de 25 ans, qui pour des raisons graves n'a pu commencer son apprentissage avant cet âge.

b. Le comité conjoint tiendra un registre qui devra mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il devra contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti; le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs subséquents jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

c. L'organisation professionnelle partie à la présente convention, par l'intermédiaire de son conseil, aura le droit de faire l'enregistrement des apprentis qui sont devenus ses membres.

Ladite organisation professionnelle devra cependant à chaque trimestre précisé par le comité conjoint, faire rapport complet sur les dossiers des apprentis, par elle enregistrés. Ces rapports seront compilés et centralisés par le comité conjoint.

d. Le comité conjoint des métiers de la construction et l'organisation professionnelle habilitée qui désire contrôler l'apprentissage de ses membres, devra fournir à chaque apprenti un livre dit "livret d'apprentissage," qui devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs ou les employés devront indiquer sous leur signature, les dates de commencement ou de cessation du service de l'apprenti.

Les livrets d'apprentissage devront être uniformes, qu'ils soient émis directement par le comité conjoint ou par l'organisation professionnelle habilitée; ces livrets, toutefois, devront porter le sceau de l'association ou corporation des émetteurs.

e. Pour les métiers de briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier, et peintre, il n'y aura qu'un apprenti par cinq compagnons ou fraction de cinq.

Pour les plombiers, poseurs d'appareils de chauffage et ferblantiers, il n'y aura qu'un seul apprenti par compagnon.

f. Aucun employeur ne sera obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté ne serait pas suffisant. L'employeur aura aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux usages généralement requis des apprentis de métier.

g. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

h. Si un apprenti a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur de l'arrêté ministériel ratifiant le présent décret, il fournira au comité conjoint ou à l'organisation professionnelle autorisée, un état des périodes du temps qu'il a servi chez un employeur;

the cases of the trades of plumber and steamfitter and of pipe-mechanic.

IX. Apprenticeship: a. No apprentice in one or the other of the building trades herein mentioned in Section III, shall begin his apprenticeship before 16 years nor after 25 years; however, the Joint Committee on the request of the interested apprentice supplemented by the recommendation of the professional union of which he is a member, may authorize a candidate of more than 25 years to begin his apprenticeship provided he could not begin his apprenticeship before that age on account of serious reasons.

b. The Joint Committee shall keep a proper register in which shall be mentioned the name, age and address of the apprentice, the date on which the apprentice began his apprenticeship; shall also be mentioned together with the proof of the continuity of the training of the apprentice; shall also be mentioned the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period apprenticeship hereinafter determined for his trade.

c. The professional organization party to the present agreement, through the medium of its trade council shall have the right to register the apprentices becoming members of their association.

The said professional organization shall, however, at such 3 months' period determined by the Joint Committee, present a complete report on the files of the apprentices registered by them; such report shall be compiled and centralized by the Joint Committee.

d. The Joint Committee of the buildings trade or the professional organization authorized to do so, wishing to control the apprenticeship of its members shall give to each apprentice a booklet called "apprenticeship book", in which shall be mentioned the period of work given under each employer. The employers or the employees shall state, under their signature, the date on which the service of the apprentice has begun and ended.

Apprenticeship books shall be standard whether they be issued directly by the Joint Committee or by the professional organization authorized to do so; however, such booklet shall bear the seal of the association or organization by which they are issued.

e. For the trades of bricklayer, mason, plasterer, carpenter-joiner and painter, there shall be but one apprentice for each five journeymen or fraction thereof.

For the plumbers, steamfitters and tinsmiths, there shall be but one apprentice per journeyman.

f. No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work should not prove satisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter should give evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

g. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present decree.

h. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the Order-in-Council approving the present decree, he shall present to the Joint Committee or to the authorized organization a statement of the period of time he has worked

il devra fournir un affidavit de ses déclarations. Celles-ci seront consignées dans le registre de l'apprentissage de l'association ou du comité conjoint.

i. Les heures de travail des apprentis devront être conformes aux dispositions des arrêtés ministériels pris en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail.

j. Au terme de son apprentissage, l'apprenti devra subir un examen quant à sa compétence devant un bureau d'examineurs, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail et des arrêtés ministériels adoptés en exécution d'icelle.

k. L'apprenti devra rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il devra prendre soin des outils et matériaux que l'employeur mettra à sa disposition. Il devra motiver ses absences à son travail et s'il néglige de ce faire, le comité aura l'autorisation de rayer son nom du livre des registres.

l. L'employeur devra notifier immédiatement le comité conjoint de l'entrée en apprentissage d'un employé.

m. Le comité conjoint aura juridiction sur les apprentis ci-haut mentionnés compris dans les comtés de Joliette, Montcalm et Berthier et tout autre territoire sur lequel le comité conjoint pourrait avoir juridiction.

n. Le comité conjoint et l'organisation professionnelle autorisée auront le pouvoir de demander la preuve de l'âge de l'apprenti ainsi qu'un certificat médical sur sa santé montrant qu'il peut s'engager à l'apprentissage d'un métier quelconque.

o. Le travail supplémentaire de l'apprenti sera rémunéré à raison de salaire et demi par rapport au salaire régulier selon les dispositions établies par le présent décret pour les ouvriers compétents.

p. L'employeur s'efforcera d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

q. Dans le cas où les termes de cette entente entreraient en conflit de quelque manière que ce soit avec aucun des statuts de la Province de Québec régissant certains métiers tels que les métiers d'électriciens et de mécaniciens en tuyauterie, ces statuts auront force légale.

X. *Ouvriers préposés à l'entretien*: a. Les mots "ouvriers préposés à l'entretien" signifient et comprennent tout ouvrier qualifié (de métier) ou non-qualifié de l'industrie du bâtiment qui est engagé à l'année par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles; toutefois, pour les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, l'ouvrier préposé à l'entretien devra toujours être détenteur d'une licence conformément aux statuts qui régissent ces métiers. Toutefois, ne sera pas considéré comme travail d'entretien la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

b. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvroirs, à l'exception des cimetières bénéficieront des conditions de travail suivantes:

	Par semaine
Compagnons	\$18.00
Journaliers (ouvriers non-qualifiés)	12.00

c. Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou

for an employer; he shall give an affidavit of his statement. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the association or of the Joint Committee.

i. Hours of labour of apprentices shall be in conformity with the provisions of the Order-in-Council under the Act respecting the limiting of working hours.

j. After his period of apprenticeship the apprentice shall undergo an examination respecting his competency before a Board of examiners, in conformity with the provisions of the Collective Agreements' Act and of the Orders-in-Council under its authority.

k. The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and the materials furnished by his employer. He shall give the reasons for being away from work and in the fault to do so, the Joint Committee shall be authorized to strike his name out of the register book.

l. The employer shall notify immediately the Joint Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

m. The Joint Committee shall have jurisdiction over the hereinabove apprentices and in the counties of Joliette, Montcalm and Berthier and any other territory over which the Joint Committee might have jurisdiction.

n. The Joint Committee and the authorized profession organization may request the proof of the age of the apprentice together with a health certificate proving that he may take up apprenticeship in a given trade.

o. Overtime made by an apprentice shall be paid time and a half with respect to the regular wage according to the provisions of the collective labour agreement relating to qualified workmen.

p. The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

q. Should the provisions of the present agreement be contradictory in any way with any of the statutes of the Province of Quebec governing various trades, such as the trade of electrician and of pipe-mechanic, such statutes shall have a legal authority.

X. *Maintenance men*: a. The term "maintenance men" shall signify and comprise any skilled tradesman or unskilled workman of the building trades employed throughout the year by the same employer, and engaged upon the upkeep of building property; however, for the trades of electrician and pipe-mechanic, the maintenance man must always hold a license in conformity with the statutes governing such trades. However, no new construction or reconstruction or reinstallation of any unit in any building shall be construed as maintenance work.

b. Maintenance men employed in churches, chapels, or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, charity workrooms (*ouvroirs*) with the exception of cemeteries, shall be paid the following minimum wage rates:

	Per week
Journeymen	\$18.00
Labourers (non-qualified)	12.00

c. Maintenance men employed in office or public buildings, apartment buildings or dwelling

de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés le taux de salaire minimum suivant:

	<i>Par semaine</i>
Compagnons.....	\$18.00
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	12.00

d. La durée maximum du travail pour les hommes préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail.

e. Tout travail supplémentaire effectué par des hommes préposés à l'entretien sera rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la première liste des métiers ci-dessus mentionnés.

f. Les ouvriers préposés à l'entretien, qui, à cause de la nature de leur emploi sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles sont par les présentes exclus des taux de salaires pour travail supplémentaire.

g. Les employeurs peuvent déduire du salaire de l'ouvrier préposé à l'entretien \$3.00 par mois et par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de vingt-cinq cents (\$0.25) par repas est autorisée si l'ouvrier est pensionné dans l'établissement.

XI. Il est expressément stipulé que les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant cette requête, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret, mais pour les fins de ces contrats, aux conditions établies par la convention collective en vigueur lors de la date de leur signature, cette convention étant seulement prolongée et maintenue en force jusqu'à la fin des travaux prévus par lesdits contrats.

XII. Le présent décret sera en force à compter du 1er avril 1938 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1939. Il se renouvellera automatiquement à l'expiration de cette période de temps, à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de le faire modifier ou de l'abroger, le ou avant le 1er février de chaque année; ces modifications ou cette abrogation deviendront en vigueur le 1er avril suivant.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

2429-o

houses of any kind and in hotels, factories or manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum wage rates:

	<i>Per week</i>
Journeymen.....	\$18.00
Labourers (non-qualified).....	12.00

d. The maximum hours of labour in respect of maintenance men shall be forty-eight (48) per week without any daily limitation of the duration of labour.

e. Overtime work performed by maintenance men shall be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular trade classification concerned, as set forth in the first list of trades first hereinbefore described.

f. Maintenance men who are required by the nature of their employment to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of building property, are hereby excluded from overtime rates of wages.

g. Employers may charge a maximum rate of \$3.00 per month per room rent where maintenance employees live within the establishment and a maximum of twenty-five cents (\$0.25) for each meal if the employee is boarded therein.

XI. It is expressly stipulated that building contracts granted and signed before the adoption of the Order-in-Council approving the said request shall not be subject to the provision of the present decree, but shall remain governed by the provisions of the collective labour agreement in force on the date of their signature, the said collective labour agreement being for the purposes only of these contracts, extended and considered as being in force until the completion of the works contemplated by the said contracts.

XII. The present decree shall be in force from the 1st of April, 1938, and shall remain in force until the 31st of March, 1939. It shall renew itself automatically at the expiration of the said period of time, unless one of the parties hereto has notified the other party of its intention of amending or repealing same, on or before the 1st of February of each year; the said amendments or repeal shall come into force the 1st of April following.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2430-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 7 mai 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concernant l'Association des Taverniers de la cité de Québec et du district Inc., et le Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec.

Concerning the "Association des Taverniers de la Cité de Québec et du District Inc.", and the "Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec".

No 695

No. 695

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des Conventions collectives de Travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), l'Association des Taverniers de la cité de Québec et du District Inc., et le Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la cité de Québec, lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52) "L'Association des Taverniers de la Cité de Québec et du District Inc.", and "Le Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec", have jointly presented him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

L'Association des Taverniers de la cité de Québec et du district Inc.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la cité de Québec, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Attendu que les dispositions relatives aux salaires et à la durée du travail pour l'industrie visée et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérante;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

Recommande son acceptation conformément aux prescriptions de l'article 6 de ladite loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 mars 1938:

1. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le mot "taverne" signifie et comprend l'établissement spécialement approprié à la vente, au verre, et à la consommation sur place, des bières de toutes sortes.

b. Le mot "tavernier" désigne et comprend le propriétaire de l'établissement défini au paragraphe "a" du présent article.

c. Le mot "commis de comptoir" désigne et comprend tous les employés qui sont chargés de distribuer aux commis de table la bière en fût ou en bouteille et l'enregistrement à la caisse du prix de vente de tout produit sortant du comptoir de leur taverne.

d. Le mot "commis de table" désigne et comprend les employés servant les clients aux tables, et ayant au moins 12 mois d'expérience dans ce service.

e. Le mot "commis supplémentaire" désigne et comprend tout commis de comptoir et commis de table faisant moins de soixante (60) heures de travail par semaine.

f. Le mot "débutant sans expérience" désigne et comprend tout employé ayant moins de 12 mois d'expérience dans le service des tavernes.

II. *Juridiction a. Professionnelle*: Pour les fins du présent décret, la juridiction professionnelle désigne et comprend toutes personnes employées par un tavernier dans sa taverne pour les fins de son commerce.

b. *Territoriale*: La juridiction territoriale, pour les fins du présent décret, comprend la cité de Québec.

III. *Salaires*: a. Les taux minima de salaire seront les suivants:

	Par semaine
Commis de comptoir.....	\$18.00
Commis de table.....	16.00
Débutants sans expérience:	
Premier trois mois.....	12.00
Les neuf mois suivants.....	14.00

b. Tout commis supplémentaire appelé à travailler aura droit au salaire d'au moins deux heures par appel, et le taux de salaire ne devra pas être inférieur à \$0.30 de l'heure pour les vingt premières heures de travail de la semaine; toutefois, si ce commis supplémentaire fait plus de

ON THE ONE PART:

"L'Association des Taverniers de la Cité de Québec et du District Inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique des Employés de Tavernes de la Cité de Québec", be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry concerned;

Whereas the provisions relating to the wages and to the duration of labour for the contemplated industry and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act with however the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 19th of March, 1938:

1. *Definition*: For the purposes of the present decree, the hereinafter given terms shall have the following significations:

a. The word "tavern" signifies and comprises any establishments specially affected to the selling of beer of all kinds to be drunk on place.

b. The term "tavern keeper" designates and comprises the owner of the establishment defined in paragraph "a" of the present Section.

c. The term "barman" designates and comprises all the employees charges with the distribution to the waiters of beer on draught or in bottle and the registering in the cash of the sale price of every product taken out the tavern bar.

d. The word "waiter" designates and comprises the employees giving service to customers at tables, and having at least a 12-month experience in such service.

e. The term "extra men" designates and comprises any barman and/or any waiter working less than sixty (60) hours per week.

f. The term "beginner without experience" designates and comprises any employee having less than 12 months experience of work in taverns.

II. *Jurisdiction*: a. *Professional*: For the purposes of the present decree, the professional jurisdiction designates and comprises any person employed by a tavern keeper in his tavern to carry on his business.

b. *Territorial*: The territorial jurisdiction of this decree comprises the City of Quebec.

III. *Wages*: a. The minimum rates of wages shall be the following:

	Per week
Barman.....	\$18.00
Waiter.....	16.00
Beginner without experience:	
1st three months.....	\$12.00
Following nine months.....	14.00

b. Any extra employee required to work shall be entitled to a minimum 2-hour wages for each call, such rate of wages not being less than \$0.30 per hour for the first twenty (20) working hours of the week; however, if such extra employee work more than twenty (20) hours during a week,

vingt (20) heures de travail dans sa semaine, il sera rémunéré au taux de \$0.26 de l'heure pour la vingt et unième heure et les suivantes.

IV. Durée du travail: La durée d'une semaine régulière de travail sera de soixante (60) heures réparties au cours de la semaine au gré du patron, et tout employé faisant plus de soixante (60) heures de travail par semaine aura droit à temps et quart. Les employés auront droit à une heure de liberté pour le dîner et une heure pour le souper. De plus, il est convenu qu'un patron ne pourra forcer son employé à travailler plus de 60 heures par semaine.

V. Conditions générales de travail: a. Il est stipulé et convenu que si les commis de taverne sont forcés de porter des uniformes spéciaux, ces uniformes seront fournis et blanchis aux charges du patron, sans frais pour l'employé; dans le cas de costumes-uniformes, le patron pourra les vendre à ses employés à prix coûtant (ne pouvant dépasser trois dollars).

b. Il est stipulé que pour avoir le droit d'employer un débutant sans expérience, un tavernier devra avoir au moins deux employés réguliers dans sa taverne; le tavernier ne sera pas considéré comme employé.

c. Il est stipulé et convenu que le commis de table appelé à remplacer le commis de comptoir aux heures de repas ou lors de son congé hebdomadaire, sera rémunéré conformément au salaire convenu pour ce commis de table.

d. Le pourboire, quelque forme qu'il prenne, est la propriété exclusive de l'employé; le patron ne pourra le retenir ou s'en servir comme partie du salaire, même avec le consentement de l'employé.

VI. Gîte et couvert: Si l'employeur fournit le gîte et le couvert à son employé, il pourra déduire \$1.50 par semaine dans le premier cas et \$0.20 par repas pris dans le second cas.

VII. Age: Aucun employé assujéti à la présente convention ne devra être âgé de moins de 20 ans.

VIII. En vue de faciliter les conditions de travail, les employeurs et les employés stipulent et conviennent de servir la bière en fût dans des verres d'une capacité uniforme ne devant pas excéder huit onces.

IX. Il est convenu qu'un Comité Conjoint sera formé et que ce Comité sera chargé de la mise en exécution de présent décret en vertu des dispositions de la Loi des conventions collectives de travail. En outre, les inspecteurs à l'emploi du Comité Conjoint chargé de la mise à exécution du présent décret auront le droit de visiter toute taverne régie par ce décret, sans avis préalable, et durant telle visite ils auront le droit de vérifier la capacité des verres servis aux clients et le prix par eux payé.

X. Durée du décret: Le présent décret deviendra en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête; ce décret se renouvellera automatiquement chaque année à compter du 1er mai 1939, à moins que les parties contractantes donnent avis aux autres parties de leur intention de le modifier ou de le révoquer au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du terme du dit décret.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

2431-o

he shall receive \$0.26 per hour for his 21st hours and the following.

IV. Duration of Labour: The regular weekly duration shall be of sixty (60) hours, distributed during the course of the week as determined by the employer, and any employee working more than sixty (60) hours per week shall be paid time and a quarter. The employees shall be given one hour off for lunch and one hour off for the evening meal. Moreover, it is understood that an employer cannot compel an employee to work more than 60 hours per week.

V. General working provisions: a. It is agreed and understood that if the tavern employees are required to wear special uniforms, such uniforms shall be paid and washed by the employer, without any expense for the employee; in the case of full uniforms, the employer may sell them to the employees at cost price (not exceeding \$3.00).

b. It is stipulated that, to be entitled to employ a beginner without experience, a tavern keeper must have at least two regular employees in his employ; the tavern keeper shall not be considered as an employee.

c. It is stipulated and understood that when a waiter is required to replace the barman during meal hours or during the weekly holiday, he shall receive the waged agreed upon for the said barman.

d. The tip, whatever it may be, is the exclusive property of the employee; the employer shall not retain same and use it as a part of the wages, even with the consent of the employee.

VI. Room and board: If the employer furnishes board and room to his employee he may deduct from the latter's salary, \$1.50 per week in the first case and \$0.20 per meal in the second case.

VII. Age: No employee governed by this decree shall be accepted if he is not at least 20 years of age.

VIII. In a view to render the conditions of labour easier, the employers and the employees stipulate and agree to sell beer on draught in glasses of a uniform capacity never exceeding eight ounces.

IX. It is agreed that a Joint Committee shall be formed to enforce the present decree under the provisions of the Act respecting workmen's wages. Furthermore, the inspectors working for the Joint Committee for the enforcement of the present decree, shall have the right to visit any tavern governed by this decree, without any previous notice, and during such visit they shall have the right to verify the capacity of the glasses served to the customers and the price paid for same.

X. Duration of the decree: The present decree shall come into force from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving the present request; it shall renew itself automatically each year beginning with the 1st of May 1939, unless one of the contracting parties gives notice to the other party of its intention, to modify or repeal same as least ninety days prior to its expiration.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2432-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approve by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concernant "The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.", le Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal, et "The National Shoe Repairers Protective Association Inc." et "The Montreal and District Shoe Repairers Employees Union".

Concerning the Montreal and Provincial Shoe Repairers Association, Inc., the "Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal," and The National Shoe Repairers Protective Association Inc., and The Montreal and District Shoe Repairers Employees Union.

No 691

No. 691

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), "The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.," Le Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal, et "The National Shoe Repairers Protective Association Inc.," et "The Montreal and District Shoe Repairers Employees Union", lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49 amended by 2 Geo. VI, chapter 52), The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc., "Le Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal," and The National Shoe Repairers Protective Association Inc., and The Montreal and District Shoe Repairers Employees Union have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between,

D'UNE PART:

"The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc."

Le Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal,

"The National Shoe Repairers Protective Association, Inc.",

ON THE ONE PART:

The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.

"Le Syndicat des Maîtres-Cordonniers de Montréal,"

The National Shoe Repairers Protective Association, Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

"The Montreal and District Shoe Repairers Employees Union, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 mars 1938.

I. Définitions: a. Un ouvrier qualifié est celui qui a fait au moins 3 années d'apprentissage soit comme apprenti, soit comme ouvrier.

b. Un apprenti est celui qui a moins de 3 ans d'expérience dans le métier.

c. Un artisan est celui qui possède, gère, dirige, ou tient un atelier de réparation de chaussures ou qui travaille seul dans un atelier lui appartenant ou appartenant à une autre personne; il sera entendu qu'il n'y aura qu'un artisan pour chaque atelier de réparation.

Lorsque dans un atelier il y a un propriétaire et un surveillant, le propriétaire sera supposé être l'artisan et le surveillant sera considéré comme l'employé.

d. Le mot "service" comprendra la fourniture

And, ON THE OTHER PART:

The Montreal and district Shoe Repairers Employees Union, be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act, with however, the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 12th of March 1938:

I. Definitions: a. A qualified workman is one having at least 3 years experience either as apprentice or workman.

b. An apprentice is one having less than 3 years experience in the trade.

c. An artisan is one who owns, manages, supervises or operates a shoe repair shop or works alone in a shop, whether owned by him or by someone else; there shall be deemed to be only one artisan to every shoe repair shop.

Where in a shop there are an owner and a supervisor, the owner shall be deemed to be the artisan and the supervisor shall be deemed to be an employee.

d. The word "services" shall include the sup-

du matériel nécessaire, de même que le posage et le finissage de ce matériel sur la chaussure.

e. Le mot "cordonnier" pour les fins du présent décret comprend et désigne toute personne qui remet les chaussures usagées à neuf ainsi que toute personne qui teint les chaussures ou bottines et toute personne qui engage pour elle-même, à l'heure, à la semaine ou à forfait, les services personnels d'un artisan, d'un ouvrier qualifié ou d'un apprenti.

Toute personne qui teint les chaussures ou bottines tombera sous la juridiction du Comité conjoint gouvernant ce métier et régi par ce décret.

II. *Jurisdiction territoriale*: Ce décret ne régit que les les cordonniers et leurs employés faisant affaires dans l'île de Montréal

Toutefois, seront assujettis aux présentes dispositions, tous les ateliers exerçant leurs activités dans un rayon de 10 milles de l'île de Montréal si, d'après l'estimation du comité conjoint, ces ateliers sollicitent ou reçoivent une partie notable de leurs commandes des citoyens de l'île de Montréal.

III. *Jurisdiction industrielle*: a. Il y aura trois classes d'employés:

Classe No 1: Tout ouvrier se rapprochant de la 1ère classe qui travaille sur l'établi et également sur la machine à coudre.

Classe No 2: Tout ouvrier d'établi de première classe incapable de travailler sur la machine à coudre ou non préposé à ce travail.

Classe No 3: Un travailleur expérimenté non compris dans les deux classes ci-haut et aussi comprenant un travailleur expérimenté travaillant sur des chaussures de seconde main.

Il y aura trois classes d'apprentis:

Classe No 4: Les apprentis ayant au moins 2 ans d'expérience;

Classe No 5: Les apprentis ayant au moins 1 an d'expérience;

Classe No 6: Les apprentis ayant moins de 1 an d'expérience.

b. Il est entendu que le bureau des examinateurs qui sera nommé par le comité conjoint aura le droit d'octroyer aux employés ou aux apprentis, un degré plus ou moins élevé de compétence et de le classer dans n'importe quelle des classes ci-dessus mentionnées, comme il sera jugé à propos.

c. Le nombre des apprentis dans les ateliers de réparation de chaussures dans lequel il y a un ouvrier expérimenté et pas plus de trois, sera limité à un et dans les ateliers où il y a plus de trois ouvriers expérimentés, le nombre des apprentis sera limité à un pour chaque trois ouvriers expérimentés et un apprenti additionnel quand le nombre excédera trois ou fraction de ce nombre.

IV. *Salaires*: a. Les salaires des ouvriers seront les suivants:

	Par semaine
Ceux de la classe 1.....	\$21.00
Ceux de la classe 2.....	18.00
Ceux de la classe 3.....	16.00
Ceux de la classe 4.....	10.00
Ceux de la classe 5.....	8.00
Ceux de la classe 6.....	6.00

b. Durant les mois d'hiver, c'est-à-dire du 1er janvier au 31 mars de chaque année, les ouvriers des classes 1, 2 et 3 recevront les salaires ci-dessus, moins une diminution de \$3.00 par semaine à l'exception des ouvriers travaillant dans les ateliers de réparation de chaussures de seconde main qui recevront, tout le temps, le

plying of the necessary material, as well as the adjustment of same to the boot or shoe and the completion thereof.

e. The words "shoe repairer" for the purpose of the present decree, comprise and designate second hand shoe or boot renovators, also dyers of shoes or boots, also any person who hires for herself by the hour, by the week, or by the job, the personal services of an artisan, experienced workman or apprentice.

Whenever any person dyes shoes or boots, he shall be considered when doing such to come under the jurisdiction of the Joint Committee governing this trade, and to be subject to this decree.

II. *Territorial jurisdiction*: This decree shall bind only shoe repairers and their employees operating on the Island of Montreal.

However, are also governed by these provisions all establishments operating within a radius of 10 miles from the limits of the Island of Montreal, if such establishments solicit or obtain the greatest proportion of their orders, according to the opinion of the Joint Committee, from citizens of the Island of Montreal.

III. *Industrial jurisdiction*: a. There shall be three categories of workmen:

Category No. 1: All around first class workers who work on the bench and also on the stitcher.

Category No. 2: All first class bench workers unable to work on the stitcher or not appointed for such work.

Category No. 3: An experienced workman, not in the above two categories, and also to include an experienced workman working on second hand shoes.

There shall be three categories of apprentices:

Category No. 4: Those apprentices having at least 2 years experience.

Category No. 5: Those apprentices having at least 1 year experience.

Category No. 6: Those apprentices having less than 1 year experience.

b. It is understood that the Board of Examiners, to be appointed by the Joint Committee shall have the right to grant a workman or apprentice a higher or lower standard of competency and to place him in either of the foregoing categories as it shall see fit.

c. The number of apprentices in shoe repair shops, in which there is one experience workman and not more than three, shall be limited to one, and in shops in which there are more than three experienced workmen, the number of apprentices shall be limited to one for every three experienced workmen and one additional apprentice where the number exceeds three or a multiple thereof.

IV. *Wages*: a. The wages of workmen shall be the following:

	Per week
Those in category 1 shall receive.....	\$21.00
Those in category 2 shall receive.....	18.00
Those in category 3 shall receive.....	16.00
Those in category 4 shall receive.....	10.00
Those in category 5 shall receive.....	8.00
Those in category 6 shall receive.....	6.00

b. During the winter months, namely from January 1st to March 31st of each year, those in categories 1, 2 and 3 shall receive a minimum of \$3.00 per week less than the wages aforementioned, with the exception of workmen, employed in second hand shoe repair shops, who shall at all times receive the minimum of \$16.00 per week no

salaire minimum de \$16.00 par semaine, sans tenir compte à laquelle des trois premières classes ils appartiennent.

c. Ces salaires seront basés sur une semaine de travail de 58 heures devant être réparties de la façon qui plaira à l'employeur. Si l'employé travaille plus de 58 heures par semaine, il sera rémunéré pour son temps supplémentaire sur la même base horaire de la semaine de 58 heures.

V. *Taux à charger*: Aucun cordonnier ne pourra charger moins que les taux suivants pour chacune des réparations suivantes:

matter to which of the first three categories he shall belong.

c. Those wages shall be based on a 58-hour week to be distributed per week in such manner as it shall please the employers. If he works longer than 58 hours per week, he shall be paid for overtime on the same basis as he is paid per hour for his 58-hour week.

V. *Prices for labor*: No shoe repairer shall be allowed to charge less than the following rates for each of the following services:

Chaussures d'hommes

Talons de cuir ou caoutchouc.....	\$0 50
Talons de cuir avec fers militaires.....	0 65
Demi semelles en cuir ou caoutchouc, cousues ou clouées.....	1 00
Semelles complètes en cuir ou caoutchouc, clouées ou cousues, sans talons.....	1 75
Petits bouts semelles cousus ou cloués.....	0 40
Bouts de talons ou de semelles, claques ou pardessus.....	0 30
Toute pièce en cuir ou caoutchouc pour hommes, femmes et enfants.....	0 10
Grappins pour glace, hommes, femmes ou enfants.....	0 50
Teinture chaussures en noir.....	0 50
Teinture chaussures en couleur.....	0 75

Souliers de femmes

Demi semelles, clouées.....	0 65
Demi semelles, cousues ou cimentées.....	0 75
Semelles complètes, cousues ou cimentées, sans talons.....	1 75
Teintures de souliers en noir.....	0 40
Teinture de souliers en couleur.....	0 75
Talons de claques, rainettes ou pardessus.....	0 35
Posage de fourrure sur couvre-chaussures.....	1 00
Talons complets en bois couverts de celluloid, cuir ou duco.....	0 75
Talons de cuir (un rang).....	0 25
Talons de caoutchouc en feuilles.....	0 25
Talons de caoutchouc en boîtes.....	0 35
Petits bouts de semelles cloués, cousus ou cimentés.....	0 25

Chaussures d'enfants (pointure 11 à 2)

Talons de cuir ou caoutchouc.....	0 35
Demi semelles en cuir ou caoutchouc, cousues ou clouées.....	0 60
Teinture chaussures en noir.....	0 35
Teinture chaussures en couleurs.....	0 75
Bouts de talons ou semelles sur claques ou pardessus.....	0 25

Chaussures pour garçons (pointure 1 à 3)

Talons en cuir ou caoutchouc.....	0 35
Demi semelles en caoutchouc ou en cuir, cousues ou clouées.....	0 75
Talons en cuir avec fers militaires.....	0 50
Bouts de semelles en cuir ou caoutchouc.....	0 25
Teinture chaussures en noir.....	0 40
Teinture chaussures en couleur.....	0 75
Bouts de talons ou semelles sur claques ou pardessus.....	0 30

Men's boots and shoes

Leather or rubber heels.....	\$ 0 50
Leather heels with military irons.....	0 65
Half soles in leather or rubber, sewed or nailed.....	1 00
Full soles in rubber or leather, nailed or sewed, without heels.....	1 75
Toe pieces, sewed or nailed.....	0 40
Tips of heels or soles on overshoes or rubbers.....	0 30
Patches on leather or rubber for men, women and children.....	0 10
Ice creepers for men, women and children.....	0 50
Dyeing shoes or boots in black.....	0 50
Dyeing shoes or boots in color.....	0 75

Ladies' Shoes

Half soles nailed.....	0 65
Half soles sewed or cemented.....	0 75
Full soles, sewed or cemented, without heels.....	1 75
Dyeing of shoes in black.....	0 40
Dyeing shoes in color.....	0 75
Heels on rubbers, rainettes or overshoes.....	0 35
Putting fur on overshoes.....	1 00
Full heels in wood covered with celluloid, leather or duco.....	0 75
Leather heels (top lifts).....	0 25
Rubber heels (slabs).....	0 25
Rubber heels boxed.....	0 35
Toe pieces, nailed, sewed or cemented.....	0 25

Children's shoes and boots (Sizes 11 to 2)

Leather or rubber heels.....	0 35
Half soles in leather or rubber, sewed or nailed.....	0 60
Boots or shoes dyed in black.....	0 35
Boots or shoes dyed in color.....	0 75
Tips or heels or soles on rubbers or overshoes.....	0 25

Boys' boots or shoes (Size 1 to 3)

Leather or rubber heels.....	0 35
Half soles in rubber or leather, sewed or nailed.....	0 75
Leather heels with military irons.....	0 50
Toe pieces in leather or rubber.....	0 25
Boots or shoes dyed in black.....	0 40
Boots or shoes dyed in color.....	0 75
Tips of heels or soles on rubbers or overshoes.....	0 30

Chaussures d'enfants (pointure 8½ à 10½)

Children's boots and shoes (Size 8½ to 10½)

Talons en cuir ou caoutchouc.....	0.25	Leather or rubber heels.....	0.25
Demi semelles cousues ou clouées.....	0.45	Half soles, sewed or nailed.....	0.45

Chaussures de garçons (pointures 4 à 5)

Boys' boots or shoes (Size 4 to 5)

Talons en cuir ou caoutchouc.....	0.40	Leather or rubber heels.....	0.40
Demi semelles, cuir ou caoutchouc, cousues ou clouées.....	0.85	Half soles, leather or rubber, sewed or nailed	0.85
Talons de cuir avec fers militaires.....	0.50	Leather heels with military irons.....	0.50
Bouts de semelles.....	0.35	Toe pieces.....	0.35
Teinture chaussures en noir.....	0.40	Boots or shoes dyed in black.....	0.40
Bouts de talons ou semelles sur claques ou pardessus.....	0.30	Tips of heels or soles on rubbers or overshoes	0.30
Fers militaires sur chaussures pour garçons et hommes.....	0.25	Military irons alone on boys and men's shoes or boots.....	0.25

Il est entendu que les prix ci-haut donnés sont des prix par paire de chaussures.

Il ne sera pas donné de primes avec les réparations.

VI. *Heures de travail*: a. Il est entendu que pour les fins présentes, tout atelier de réparation devra être fermé, excepté durant les heures de 8.00 a.m. à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine et les vendredi, entre 8.00 a.m. et 9.00 p.m., et le samedi entre 8.00 a.m. et 11 p.m.

b. La veille du jour précédent une fête légale ou religieuse, les cordonniers auront le droit de laisser leur atelier ouvert jusqu'à 11 p.m. pourvu que leur atelier soit fermé le jour suivant qui se trouve la fête légale ou religieuse, tel que ci-haut mentionné. Dans le cas d'ateliers de réparation, propriété de personnes professant la religion juive, qui doivent tenir leur atelier fermé du coucher du soleil au coucher du soleil, les jours de fêtes religieuses, il leur sera permis, le soir de la fin de cette fête religieuse, de tenir leur atelier de réparation ouvert jusqu'à 11.00 p.m.

c. Il est interdit de travailler dans un atelier de réparation alors que l'atelier est supposé être fermé, tel que susdit.

d. Dans les cas exceptionnels ou pour un travail urgent, le comité conjoint aura le droit d'octroyer un permis de temps supplémentaire pour du travail ne devant pas excéder deux heures par jour et en tout, six heures par semaine; aucun permis ne pourra autoriser du travail supplémentaire le samedi. L'artisan n'aura pas le droit de recevoir de commandes de travail durant les heures que son atelier est supposé être fermé, comme susdit.

e. L'employeur devra accorder à ses employés une heure, chaque jour, pour le repas du midi et les vendredi et samedi, une heure pour le souper, lesquelles heures ne devront être incluses dans les heures de travail.

VII. *Durée du décret*: Ce décret remplace la convention qui régit actuellement les métiers de la réparation de la chaussure sur l'île de Montréal, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 juillet 1937.

Ce décret sera en vigueur de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel le rendant obligatoire jusqu'au 31 juillet 1939, et il se renouvellera automatiquement chaque année, à moins qu'un avis écrit soit servi au ministère du Travail, au plus tard le 30 avril de n'importe quelle année, par n'importe laquelle des parties aux présentes, demandant que ledit décret se termine le 31 juillet de cette année.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

2439-o

The foregoing prices, it is understood, shall be the price per pair of shoes or boots.

Presents with repairs are forbidden.

VI. *Working hours*: a. It is understood that, for the present purposes, all repair shops must be closed except during the hours of 8 a.m. to 7 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday of each week, and on Friday between the hours of 8 a.m. and 9 p.m. and on Saturday between the hours of 8 a.m. and 11 p.m.

b. On the eve of a day before a legal or religious holiday, a shoe repairer shall be permitted to keep his shop open till 11 p.m., provided that his shoe repair shop be closed on the subsequent day which is a legal or religious holiday as afore mentioned. In the case of shoe repair shops owned by persons of the Jewish faith who shall keep their shops closed from sundown to sundown on a religious holiday, they shall be permitted on the evening of the termination of the religious holiday to keep their shoe repair shop open till 11 p.m.

c. No one shall be permitted to work in a shoe repair shop at the hours when his shop is supposed to be closed as aforementioned.

d. In case of urgent work or exceptional cases, the Joint Committee shall have the right to grant an overtime permit for overtime work not exceeding two hours per day and a total of six hours per week; no permit shall authorize overtime work on Saturday. The artisan shall have no right to receive orders for work at the hours when his shop is supposed to be closed as aforementioned.

e. The employers must grant their employees each day one hour off for their noon day meal, and on Friday and Saturday one hour off for their night meal, which hours shall not be included in their working hours.

VII. *Duration of the decree*. This decree replaces the agreement actually governing the shoe repair trade in the Island of Montreal published in the *Quebec Official Gazette* of July 31st, 1937.

This decree shall be in force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same, and shall continue until July 31st, 1939, and shall be renewed every year automatically, unless notice in writing is be given to the Department of Labour at the latest by April 30th of any year by any of the parties hereto requesting that the said decree shall terminate on July 31st of that year.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

2440-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 mai 1938.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concernant l'Association des constructeurs des Cantons de l'Est, l'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke, et le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Inc., le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville et le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville, Inc.

Concerning "l'Association des constructeurs des Cantons de l'Est, l'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke", and "le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke, Inc. le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville" and "le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville, Inc."

No 692

No. 692

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendé par 2 Geo. VI, chapitre 52), l'Association des constructeurs des Cantons de l'Est, l'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke, et le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Inc., le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville et le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville Inc., lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Minister of Labour in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52) "l'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est", "l'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke" and "Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Inc.", "Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville" and "le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville Inc.", have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

L'Association des constructeurs des Cantons de l'Est; L'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke,

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est", "L'Association des Maîtres-Plombiers de Sherbrooke",

ET D'AUTRE PART:

Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Inc., le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville; le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville, Inc.,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 mars 1938;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail pour l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que l'honorable Ministre a reçu des objections contre ladite requête et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 mars 1938:

I. *Définitions*: a. Le mot "employeur" signifie toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie pour son compte un ou plusieurs salariés.

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Sherbrooke Inc."; "Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Drummondville"; "Le Syndicat Catholique et National des Manœuvres de Drummondville, Inc.",

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 26th of March, 1938;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the industry and trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas the Honourable Minister has received objections against the said request and they were submitted to the contracting parties for consideration;

Consequently recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, with however, the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 26th of March, 1938:

I. *Definitions*: a. The word "employer" signifies any person, company, association or corporation who employs on his own account one or more employees.

b. Tout entrepreneur ayant la surveillance ou la responsabilité d'un ouvrage, qui exécute du travail de métier sera considéré comme ouvrier de ce métier, et son salaire sera fixé conformément aux taux de salaires ci-après stipulés.

c. Le mot "entrepreneur" désigne et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui travaille seule, ou emploie des ouvriers, ou qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, quelques uns des travaux mentionnés au paragraphe "a" de l'article II.

d. Les mots "compagnons briqueteurs" signifient et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

e. Le mot "maçon" signifie tout ouvrier qui pose toute pierre naturelle et artificielle, le granit et qui tire les joints.

f. Les mots "compagnons-plâtrier" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduit de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuc, de moulure pour le coulage d'ornements et qui polit le ciment.

g. Le terme "finisseur de ciment" signifie et comprend tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquet et revêtements unis ou d'ornementation; met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

h. Par "charpentier-menuisier", il faut entendre tout ouvrier qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planche murale en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets de bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction.

i. Le terme "ferblantier-couvreur" signifie et comprend toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc.

j. Les couvertures en papier-bardeau ou en papier d'amiante et la tôle non-soudée ou non-agrafée qui s'y rapporte seront posées indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les couvreurs.

k. Les termes "plombiers" et "mécanicien en tuyauterie" signifient tout ouvrier qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer; poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz ou à air; qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stokers), brûleurs à l'huile et des pompes à gazoline; et exécuter au besoin tout autre travail connexe; ces ouvriers, en ce qui touche leur licence, sont régis par la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

l. Les mots "peintres" et "tapisseur" signifient toute personne qui peinture les surfaces intérieures ou extérieures; qui pose les vitres et le papier tenture; et au besoin, exécute tout autre travail connexe requis.

m. Les mots "mécanicien de machine fixe ou portative" signifient et comprennent toute personne préposée à la surveillance de l'érection d'une installation de force motrice ou à l'opéra-

b. Any contractor having the supervisions or the responsibility of the works and carrying on a tradesman's work shall be considered as an employee of the trade and his hourly wages shall be fixed according to the hereinafter mentioned scale of wages.

c. The word "contractor" signifies and comprises any person, company, association or corporation who works alone or employs workmen, or supervises or undertakes for others, by the hour or by the day rate or by the job, by verbal or written agreement or otherwise, some of the works mentioned in paragraph "a" of section II.

d. The words "journeyman-bricklayer" signify and comprise any workman who lays bricks, terra-cotta, artificial stone, block gypsum and points the joints.

e. The word "mason" signifies any person who lays natural or artificial stone or granite and points the joints.

f. The words "journeyman-plasterer" designate any workman who does the plastering of celanite, mortar, cement, stucco; mouldings for the pouring of plaster ornaments and the polishing of cement.

g. The term "cement finisher" signifies and comprises any workman who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; places and again the sides and covering in cement, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any other work related. Work on walls to be done after floor work is limited inasmuch as the cement finisher is concerned to the height of the plinth.

h. By "carpenter-joiner", it is meant any workman who assembles pieces of wood or composition-board, who does carpentry work, repairs wooden objects, lays, roofing paper, asbestos-board, tar-paper, and executes any wood work on construction.

i. The words "tinsmith-roofer" signify and comprise any person who does roofing work in tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tarred paper manufactures any objects in tin, sheet-iron or copper, viz: cornices, ornamental work, ventilators, gutters, etc.

j. Roofings of paper or asbestos shingle as well as non-welded or non-hooked sheet iron attached therewith shall be either laid by carpenters-joiners or by roofers.

k. The words "plumber and pipe-mechanic" signify any worker who can, under direction, install and repair sanitary appliances; perform steam, water, gas, or air piping and do other related work as required, heating apparatus such as stokers, oil heaters, gasoline pumps and execute when necessary any other related work. These workmen, inasmuch as their license is concerned, are governed by the Pipe-Mechanic Act.

l. The words "painter and paper hanger" signify any person who paints interior or exterior surfaces, does glazing, hangs paper, and performs other related work as required.

m. The words "stationery engineman" mean and include every person in charge of the supervision of an installation of motive power or of the operating thereof provided that such super-

tion de celle-ci, pourvu que telle surveillance ou telle opération soient faite à l'occasion des travaux de construction des immeubles ou à leur entretien.

n. Les mots "chauffeurs de bouilloire" signifient tout ouvrier qui, sous direction, voit aux feux des bouilloires d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et maintenir la vapeur à la pression désirée; fait fonctionner et entretient les injecteurs, les jauges à eau et à vapeur, les bouilloires d'eau d'alimentation et les pompes ainsi que les autres appareils; fait fonctionner, entretient les bouilloires, nettoie les chaudières au moyen de l'air comprimé ou de la vapeur; fait les réparations nécessaires au bon fonctionnement des bouilloires; et exécute au besoin tout autre travail connexe.

Notwithstanding the present definition, only the boiler firemen working on the construction or repairing of buildings are hereby governed.

o. Le terme "compagnon électricien" signifie et comprend toute personne qui détient la licence "c" en exécution de la loi des électriciens et des installations électriques.

n. The "word" fireman" means and includes any works who, under direction, takes care of fires boilers on stationary or on moveable steam equipment, maintains an even fire bed and with economic use of fuel, maintains the steam at the proper pressure; operates and tends injectors, steam and water gauges, feed water heaters and pumps and other appliances; cleans boiler tubes with compressed air or steam; makes operating repairs to boilers and performs other related work as required.

o. The words "journeyman electrician" signify and comprise any person holding a license "c" under the Electricians and Electrical Installations Act.

p. Les mots "installations électriques" signifient et comprennent toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique et de force motrice électrique, les installations de paratonnerres, y compris dans tous les cas, les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service public.

p. The words "electrical installations" means and comprise all installations for the purposes of electrical lighting, electrical heating and electric power, the installation of lightning rods, including in every instance, wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus, forming part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the public or municipal service system supplying it, which connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest the public line.

q. Le terme "ouvrier en fer structural" signifie toute personne qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels et qui fait, au besoin, tout autre travail connexe.

q. The words "structural iron worker" signify workmen who erects structural steel in the construction of buildings, bridges, viaducts, tunnels, subway works; and perform other related work as required.

r. Les mots "construction et bâtiment" comprennent tous les travaux mentionnés dans la description de la juridiction industrielle, à l'article II.

r. The words "construction and building" comprise all the works mentioned in the description of the industrial jurisdiction, in Section II.

II. a. *Juridiction industrielle*: Le présent décret s'applique à tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien, démolition de: immeubles, chemins, aqueducs, égouts, canaux, tunnels, ponts, mur de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, nivellement et terrassement, installation électrique, ligne de transmission électrique, système de plomberie, système de chauffage, et tout autre travail de semblable nature.

II. a. *Industrial jurisdiction*: The present decree shall apply to all works of construction, installation, refection, repairing, maintenance, demolishing of buildings, roads, water powers, water works, irrigation, channels, tunnels, bridges, sustaining walls, airports, landing grounds, levelling, earthworks, electrical installations, electrical transmission lines, plumbing and heating systems, and any other work of this nature.

b. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond; la présente juridiction sera désignée sous le nom de district des Cantons de l'Est. Cette juridiction est divisée en trois zones de la façon suivante:

b. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Sherbrooke, Compton Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missisquoi, Richmond, Wolfe, Drummond; the present jurisdiction shall be known as the Eastern Townships' District. This jurisdiction is divided in three zones in the following manner:

Zone I: La cité de Sherbrooke et un périmètre de cinq milles de rayon de ses limites;

Zone I: The City of Sherbrooke and a perimeter of five miles of radius from its limits;

Zone II: Les cités de Granby, Magog, Asbestos et Drummondville et un périmètre de cinq milles de rayon de leurs limites;

Zone II: The towns of Granby, Magog, Asbestos and Drummondville and a perimeter of five miles of radius from their limits;

Zone III: Le reste de la juridiction territoriale.

Zone III: The remaining of the territorial jurisdiction.

III. *Taux de salaires*: a. Les taux minima de salaire seront les suivants:

III. *Rates of wages*: a. The minimum rates of wages shall be the following:

Métiers	Salaires horaires			Trades	Wage rate per hour		
	Zone I	Zone II	Zone III		Zone I	Zone II	Zone III
Briqueleurs, plâtriers et maçons:				Bricklayers, plasters and masons:			
Entrepreneurs (services personnels).....	\$0.75	\$0.70	\$0.65	Contractors (personal services).....	\$0.75	\$0.70	\$0.65
Compagnons.....	0.65	0.60	0.55	Journemen.....	0.65	0.60	0.50
Finisseurs en ciment:				Cement finisher:			
Compagnons.....	0.55	0.50	0.45	Journemen.....	0.55	0.50	0.45
Charpentiers-menuisiers:				Carpenters-joiners:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0.65	0.50	0.45	Contractors (personal services).....	0.65	0.50	0.45
Compagnons.....	0.55	0.40	0.35	Journemen.....	0.55	0.40	0.35
Peintres et tapissiers:				Painters and paper hangers:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0.55	0.50	0.45	Contractors (personal services).....	0.55	0.50	0.45
Compagnons.....	0.45	0.40	0.35	Journemen.....	0.45	0.40	0.35
Mécaniciens en tuyauterie:				Pipe mechanics:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0.85	0.75	0.65	Contractors (personal services).....	0.85	0.75	0.65
Compagnons.....	0.55	0.45	0.40	Journemen.....	0.55	0.45	0.40
Jeunes compagnons, 1er 6 mois.....	0.45	0.35	0.30	Beginners, 1st 6 months...	0.45	0.35	0.30
Jeunes compagnons, 2ième 6 mois.....	0.50	0.40	0.35	" 2nd 6 months.	0.50	0.40	0.35
Ferblantiers-couvreurs:				Tinsmiths-roofers:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0.85	0.75	0.65	Contractors (personal services).....	0.85	0.75	0.65
Compagnons.....	0.55	0.45	0.40	Journemen.....	0.55	0.45	0.40
Electriciens:				Electricians:			
Entrepreneurs (services personnels).....	0.80	0.70	0.60	Contractors (personal services).....	0.80	0.70	0.60
Compagnons.....	0.55	0.50	0.45	Journemen.....	0.55	0.50	0.45
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur (ou \$30.00 par semaine dans la Zone I)...	0.60	0.50	0.40	Stationary enginemen (or \$30.00 per week in Zone I)	0.60	0.50	0.40
Chauffeurs de bouilloires.....	0.50	0.40	0.30	Enginemen-boiler.....	0.50	0.40	0.30
Opérateurs de malaxeurs à vapeur.....	0.60	0.50	0.40	Enginemen-steam malaxer...	0.60	0.50	0.40
Opérateurs de grues à vapeur.....	0.60	0.50	0.40	Enginemen-steam crane....	0.60	0.50	0.40
Opérateurs de grue à gasoline ou à l'électricité.....	0.50	0.40	0.30	Enginemen-gas or electric crane.....	0.50	0.40	0.30
Poseurs de marbre, de terrazzo ou de tuile.....	0.60	0.50	0.45	Marble setters, terrazzo layers and tile setters.....	0.60	0.50	0.45
Préposés au polissage du terrazzo (à sec).....	0.55	0.50	0.45	Terrazzo polisher (dry)....	0.55	0.50	0.45
Préposés aux machines à polir le terrazzo (humide)...	0.50	0.45	0.40	Men on machine for polishing the terrazzo (wet)....	0.50	0.45	0.40
Travailleurs en fer structural:				Structural iron workers:			
Erecteurs.....	0.65	0.55	0.50	Erectors.....	0.65	0.55	0.50
Aides.....	0.40	0.30	0.30	Helpers.....	0.40	0.30	0.30
Poseurs de gicleurs.....	0.65	0.55	0.50	Sprinkler fitters.....	0.65	0.55	0.50
Travailleurs en fer ornemental (érection).....	0.50	0.40	0.40	Ornamental iron workers (erection).....	0.50	0.40	0.40
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	0.35	0.30	0.25	Labourers.....	0.35	0.30	0.25
Gardiens de nuit (par semaine, maximum de 72 heures) 15.00 14.00 12.50				Night watchmen (per week, maximum 72 hours)....	15.00	14.00	12.50

Notwithstanding the provisions of the preceding scale, the rate of wage of carpenters-joiners shall be \$0.50 per hour within the limits of the Towns of Magog and Granby.

Within the municipality of the city of Drummondville and within a radius of five miles from its limits, the rates of wages of pipe mechanics and tinsmith-roofers shall be the following:

	l'heure	Per hour
Entrepreneurs.....	\$0.90	\$ 0.90
Compagnons.....	0.60	0.60

b. Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes seront rémunérés aux taux de dix sous par heure de plus que le salaire établi pour leur métier.

c. Dispositions relatives aux mécaniciens en tuyauterie, aux ferblantiers-couvreurs et électriciens seulement:

b. Foremen who have the supervision of a gang shall be paid ten cents more than the rate of wages fixed for their trade.

c. Provisions respecting pipe-mechanics, tinsmiths-roofers and electricians only:

Pour tout travail le dimanche et fête religieuse d'obligation, les employés recevront salaire et demi.

Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence de l'employé, le transport et la pension seront à la charge de l'employeur sans pour cela que le salaire de l'employé soit réduit.

IV. Les salaires doivent être payés chaque semaine.

V. *Durée du travail*: La durée du travail effectif dans les entreprises assujetties au présent décret ne devra pas excéder 8 heures par jour, aménagées entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., sauf durant les mois de décembre et janvier et 48 heures par semaine.

Il sera toujours loisible aux entrepreneurs d'organiser la double ou la triple équipe, pourvu que telle équipe ne travaille pas plus de 8 heures par journée de 24 heures.

VI. *Gîte et couvert*: Une déduction de \$1.00 par semaine et par chambre est autorisée si cet ouvrier loge chez son employeur; une déduction maximum de \$0.25 par repas sera autorisée si l'ouvrier est pensionné par son patron.

VII. Il est expressément stipulé que tout contrat conclu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet à moins qu'il ne soit possible de démontrer que le montant dudit contrat, déduction faite des matériaux de construction, est équivalent au taux de salaire légal horaire des ouvriers employés, en tenant compte du nombre réel d'heures de travail faites et du nombre d'employés engagés.

VIII. Les compagnons qui, en raison de leur âge ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, ou tout entrepreneur qui jugera qu'un ouvrier ne peut donner ledit rendement, pourront référer le cas au bureau des Examineurs du comité conjoint pour le métier intéressé, lequel pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention. Le refus du Bureau des examinateurs est sujet à appel au Comité conjoint et si celui-ci refuse, au Ministre du travail.

IX. *Travail supplémentaire*: Tout travail journalier supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

Sur les chantiers d'entrepreneurs ou de sous-entrepreneurs catholiques, les dimanches et fêtes d'obligation catholique, les 24 juin et fête du Travail seront chômés; en cas de travail ces jours-là, le travail sera rémunéré au taux de salaire double.

Sur les chantiers non-visés par le paragraphe précédent, les dimanches, les fêtes légales du Dominion et le 24 juin seront chômés; en cas de travail ces jours-là, ce travail sera rémunéré au taux de salaire double.

Any work performed on Sundays and holidays shall be paid time and a half.

For work performed outside the living place of the employee, the employer shall pay his employee his transportation and his boarding without any reduction on the wages of the said employee.

IV. Wages shall be paid each week.

V. *Duration of labour*: The effective duration of labour in enterprises governed by the present decree shall not exceed 8 hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., except during the months of December and January, and 48 hours per week.

It shall be optional to contractors to establish the double or triple shift, provided that such shift does not work more than 8 hours per 24-hour day.

VI. *Room and board*: A deduction of \$1.00 per week and per room is allowed if the said employee lives with his employer; a maximum deduction of \$0.25 per meal is authorized if the employee is boarded by his employer.

VII. It is expressly stipulated that all contracts entered into between an employer and one or many employees on piece work basis are invalid, unless it can be established that the amount of such contracts, excluding the price of building materials, is equal to the amount of the legal wages rate per hour of workmen employed, and calculated on the basis of the actual number of hours worked and workmen engaged.

VIII. Journeymen who due to advanced age or infirmity are unable to give the service of a competent worker, or any contractor who may judge that a worker cannot give the said service, may have the case referred to the Joint Committee's Board of Examiners for the contemplated trade, which board of examiners may, if expedient revise the scale of wages for each of the cases submitted to its attention. A refusal from the board is subject to an appeal to the Joint Committee; and if the latter refuses, to the Minister of Labour.

IX. *Overtime work*: Any daily overtime work shall be time at the rate of time and one half.

On catholic contractors or sub-contractors workshops, there shall be no work on Sundays and Catholic holidays of obligation, the 24th of June and the Labour Day; in case of work on those days double time shall be paid.

There shall be no work on workshops not mentioned in the preceding paragraph on Sundays on the legal days of the Dominion and on the 24th of June; in case of work on those days, double time shall be paid.

APPRENTISSAGE

X. a. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus, ni ne devra être âgé de plus de 25 ans.

b. A compter de la date de la mise en vigueur du présent décret, le nom de tout apprenti devra être inscrit dans un registre tenu par le comité conjoint.

c. Ledit registre devra mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti. Il devra contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de

APPRENTICESHIP

X. a. No apprentice in one or the other of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before 16 years of age nor after 25 years.

b. From the date of the enforcement of the present decree, every apprentice shall have his name registered by the Joint Committee.

c. In such register, shall be mentioned the name, age and address of the apprentice. Shall also be stated the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of

l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d. Le comité conjoint devra fournir à chaque apprenti, un livret dit "livret d'apprentissage" qui devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs ou les employés devront indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti.

e. Pour les métiers de briqueteur, plâtrier, maçon, charpentier, menuisier et peintre, il n'y aura qu'un apprenti par cinq compagnons ou fraction de cinq.

f. L'apprentissage comporte 48 mois de travail du métier sous la surveillance d'un entrepreneur approuvé par le comité conjoint; toutefois, dans le cas où un apprenti suivra un cours dans une école industrielle ou de métier, chaque heure d'étude équivaldra à une heure d'apprentissage pourvu que les études se fassent concurremment avec le travail.

g. Le taux de salaires payés aux apprentis sera fixé d'après un pourcentage du taux minima payable aux ouvriers qualifiés, des différents métiers; ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:

Pour les métiers de briqueteurs, plâtriers, maçons, poseurs de marbre, de tuile et de terrazo:

1ère année.....	30%
2ième année.....	45%
3ième année.....	60%
4ième année.....	75%

Pour les métiers de charpentier-menuisiers et de peintre et tapissier, l'apprenti recevra pour la première année 50% du salaire minimum légal du compagnon avec augmentation de cinq sous de l'heure pour chaque année d'apprentissage.

Pour le métier d'électricien:

	de l'heure
1ère année.....	\$ 0.20
2ième année.....	0.25
3ième année.....	0.30
4ième année.....	0.35

Pour le métier de mécanicien en tuyauterie et ferblantier-couvreur:

	de l'heure
1ère année.....	\$ 0.20
2ième année.....	0.25
3ième année.....	0.25
4ième année.....	0.30

h. Un apprenti qui a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur de l'arrêté ministériel ratifiant le présent décret, devra fournir au comité conjoint un état dûment accompagné d'un affidavit du temps qu'il a servi chez un employeur; ces déclarations seront consignées dans le registre de l'apprentissage du comité conjoint.

i. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide, à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

j. L'employeur devra notifier immédiatement le comité conjoint de l'entrée en apprentissage d'un employé.

k. Le comité conjoint aura le pouvoir de demander la preuve d'âge de l'apprenti.

l. L'employeur s'efforcera d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

continuity or the training of the apprentice, the name and address of his first employer, and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

d. The Joint Committee shall furnish to each apprentice, a booklet said "apprenticeship booklet" stating the periods of time passed with each employer. The employers and the employees shall state, under their signature, the dates of beginning and ceasing of employ of the apprentice.

e. For the trades of bricklayers, plasterer, mason, carpenter, joiner and painter, there shall be but one apprentice for each five journeymen or fraction thereof.

f. The apprenticeship is on 48 months of work under the supervision of a contractor recognized by the Joint Committee; however, if an apprentice is studying in an industrial school, each hour of study should be equivalent to one hour of apprenticeship provided the studying be made with labour.

g. The rates of wages to be paid to apprentices shall be fixed according to the percentage of the minimum wages paid to qualified workmen of the various trades; the percentage of remuneration shall be as follows:

For the trades of bricklayer, plasterer, mason, marble and tile setters and terrazo layers:

1st year.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

For the trades of carpenter-joiner, painter and paper hanger the apprentice shall receive for his first year 50% of the journeymen's minimum rates of wages with an increase of five cents per hour for each additional year of apprenticeship.

For the trade of electrician:

	per hour
1st year.....	\$ 0.20
2nd year.....	0.25
3rd year.....	0.30
4th year.....	0.35

For the trades of pipe-mechanics and tinsmith-roofer:

	per hour
1st year.....	\$ 0.20
2nd year.....	0.25
3rd year.....	0.25
4th year.....	0.30

h. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the Order-in-Council approving the present decree, he shall present to the Joint Committee a statement under oath of the period of time he as worked for an employer. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the Joint Committee.

i. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present agreement.

j. The employer shall notify immediately the Joint Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

k. The Joint Committee may request the proof of the age of the apprentice.

l. The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

OUVRIERS PRÉPOSÉS À L'ENTRETIEN

MAINTENANCE MEN

XI. Les mots "ouvriers préposés à l'entretien" signifient et comprennent tout ouvrier qualifié (de métier) ou non-qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé à l'année exclusivement par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles; toutefois, pour les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, l'ouvrier préposé à l'entretien devra toujours être détenteur d'une licence conformément aux statuts qui régissent ces métiers. Toutefois, ne sera pas considéré comme travail d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

XII. a. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvriers bénéficieront des conditions de travail suivantes:

	Zone I	Zone II	Zone III
Compagnons.....	\$20.00	\$18.00	\$16.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	15.40	13.40	12.00

b. Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou au bureau d'une conciergerie ou de résidence de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés les taux de salaires minima suivants:

	Zone I	Zone II	Zone III
Compagnons.....	\$22.00	\$20.00	\$18.00
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	17.60	15.40	13.40

c. La durée maximum hebdomadaire de travail pour les hommes préposés à l'entretien sera de quarante-huit heures sans limitation journalière de la durée du travail.

d. Tout travail supplémentaire exécuté par des hommes préposés à l'entretien sera rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la première liste de métiers ci-dessus mentionnés.

e. Les ouvriers préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins \$1,500 et qui, à cause de la nature de leur emploi sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par la présente exemptés des taux de salaires pour travail supplémentaire.

f. Les employeurs peuvent déduire du salaire de l'ouvrier préposé à l'entretien \$3.00 par mois et par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de vingt-cinq sous par repas est autorisée, si l'ouvrier est pensionné dans l'établissement.

XIII. Il est expressément stipulé que les contrats de constructions accordée et signés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention collective et seront régis en vertu des dispositions des conventions rendues obligatoires par les arrêtés ministériels Nos 343 du 5 février 1936, et ses amendements, et 1722 du 27 juin 1935, et ses amendements.

XIV. A compter de la date de la mise en vigueur du présent décret, les arrêtés ministériels Nos 343 du 5 février 1936, amendé par l'arrêté No 2582 du 27 septembre 1937, et 1722 du 27

XI. The words "maintenance men" shall signify and comprise any skilled tradesmen or unskilled workman of the building trades employed throughout the year exclusively by the same employer, and engaged upon the upkeep of building property. However, for the trades of electrician and pipe-mechanic, the maintenance man must always be holder of a license in conformity with the statutes governing such trades. No new construction, however, or reconstruction or reinstallation of any unit in any buildings shall be construed as maintenance work.

XII. a. Maintenance men employed in churches, chapels, or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, charity workrooms (*ouvroirs*), shall be paid the following minimum rates of wages:

	Zone I	Zone II	Zone III
Journeymen.....	\$20.00	\$18.00	\$16.00
Labourers.....	15.40	13.40	12.00

b. Maintenance men employed in office or public buildings, apartment buildings or dwelling houses of any kind and in hotels, factories or manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum rates of wages:

	Zone I	Zone II	Zone III
Journeymen.....	\$22.00	\$20.00	\$18.00
Labourers.....	17.60	15.40	13.40

c. The maximum weekly duration of labour in respect to maintenance men shall be forty-eight (48) per week without any daily limitation of the labour.

d. Overtime work performed by maintenance men shall be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular trade classification concerned as set forth in the last of trades first herein before described.

e. Maintenance men in receipt of a yearly salary not less than \$1,500, and who are required by the nature of their work to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of buildings property, are hereby excluded from overtime of rates wages.

f. Employers may charge a maximum rate of \$3.00 per month per room where maintenance employees live within the establishment and a maximum of twenty-five cents (\$0.25) per meal if the employee is board therein.

XIII. It is stipulated that building contracts given and signed before the adoption of the Order-in-Council approving the present request, are not subject to the provisions of the present Collective agreement and shall be governed by the provisions of the agreement made obligatory by Orders-in-Council No. 343 of February 5th, 1936 and its amendments and 1722 of June 27th, 1935, and its amendments.

XIV. From the date of the coming into force of the present decree, Orders No. 343 of the 5th of February, 1936, amended by Order No. 2582 of the 27th of September, 1937, and 1722 of the

juin 1935, amendé par l'arrêté No 3373 du 27 novembre 1935, cesseront d'être en vigueur; toutefois, ce rappel n'affecte aucunement les droits acquis par les ouvriers et les réclamations intentées par le comité conjoint en vertu desdits décrets.

XV. Le présent décret sera valable à compter du 1er mai 1938, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1939. Il se renouvellera automatiquement à l'expiration de cette période de temps, à moins que l'une ait notifié l'autre de son intention de le faire modifier ou de l'abroger, le ou avant le 1er février de chaque année; ces modifications ou cette abrogation seront en vigueur le 1er mai suivant.

Certifié,

A. MORISSET,

2475-o Greffier du Conseil Exécutif.

27th of June, 1935, amended by Order No. 3373 of the 27th of November 1935, shall cease to be in force; however this repeal does not affect in any way the rights acquired by the workmen and the claims of the Joint Committee under those decrees.

XV. The present decree shall be in force the 1st of May 1938, and shall so remain until the 30th of April 1939. It shall renew itself automatically at the expiration of period of time, unless one of the parties gives the other a notice of its intention to modify or repeal same, on or before the 1st of February of each year; those modifications or this repeal shall be valid on the 1st of May following.

Certified,

A. MORISSET,

2476-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 mai 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 mai 1938.

Concernant les métiers de barbier et coiffeur dans la région des Trois-Rivières.

No 679

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 mai (1938), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), les parties contractantes à la convention collective déclarée obligatoire par le décret 2374 du 11 septembre 1937, amendé par l'arrêté ministériel No 86 du 13 janvier 1938 et régissant les métiers de barbier et coiffeur dans la région des Trois-Rivières, lui ont demandé des modifications auxdits arrêtés;

Attendu que les dispositions de l'article 5 ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

En conséquence en recommande l'approbation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des conventions collectives de travail, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Quebec officielle de Québec* du 26 mars 1938:

1. L'article II est remplacé par le suivant:

"I. *Définitions*: Dans le présent décret, les termes ci-après mentionnés auront la signification suivante:

a. Le mot "employeur" signifie tout homme ou femme des métiers mentionnés ci-dessus, qui tient un salon de beauté et qui a des employés à son service; le mot "employeur" comprend et désigne aussi toute personne qui loue pour elle-même, à l'heure ou à forfait, les services individuels d'un maître-barbier ou coiffeur de l'un ou de l'autre sexe.

b. Le terme "salarier" comprend tout apprenti ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, et toute personne pratiquant les métiers de barbiers-coiffeurs, des deux sexes.

c. Le mot "compagnon" signifie toute personne du métier qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu du bureau des examinateurs nommés par le Comité conjoint, un certificat de qualification, et pour les municipalités de moins de cinq mille

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 6th, 1938, approved by the Lieutenant-Governor on May 7th, 1938.

Concerning the barber and hairdresser trades in the district of Three Rivers.

No. 679

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 6th, (1938), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act, (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52), the contracting parties to the collective agreement rendered obligatory by Decree No. 2374 of the 11th of September, 1937, amended by Order in Council 86 of the 13th of January, 1938, and governing the barber and hairdresser trades of Three Rivers, have presented to him a request modifications to the said Order:

Whereas the provisions of Section 5 have been duly followed concerning the publication of notices;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Consequently recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the Collective Labour Agreements' Act, with however, the new following provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 26th of March, 1938:

1. Section II is replaced by the following:

"II. *Definitions*: a. In the present decree, the hereinafter mentioned terms shall have the following definitions:

a. The word "employer" designates any man or woman of the abovementioned trades, who operates a beauty parlor and who has employees at his service. The word "employer" also comprises and designates any person who personally hires, by the hour or by the job, the personal services of a master-barber or hairdresser of either sex.

b. The words "salaried person" comprise any apprentice, qualified worker or journeyman, artisan, and any person practicing the barber and hairdresser trades of either sex.

c. The word "journeyman" signifies any person of the trade who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee a certificate of competency and, for the municipi-

âmes celui qui pourra faire une déclaration assermenté qu'il est expérimenté dans ces métiers.

d. Le mot "apprenti" signifie toute personne des métiers mentionnés à qui le Comité conjoint a accordé un certificat d'apprentissage, et pour les municipalités de moins de cinq mille âmes celui qui peut assermenter qu'il apprend les métiers mentionnés.

e. Les expressions "barbiers-coiffeurs et coiffeuses" signifient et comprennent toute personne qui fait les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraichit et flambe les cheveux, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

2. L'article III est remplacé par le suivant:

"III. Tarif des salaires: a. Le salaire minimum pour le temps régulier sera le suivant pour chacune des zones ci-contre:

Zone I. i. Pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour femmes de \$15.00 par semaine plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$22.00 faites par l'employé au cours de la semaine ou \$20.00 par semaine sans pourcentage.

ii. Pour les coiffeuses pour dames: \$14.00 par semaine.

iii. Tout employé engagé que durant quelques jours durant la semaine, et travaillant moins que cinq jours, devra recevoir un salaire basé sur le taux hebdomadaire de \$20.00 pour les jours qu'il travaillera; s'il travaille cinq jours et plus, il devra être rémunéré pour toute la semaine. Les mêmes conditions s'appliquent aux coiffeuses pour dames, mais basées sur les salaires fixés pour dames.

Zone II: Les salaires de cette zone seront les mêmes que ceux établis dans la Zone I.

b. Le salaire de toute personne du métier, maître ou employé-barbier, coiffeurs pour hommes ou pour dames, coiffeuses qui travaillent à contrat, à la pièce ou à forfait, ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

	Zone I	Zone II
Cheveux, pour hommes et femmes:		
les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et vendredi.....	\$ 0.35	\$0.25
les samedi.....	0.35	0.35
les veilles de fêtes chômées.....	0.35	0.35
Cheveux pour enfants de moins de 15 ans:		
les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.15	.....
les vendredi, samedi et les veilles de fêtes chômées.....	0.25	.....
Cheveux, pour enfants de moins de 16 ans:		
les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.15	.....
les samedi et les veilles de fêtes chômées.....	0.25	.....
Barbe.....	0.15	0.15
Manucure.....	0.50	0.50
Teinture de cheveux.....	3.00	3.00
Ondulation permanente.....	3.00	3.00
Ondulation à l'eau ou marcel.....	0.50	0.50
Ondulation au Komol ou au papier.....	0.75	0.75
Flambage de cheveux.....	0.25	0.25
Shampooing.....	0.35	0.35
Shampooing sec.....	0.25	0.25
Massage.....	0.35	0.35
Lotion.....	0.20	0.20
Massage-lotion.....	0.25	.....
Tonique.....	0.20	0.20
Aiguillage de rasoir.....	0.25	0.25

Toute entente ayant pour effet de diminuer les

palities of less than 5,000 souls, the one being able to produce an affidavit proving he has the necessary experience in the trades.

d. The word "apprentice" signifies any person of the aforementioned trades to whom the Joint Committee has granted a certificate of apprenticeship, and for the municipalities of less than 5,000 souls, the one being able to produce an affidavit proving that he is learning those trades.

e. The expressions "barber, male and female hairdresser" signify and include any person who cuts hair, washes the head by the method of shampooing, shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings hair, gives massages, manicures, facial, skin, hand, hair or scalp treatments."

2. Section III is replaced by the following:

"III. Rates of wages: a. The minimum wage for the regular time shall be the following for each of the hereinafter given zones:

Zone I. i. For male and female barbers and hairdressers, \$15.00 per week plus 50% of all receipts exceeding \$22.00 made by the employee during the week or \$20.00 without percentage.

ii. For ladies female hairdressers: \$14.00 per week.

iii. For any employee engaged for only a few days during the week, and working less than five days, his salary shall be based on the weekly rate of \$20.00 for the days he shall work; if he works five days or more, he shall be paid for the whole week. The same provisions apply to ladies female hairdressers, but based on the wages established for ladies.

Zone II. The wages in force in that zone shall be the same as those established in Zone I.

b. The wages of any person of the trade, master barber or employee, men or ladies hairdressers, female hairdressers working on contract, piece work or by the job, shall never be less than the following rates:

	Zone I	Zone II
Haircut, for men and women:		
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$0.35	\$0.25
On Saturday.....	0.35	0.35
On eve of holidays.....	0.35	0.35
Haircut, for children under 15 years of age:		
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.15	.....
On Friday, Saturday and eve of holidays.....	0.25	.....
Haircut, for children under 16 years of age:		
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	.....	0.15
On Saturday and eve of holidays.....	.....	0.25
Shave.....	0.15	0.15
Manucure.....	0.50	0.50
Dyeing of hair.....	3.00	3.00
Permanent wave.....	3.00	3.00
Water wave or Marcel.....	0.50	0.50
Komol or paper wave.....	0.75	0.75
Singeing of hair.....	0.25	0.25
Shampoo.....	0.35	0.35
Dry shampoo.....	0.25	0.25
Massage.....	0.35	0.35
Lotion.....	0.20	0.20
Massage-lotion.....	0.25	.....
Tonic.....	0.20	0.20
Sharpening a razor.....	0.25	0.25

Any agreement for the purpose of reducing

taux ci-dessus mentionnés, soit à l'heure, soit au contrat, sera nulle.

Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés, ne pourra être donné aux clients.

c. Aucun employeur n'aura le droit de réduire les salaires des employés recevant plus que les salaires minima prévus au paragraphe "a" du présent article, lors de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel rendant le présent décret obligatoire.

3. L'article IV est remplacé par le suivant :

"IV. *Durée du travail*: Pour les fins du présent décret, les heures de travail pour les barbiers-coiffeurs et coiffeuses pour hommes et pour dames seront réparties de la façon suivante :

Dans les zones I et II :

De 8.00 a.m. à midi, les lundi ;

De 8.00 a.m. à 8.00 p.m. les mardi, mercredi, jeudi et vendredi ;

De 8.00 a.m. à 10.00 p.m. les samedi et les veilles de fêtes chômées.

Pendant ces journées de travail, les employés devront avoir une heure pour le repas du midi et une heure pour le repas du soir ; le travail est interdit les dimanches et les fêtes d'obligations de l'Eglise Catholique, le Jour de la St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

Dans les cas de mariage ou de mortalité, il sera permis de travailler à n'importe quel temps, pourvu que dans chaque cas, le Comité conjoint soit averti.

Il sera de rigueur que dans chaque salon de beauté ou endroit où l'on pratique les métiers mentionnés dans ce décret, les rideaux ou toiles dans les châssis soient levés pendant les heures qu'il n'aura pas de travail afin de pouvoir constater qu'il n'y a pas de travail avant ou après les heures d'ouvertures ou de fermeture mentionnées.

4. L'article VII est remplacé par le suivant :

"VII. *Jurisdiction territoriale* : La jurisdiction territoriale du présent décret comprend les villes des Trois-Rivières, Cap de la Madeleine, Louiseville, Shawinigan, Grand-Mère et La Tuque et un rayon de 10 milles de leurs limites ; cette jurisdiction est divisée en deux zones de la façon suivante :

Zone I : Villes de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine ;

Zone II : Les villes de Shawinigan, Grand-Mère, Louiseville, et La Tuque et un rayon de 10 milles de leurs limites.

Certifié,

A. MORISSET,

2477-o

Greffier du Conseil Exécutif.

the rates hereinabove enumerated, either per hour or contract, shall be void.

No object of any value whatsoever, with a view to reduce the above rates, may be given to a customer.

c. No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages provided in paragraph "a" of the present section, on the date of publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order-in-Council rendering the present decree obligatory.

3. Section IV is replaced by the following :

"IV. *Duration of labour* For the purposes of the present decree, the working hours for barbers and male and female hairdressers for men and women shall be distributed in the following manner :

In Zones I and II :

From 8.00 a.m. to noon, on Monday ;

From 8.00 a.m. to 8.00 p.m. on Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday ;

From 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Saturday and eve of holidays.

During those working days, employees shall have one hour off for their noon meal and one hour off for their night meal ; work is prohibited on Sunday and on holidays of the Catholic Church, on St. John Baptist Day and on Labour Day.

In cases of weddings or mortalities work may be performed at any time, provided each case has been submitted to the Joint Committee.

The curtains or blinds, in every beauty parlor, shall have to be pulled up during hours not worked so as to state where is no work done before or after mentioned opening or closing hours.

4. Section VII is replaced by the following :

"VII. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the towns of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Louiseville, Shawinigan, Grand-Mère and La Tuque and a radius of 10 miles from their limits ; this jurisdiction is divided in two zones in the following manner :

Zone I: The towns of Three Rivers and Cap de la Madeleine.

Zone II: The towns of Shawinigan, Grand-Mère, Louiseville, and La Tuque and a radius of 10 miles from their limits.

Certified,

A. MORISSET,

2478-o

Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le Conseil des Métiers Alliés de l'Imprimerie de Québec et Lévis, lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre :

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the collective labour agreements' Act, (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52) notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Conseil des Métiers Alliés de l'Imprimerie de Québec et Lévis", have presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between :

D'UNE PART:

Le Soleil—L'Événement; Le Chronicle Telegraph; Le Journal; T.-J. Moore Company, Limited; La Cie d'Imprimerie Commerciale Limitée; L'Imprimerie Frontenac Limitée,

Et, D'AUTRE PART:

L'Union Typographique de Québec No 302; L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec No 152; L'Union des Relieurs de Québec No 152; L'Union des Photgraveurs de Québec,

Le Conseil des Métiers Alliés de l'Imprimerie de Québec et Lévis,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions suivantes:

I. *Jurisdiction: a. Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce et Montmagny.

b. *Jurisdiction professionnelle:* Pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle désigne et comprend:

1. Toutes personnes employées à produire des imprimés, y compris les relieurs, les régleurs et les employés de journaux, soit qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé (trade plant); soit qu'ils soient employés dans une entreprise privée ou industrielle utilisant des presses à imprimer normales, des presses à "offset" et à Photo-Litho, des duplicateurs à stencils genre miméographe, des multigraphes et tout autre procédé de reproduction graphique, y compris les impressions "à la soie" soit qu'ils soient employés dans un atelier d'institution, une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à tout autre commerce ou occupation.

2. Pour les fins d'application de ce décret, les départements suivants seront considérés comme branches distinctes du métier:

i. Pour les journaux: composition, clicherie, presse, photogravure;

ii. Pour tout autre établissement: composition, impression, reliure, réglage, coupage, photogravure.

3. La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'appliquera de la façon prévue pour chaque métier.

4. Toutefois, pour les fins d'application du présent décret, la juridiction professionnelle ne désigne ni ne comprend les employés suivants:

Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien de la bâtisse, les opérateurs d'ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les opérateurs de machine à adresser, les chauffeurs et autres salariés qui ne sont pas employés à la production de l'imprimerie, du réglage, du coupage, de la reliure, de la lithographie, de la photogravure et de la photo-litho.

II. *Définitions:* Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants auront la signification suivante:

a. Un "compagnon" est une personne qui a complété l'apprentissage requis dans la branche du métier dans lequel elle est employée et qui a obtenu un certificat de qualification conformément aux dispositions de ladite loi.

b. Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par ce décret.

III. a. Les heures de travail des apprentis

ON THE ONE PART:

"Le Soleil—L'Événement", The Chronicle Telegraph; "Le Journal"; T. J. Moore Company, Limited; "La Cie d'Imprimerie Commerciale Limitée"; "L'Imprimerie Frontenac Limitée";

AND, ON THE OTHER PART:

"L'Union Typographique de Québec, No 302"; "L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec No 152"; "L'Union des Relieurs de Québec No 152"; "L'Union des Photgraveurs de Québec"; "Le Conseil des Métiers Alliés de l'Imprimerie de Québec et Lévis";

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. *Jurisdiction: a. Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the judicial districts of Québec, Beauce and Montmagny.

b. *Professional Jurisdiction:* For the purposes of enforcement of the present decree, the professional jurisdiction designates and comprises:

1. Any person employed in producing printed matters, including the bookbinders, rulers and the newspapers' employees, whether they are working in a trade plant, a private or industrial enterprise using normal printing presses, offset and photo-litho presses, stencil duplicators of the mimeograph kind, multigraphers and all other graphic reproduction process, including "silk" impressions, whether they are working in an institution, commercial enterprise or in any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

2. For the purposes of the enforcement of this decree, the following departments shall be considered as distinct sections of the trade:

i. For newspapers: composition, stereotyping, press, photogravure,

ii. For any other establishment: composition, impression, bookbinding, ruling, cutting photogravure,

3. The proportion of apprentices and journeymen shall apply as determined for each trade.

4. However, for the purposes of the enforcement of the present decree, the professional jurisdiction does not designate nor comprise the following employees:

The office executive, the clerks, the maintenance men, the elevator operators, the cleaners, the shippers, the addressograph operators, the firemen and the other salaried employees, but who are not working in the production of printed matters, of ruling, cutting, and bookbinding work, of photogravure and of photo-litho.

II. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms shall have the following significance:

a. A "journeyman" is one having completed the apprenticeship required in the section of the trade in which he is employed and who is holder of a certificate of qualification, in conformity with the provisions of the Act.

b. An "apprentice" is one learning one or the other of the trades governed by this decree.

III. a. The working hours of apprentices shall

seront identiques à celles des compagnons. Il n'y aura du temps supplémentaire que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis telle qu'établie par le décret, est observée dans cet atelier.

b. Après avoir terminé leur apprentissage, les hommes et les femmes auront droit au salaire indiqué selon les dispositions du présent décret.

c. Après quatre années révolues, les aides sur fondeuses seront payés selon les conditions convenues entre employés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne devra être inférieur à celui de 4^{ème} année.

d. Il ne sera pas permis d'employer un aide (caster runner) avant d'avoir au moins un compagnon-opérateur de fondeuse (casterman) au travail.

e. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne sera pas affecté par le nombre d'aides sur fondeuses.

f. Les clauses de l'ordonnance No 4, révisée, relatives aux salaires raisonnables, s'appliqueront aux apprenties, sauf lorsque celles-ci apprendront un métier généralement exercé par des hommes mais ne venant pas en conflit avec les dispositions du présent décret. Dans ce cas, elles seront soumises aux mêmes conditions de travail que les hommes. Les salaires pour ouvrières ou apprentis ne pourront jamais être inférieurs à l'échelle des taux fixés par l'ordonnance No 4, révisée.

g. Tout malentendu au sujet de l'apprentissage devra être soumis au Comité conjoint dont la décision sera finale.

IV. *Typographie: a. Durée du travail:* 1. Le jour, les heures de travail seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine et entre 7.00 a.m. et midi le samedi. Quarante-cinq (45) heures ainsi réparties entre 5 ou 6 jours constitueront une semaine régulière de travail d'ici le 1^{er} mars 1939 et quarante-quatre (44) heures du 1^{er} mars 1939 au 1^{er} mars 1940.

2. Tout travail exécuté en dehors des heures établies par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) sera considéré comme temps supplémentaire.

3. Le jour, le travail ne devra pas dépasser neuf (9) heures.

4. Pour les équipes de nuit, les heures de travail seront réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour et quarante-deux (42) heures constitueront une semaine régulière pour le travail de nuit d'ici au 1^{er} mars 1940. La durée maximum d'une nuit de travail est de huit (8) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) doit être payé au taux du temps supplémentaire.

5. Tout travail exécuté entre le samedi midi et 12.00 p.m. le dimanche soir sera payé au taux supplémentaire.

6. Toutefois, les ouvriers dans les ateliers qui impriment les journaux du matin pourront travailler dans la soirée du dimanche au taux régulier de temps de nuit.

b. *Taux des salaires:* 1. Le salaire minimum pour le travail de jour sera de \$30.50 d'ici au 1^{er} mars 1939 et de \$32.50 du 1^{er} mars 1939 au 1^{er} mars 1940. Tous les compagnons travaillant de nuit recevront \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés de jour.

be identical to those of the journeyman. No overtime work shall be allowed if the proportion between the apprentices and the journeymen as established in the present decree is not observed in the shop.

b. After the term of their apprenticeship, men and women shall be entitled to the rates of wages indicated according to the provisions of the present decree.

c. After the expiration of four years, caster runner helpers shall be paid according to the conditions agreed upon between employees and employers, but in no case the wages shall be inferior to the one of fourth year.

d. No caster runner helper may be employed unless one casterman journeyman is at work.

e. The number of apprentices in other departments shall not be affected by the number of caster runner helpers.

f. The provisions of Ordinance No. 4, revised, shall apply to female apprentices excepted when the latter learns trades generally performed by men, but not coming against the by-laws of the present decree. In this case, they shall be governed by the same conditions of labour as men. The rates of wages of female workers or apprentices shall never be less than those determined by the Ordinance No. 4, revised.

g. Any misunderstanding pertaining to apprenticeship shall be submitted to the Joint Committee whose decision shall be final.

IV. *Typography: a. Duration of labour:* 1. During the day, the working hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., for the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and noon, on Saturday. Forty-five (45) hours so distributed in five or six days shall form a regular working week until the 1st of March 1939 and forty-four (44) hours from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940.

2. All work performed by a regular or surnumerary employee (journeyman or apprentice) outside the hours established shall be considered as overtime.

3. Day or night work shall never exceed nine (9) hours.

4. For night shifts, the working hours shall be distributed between the regular hours of the end and of the beginning of the day shift, and forty-two (42) hours at the maximum shall constitute a regular night working week until the 1st of March 1940. The maximum of a night work shall be 8 hours. Any work performed before or after the regular hours by a regular or surnumerary employee (journeyman or apprentice) shall be paid the overtime rates.

5. All work performed between 12.00 noon on Saturday and 12.00 p.m. on Sunday night shall be paid at overtime rates.

6. However, employees working in shops printing morning newspapers shall work on Sunday night at the regular night rates.

b. *Rates of wages:* 1. The minimum rate of wages for day work shall be \$30.50 per week until the 1st of March 1939 and \$32.50 from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940. All journeymen doing night work shall receive \$2.00 more per week than the regular salary of day employees.

2. Lorsqu'il sera nécessaire de travailler par équipe allant des heures du jour aux heures de nuit ou vice-versa, la durée de travail de ladite équipe sera de quarante-deux (42) heures par semaine et devra être payée suivant l'échelle de salaires de nuit.

c. Temps supplémentaire: 1. Les heures de travail supplémentaire seront payées au taux de temps et demi par rapport au salaire régulier et aucun employeur ne pourra exiger qu'un ouvrier ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire.

2. Le temps double-supplémentaire sera payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le jour de l'An, la fête de St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

3. Tout ouvrier qui sera appelé après avoir quitté l'atelier pour exécuter du travail soit régulier, soit supplémentaire, devra recevoir une somme équivalente à au moins deux (2) heures d'ouvrage.

d. Proportion des apprentis: 1. Le nombre maximum des apprentis alloué sera de: un apprenti pour les trois premiers compagnons employés régulièrement et un autre apprenti pour chaque trois compagnons ou fraction d'iceux.

2. Aucun apprenti ne sera employé sur travail supplémentaire excepté au *pro rata* de compagnons employés tel que prévu précédemment.

3. L'échelle de prix pour les apprentis sera comme suit:

	Jour	Nuit
Première année.....	\$ 6 00	\$7 00
Deuxième année.....	8 00	9 00
Troisième année.....	10 00	11 00
Quatrième année.....	12 00	14 00
Cinquième année (1er six mois).....	15 00	17 00
Cinquième année (2ème six mois)....	18 00	20 00

V. Pressiers et clichés de journaux: a. Durée du travail: 1. Le jour, les heures de travail seront réparties entre 7 heures du matin et 6 heures du soir, les cinq premiers jours ouvrables de la semaine et entre 7 heures du matin et midi le samedi. Quarante-huit heures ainsi réparties entre 5 ou 6 jours constitueront une semaine régulière de travail d'ici le 1er mars 1939 et quarante-six heures du 1er mars 1939 au 1er mars 1940.

2. Tout travail exécuté en dehors des heures établies par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) sera considéré comme temps supplémentaire.

3. Le jour, le travail ne devra pas dépasser 9 heures.

4. Pour les équipes de nuit, les heures de travail seront réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour et 45 heures constitueront une semaine régulière pour le travail de nuit d'ici au 1er mars 1939 et 43 heures du 1er mars 1939 au 1er mars 1940. La durée maximum d'une nuit de travail est de 8 heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) doit être payé au taux du temps supplémentaire.

5. Tout travail exécuté entre le samedi midi et 12.00 p. m. le dimanche soir sera payé au taux supplémentaire.

6. Toutefois, les ouvriers travaillant dans les ateliers qui impriment les journaux du matin pourront travailler dans le cours de la soirée du dimanche au taux régulier de temps de nuit.

b. Taux des salaires: 1. Le salaire minimum

2. When necessary to work by shifts from day to night hours or vice-versa, the duration of labour of the said shift shall be forty-two (42) hours per week and shall be paid according to the night scale of wages.

c. Overtime: 1. Overtime work shall be paid at the rate of time and one-half in proportion with the regular rate of wages and no employer shall have the right to require an employee to work a whole working day or week to be entitled to overtime rate.

2. Double overtime shall be paid for any work performed on Sunday, on Christmas day, New Year's Day, St-Jean-Baptiste day and Labour Day.

3. Any employee required to perform regular or overtime work, after he has left the shop, shall be paid an amount equivalent to the wages of two working hours.

d. Proportion of apprentices: 1. The maximum number of apprentices allowed shall be: one apprentice for the first three journeymen regularly employed and another apprentice for each three journeymen or fraction thereof.

2. No apprentice shall be employed on overtime work except by the pro-rata of journeymen employed as precedently foreseen.

3. The scale of wages for apprentices shall be as follows:

	Day	Night
First year.....	\$ 6 00	\$7 00
Second year.....	8 00	9 00
Third year.....	10 00	11 00
Fourth year.....	12 00	14 00
Fifth year (1st six months).....	15 00	17 00
Fifth year (2nd six months).....	18 00	20 00

V. Newspapers pressers and stereotypers: a. Duration of labour: 1. During the day, the working hours shall be distributed between 7 a.m. and 6 p.m. for the first five working days of the week and between 7 a.m. and noon on Saturday. Forty-eight hours (48) so distributed between 5 or 6 days shall form a regular week of work until the 1st of March 1939 and forty-six (46) hours from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940.

2. All work performed by regular or surnumerary employees (journeymen or apprentice) outside hours established shall be considered as overtime work.

3. During the day, the work shall not exceed 9 hours.

4. For night shifts, working hours shall be distributed between regular hours of the end and the beginning of day shift and forty-five (45) hours shall form a regular week of work for night work until the 1st of March 1939 and forty-three (43) hours from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940. The maximum duration of night work is eight (8) hours. All work performed before or after the regular hours by a regular or surnumerary employee (journeyman or apprentice) shall be paid at the overtime rates.

5. All work performed between Saturday noon and 12.00 p.m. on Sunday night shall be paid at overtime rates.

6. However, employees working in shops printing morning newspapers shall work on Sunday night at the regular night rates.

b. Rates of wages: 1. The minimum wages for

pour le travail de jour sera de \$28.50 d'ici au 1er mars 1939 et \$30.50 du 1er mars 1939 au 1er mars 1940. Tous les compagnons pressiers et clicheurs travaillant de nuit recevront \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés de jour.

2. Lorsqu'il sera nécessaire de travailler par équipe allant des heures de jour aux heures de nuit ou vice-versa, la durée de travail de ladite équipe sera de 45 heures par semaine d'ici au 1er mars 1939 et 43 heures du 1er mars 1939 au 1er mars 1940 et devra être payée suivant l'échelle de salaires de nuit.

c. *Temps supplémentaire*: 1. Les heures de travail supplémentaire seront payées au taux du temps et demi par rapport au salaire régulier et aucun employeur ne pourra exiger qu'un ouvrier ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire.

2. Le temps double-supplémentaire sera payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le jour de l'An et la Fête du Travail.

3. Tout ouvrier qui sera appelé après avoir quitté l'atelier pour exécuter du travail soit régulier, soit supplémentaire, devra recevoir une somme équivalente à au moins deux (2) heures d'ouvrage.

d. *Proportion des compagnons*: La proportion des compagnons sur les presses à journal "Web" sera établie d'un commun accord entre le contre-maître et la direction.

e. *Proportion des apprentis*: 1. Le nombre des apprentis alloué sera de: un apprenti pour les deux premiers compagnons employés régulièrement et un autre apprenti pour chaque deux compagnons ou fraction d'iceux.

2. Aucun apprenti ne sera employé sur travail supplémentaire excepté au *pro-rata* de compagnons employés tel que prévu précédemment.

3. L'échelle de prix pour les apprentis sera comme suit:

	Jour	Nuit
Première année.....	\$ 6.00	\$ 7.00
Deuxième année.....	8.00	9.00
Troisième année.....	10.00	11.00
Quatrième année.....	12.00	14.00
Cinquième année (1er six mois).....	15.00	17.00
Cinquième année (2ème six mois).....	18.00	20.00

day work shall be \$28.50 until the 1st of March 1939 and \$30.50 from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940. All pressers and stereotypers journeymen doing night work shall receive \$2.00 more per week than the regular salary of day employees.

2. When necessary to work by shifts from day to night hours or vice-versa, the duration of labour of the said shift shall be forty-five (45) hours per week until the 1st of March 1939 and forty-three (43) hours from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940 and shall be paid according to the night rate.

c. *Overtime*: 1. Overtime work shall be paid at the rate of time and one half in proportion to the regular salary and no employer shall have the right to require an employee to work a whole working day or week to receive the overtime rates.

2. Double overtime shall be paid for all work performed on Sunday, Christmas Day, New Year's Day and Labour Day.

3. Any employee required to perform regular or overtime work after he has left the shop, shall receive an amount equivalent to the wages of two working hours.

d. *Proportion of journeymen*: The proportion of journeymen on newspaper presses "Web" shall be established by a common agreement between the foreman and the management.

e. *Proportion of apprentices*: 1. The number of apprentices allowed shall be: one apprentice for the first two journeymen regularly employed and another apprentice for each two journeymen or fraction thereof.

2. No apprentice shall be employed on overtime work except by the *pro-rata* of journeymen employed as precedently foreseen.

3. The scale of wages for apprentices shall be as follows:

	Day	Night
First year.....	\$6.00	\$7.00
Second year.....	8.00	9.00
Third year.....	10.00	11.00
Fourth year.....	12.00	14.00
Fifth year (1st six months).....	15.00	17.00
Fifth year (2nd six months).....	18.00	20.00

VI. *Pressiers — Travaux de ville*: a. *Durée du travail*: 1. Le jour, les heures de travail seront réparties entre 7 heures du matin et 6 heures du soir, les cinq premiers jours ouvrables de la semaine et entre 7 heures du matin et midi le samedi. Quarante-cinq (45) heures ainsi réparties entre 5 ou 6 jours constitueront une semaine régulière de travail d'ici le 1er mars 1939 et 44 heures du 1er mars 1939 au 1er mars 1940.

2. Tout travail exécuté en dehors des heures établies par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) sera considéré comme temps supplémentaire.

3. Le jour, le travail ne devra pas dépasser 9 heures.

4. Pour les équipes de nuit, les heures de travail seront réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour et 42 heures constitueront une semaine régulière pour le travail de nuit d'ici au premier mars 1940. La durée maximum d'une nuit de travail est de 8 heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire (compagnon ou apprenti) doit être payé au taux du temps supplémentaire.

VI. *Pressers—Town works*: a. *Duration of work*: 1. During the day, working hours shall be distributed between 7 a.m. and 6 p.m. for the first five working days of the week and between 7 a.m. and noon on Saturday. Forty-five (45) hours so distributed between 5 or 6 days shall form a regular week of work until the 1st of March 1939 and forty-four (44) hours from the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940.

2. All work performed by a regular or surnumerary employee (journeyman or apprentice) outside the hours established shall be considered as overtime.

3. During the day, the work shall not exceed 9 hours.

4. For night shifts, working hours shall be distributed between regular hours of the end the beginning of day shift and forty-two (42) hours shall form a regular week for night work until the 1st of March 1940. The maximum duration of a night work is eight (8) hours. All work performed before or after the regular hours by a regular or surnumerary employee (journeyman or apprentice) shall be paid at the overtime rates.

5. Tout travail exécuté entre le samedi midi et 12.00 p.m. le dimanche soir sera payé au taux supplémentaire.

b. *Taux des salaires*: 1. Le salaire minimum pour le travail de jour sera comme suit:

	<i>D'ici au 1er mars 1939</i>	<i>Du 1er mars 1939 Au 1er mars 1940</i>
Compagnons pressiers	\$26.50	\$28.50
Assistants	24.50	26.50
Margeurs	19.00	21.00

2. Lorsqu'il sera nécessaire de travailler par équipe allant des heures de jour aux heures de nuit ou vice-versa, la durée du travail de ladite équipe sera de 42 heures par semaine et devra être payée suivant l'échelle de salaire de nuit.

3. Tous les compagnons travaillant de nuit recevront \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés de jour.

c. *Temps supplémentaire*: 1. Les heures de travail supplémentaires seront payées au taux de temps et demi par rapport au salaire régulier et aucun employeur ne pourra exiger qu'un ouvrier ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire.

2. Le temps-double supplémentaire sera payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le jour de L'An et la Fête du Travail.

3. Tout ouvrier qui sera appelé après avoir quitté l'atelier pour exécuter du travail soit régulier soit supplémentaire, devra recevoir une somme équivalente à au moins deux (2) heures d'ouvrage.

d. *Proportion des compagnons*: La proportion des compagnons sur presses cylindriques sera établie d'un commun accord entre le contremaître et la direction.

e. *Proportion des apprentis*: 1. Le nombre maximum des apprentis alloué sera de: un apprenti pour les deux premiers compagnons employés régulièrement et un autre apprenti pour chaque deux compagnons ou fraction d'iceux.

2. Aucun apprenti ne sera employé sur travail supplémentaire excepté au *pro-rata* de compagnons employés tel que prévu précédemment.

3. L'échelle de prix pour les apprentis sera comme suit:

<i>Apprentis</i>	<i>Jour</i>	<i>Nuit</i>
Première année	\$ 6.00	\$ 7.00
Deuxième année	8.00	9.00
Troisième année	10.00	11.00
Quatrième année	12.00	14.00
Cinquième année (1er six mois)	15.00	17.00
Cinquième année (2ème six mois)	18.00	20.00

VII. *Reliure, photogravure et autres opérations non déjà mentionnées*: a. Les heures de travail pour ces métiers seront les mêmes que pour la typographie.

b. *Taux des salaires*: 1. Le salaire minimum pour le travail de jour sera de \$26.50 par semaine pour les compagnons coupeurs, relieurs, réglers, photograveurs et opérateurs d'appareils à photo-litho.

2. Dans les ateliers où il n'y a pas de machines à composer, le salaire minimum pour les typographes sera de \$26.50 par semaine.

3. Du 1er mars 1939 au 1er mars 1940, ces minima de salaire seront augmentés de \$2.00 par semaine, soit \$28.50 et \$22.00.

5. All work performed between Saturday noon and 12.00 p.m. on Sunday night shall be paid at the overtime rates.

b. *Rates of wages*: 1. The minimum wages for day work shall be as follows:

	<i>Until the 1st of March 1939</i>	<i>From the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940.</i>
Pressers journeymen.	\$26.50	\$28.50
Assistants	24.50	26.50
Feeders	19.00	21.00

2. When necessary to work by shifts from day to night hours or vice-versa, the duration of labour of the said shift shall be forty-two (42) hours per week and shall be paid according to the night rates.

3. All journeymen doing night work shall received \$2.00 more per week than the regular salary of day employees.

c. *Overtime*: 1. Overtime work shall be paid at the rate of time and one half in proportion to the regular salary and no employer shall have the right to require an employee to work a whole working day or week to be entitled to receive the overtime rates.

2. Double overtime shall be paid for all work performed on Sunday, Christmas Day, New Year's Day and Labour Day.

3. Any employee required to perform regular or overtime work after he has left the shop shall receive an amount equivalent to the wages of two working hours.

d. *Proportion of journeymen*: The proportion of journeymen on cylinder presses shall be established by a common agreement between the foreman and the management.

e. *Proportion of apprentices*: 1. The maximum of apprentices allowed shall be: one apprentice for the first two journeymen regularly employed and another apprentice for each two journeymen or fraction thereof.

2. No apprentice shall do overtime work except by the *pro-rata* of journeymen employed as precedently foreseen.

3. The scale of wages for apprentices shall be as follows:

<i>Apprentices</i>	<i>Day</i>	<i>Night</i>
First year	\$6.00	\$7.00
Second year	8.00	9.00
Third year	10.00	11.00
Fourth year	12.00	14.00
Fifth year (1st six months)	15.00	17.00
Fifth year (2nd six months)	18.00	20.00

VII. *Bookbinding, photogravure and other operations not already mentioned*: a. The working hours for these trades shall be the ones established for typography.

b. *Rates of wages*: 1. The minimum wages for day work shall be \$26.50 per week for journeymen cutters, bookbinders, rulers, photogravers and photo-litho apparatus operators.

2. In shops not using composing machines, the minimum wages for typographers shall be \$26.50 per week.

3. From the 1st of March 1939 to the 1st of March 1940, these minimum wages shall increase of \$2.00 per week, making \$28.50 and \$22.00.

4. Dans les ateliers où il n'y a pas de presses cylindriques ou automatiques, le salaire minimum des compagnons travaillant sur presses platines sera de \$20.00 par semaine et le *pro-rata* des apprentis sera de 3 apprentis par compagnon.

5. Là où des contremaîtres sont attirés pour conduire le travail, ils recevront \$3.00 de plus par semaine que les compagnons. Il ne devra pas y avoir de contremaître féminin pour diriger les hommes.

6. Les ouvriers travaillant la nuit recevront \$2.00 de plus par semaine que pour le travail de jour.

d. Proportion des apprentis: 1. Dans les départements de reliure, de photogravure, et de photolitho, il devra y avoir un apprenti pour les trois premiers compagnons employés régulièrement et un autre apprenti pour chaque trois compagnons ou fraction d'iceux.

2. Dans les ateliers où il y aura deux compagnons ou moins, ces compagnons pourront travailler dans les différents métiers, à condition qu'ils aient obtenu une carte de compétence dans ces différents métiers. Quant aux apprentis, ils pourront être soit typographes ou pressiers, ou relieurs, c'est-à-dire que le *pro-rata* se prendra sur l'ensemble des ouvriers et non sur les départements comme plus haut.

3. Seuls les compagnons auront le droit d'exécuter le travail sur les machines à composer.

4. Les maîtres imprimeurs, surintendants et contremaître travaillant dans un des métiers régis par ledit décret au moins vingt-quatre (24) heures par semaine sont considérés comme compagnons pour l'établissement du *pro-rata* du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons.

VIII. Dispositions générales: 1. Dans les ateliers assujettis à ce décret où les heures régulières forment une semaine normale de travail sont moindres que celles stipulées déjà et où l'échelle normale des salaires est actuellement plus élevée que les minima fixés par le décret, ladite semaine normale de travail sera maintenue et ladite échelle de salaires plus élevée continuera de s'appliquer tant que le présent décret demeurera en vigueur.

2. Dans les districts judiciaires de Beauce et Montmagny, l'échelle des salaires fixés sera réduite de 15%.

3. Il ne sera fait aucun travail à la pièce dans aucun atelier.

IX. Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pendant la durée de ce décret, l'échelle des salaires et les conditions applicables à l'opération de ces machines ou à ces procédés seront déterminées par le Comité conjoint.

X. 1. Le paiement des salaires se fera hebdomadairement, en argent dans tous les établissements assujettis au présent décret.

2. Ce salaire devra être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrites: son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle devra être initialement par la personne qui aura fait la paie à moins que le Comité conjoint dispense l'employeur de cette obligation.

XI. Une copie de ce décret sera affichée dans chaque département ou atelier afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance.

XII. Un comité conjoint d'un nombre égal d'employeurs et de salariés sera immédiatement formé pour surveiller et assurer l'application de ce décret, conformément aux dispositions de

4. In shops not using automatic or cylinder presses, the minimum wages of journeymen working on platen presses shall be \$20.00 per week and the *pro-rata* of apprentices shall be of three apprentices per journeyman.

5. In shops where foremen are entitled to supervise the work, they shall receive \$3.00 more per week than the journeymen. There shall be no female foreman to supervise men.

6. Employees doing night work shall receive \$2.00 more per week than for day work.

d. Proportion of apprentices: 1. In bookbinding, photogravure and photo-litho departments, there shall be one apprentice for the first three journeymen regularly employed and another apprentice for each three journeymen or fraction thereof.

2. In shops employing two journeymen or less, these journeymen may work in different trades unless they hold a certificate of competency in these different trades. As for apprentices, they may be typographers, pressers or bookbinders, meaning that the *pro-rata* shall be taken on the total amount of employees and not on the departments as above stipulated.

3. The journeymen alone shall have the right to perform work on composing machines.

4. Master printers, superintendants and foreman working in one of the trades governed by the said decree at least twenty-four (24) hours per week shall be considered as journeymen for the establishing of the *pro-rata* of the number of apprentices in proportion to the one of the journeymen.

VIII. General provisions: 1. In shops subject to this decree where the regular hours forming a normal week of work are less than the ones already stipulated and where the normal scale of wages is actually higher than the minimum established by the decree, the said normal week of work shall be maintained and the higher scale of wages shall continue to apply as long as this decree shall remain in force.

2. In judicial districts of Beauce and Montmagny, the scale of wages established shall be decreased of 15%.

3. No piece work shall be made in any shop.

IX. If new machines or processes come in use during the existence of this decree, the scale of wages and the conditions pertaining to the operation of these machines or process shall be determined by the Joint Committee.

X. 1. Wages shall be paid in cash, weekly, in all establishments governed by the present decree.

2. The pay shall be remitted to each employee in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the working hours made, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope which shall be signed by the person which shall have prepared same, unless the Joint Committee dispenses the employer with this obligation.

XI. A copy of this decree shall be posted up in each department or shop so that interested parties may take cognizance thereof.

XII. A Joint Committee formed with an equal number of employers and of employees shall be immediately constituted to supervise and assure the enforcement of this decree in conformity

l'article 16 de la Loi des conventions collectives de travail. Chaque union ouvrière aura droit à un seul représentant au Comité conjoint.

XIII. *Durée du décret*: Le présent décret entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel qui le sanctionne et demeurera en force jusqu'au 1er mars 1940; après cette date, il se renouvellera d'année en année, à moins qu'il ne soit terminé par un avis écrit donné par l'une ou l'autre des parties aux présentes, à l'autre partie, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original, et avant l'expiration d'aucune année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre les prescriptions contenues dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 mai 1938.

2479—0

with Section 16 of the Collective Labour Agreements' Act. Each labour organisation shall have only one representative to the Joint Committee.

XIII. *Duration of the Decree*: The present decree shall come into force on the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same and shall remain in force until the 1st of March 1940; after this date, it shall renew itself, from year to year, unless it be terminated by one of the other party, sixty (60) days before the original expiration date, and before the expiration of any subsequent year.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the provisions contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14th, 1938.

2480—0

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **A**TTENDU qu'il s'est
Assistent-Procureur- } glissé des erreurs dans
Général } la description officielle
du territoire érigé en municipalité sous le nom de "Saint-Simon-de-Drummond", telle description officielle faisant partie de la proclamation, en date du 14 septembre 1937, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 18 septembre 1937;

ATTENDU que notre Conseil Exécutif a, par un décret, en date du 9 février 1938, autorisé la rectification de telles erreurs:

A CES CAUSES, nous déclarons et ordonnons que la proclamation mentionnée ci-dessus soit amendée en y remplaçant la description officielle de la municipalité de "Saint-Simon-de-Drummond" par la suivante, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Grantham et en partie dans le canton de Wickham dans le comté de Drummond et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir:

Partant du point d'intersection de l'axe de la rivière St-François avec le prolongement de la ligne séparative des cantons de Grantham et de Wickham étant en même temps la ligne sud-est de la 10ième avenue; de là vers le sud-ouest suivant le dit prolongement jusqu'à la ligne séparative des 2ième et 3ième rangs du canton de Grantham—étant en même temps la ligne nord-est d'une rue innommée—de là, dans le canton de Grantham, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la dite ligne

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **W**HEREAS errors were
Deputy-Attorney, } made in the official
General } description of the territory
erected into a municipality under the name of "Saint-Simon-de-Drummond", the said official description forming part of the proclamation, dated the 14th of September, 1937, and published in the *Quebec Official Gazette*, on the 18th of September, 1937;

WHEREAS Our Executive Council has, by an order, dated the 9th of February, 1938, authorized the correction of such errors.

THEREFORE, We declare and order that the proclamation mentioned above be amended by replacing the official description of the municipality of "Saint-Simon-de-Drummond" contained therein, by the following, namely:

A territory partly situate in the township of Grantham and partly in the township of Wickham, in the county of Drummond and whereof the limits are described as follows, to wit:

Starting at the point of intersection of the axis of the St. Francis river with the prolongation of the divisional line of the townships of Grantham and Wickham being at the same time the south-east line of 10th Avenue; thence southwesterly following the said prolongation to the divisional line of the 2nd and 3rd ranges of the township of Grantham—being at the same time the north-east line of an unnamed street—thence, in the township of Grantham, with reference to the official cadastre for the said township, passing successively by the following lines and limita-

séparative des 2^{ème} et 3^{ème} rangs jusqu'à la ligne séparative des lots originaux 139 et 140, cette dernière ligne jusqu'au côté est de l'emprise du chemin de fer Pacifique Canadien, le dit côté est de l'emprise du chemin de fer Pacifique Canadien en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot de subdivision 139-799, le dit prolongement et la dite ligne se prolongeant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du chemin du 4^{ème} rang, cette dernière ligne et son prolongement vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des cantons de Grantham et de Wickham; la dite ligne séparative des cantons de Grantham et de Wickham en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des 4^{ème} et 5^{ème} rangs du canton de Wickham; de là, dans le canton de Wickham en référence au cadastre officiel pour le dit canton, allant successivement par les lignes suivantes: la dite ligne séparative des 4^{ème} et 5^{ème} rangs jusqu'à la ligne sud-est du lot originaire 246, cette dernière ligne et la ligne sud-est du lot originaire 108 jusqu'à un point situé à une distance de 545 pieds de la rive de la rivière St-François mesurée le long de la dite ligne; de là, une ligne droite faisant du côté nord-ouest un angle de 51° 00' avec la dite ligne sud-est du lot originaire 108 et se prolongeant jusqu'à l'axe de la rivière St-François; enfin le dit axe de la rivière St-François en le suivant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; le dit territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites sera pour la partie comprenant les lots originaux 102 à 107 inclusivement et une partie du lot originaire 108 du troisième rang et les lots originaux 246 à 250 inclusivement du 4^{ème} rang dans le canton de Wickham, y compris toutes leurs subdivisions, détaché de la municipalité du canton de Wickham, et pour la partie comprenant les lots originaux 137, 138 et une partie du lot originaire 139, y compris toutes leurs subdivisions, sera détaché de la municipalité de Grantham.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TESOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce DOUZIEME jour de MAI en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,
2481-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

tions: the said divisional line of the 2nd and 3rd ranges to the divisional line of original lots 139 and 140, this latter line to the east side of the right of way of the Canadian Pacific Railway, the said east side of the right of way of the Canadian Pacific Railway running southerly to the prolongation of the northwest line of subdivision lot 139-799, the said prolongation and the said extending southwesterly to the northeast line of the 4th range road, this latter line and its prolongation southeasterly to the divisional line of the townships of Grantham and Wickham; the said divisional line of the townships of Grantham and Wickham running southwesterly to the divisional line of the 4th and 5th ranges of the township of Wickham; thence, in the township of Wickham with reference to the official cadastre for the said township, running successively by the following lines: the said divisional line of the 4th and 5th ranges to the southeast line of original lot 246, this latter line and the southeast line of original lot 108 to a point situate at a distance of 545 feet from the shore of the St. Francis river, measured along the said line; thence, a straight line forming on the northwest side an angle of 51°00' with the said southeast line of original lot 108 and extending to the axis of the St. Francis river, finally the said axis of the St. Francis river following it northwesterly to the point of departure; the said territory, together with the roads, streets, lanes, Railway rights of way, watercourses or parts thereof comprised within the hereinabove described limits, shall be, for that part comprising original lots 102 to 107 inclusively and a part of original lot 108 of the third in the range and original lots 246 to 250 inclusively in the 4th range of the township of Wickham, including all their subdivisions, detached from the municipality of the township of Wickham, and for that part comprising original lots 137, 138 and a part of original lot 139, including all their subdivisions, shall be detached from the municipality of Grantham.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this TWELFTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eight and in the second year of Our Reign.

By command,
2482 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ES. L. PATENAUDE.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'il s'est
Assistant-Procureur } glissé des erreurs dans
Général } la description officielle du
 territoire érigé en municipalité sous le nom de
 "Saint-Fidèle-de-Ristigouche", telle description
 officielle faisant partie de la proclamation, en
 date du 8 septembre 1937, et publiée dans la
Gazette officielle de Québec, le 18 septembre 1937;

ATTENDU que Notre Conseil Exécutif a, par
 un décret, en date du 9 février 1938, autorisé la
 rectification de telles erreurs:

A CES CAUSES, nous déclarons et ordonnons
 que la proclamation mentionnée ci-dessus soit
 amendée en y remplaçant la description officielle
 de la municipalité de "Saint-Fidèle-de-Ristigouche"
 par la suivante, savoir:

Un territoire faisant partie des cantons de
 Ristigouche, de Mann et d'Assemetquagan, dans
 le comté de Bonaventure, et dont les limites se
 décrivent comme suit, à savoir:

Partant du sommet de l'angle nord du canton
 de Ristigouche, de là, passant successivement
 par les lignes et démarcations suivantes: dans le
 canton de Mann, la ligne extérieure sud-ouest
 du canton de Mann jusqu'au sommet de l'angle
 ouest du dit canton, la ligne extérieure nord-
 ouest du dit canton de Mann jusqu'à la ligne
 séparative des rangs D et E du même canton,
 cette dernière ligne jusqu'à la réserve des sau-
 vages, la ligne séparant la réserve des sauvages
 des dits rangs D et E jusqu'à la ligne séparative
 des cantons de Mann et de Ristigouche; dans le
 canton de Ristigouche, la dite ligne séparative
 des cantons de Mann et de Ristigouche et son
 prolongement jusqu'à l'axe de la branche-est de
 la Petite-Rivière, le dit axe jusqu'au prolonge-
 ment de la ligne sud du lot No 22 du 1er rang
 Chemin Kempt, le dit prolongement, la dite
 ligne et son prolongement jusqu'à l'axe de la
 branche-ouest de la Petite-Rivière ou (rivière
 Kempt), ce dernier axe jusqu'au prolongement de
 la ligne séparative des lots Nos 23 et 24 du 2ième
 rang, cette dernière ligne et la ligne séparative
 des lots Nos 16 et 17 du 3ième rang chemin
 Kempt raccordées par un tronçon de la ligne
 séparant le 2ième rang du 3ième rang chemin
 Kempt, la ligne sud-ouest du 3ième rang chemin
 Kempt sur toute la largeur des lots Nos 17 à 67
 inclusivement, la ligne séparative des cantons de
 Ristigouche et d'Assemetquagan depuis la der-
 nière ligne citée jusqu'à la ligne sud-ouest du
 Rang-Ouest du chemin Kempt du canton d'Asse-
 metquagan; dans le canton d'Assemetquagan la
 dite ligne sud-ouest du rang-ouest du chemin
 Kempt, les lignes nord-ouest des lots Nos 27
 de chacun des Rangs-Ouest du chemin Kempt et
 Est-du-Chemin Kempt, la ligne nord-est du rang
 Est-du-Chemin Kempt et enfin la ligne exté-
 rieure nord-ouest du canton de Ristigouche
 jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensem-
 ble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou
 partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus
 décrites est pour la partie comprise dans le
 canton de Ristigouche détaché de la municipa-
 lité de la partie sud-est du canton de Risti-
 gouche et érigé dans toute son étendue en une
 municipalité distincte sous le nom de la "municipa-
 lité de Saint-Fidèle de Ristigouche" dans le
 comté municipal de Bonaventure.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
 et tous autres que les présentes peuvent concer-

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS errors were
Deputy-Attorney } made in the official
General } description of the terri-
 tory erected into a municipality under the name
 of "Saint-Fidèle de Ristigouche", the said official
 description forming part of the proclamation,
 under date the 8th of September, 1937, and
 published in the *Quebec Official Gazette*, of the
 18th of September, 1937;

WHEREAS Our Executive Council, has) by an
 order, dated the 9th of February, 1938, author-
 ized the correction of the said errors;

THEREFORE, We declare and order that the
 proclamation mentioned above be amended by
 replacing therein the official description of the
 municipality of "Saint-Fidèle de Ristigouche" by
 the following, namely:

A territory forming part of the townships of
 Ristigouche, Mann and Assemetquagan, in the
 county of Bonaventure, and whereof the limits
 are described as follows, to wit:

Starting from the summit of the north corner
 of the township of Ristigouche, thence passing
 successively by the following lines and limita-
 tions: in the township of Mann, the exterior
 southwest line of the township of Mann to the
 summit of the west corner of the said township,
 the exterior northwest line of the said township
 of Mann to the divisional line of ranges D and E
 of the same township, this latter line to the Indian
 Reserve, the line separating the Indian Reserve
 from said ranges D and E to the divisional line
 of the townships of Mann and of Ristigouche in
 the township of Ristigouche, the said divisional
 line of the townships of Mann and Ristigouche,
 and its prolongation to the axis of the east branch
 of the "Petite Rivière", and the said axis to the pro-
 longation of the south line of lot No. 22 of the 1st
 Kempt Road range, the said prolongation, the
 said line and its prolongation to the axis of the
 west branch of the "Petite Rivière" or (Kempt
 river), this latter axis to the prolongation of the
 divisional line of lots Nos. 23 and 24 of the 2nd
 range, this latter line and the divisional line
 of lots Nos. 16 and 17 of the 3rd Kempt Road
 range connected by a portion of the divisional
 line separating the 2nd range from the 3rd
 Kempt Road range, the southwest line of the
 3rd Kempt Road range for the whole width of
 lots Nos. 17 to 67 inclusively, the divisional
 line of the townships of Ristigouche and Assemet-
 quagan from the last mentioned line to the south-
 west line of the West Kempt Road range of the
 township of Assemetquagan; il the township of
 Assemetquagan, the said southwest line of the
 West Kempt Road range, the northwest lines
 of lots Nos. 27 of each of the West Kempt Road
 and the East Kempt Road ranges, the northeast
 line of the East Kempt Road range and finally
 the exterior northwest line of the township of
 Ristigouche to the point of departure; the said
 territory, together with the roads, rivers, water-
 courses or parts thereof, comprised within the
 hereinabove described limits, is, for the part
 comprised in the township of Ristigouche,
 detached from the municipality of the southeast
 part of the township of Ristigouche and erected
 in its whole entirety into a separate municipality
 under the name of the "Municipality of Saint
 Fidèle de Ristigouche" in the municipal county
 of Bonaventure.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all
 others whom these presents may concern, are

ner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TESOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce DOUZIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
2483-o Sous-secrétaire de la Province

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWELFTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eight and in the second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
2484 Under Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 19

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Fest vs Tepper	1707
Poulin vs Carreau	1707

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 1657

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Association des constructeurs de Québec, Inc.	1729
Association des constructeurs des Cantons de l'Est <i>et al.</i>	1748
Association des ouvriers de Joliette	1735
Association des taverniers de la cité de Québec et du district, Inc.	1741
Concernant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières	1703
Concernant le métier de boulanger dans la cité de Sherbrooke	1727
Concernant le permis de circulation sur les terres de la Couronne entre le 7 mai et le 15 novembre 1938	1727
Concernant les métiers de barbiers et coiffeurs dans la région des Trois-Rivières	1755
Concernant l'oblitération des timbres	1707
Concernant un amendement à l'industrie de la construction dans la région de Québec	1728
Concernant une modification aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur	1728
The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.	1744

ASSURANCE:—

Société Provinciale d'Assistance aux Aveugles	1708
---	------

AVIS DIVERS:—

E. G. M. Cape & Company	1708
Revision de la liste électorale de la cité des Trois-Rivières	1708
St. Lawrence Mining Corporation, Ltd.	1708

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Fest vs Tepper	1707
Poulin vs Carreau	1707

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 1657

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Association des constructeurs de Québec, Inc.	1729
Association des constructeurs des Cantons de l'Est <i>et al.</i>	1748
Association des ouvriers de Joliette	1735
Association des taverniers de la cité de Québec et du district, Inc.	1741
Respecting the security transfer tax Act.	1703
Respecting the baker trade in the city of Sherbrooke	1727
Respecting the travel permit on Crown Lands between May 7th and November 15th, 1938	1727
Respecting the barber and hair-dresser trades in the district of Trois-Rivières	1755
Respecting cancellation of stamps	1707
Respecting an amendment to the building industry in the district of Quebec	1728
Respecting a modification to the pipe-mechanic and tinsmith-roofer trades	1728
The Montreal & Provincial Shoe Repairers Association, Inc.	1744

INSURANCE:—

Société Provinciale d'Assistance aux Aveugles	1708
---	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

E. G. M. Cape & Company	1708
Revision of the electoral list of the city of Trois-Rivières	1708
St. Lawrence Mining Corporation, Ltd.	1708

BUREAUX-CHEFS:—

Canada Motor Car Co. Ltd.	1709
Dominion Skis Limited	1709
Gatineau Power Company	1709
Mary's Limited	1709

CHARTES—ABANDON DE:—

Montreal N. R. A. Co. Ltd.	1710
Northern Chibougamau Mines Ltd.	1710

COMPAGNIE DISSOUTE:—

Eug. Leclerc, Cook & Joubert Ltée.	1710
------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Lyster-Station, munic. scolaire	1711
Mont-Brun, munic. scolaire	1711
Notre-Dame-du-Nord, munic. scolaire	1711
Preissac, munic. scolaire	1701
St-Antoine-de-Padoue, munic. scolaire (Erratum)	1710
St-Bernard, munic. scolaire	1712
St-Agnès-de-Dundee, munic. scolaire	1712
St-Gilles, munic. scolaire (Erratum)	1710
St-Urbain-de-Rémigny, munic. scolaire (Erratum)	1711
St-Vincent-de-Paul, munic. scolaire— (Erratum)	1711
Taschereau-Fortier, munic. scolaire	1712

ERRATUM:—

Commission municipale de Québec, règle de pratique No 3	1712
--	------

LETTRES PATENTES:—

Association des Garçons de Table de Montréal	1658
Aurora Mines Limited	1678
Canadian Industrial Plasters Ltd—La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée	1659
Châteauvert Club Incorporated	1662
Club Dorion Incorporé	1679
Club Social Bienvenue Inc	1662
Coronet Club (Corporation)	1664
Dominion Skis Limited	1680
Hôtel St. Louis, Limitée	1682
J. D. Farmer, Ltée—J. D. Farmer, Ltd	1684
La Cie Interprovinciale de Construction et de Pavage Ltée—Interprovincial Construction and Paving Co. Ltd	1687
La Cie Martineau Electrique Limitée	1664
Marcotte Frères Inc.—Marcotte Brothers Inc	1666
Progress Engineering Products Ltd	1688
Rose Lingerie, Incorporated	1677
Sapera Bros. Limited	1667
Swan Construction Company Limited	1671

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Champion Savings Corporation Limited	1690
Park's Ltd	1691
Ross-Biron Electric Ltd	1691
Ross Brothers & Co., Ltd	1692

LIQUIDATION, AVIS DE:—

The Hartland Engineering Co. of Canada, Ltd	1692
--	------

CHIEF-OFFICES:—

Canada Motor Car Co. Ltd	1709
Dominion Skis Limited	1709
Gatineau Power Company	1709
Mary's Limited	1709

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Montreal N. R. A. Co. Ltd	1710
Northern Chibougamau Mines Ltd	1710

COMPANY DISSOLVED:—

Eug. Leclerc, Cook & Joubert Ltée	1710
-----------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Lyster-Station, school munic	1711
Mont-Brun, school munic	1711
Notre-Dame-du-Nord, school munic	1711
Preissac, school munic	1701
St-Antoine-de-Padoue, school munic., (Erratum)	1710
St-Bernard, school munic	1712
St-Agnès-de-Dundee, school munic	1712
St-Gilles, school munic., (Erratum)	1710
St-Urbain-de-Rémigny, school munic., (Erratum)	1711
St-Vincent-de-Paul, school munic., (Erra- tum)	1711
Taschereau-Fortier, school munic	1712

ERRATUM:—

Quebec Municipal Commission, rule of practice No. 3	1712
--	------

LETTERS PATENT:—

Association des Garçons de Table de Montréal	1658
Aurora Mines Limited	1678
Canadian Industrial Plasters Ltd—La Cie Canadienne Industrielle de Placage Ltée	1659
Châteauvert Club Incorporated	1662
Club Dorion Incorporé	1679
Club Social Bienvenue Inc	1662
Coronet Club (Corporation)	1664
Dominion Skis Limited	1680
Hôtel St. Louis, Limitée	1682
J. D. Farmer, Ltée—J. D. Farmer, Ltd	1684
La Cie Interprovinciale de Construction et de Pavage Ltée—Interprovincial Construction and Paving Co. Ltd	1687
La Cie Martineau Electrique Limitée	1664
Marcotte Frères Inc.—Marcotte Brothers Inc	1666
Progress Engineering Products Ltd	1688
Rose Lingerie, Incorporated	1677
Sapera Bros. Limited	1667
Swan Construction Company Limited	1671

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Champion Savings Corporation Limited	1690
Park's Ltd	1691
Ross-Biron Electric Ltd	1691
Ross Brothers & Co., Ltd	1692

WINDING UP NOTICE:—

The Hartland Engineering Co. of Canada, Ltd	1692
--	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de St-Hubert.....	1713
Société Coopérative Agricole de St-Joseph d'Alma.....	1712
Société Coopérative Agricole de St-Thomas Dydime.....	1713

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Concernant les boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières.....	1724
Concernant l'industrie de la construction de Hull.....	1724
Concernant l'industrie de la construction du comté d'Arthabaska.....	1724
Concernant l'industrie de la construction du Lac St-Jean.....	1725
Concernant l'industrie de la lithographie de la province de Québec.....	1725
Concernant l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district.....	1725
Conseil des métiers alliés de l'imprimerie de Québec et Lévis.....	1758
Ordonnance No 7—Industrie de la fabrication des contreforts de chaussures.....	1725

MINUTES DE NOTAIRES:—

Boiteau, Emile.....	1713
Déziel, Joseph-Ephrem.....	1714

PROCLAMATIONS:—

Grand-Saint-Esprit, munic. de.....	1699
Saint-Fidèle-de-Ristigouche, munic. de.....	1765
Saint-Lambert, paroisse de.....	1701
Saint-Siméon, paroisse de.....	1702
Saint-Simon-de-Drummond, munic. de.....	1764

SOUMISSIONS:—

Buckingham, ville de.....	1699
Verdun, commission des écoles catholiques.....	1698

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Lamontagne, Eugène.....	1695
Succession J.-Thomas Levallée.....	1693

VENTES PAR LICITATION:—

Broue vs Broue <i>et al.</i>	1696
Faubert <i>et al</i> vs Faubert <i>et al.</i>	1697

VENTES POUR TAXES:—

East Angus, ville de.....	1694
Sherbrooke, cité de.....	1693
Trois-Rivières, cité de.....	1693

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Caouette <i>et vir</i> vs Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de La Reine.....	1715
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Sawyer <i>et al.</i>	1714
Naud <i>et al</i> vs Poulin.....	1714

HULL:—

Lafontaine vs Bissonnette.....	1715
--------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de St-Hubert.....	1713
Société Coopérative Agricole de St-Joseph d'Alma.....	1712
Société Coopérative Agricole de St-Thomas Dydime.....	1713

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Respecting the bakers and distributors of bread of Trois-Rivières.....	1724
Respecting the building industry of Hull.....	1724
Respecting the building industry in the county of Arthabaska.....	1724
Respecting the building industry of Lake St. John.....	1725
Respecting the lithographing industry of the Province of Quebec.....	1725
Respecting the printing industry of Montreal and district.....	1725
Conseil des métiers alliés de l'imprimerie de Québec et Lévis.....	1758
Ordinance No. 7—Shoe counter manufacturing industry.....	1725

NOTARIAL MINUTES:—

Boiteau, Emile.....	1713
Déziel, Joseph-Ephrem.....	1714

PROCLAMATIONS:—

Grand-Saint-Esprit, munic. of.....	1699
Saint-Fidèle-de-Ristigouche, munic. ov.....	1765
Saint-Lambert, parish of.....	1701
Saint-Siméon, parish of.....	1702
Saint-Simon-de-Drummond, munic. of.....	1764

TENDERS:—

Buckingham, town of.....	1699
Verdun, Catholic School Commission.....	1698

SALES' BANKRUPTCY ACT:—

Lamontagne, Eugène.....	1695
Estate of J. Thomas Levallée.....	1695

SALES BY LICITATION:—

Broue vs Broue <i>et al.</i>	1696
Faubert <i>et al</i> vs Faubert <i>et al.</i>	1697

SALES FOR TAXES:—

East Angus, town of.....	1694
Sherbrooke, city of.....	1693
Trois-Rivières, city of.....	1693

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Caouette <i>et vir</i> vs Curé and Churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of St-Philippe de La Reine. . .	1715
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Sawyer <i>et al.</i>	1714
Naud <i>et al</i> vs Poulin.....	1714

HULL:—

Lafontaine vs Bissonnette.....	1715
--------------------------------	------

IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Bissonnette vs Mongeon.....	1716	Bissonnette vs Mongeon.....	1716
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Pelletier vs Lavoie.....	1716	Pelletier vs Lavoie.....	1716
MONTRÉAL:—		MONTREAL:—	
Beaudoin vs Tellier <i>et vir</i>	1717	Beaudoin vs Tellier <i>et vir</i>	1717
Dessaulles <i>et al</i> vs Paquette.....	1717	Dessaulles <i>et al</i> vs Paquette.....	1717
Laforge <i>et vir</i> vs Sallafranque.....	1719	Laforge <i>et vir</i> vs Sallafranque.....	1719
Larivière Inc. <i>et al</i> vs Favreau <i>et vir</i>	1718	Larivière Inc. <i>et al</i> vs Favreau <i>et vir</i>	1718
Paroisse de Chambly-Canton vs Gardner	1719	Parish of Chambly-Canton vs Gardner	1719
QUÉBEC:—		QUEBEC:—	
La Caisse Populaire de St-Sauveur vs Lemieux.....	1720	La Caisse Populaire de St-Sauveur vs Lemieux.....	1720
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Rioux vs Therriault.....	1720	Rioux vs Therriault.....	1720
ROBERVAL:—		ROBERVAL:—	
St-Pierre vs Guay.....	1721	St-Pierre vs Guay.....	1721
ST-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Parker vs Wilson.....	1721	Parker vs Wilson.....	1721
TROIS-RIVIÈRES:—		TROIS-RIVIERES:—	
Gouin <i>et al</i> vs La Boulangerie Moderne, Ltée.....	1722	Gouin <i>et al</i> vs La Boulangerie Moderne Ltée.....	1722